3 1761 06187580 3

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lafranceetguilla00br

I

LA FRANCE
ET GUILLAUME II

OUVRAGES DE M. VICTOR BÉRARD

Les ouvrages de M. Victor Bérard ont été couronnés par l'Académie française (Prix Vitet, 1904)

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

La Politique du Sultan. Un vol. in-18 (*4e édition*), broché. 3 50

La Macédoine. Un vol. in-18 (*2e édition*), broché. . . . 3 50

Les Affaires de Crète. Un vol. in-18 (*2e édition*), broché. 3 50

L'Angleterre et l'Impérialisme. Un vol. in-18, avec une carte en couleur hors texte (*4e édition*), broché. . . . . 4 »

(*Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Thérouanne.*)

Questions extérieures (1901-1902). Un vol. in-18, br. 3 50

Pro Macedonia. Un vol. in-18, broché. . . . . 2 »

La Révolte de l'Asie. Un vol. in-18 (*2e édition*), broché. 4 »

L'Empire russe et le Tsarisme. Un vol. in-18, avec une carte en couleur hors texte (*2e édition*), broché. . . . . 4 »

L'Affaire Marocaine. Un vol. in-18 (*2e édition*), broché. 4 »

La France et Guillaume II. In-18 (*2e édition*), broché. 3 50

Les Phéniciens et l'Odyssée (2 volumes) :

Tome I. Un vol. in-8 grand jésus de 592 pages, 98 cartes et gravures, broché. . . . **25** »; relié demi-chagrin, tête dorée . . . . . **32** »

Tome II. Un vol. in-8 grand jésus de 630 pages, 144 cartes et gravures, broché. . . . **25** »; relié demi-chagrin, tête dorée. . . . . **32** »

La Turquie et l'Hellénisme contemporain. Un vol. in-18 (*5e édition*) [Librairie Alcan]. 3 50

(*Ouvrage couronné par l'Académie française.*)

De l'Origine des Cultes arcadiens. Un vol. in-8 [Librairie Fontemoing] 12 50

(*Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Prix Saintour.*)

418-07. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — P4-07.

B4834f

VICTOR BÉRARD

LA FRANCE ET GUILLAUME II

DEUXIÈME ÉDITION

176854
13/12/22

PARIS
LIBRAIRIE ARMAND COLIN
5, RUE DE MÉZIÈRES, 5
1907

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

H. T. GERRANS,
WORCESTER COLLEGE
OXFORD

DC
369
B53
1907

V

PRÉFACE

—

Je réunis en ce volume, en les mettant au point, une série d'études qui, de 1901 à 1906, ont été publiées dans la *Revue de Paris*.

L'ensemble peut donner au lecteur une idée assez complète des relations entre la France et l'Empereur allemand. Un premier livre traite, en trois chapitres, de méthodes et de conceptions françaises : *Politique française*; *Le Travail de la France*; *Finance et Diplomatie*. Un second livre, en quatre chapitres, montre sur le vif les procédés et théories de Guillaume II : *Méthode allemande*; *Crise allemande*; *Politique impériale*; *Rêve mondial*. Un dernier livre, en deux chapitres, expose, d'après le dernier discours de M. de Bülow au Reichstag, ce que nous pouvons attendre de Berlin : *Menaces allemandes*; *Offres allemandes*.

Si le ton de certaines pages semble un peu vif, le lecteur voudra bien ne pas oublier qu'elles furent écrites sous le coup des événements et que l'auteur n'a jamais été un prêcheur de guerre : il a toujours reconnu et proclamé la solidarité étroite qui unit les intérêts de la France au progrès pacifique de l'univers, au bonheur de toute l'humanité, à la fortune de ses voisins, de *tous* ses voisins. Il a vivement attaqué les politiques dont l'égoïsme lui semblait la base, l'impérialisme de M. Chamberlain et l' « hamidianisme » du Sultan : les coups de Bourse de la finance française et les coups de tête de l'Empereur allemand lui inspirent la même antipathie.

Mais il a toujours vanté les qualités militaires et domestiques des Turcs ; il a toujours appelé de ses vœux la réconciliation entre Londres et Paris ; il a toujours dit que notre finance pourrait être l'un des grands moyens de notre politique, et il croit qu'un jour ou l'autre, l'Allemagne et Guillaume II lui-même se déferont de leurs préjugés et errements bismarckiens.

1er janvier 1907.

TABLE DES CHAPITRES

PRÉFACE V

LIVRE I

I. — POLITIQUE FRANÇAISE

Politique nationale; politique coloniale; politique mondiale. — Le Congrès de Berlin. — L'incident Schnœbelé. — L'alliance russe. — La « grande idée ». — France et Allemagne. — France et Angleterre. — La défaite russe. — L'entente cordiale. — L'alliance anglo-franco-russe..... 3

II. — LE TRAVAIL DE LA FRANCE

Travail complémentaire de la France et de l'Angleterre. — Les achats de la France : houille et métaux; manufactures communes; denrées exotiques. — Les ventes de la France : ingéniosité du paysan et de l'ouvrier; soin de notre main-d'œuvre; la fermière et l'ouvrière françaises. — Le commerce franco-britannique est stable et extensible. — Protectionnisme; colonisation; instruction secondaire et féminisme..... 33

III. — FINANCE ET DIPLOMATIE

Politique de principe et politique d'affaires. — Les exigences des financiers. — La richesse française. — La France

et l'humanité. — Devoir et intérêt. — Mœurs financières. — Finance et épargne. — Finance et revenus. — Finance et emprunteur. — Entente franco-allemande. — Les recouvrements de Guillaume II. — La sécurité nationale..... 77

LIVRE II

IV. — MÉTHODES ALLEMANDES

L'empereur Guillaume et la « manière forte ». — Les finances vénézuéliennes. — Le plan allemand. — Les richesses de Vénézuéla. — La méthode scientifique des Allemands. — Devis et réalités. — Le café vénézuélien. — Le crédit allemand. — L'Allemagne et les gouvernements. — Fédéralisme. — Fédéralisme et anarchie. — États et Fédération. — Le régime Guzinan Blanco. — Docteurs et Généraux. — Crespo, Andrade et Castro. — Le contrôle financier. — Les Etats-Unis..... 109

V. — CRISE ALLEMANDE

Une entreprise allemande. — La prospérité. — Les sociétés en actions. — Matières premières et main-d'œuvre. — La spéculation. — La *Loi des Bourses*. — Les traités de 1903. — L'invasion américaine. — Les faillites de banques. — La *Société des Drèches*. — Exportations allemandes. — La crise allemande et la paix mondiale..... 147

VI. — POLITIQUE IMPÉRIALE

L'Europe de la Contre-révolution et le Hohenzollern. — L'isolement de Guillaume II. — « Menaces injustes. » — Guillaume II et l'Autriche-Hongrie. — La route de Macédoine. — Pest et les Slaves. — Les races supérieures. — Le Magyar et l'Osmanli. — L'exploitation germanique au Levant. — Le commerce austro-hongrois et la fermeture de Salonique. — L'Affaire de Thasos. — L'industrie hongroise. — Le rôle mondial de Guillaume II..... 177

VII. — RÊVE MONDIAL

De Mogador à Casablanca. — La politique mondiale du chevalier de Razilly. — L'anarchie marocaine et le poste de

Mogador. — Commerce marocain et commerce africain. — Mogador et le commerce mondial. — Les Eldorados de l'Amérique du Sud. — Les ports atlantiques du Maroc. — Explorations et ambitions allemandes. — L'Afrique musulmane. — Les sphères d'influence en Chine et en Amérique..... 211

LIVRE III

VIII. — MENACES ALLEMANDES

Le discours du Chancelier. — Menaces et offres. — Les menaces. — Le cercle isolateur et paralysant. — La politique de M. Delcassé. — Alliance franco-russe et bloc occidental. — Le pont du nord. — Le fil du midi. — Le rôle des Hongrois. — La Hongrie et la Prusse. — Alliance italo-hongroise. — *Dies irae*. — L'Empereur et la Prusse. — Les dangers et les chances de notre politique..... 241

IX. — OFFRES ALLEMANDES

Coopération industrielle et financière. — Facilités coloniales. — Tanger. — Le « vaste terrain ». — Colonies et sphères d'influence. — Chine et Turquie. — Le chemin de fer de Bagdad. — Asie Mineure et Mésopotamie. — Le firman de 1902. — Négociations franco-russo-allemandes. — Le syndicat franco-allemand. — Voyage impérial à Londres. — Refus anglais. — Supercherie berlinoise. — Refus français. — Conditions d'accord..... 279

LIVRE I

I. POLITIQUE FRANÇAISE

II. LE TRAVAIL DE LA FRANCE

III. FINANCE ET DIPLOMATIE

I

POLITIQUE FRANÇAISE

Politique nationale; politique coloniale; politique mondiale. — Le Congrès de Berlin. — L'incident Schnœbelé. — L'alliance russe. — La « grande idée ». — France et Allemagne. — France et Angleterre. — La défaite russe. — L'entente cordiale. — L'alliance anglo-franco-russe.

Le discours de Tanger (mars 1905) marquera un tournant de notre vie nationale. Comme en 1887, une incartade allemande est venue en 1905 nous faire souvenir que nous avons toujours une frontière ouverte. A voir le désarroi — les journaux officieux d'outre-Rhin disaient : la discrète panique — où ce brusque rappel jeta nos gouvernants, nos journalistes et nos parlementaires, il sembla vraiment que ce souvenir ait pu sortir de leur mémoire et que, sur la foi de prophètes mal lucides, ils aient escompté à jamais, de la bienveillance ou de la tolérance impériales, une paix assurée et pleine liberté d'action pour leurs entreprises coloniales et leurs réformes démocratiques.

Ce mois de mai 1905 nous a remis en face de la

réalité. Il nous eût beaucoup mieux valu, sans doute, n'en jamais avoir détourné les yeux : nous aurions épargné à notre honneur la dure épreuve de ces quatre semaines et au gouvernement de M. Rouvier le renvoi d'un ministre des Affaires étrangères dont le crime était de déplaire à Berlin. Mais puisque cette épreuve, du moins, nous a tirés de notre aveugle confiance, puisque ce vent de soufflet a ravivé nos inquiétudes et, chez les plus philosophes, la vieille passion du devoir national, à quoi bon récriminer?

Il n'est pas temps encore de savoir quels sont les gens qui nous ont menés là, et comment et pourquoi ils nous y ont menés, en quelle mesure leur faiblesse de conscience ou de cœur affola leurs angoisses patriotiques, en quelle mesure aussi leurs petites combinaisons de Bourse et leurs intérêts personnels leur firent volontairement oublier que la France, après tout, a quelques soldats et que, si la paix est pour nous le premier des biens, la paix continentale est plus nécessaire encore aux entreprises lointaines de Guillaume II et au bonheur de l'Allemagne...

Un proche avenir fera sûrement justice de ceux qui spéculèrent sur la crainte publique, trompèrent le Parlement par des racontars de couloirs, avec des documents douteux, et se firent ou se laissèrent grossièrement duper par les grands gestes et la grosse voix de l'adversaire. Il nous faut tirer de ces événements une leçon plus haute et voir ce que peut, ce que doit être désormais notre politique française.

*
* *

Depuis le traité de Francfort, notre politique extérieur à traversé trois périodes : nationale jusqu'au Congrès de Berlin (1878), coloniale jusqu'en 1894, elle est devenue mondiale en ces douze années dernières.

Jusqu'en 1878, jusqu'au Congrès de Berlin, elle fut proprement et uniquement nationale.

Méditer et mettre à profit la cruelle leçon de 1870; rétablir les forces de la nation; relever son armée et ses forteresses; remplir ses magasins et ses arsenaux; repeupler ses casernes et ses ateliers; l'outiller surtout de sciences et de méthodes nouvelles, lui inculquer le maniement des unes et le respect des autres; bref, au moral et au physique refaire un peuple fort de ce peuple vaincu et l'amener quelque jour peut-être à réparer dans sa frontière de l'Est la brèche qui rend l'étranger maître de notre sol : tous les Français étaient d'accord sur ce programme, et Gambetta, qui voulait y penser toujours sans en parler jamais, ne faisait que formuler le devoir national, tel qu'il apparaissait à tous les esprits.

Du Congrès de Berlin, la diplomatie française rapporta l'ambition coloniale, avec cette concession de la Tunisie que nous désirions, que nous avions demandée et que l'habileté de Bismarck nous fit accorder dans les dépouilles de l'islam.

Des Vosges, détourner sur le monde l'attention de

notre peuple et la fougue de notre armée; susciter contre nous la haine de l'Italien, qui déjà se croyait maître et seigneur à Tunis, de l'Espagnol, qui par l'exemple tunisien pouvait augurer de nos futures ambitions au Maroc, et de l'Anglais, qui jamais ne supporta volontiers d'autre colonisation que la sienne; créer surtout cette brouille franco-anglaise qui, durant vingt années, allait devenir le pivot de la politique allemande; enfin nous relancer aux prises avec l'islam africain que l'on jugeait alors bien plus vivace et bien plus formidable qu'à l'expérience il ne se révéla : Bismarck avait escompté tous les bénéfices de son apparente générosité.

Le cadeau de la Tunisie n'était pour Bismarck qu'un autre moyen d'opérer sur nous la saignée affaiblissante que, dès 1875, il avait jugée indispensable à la sécurité de l'empire allemand. En 1875, devant les oppositions coalisées de la Russie et de l'Angleterre, il n'avait pas pu renouveler l'opération de 1870. En 1878, il nous tendait galamment l'instrument colonial et nous allions de nos propres mains, pour la gloire et la tranquillité du roi de Prusse, gaspiller à travers le monde un sang et des efforts que l'on aurait dû ne demander à notre peuple que pour le salut ou la libération de la patrie.

De grandes et de petites passions entraînèrent nos hommes d'État. Grande passion de relever la gloire française! Grande passion d'agrandir l'héritage français, de travailler pour l'avenir et, dans le monde futur, de réserver à la France nouvelle une place égale à

celle que la vieille France tenait dans le monde du passé! Petite passion d'accomplir, eux, civils, eux, démocrates, une besogne militaire et impériale, et de dire aux vieux partis de France : « Notre flotte républicaine tire le canon aussi souvent et aussi loin que les flottes de vos monarchies. Nous, peuple, nous réparons les fautes de votre Louis XV et les pertes de vos Napoléons! » Petite passion d'avoir, eux, serviteurs du suffrage universel, une clientèle de proconsuls, de vice-rois, de rois vaincus et d'humanités sujettes! Petit besoin de « prestige », comme ils disaient, auprès des Cours européennes, — comme si l'estime des Cours, et non pas la seule affection des peuples, devrait avoir le moindre prix à nos yeux et comme si la formidable gloire de la prédication révolutionnaire, par l'exemple et par le discours, ne devrait pas suffire à auréoler la France de demain!

Petit calcul enfin de popularité facile auprès des électeurs, que toujours grise l'odeur du laurier, — comme si dans une république la justice n'avait pas toujours le dernier mot et comme s'il était de juste renommée, de popularité durable, sans l'unique et minutieux souci, sans l'unique et constante recherche du bonheur et du progrès populaires et sans un culte exclusif de l'idéal démocratique!...

Et je ne dis rien d'autres calculs, moins avouables peut-être, qui jamais, depuis Sésostris — les inscriptions hiéroglyphiques et les derniers budgets de l'Indo-Chine sont d'une pareille éloquence là-dessus — n'ont

manqué d'intervenir dans la « politique d'expansion » : ce n'est pas le désintéressement et l'économie qui président aux affaires coloniales.

« Si nos cœurs battent, disait encore Gambetta en 1880, ce n'est pas pour un idéal de sanglantes aventures, c'est pour que ce qui reste de la France reste entier et pour que nous puissions compter sur l'avenir, pour voir s'il y a dans les choses une justice immanente qui vient à son jour et à son heure. »

Dès 1881, certains de nos politiques s'en remettaient à la générosité allemande pour laisser « entier ce qui reste de la France », et nous engageaient dans les affaires coloniales. Encore cette première entreprise tunisienne pouvait-elle se réclamer d'incontestables intérêts nationaux. Car en ces affaires coloniales, qui toutes, je crois, nous furent de quelque dommage ou d'un médiocre profit, il faut distinguer celles qui du moins ont pu ou auraient pu ne nous causer aucun désastre — les colonies méditerranéennes — et celles qui, dispersant nos efforts à travers le monde, risqueront toujours de grever de guerres lointaines ou de lourdes angoisses l'avenir de la métropole.

On peut regretter — et je regrette — que la France ait pris pied sur les décevantes terres africaines et, peu à peu, cédé aux mirages du désert. Je suis de ces bons Français qui aiment assez « la petite France » de la Révolution pour ne jamais songer à la « grande France » d'outre-mer : je vois trop nettement le beau, le noble, le profitable rôle de notre démocratie dans

le monde civilisé pour ne rien vouloir galvauder de l'énergie française dans le monde barbare.

Mais tous les regrets seraient vains : après soixante-dix années de conquête et de colonisation, l'Afrique barbaresque est devenue un morceau de notre France ; ce n'est pas sur la carte seulement qu'Alger, Oran et Constantine sont des préfectures au même titre que Nice ou Chambéry ; Biskra est aujourd'hui plus voisine de Paris que ne l'était Bayonne en 1815 ; demain, les communications plus rapides encore feront de cette France d'outre-mer une partie intégrante de la nation.

Or, la sécurité de l'Algérie exigeait en 1880 que Tunis ne devînt pas italienne, comme elle exige aujourd'hui que Fez ne tombe pas en des mains étrangères. L'occupation de la Tunisie donc était encore une nécessité : par malheur, ce fut le premier doigt dans l'engrenage colonial, et bientôt les deux bras y passèrent.

Le dommage peut-être n'eût pas été aussi grand si, du moins, les ambitions de Gambetta sur l'Égypte eussent séduit notre Parlement. Après le protectorat de Tunis, le condominium de l'Égypte eût limité notre manie d'expansion aux eaux méditerranéennes ; l'Égypte nous eût forcément tournés vers la Syrie, vers la France « du Levant » que les Allemands n'avaient pas encore entamée : sans sortir de la Méditerranée, sans créer peut-être cette brouille entre Paris et Londres, qui durant vingt ans (1882-1902) allait peser sur notre vie, nous aurions eu de quoi

passer notre grande faim de prestige et de campagnes. Mais l'abandon de l'Égypte créa chez nous un besoin de revanche contre l'Angleterre, auquel cédèrent nos démocrates les plus convaincus, pour ne pas laisser à la République l'opprobre de cette reculade. Il nous fallut un grand empire : la petite Méditerranée ne pouvait plus nous contenir. La même folie mégalomane entraînait alors tous les peuples de l'Europe; mais nous, Français, nous aurions dû ne pas oublier que cette petite mer avait toujours été le centre de la civilisation blanche; les événements d'alors, l'éveil des Amériques et de l'Océanie, la pénétration de l'Asie et de l'Afrique, donnaient momentanément un rang presque égal à d'autres mers; mais il eût été facile de prévoir que, tôt ou tard, la Méditerranée reprendrait son monopole ou, du moins, son premier rôle.

Car ce n'est pas le caprice des hommes, ce sont les forces de la nature, c'est la structure même de notre globe terrestre, qui font de cette mer tout à la fois un paradis humain, — étalé sous le plus sain, le plus vivifiant des climats, bordé de terres assagies, peuplé d'îles accueillantes, frangé de golfes pénétrants, abreuvé de fleuves constants et dociles, ombragé de montagnes pluvieuses, — et le passage inévitable, le canal direct entre tous les océans. En perçant aujourd'hui Suez et Panama, les hommes ne font que rétablir ou parachever la ceinture d'aigues marines qui cercle notre hémisphère septentrional et lui attache comme à mi-corps, à mi-chemin entre l'équateur et

le pôle, cette brillante enfilade de mers et de détroits, dont la Méditerranée est la plaque centrale, le joyau et la fermeture...

Il nous fallut des terres lointaines : dans toutes les mers et sur tous les continents, chez les jaunes et chez les noirs, nous fîmes une collection de conquêtes comme les enfants font une collection de timbres-poste ou de papillons. Et, sous nos vitrines coloniales, nous nous émerveillâmes de voir épingler les peuples et les noms les plus étranges : Madagascar, Tonkin, Gabon, Annam, Dahomey, Tahiti, Guinée, Wallis, Fouta-Djallon, Cambodge, Soudan, Obock, etc. — J'en passe et des plus baroques ! Et chaque fois qu'un de ces malheureux peuples, transpercé par l'une de nos expéditions et fixé, tout palpitant, sur les cartons de notre Pavillon de Flore, nous laissait aux doigts, avec beaucoup de sanie et de sang, un peu de dorure irisée, — ce que certains appellent encore la gloire, — nous nous félicitions bruyamment d'avoir agrandi le domaine de la civilisation : il est des enfants qui croient aussi faire avancer la science en torturant de malheureux insectes.

Nos croisières coloniales nous donnaient en outre le plaisir de « punir » la perfide Albion : nous savions bien que brousses du Soudan, sables du Niger, monts du Laos, forêts du Congo, déserts du Sahara, toutes ces annexions africaines et asiatiques, continentales et insulaires, ne nous étaient ni nécessaires, ni même profitables ; mais nous sentions que toutes étaient désagréables ou dommageables à l'An-

gleterre, et nos satisfactions de vanité étaient doublées, triplées, par les explosions de la mauvaise humeur de Londres.

Aussi les prévisions de Bismarck furent bientôt dépassées : l'Angleterre et ses amies de la Méditerranée, l'Espagne et l'Italie, devinrent nos ennemies déclarées ou secrètes. L'Italie surtout, affectant des craintes patriotiques contre les rêves de nos catholiques et contre notre intimité avec le Vatican, se fit dès 1883 la servante de Berlin : elle sacrifia à la gallophobie de M. Crispi et des gens du Sud tous les ressentiments du Nord contre le *Tedesco*, toutes les revendications irrédentistes contre l'Autrichien.

Une Triple Alliance, formidable pour notre sécurité, mit au service de Bismarck l'Autriche, que Berlin avait dépouillée, et cette Italie que nous avions délivrée. Mieux encore : dans l'isolement où nous reléguait le Machiavel de Berlin, dans le concert de réclamations hostiles que suscitaient nos entreprises coloniales chez tous nos anciens amis, certains de nos hommes d'État prirent l'illusion que, seule, l'Allemagne pouvait nous être un voisin indifférent, sans bienveillance, mais sans perfidie, et ils négocièrent en conséquence.

C'est que Bismarck, plein de bonnes paroles pour nos ambitions transmarines, multipliait les tentations, semblait prévenir nos caprices et prendre en mains nos intérêts : la Conférence de Berlin (1884-1885) achevait l'œuvre du Congrès de Berlin. En cette Conférence, Bismarck, sous couleur d'appuyer nos reven-

dications congolaises et nigériennes, installait son arbitrage entre les impérialistes de Londres et les coloniaux de Paris, et notre Parlement ratifiait l'Acte de Berlin sans critiquer cette étrange politique qui faisait de nos ennemis d'outre-Rhin les surveillants de nos relations avec nos voisins d'outre-Manche.

La nation pourtant sentait confusément le risque, où pareilles illusions de ses gouvernants pouvaient la conduire : les difficultés malgaches, les discussions chinoises et la panique de Langson (mars 1885) avaient semé quelques épines sur notre chemin. Si le général Boulanger exploitait ce sentiment confus de la nation pour couvrir ses ambitions personnelles et prendre le peuple à ses parades nationalistes, un patriote, M. Goblet, essayait de ramener les parlementaires au véritable souci des destinées nationales : il ne cachait pas son désir, son ardent désir d'une transaction honnête, qui aboutirait à une réconciliation sincère et profitable avec nos voisins et clients de Londres, nos partenaires en commerce et en libéralisme... L'incident Schnœbelé éclata (avril 1887).

Aujourd'hui est-il besoin de souligner la ressemblance entre cette crise franco-allemande de 1887 et celle que nous avons traversée en 1905? En 1887, le gouvernement de M. Goblet voulait régler avec Londres les plus criants de nos désaccords, dissiper les malentendus, amalgamer Nouvelles-Hébrides et Égypte et trouver quelque combinaison honorable; M. Delcassé, avec plus d'ampleur et plus de succès,

n'a pas fait autre chose par ses accords du mois d'avril 1904.

L'incident Schnœbelé tomba en pleines négociations franco-anglaises de 1887 : le discours de Tanger n'est venu qu'un an après les accords franco-anglais. C'est qu'en 1904 Guillaume II était engagé en mille combinaisons turques, africaines et chinoises qui étaient d'un grand embarras pour la complète liberté des gestes impériaux : il dut patienter tant que la résistance russe en Mandchourie ne lui donna pas toutes les chances de nous intimider et, peut-être, cet accord franco-anglais ne l'eût-il point tiré de sa prudente réserve, si les intérêts matériels de l'Allemagne n'eussent point été blessés par notre politique au Levant.

En 1887, la France eut l'inestimable bonheur d'avoir à la tête de son gouvernement, non seulement un patriote, — le patriotisme, quoi qu'on dise, est commun à presque tous nos hommes d'État, — mais un homme de haute vertu, M. Goblet, à qui toute une vie de désintéressement et de droiture, sans laides compromissions, sans fréquentations démoralisantes, avait donné l'intrépidité de cœur et d'esprit, l'indestructible confiance en la justice :

Si nous avons besoin de la paix, si personne ne doute de notre volonté de la conserver, personne ne peut douter non plus que nous ayons la ferme résolution de ne lui sacrifier ni nos droits ni notre honneur. La France, relevée de ses désastres, a pris confiance en elle-même; bien loin de menacer aucun peuple, elle est prête à accueillir avec

joie et réciprocité toutes les sympathies; elle ne serait pas moins prête, s'il le fallait, à faire face à d'injustes agressions.

Ainsi parlait M. Goblet au Havre le 7 mai 1887, et il disait à tout venant : « Voilà quinze ans que chaque année nous demandons à ce pays un milliard pour son armée et sa flotte, et nous irions maintenant lui dire que, s'il reçoit un soufflet sur une joue, nous ne pouvons que lui conseiller de tendre l'autre! » En 1887, l'entente franco-anglaise fut écartée, moins par la France, il est vrai, que par l'Angleterre elle-même, et ce fut entre Berlin et Londres que d'intimes négociations s'ouvrirent. La chute de Bismarck, qui survint, ne fit qu'achever son œuvre, car un engouement de Guillaume II amena l'échange de nombreux papiers, dont quelques-uns seulement furent publiés. La cession d'Héligoland et les arrangements africains prouvèrent, du moins, au monde que l'Allemagne pouvait toujours escompter l'hostilité de l'Angleterre contre nous : « Nous avons voulu, *avant tout*, assurer notre entente avec l'Angleterre », répondait le nouveau chanchelier de Guillaume II à ceux qui lui reprochaient d'avoir fait la part trop belle aux ambitions africaines de Londres (1890).

Mais cet incident Schnœbelé finit de réveiller les inquiétudes françaises, en nous montrant le prix dont nous risquions de payer la gloire coloniale. Puis l'indiscrétion allemande, en la personne de l'impératrice Frédéric, vint raviver (février 1891) nos susceptibilités populaires : la présence d'une impératrice

allemande dans la Galerie des Glaces et sur les ruines de Saint-Cloud évoquait, à nos yeux, un trop cruel passé; Guillaume II, avec quelque étonnement et un grand dépit, put constater la puissance des souvenirs sur notre nation tout entière.

En ce mois de février 1891, la France eut de nouveau la chance d'avoir au quay d'Orsay un homme de sens et de cœur, M. Ribot, et un président du Conseil, M. de Freycinet, qui faisaient passer l'intérêt public avant leur succès ou leur intérêt personnels. Ils mesurèrent au juste la portée des fureurs impériales : sans méconnaître le danger, ils ne se firent pas une politique de l'exagérer, et il ne leur vint pas à l'esprit qu'un appel à la lâcheté publique pût être un moyen de gouvernement.

Mais, sans forfanterie et sans faiblesse, ils préparèrent et résolurent tout ce qui pouvait, en France et au dehors, nous permettre d'envisager les décisions suprêmes : « C'est au lendemain de la visite à Paris de l'impératrice Frédéric — disait M. Ribot à la Chambre, dans son discours du 23 janvier 1903 — que l'empereur Alexandre III nous a fait les offres que nous avons acceptées ».

Dès 1875, la possibilité d'une entente franco-russe était apparue; en 1878, les mécomptes de la Russie au Congrès de Berlin avaient pour toujours fêlé l'accord russo-allemand; au début de 1887, durant la tension entre Paris et Berlin qui précéda l'affaire Schnœbelé, le *Nord*, de Bruxelles, journal officieux du gouvernement russe, imprimait :

La Russie n'a pas plus le droit de spéculer sur la situation menacée de la France, en achetant aux dépens de celle-ci l'appui de l'Allemagne en Orient, qu'elle n'a d'intérêt à se lancer dans une aventure contre cette dernière puissance au profit de la France... Ce que la Russie désire actuellement, c'est, d'une part, le maintien de la paix et, d'autre part, le maintien de l'équilibre européen : elle doit éviter tout motif de conflit, comme le serait une alliance française, mais sauvegarder l'équilibre, s'il était mis en question, s'il était menacé par l'explosion quand même d'un conflit franco-allemand, et ce n'est certes pas en se rapprochant de Berlin qu'elle y parviendrait.

En 1891, la France accepta les offres russes afin de maintenir la paix désirée de tous, mais non « comme une provocation qui précipiterait des complications faciles à prévoir », — ainsi parlait encore un journaliste officieux de Pétersbourg.

De 1891 à 1894, ni à Paris ni à Pétersbourg, on ne fit le moindre geste qui pût prêter à la défiance : Cronstadt (juillet 1891) et Toulon (octobre 1893) furent des manifestations pacifiques. M. Ribot pouvait en son discours de Bapaume (28 septembre 1891) célébrer « cette politique de paix, de prudence et de sang-froid qui a attiré l'estime des peuples et contribué à rendre à notre pays le rang qu'il doit occuper dans le monde ». M. de Freycinet, en son discours de Vandœuvre (16 septembre 1891), avait plus nettement encore défini l'usage que nous voulions alors faire de l'entente franco-russe :

Personne ne doute aujourd'hui que nous ne soyons forts : nous prouverons que nous sommes sages. Nous saurons garder, dans une situation nouvelle, le calme, la dignité et

la mesure qui, aux mauvais jours, ont préparé notre relèvement.

Et du côté russe, le *Nord* exprimait les mêmes ambitions pacifiques :

Autant la France, dans son légitime orgueil de grande nation, pouvait être tentée de regimber devant une paix imposée et, pour ainsi dire, coercitive, autant elle souscrit avec une libre et joyeuse spontanéité, maintenant qu'elle ne se sent plus seule, au maintien de la stabilité générale qui va lui permettre de développer sa prospérité sans alarmes et sans amertumes.

Durant ces trois années 1891-1894, « le calme, la dignité et la mesure », « le maintien de la stabilité générale », « le développement de notre prospérité sans alarmes et sans amertumes » furent en effet les caractères et les buts de notre politique. Ni contre Berlin ni contre Londres, notre entente avec Pétersbourg ne prenait le ton d'une guerre ni même d'une alliance déclarée.

Au retour de Cronstadt, notre flotte était allée à Portsmouth : notre invasion du Siam, la remontée de nos bateaux jusqu'à Bangkok (1893) ne troublait pas nos bonnes relations avec l'Angleterre; notre campagne du Dahomey (1892) et nos autres règlements africains, aussi bien au Soudan qu'en Éthiopie, n'entraînaient aucune difficulté avec Londres ni avec Rome.

Mais, dès 1894, M. Hanotaux commençait une nouvelle politique, qui devait atteindre son apogée sous la présidence de M. Félix Faure (janvier 1895-

février 1899). On « proclama » l'alliance et, comme il faut bien faire usage de son arme quand une fois on l'a dégainée, on voulut montrer aux peuples quelque beau, quelque grand résultat, obtenu par ce magique instrument.

La manie coloniale battait toujours son plein; l'échec du boulangisme avait discrédité les revendications nationalistes : c'est donc vers les colonies, et non vers le Rhin, contre l'Angleterre, et non contre la Prusse, que l'on chercha. Mais les petites affaires congolaises ou nigériennes, siamoises ou malgaches d'autrefois ne pouvaient plus suffire : on instaura une politique mondiale. Et Berlin retrouva durant dix années (1894-1904) toute tranquillité pour le développement de son industrie, toute liberté pour ses expériences de commerce et de navigation.

*
* *

Après dix ans, quand on regarde d'un peu haut cette période de l'histoire contemporaine qui va de 1894 à 1904, on ne peut retenir un cri d'admiration devant l'habileté de la diplomatie berlinoise. Cette habileté, pleine de perfidie assurément, fut couronnée de beaux succès. Installé entre Paris et Pétersbourg, Berlin joua selon son gré de l'alliance franco-russe, en flattant d'abord la vanité coloniale de Paris (1894-1898), puis les ambitions mandchouriennes de Pétersbourg (1898-1904). De 1894 à 1898, le grand projet de M. Hanotaux sur l'Égypte et sur l'Afrique; de 1898 à

1904, les grands projets des Alexeief et des Bézobrasof sur la Chine et la Corée furent inspirés peut-être, sûrement encouragés par Guillaume II : l'un après l'autre, chacun des membres de la Double Alliance fut la dupe et la victime de ce machiavélisme.

En 1894, M. Hanotaux, qui voulait abaisser l'Angleterre, projetait la reprise de l'Égypte et l'invasion de l'Afrique équatoriale.

Susciter les réclamations du Sultan, propriétaire légal de l'Égypte; appuyer de Paris et de Pétersbourg ces réclamations turques; insister à Constantinople et à Londres sans craindre d'en arriver aux menaces et même à l'exécution; préparer, puis opérer une double et triple marche militaire; du Caucase et de l'Asie Mineure, à travers la Syrie et la Palestine, amener Russes et Turcs aux rives du Canal; de Tunis, à travers la Tripolitaine, conduire nos troupes d'Algérie aux portes du Caire, et du Congo, à travers les forêts équatoriales, les marais du haut Nil et les monts d'Abyssinie, percer de part en part le continent africain et couper la ligne du Cap au Caire déjà rêvée par l'impérialisme britannique : plan grandiose assurément!

Mais on voit la place nécessaire, éminente, que devait y tenir l'Empereur. Patron d'Abd-ul-Hamid Guillaume II pourrait seul décider la Turquie aux réclamations d'abord, puis aux menaces, à l'exécution enfin. Arbitre entre Londres et la Double Alliance l'Empereur pourrait pencher pour celle-ci ou pour celle-là. On comprend qu'avant de se mettre en branl

vers Fachoda, la Double Alliance ait envoyé ses bateaux à Kiel (juin 1895).

Vainement, par la bouche de M. Millerand (discours à la Chambre des députés du 10 juin 1895), nos socialistes eux-mêmes exprimaient leurs inquiétudes : il fallut Fachoda pour convaincre nos parlementaires, et il fallut le patriotique courage de M. Delcassé pour nous tirer avec honneur du coupe-gorge où l'amitié de Guillaume II nous avait poussés : « Je voudrais ne pas sortir d'ici, — me disait M. Delcassé à l'une de nos premières rencontres, *au début de novembre 1898*, — je voudrais ne pas quitter ce fauteuil, sans avoir rétabli la bonne entente avec l'Angleterre. » Au lendemain de Fachoda, une telle parole me sembla vraiment patriotique et courageuse.

Six ans (1898-1904) d'efforts continus, patients, traversés de mille intrigues berlinoises, devaient amener M. Delcassé au but, et cette entente avec Londres devait en 1904 entraîner ses conséquences inévitables : les amies de l'Angleterre, Espagne et Italie, redevenaient forcément nos amies.

Dans les réquisitoires de Berlin contre M. Delcassé figure le grief d'avoir débauché Rome et, pour isoler l'Allemagne, d'avoir pris à Guillaume II son Italie. Tout au long des mois d'avril et mai 1905 il fut touchant, mais un peu étrange, de trouver à Paris tant d'âmes compatissantes pour s'écrier : « Voilà une fort vilaine et criminelle opération ! enlever l'Italie à son ami de cœur ! » Encore en juillet 1905, dans une *garden party* de l'Élysée, toutes les « mères de

notre République », — suivant le mot d'un chroniqueur, — les femmes de nos ministres passés, présents et futurs, déploraient l'isolement où nous reléguions Guillaume II, — le pauvre ! Et notre bon peuple fut tout prêt à dire qu'en effet on aurait dû laisser Rome à la Triple-Alliance.

Le public ne connaît qu'une Triple-Alliance, celle que Berlin noua contre nous sur le continent ; celle-là a fait tant de bruit et de cris qu'il est impossible de l'ignorer. Dans le secret, une autre Triple-Alliance s'était formée, dont nos diplomates soupçonnaient, dont notre public ignore toujours l'existence ; sans vaines démonstrations, elle attendait l'occasion d'opérer contre nous dans les eaux méditerranéennes : cette Triple-Alliance maritime liait à Londres l'Espagne et l'Italie.

Rome appartenait donc à Londres autant qu'à Berlin, — et si Berlin attachait tant de prix à l'amitié italienne, c'était moins pour l'Italie peut-être que pour les communications mieux assurées et plus complètes avec Londres. — Ou plutôt, Rome n'appartenait qu'à ses préférences et à ses intérêts. Des préférences passagères, un coup de tête et de rancune l'avaient rapprochée de Berlin ; mais c'est à Londres que l'attachent ses intérêts permanents, ses besoins vitaux... L'Italie ne pouvait donc pas rester notre ennemie, quand nous redevenions les amis de l'Angleterre.

L'entente cordiale entre Londres et Paris ruina le système que, depuis le Congrès de Berlin, la Prusse

jugeait indispensable à sa sécurité ou à ses projets contre nous.

Durant les six années que demanda ce grand ouvrage, M. Delcassé eut-il soin de ménager dans le fond et dans la forme les susceptibilités de Guillaume II? Non; mais il faudrait ne pas oublier que M. Delcassé avait quelque raison de ne risquer à Berlin aucune démarche dont l'habileté allemande pût tirer le moindre parti contre nos négociations à Londres.

Aujourd'hui, l'entente cordiale est faite et, depuis leur signature, ces accords franco-anglais nous paraissent tellement correspondre à toutes les nécessités des deux partenaires que nous serions disposés à méconnaître l'habileté de leurs auteurs et d'en attribuer le succès à la force des choses. Nous oublions qu'en ces matières les habiletés humaines restent toujours un facteur assez important et qu'une maladresse de Paris ou une adresse de Berlin eût, en 1904 comme en 1887, ajourné encore, indéfiniment ajourné la réconciliation.

Sachant exactement — il avait en mains les pièces que nous n'avons pas — où la route de Kiel avait conduit son prédécesseur, M. Delcassé évita, mais trop ostensiblement peut-être, tous les chemins allemands. Son prédécesseur avait un peu perdu « le calme et la dignité », dont les fondateurs de l'alliance russe auraient voulu faire les deux qualités premières de notre diplomatie; M. Delcassé conserva-t-il constamment la troisième, la « mesure »? En ses dépê-

ches, surtout en ses confidences, garda-t-il la parfaite maîtrise de ses paroles et de ses espoirs, l'intime secret de ses patriotiques ambitions? Sut-il ne pas jouir trop haut de sa réussite?...

Ces petits travers de l'homme ne devinrent une cause de faiblesse que le jour où éclatèrent toutes les conséquences d'une faute commise par le ministre. Car ce ministre, que Fachoda avait à tout jamais prémuni contre les flatteries ou contre les excitations impériales, n'en sut pas prévenir et défendre nos alliés de Pétersbourg.

L'œuvre allemande, dans les défaites de la Russie, apparaît nettement aujourd'hui : par une ironie des choses, ce sont des paquebots allemands qui sont allés chercher au Japon les prisonniers et les éclopés russes que les incitations allemandes y avaient jetés.

La force moscovite écartée de la frontière polonaise, où depuis dix ans une mobilisation systématiquement poursuivie accumulait régiments, batteries et munitions; l'attention et la sympathie du peuple russe détournées de la Pologne prussienne, d'où montent les cris du slavisme persécuté; toute menace et toute intrigue du panslavisme bannie de l'Autriche mourante, où les Slaves feraient la loi si Berlin n'y maintenait la tyrannie austro-hongroise; toute révolution, toute émancipation des chrétiens comprimée dans l'empire turc, où les intérêts de l'industrie allemande et de l'empereur allemand sont liés au maintien du *statu quo*, au régime hamidien des mangeries et des massacres : triple et quadruple bénéfice

que Berlin tirait du grand projet russe sur la Chine!

Dès 1881, il semble que ce ne fut pas la faute du ministre allemand à Pékin si le Turkestan chinois ne devint pas une Mandchourie avant la lettre, une sorte de Tunisie russe, qui eût jeté les Russes contre l'islam asiatique, juste au moment où notre Tunisie nous jetait contre l'islam africain.

En 1895, après la guerre sino-japonaise, Berlin seconda les réclamations de Pétersbourg contre l'annexion de Port-Arthur que Tokio avait arrachée à Pékin; juste au moment où les bateaux de la Double Alliance partaient pour Kiel, les diplomates allemands se joignaient aux nôtres pour faire reviser le traité de Simonoséki : Port-Arthur redevenait libre. Alors, occupant lui-même Kiao-tchéou, Guillaume II (mars 1898) décida les Russes à entrer dans la souricière.

Berlin crut avoir double raison de se féliciter. Autour de Kiao-tchéou, le Chantoung devenait la « sphère d'exploitation » que réclamaient l'industrie et le commerce allemands et que l'on avait cherchée vainement en Afrique, en Amérique et en Océanie. Autour de Port-Arthur, Mandchourie et Corée devenaient la « folie » lointaine où Pétersbourg gaspillerait son argent et son énergie. Par-dessus le marché, Berlin, à grâce Kiao-tchéou, devenait l'arbitre ou l'entremetteur entre les Russes, qui désormais tiendraient à leur Mandchourie, et les Anglais, qui craindraient pour leur Yang-tsé. En Orient comme en

Occident, l'Allemagne dominait toutes les relations de la Double Alliance.

Quand M. Delcassé prit les affaires, il trouva cette situation établie; mais une occasion décisive allait lui permettre d'agir à son gré et de faire délibérément son choix.

De 1898 à 1902, l'Angleterre en Extrême-Orient supporta l'entremetteur allemand et le paya : c'était le temps où le Transvaal accaparait les forces anglaises; Londres était obligée de délaisser un peu son *estate* chinois; il lui semblait que Guillaume II était disposé et tout désigné à en prendre la garde, et l'intégrité de la Chine fut l'objet d'engagements solennels entre Londres et Berlin. Mais, quand vint l'heure de tenir contre la Russie une promesse, d'avance récompensée, Berlin sut faire la distinction entre la Chine, les Dix-Huit Provinces, — dont l'Allemagne avait garanti à Londres l'intégrité, — et l'Empire chinois, les annexes de Mandchourie, Mongolie et Tibet, que Berlin voulait abandonner à la pénétration moscovite. Londres se vit jouée : terminant brusquement l'aventure sud-africaine, elle reporta vers la Chine toute son attention; en place de l'Allemagne, elle chercha et trouva un allié qui fût de parole; l'alliance anglo-japonaise fut conclue et publiée (mars 1902).

Cette publication était un solennel avertissement à la Russie; mais rien dans la forme ni le fond ne pouvait blesser son honneur ni ses intérêts. Si M. Delcassé eût alors bien compris notre vrai devoir d'amis

et alliés, il eût discrètement fait sentir à Pétersbourg le grand risque où les flatteries de Guillaume II continuaient de pousser le tsar.

Ce n'était pas chose facile : Berlin déployait alors ses grâces et ses offres au devant des caprices russes; Berlin proposait son argent pour continuer la pénétration chinoise, si la France refusait de nouveaux emprunts; Berlin proposait son amitié, son alliance peut-être, pour intimider ou mater l'Angleterre, si la France refusait de marcher. Mais, de notre part, c'eût été chose honnête, par suite grandement habile, de ne pas rivaliser de flatteries ou de condescendances aux faiblesses de nos alliés.

La note franco-russe, qui répondit à la note anglo-japonaise, fut une lourde faute parce qu'elle sembla engager la Double Alliance dans les affaires mandchouriennes. La guerre russo-japonaise n'en sortit pas directement : il est possible néanmoins qu'elle en ait découlé; car il est possible, il est probable, que le tsar et son gouvernement eussent été obligés d'arrêter à temps les tripotages des Alexeief et des Bézobrasof, si la note franco-russe ne leur eût pas permis d'entretenir dans leur peuple cette menteuse illusion que la Double Alliance avait fait de la Mandchourie son affaire, et que la menace d'une diversion française empêcherait les Anglais de déclencher une guerre nipponne.

La faute commise (mars 1902), l'inévitable châtiment est venu (mars 1905); il est venu lentement, trois ans après : les Anciens savaient déjà que la

justice des choses est aussi boiteuse que celle des hommes.

Le châtiment serait venu plus tôt, et plus grand, si de 1902 à 1904 notre diplomatie n'eût point tâché de réparer son erreur, en offrant ses bons offices entre Londres et Pétersbourg, en rétablissant dans les échanges d'idées entre Russie et Angleterre un ton de courtoisie, de déférence aux intérêts réciproques, et presque de cordialité, dont nous avons pu sentir les effets au cours même des hostilités.

Si un conflit général fut évité, si Japon et Russie restèrent seuls en présence, c'est assurément aux bons offices de nos diplomates entre Londres et Pétersbourg qu'on le doit. Si même le Japon n'eût pas voulu cette guerre à tout prix, il est probable que les efforts combinés de Londres et de Paris l'eussent conjurée : l'attaque de Port-Arthur ne fut pas une moindre surprise pour le gouvernement anglais que pour le nôtre.

*
* *

En voulant la guerre à tout prix et en la conduisant avec une telle maîtrise, les Japonais semblèrent avoir travaillé autant pour l'Allemagne que pour eux-mêmes : il est certain que l'une après l'autre, les grandes victoires japonaises, Port-Arthur, Moukden et Tsoushima firent reparaître une arrogance que, depuis 1891, la diplomatie berlinoise avait perdue.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'Allemagne

ait toujours à s'en applaudir ni que, déjà, elle ne pressente de grosses difficultés. En ses affaires chinoises, elle constate que la défaite russe a été trop complète pour que le Japon tolère longtemps dans Kiao-tchéou et dans le Chantoung un Port-Arthur et une Mandchourie germaniques. En ses affaires européennes, elle constate que l'évanouissement du fantôme panslaviste rend aux Hongrois quelque susceptibilité et une pleine justesse de vues à l'endroit de la tyrannie germanique.

Il dépend de notre sang-froid et de notre habileté de prouver rapidement à Berlin que les succès de la perfidie sont éphémères. Ce n'est pas qu'il faille nous endormir béatement en des rêves optimistes, jouer avec les grands mots de droit, de paix et de fraternité, méconnaître le rôle actuel de la force et compter qu'un miracle perpétuel nous sauvera malgré nous-mêmes.

La force n'est point notre idéal; la guerre n'est point notre désir. Mais croire que la paix ne dépend que de nos désirs, que demain matin la justice établira son arbitrage entre les nations assagies : qui n'hésiterait aujourd'hui à prêcher cette foi débonnaire? « Tenir notre poudre sèche » doit être la première leçon que nous rapportons de toute rencontre avec Guillaume II. Notre puissance militaire et navale est la première condition de notre sécurité; mais il ne faut pas oublier que notre diplomatie nous a trouvé des appuis et des aides.

On ne dupe pas tour à tour, — comme depuis

trente ans a fait Berlin, — Français, Anglais, Russes, Italiens, Yankees, Boers, Marocains, etc., sans coaliser contre soi les dupes et les victimes. Les accapareurs allemands se trouvent, d'ailleurs, en conflit d'intérêts économiques avec toutes les puissances civilisées : leurs industries et leur commerce ne vivent, ne peuvent se maintenir ou se développer — Guillaume II lui-même le proclame — qu'aux dépens de l'Angletere et de l'Amérique; leur agriculture les met en concurrence mortelle avec la Russie et l'Autriche. Nos intérêts de France, au contraire, sont solidaires de tous les intérêts de l'humanité : il n'est pas un peuple dont le bonheur et le progrès économiques ne fassent nos affaires.

Une entente cordiale nous assure déjà le bon vouloir de l'Angleterre, de ses amies méditerranéennes et de sa parente transatlantique : il ne faudrait pas grand'chose, peut-être, pour transformer en alliance ce sympathique groupement de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Espagne et des États-Unis. Et si les défaites de Mandchourie ont diminué la valeur effective de la Double Alliance franco-russe, elles n'ont point altéré les sentiments qui l'ont fait naître : non seulement notre devoir et notre honneur, mais tous nos intérêts et tous nos souvenirs doivent nous rendre plus chère, en ces jours de malheur russe, l'alliance qui nous vint en des jours d'angoisses françaises.

Celui-là aura bien mérité de la France et de l'humanité qui, reprenant à rebours le rôle de

Guillaume II entre les nations européennes, essayant de combiner, non pas pour la guerre, mais pour la paix, les relations de Londres et de Pétersbourg, continuera et achèvera la politique de M. Delcassé par cette alliance anglo-franco-russe où vont tous les désirs de la France et tous les véritables intérêts de la Russie et de l'Angleterre...

De la paix russo-japonaise sortiront peut-être des choses inattendues. Aussi clairement que nous l'avons pu voir après Fachoda, les Russes aujourd'hui aperçoivent où les ont poussés les flatteries de Berlin. Entre Japon et Russie, la conclusion de ce corps-à-corps héroïque devrait être une cordiale réconciliation, et, si Pétersbourg était liée tout à la fois avec Paris et avec Tokio, pourrait-elle rester longtemps brouillée avec Londres?

Nous savons exactement ce que nous pouvons espérer : nous voulons la paix: nous ne mettons nos espoirs que dans le droit; mais d'autres veulent la guerre ou font mine de la vouloir. Ne fermons pas les yeux sur les dangers qui guettent, qui toujours depuis trente-cinq ans ont guetté notre vie nationale : sachons bien que, tant que les Vosges seront ouvertes, nous serons sous la menace d'une colère prussienne; mais sachons aussi que, plus nous semblerons la redouter, plus s'en multiplieront les explosions simulées ou réelles.

32

II

LE TRAVAIL DE LA FRANCE

Travail complémentaire de la France et de l'Angleterre. — Les achats de la France : houille et métaux; manufactures communes; denrées exotiques. — Les ventes de la France : ingéniosité du paysan et de l'ouvrier; soin de notre main-d'œuvre; la ermière et l'ouvrière françaises. — Le commerce franco-britannique est stable et extensible. — Protectionnisme; colonisation; nstruction secondaire et féminisme.

Comme supplément à son *Moniteur officiel du Commerce*, notre gouvernement publie, depuis six ans bientôt, les *Rapports commerciaux* de nos agents diplomatiques et consulaires à l'étranger. C'est une excellente publication, imitée des *Diplomatic and Consular Reports* anglais.

La copie ne vaut pas encore le modèle. Des six cents fascicules déjà parus, il en est plus d'un où éclate l'inexpérience, et même l'ignorance complète, en matière commerciale, de nos diplomates et consuls. Mais on ne doit pas leur en vouloir. Quand on sait par quels examens nous recrutons notre « carrière », on doit s'étonner au contraire de trouver quelque

sentiment et quelque connaissance de nos affaires dans l'esprit de ces jeunes gens, auxquels le jury demanda de connaître les seules futilités de la diplomatie en dentelles, le « renversement des alliances » et le « secret du roi ». Il faudra des années encore et quelques réformes profondes pour apprendre à nos agents que le monde est, non plus un « échiquier », mais un marché, et que le diplomate aujourd'hui doit être un courtier d'intérêts, avant d'être un joueur d'échecs.

Mais, déjà, l'on peut apercevoir quelques signes des temps nouveaux, et le fascicule n° 140 de ces *Rapports commerciaux* est un très beau mémoire de M. J. Périer, notre consul-suppléant à Londres, sur *le Commerce et la Navigation du Royaume-Uni en l'année 1901*. Ce mémoire est divisé en deux chapitres : d'abord, une vue d'ensemble sur la situation économique du Royaume-Uni ; ensuite, une étude minutieuse du commerce de la France avec cette Angleterre.

Je voudrais laisser de côté le premier chapitre. Notre consul y reproduit des idées que j'ai souvent exposées déjà, touchant la stagnation ou même la baisse du commerce britannique et les inquiétudes croissantes qu'inspirent aux Anglais les concurrences allemande et américaine.

Pour les causes profondes de cette décadence, j'ai tâché, dans mon livre sur *l'Angleterre et l'Impérialisme*, de montrer combien la paresse, l'ignorance et le *snobisme* des patrons anglais devaient être mis en

cause; notre consul cite, entre plusieurs autres, ce mot d'un millionnaire américain : « Si j'avais ma situation à faire, j'irais à Londres, me fallût-il vendre mes habits pour payer le voyage. Aucune ville au monde n'offre aujourd'hui plus d'occasions de faire rapidement fortune. Un homme qui travaillerait à l'allure américaine, et qui, venant de bonne heure à son bureau, y resterait tard, un homme à idées mettrait Londres à sac. La concurrence y est bien moins ardente qu'en Amérique et les hommes vraiment capables y sont bien moins nombreux. »

C'est le second chapitre du rapport, le commerce de la France avec l'Angleterre, qui nous intéresse. Si l'entente cordiale s'est imposée aux gouvernements, puis aux peuples, c'est qu'il est des calculs d'une éloquence irrésistible; notre commerce avec l'Angleterre nous donne les plus gros et les plus sûrs de nos bénéfices. En 1901, à ne prendre que les chiffres bruts de notre exportation, tous les autres peuples du monde nous achetaient à peine le double de ce que nous vendions à la seule Angleterre :

Exportations françaises en 1901.

(*En millions de francs.*)

Total.	Angleterre.	Belgique.	Allemagne.	États-Unis.	Colonies françaises.
—	—	—	—	—	—
4 166	1 264	596	461	230	476

Ce commerce franco-britannique doit être pris comme type de notre activité, comme modèle de ce

que nous pouvons et devons faire, si nous voulons maintenir et accroître notre fortune.

Je souhaiterais qu'en tableaux gradués, notre ministre des Affaires étrangères fît tracer les courbes de ce commerce franco-britannique, avec les hausses et les baisses des différents articles, et qu'il fît afficher ces tableaux en quelque place très visible, en un couloir très passager de notre Palais-Bourbon : rien, je crois, ne pourrait, d'une façon aussi complète et aussi exacte, enseigner à nos députés ce que doit être l'ensemble de notre politique, non seulement étrangère, mais intérieure aussi.

*
* *

Le premier enseignement qui se dégagerait de ces tableaux serait assurément la condamnation de toute politique anglophobe.

Qu'en plusieurs points du globe, nous ayons eu des intérêts et des ambitions contraires à ceux des Anglais; que nous ayons dû, en chacun de ces points, défendre nos entreprises et nos projets avec la même ténacité et, quand il le fallait, avec la même vivacité que font les Anglais pour les leurs; qu'en notre âme et conscience nous ayons nourri une grande défiance et une plus grande mésestime contre certaines théories et contre certains hommes qui, momentanément, possédèrent le cœur de l'Angleterre, et, s'il faut appeler les choses par leur nom,

que nous devions entretenir parmi nous la haine de l'impérialisme : tout cela va de soi; tout cela est salutaire et légitime, non seulement pour le tort passager ou durable que toute autre conduite pourrait nous causer, mais surtout pour l'invincible répugnance de ces prétendues nouveautés (ce ne sont en réalité que de très vieilles choses, exhumées du plus mauvais fond de la barbarie) à toutes les idées et croyances, qui sont ou devraient être la règle de notre vie publique.

Mais l'Angleterre n'est pas seulement l'impérialisme : l'Angleterre libérale de Gladstone et de Cobden s'est déprise, plus tôt qu'on ne pensait, de M. Chamberlain et de sa politique. Et contre cette Angleterre libérale, pacifique, honnête, que nous devions rêver une lutte perpétuelle, un antagonisme à mort; que l'abaissement de cette Angleterre par tous les moyens doive aujourd'hui nous apparaître ce que nous apparut jadis l'abaissement de la maison d'Autriche, le terme de nos désirs et le but de nos efforts : — ce n'est là folie excusable que chez les diplomates attardés au jeu d'échecs et aux conceptions de Richelieu.

Jadis, notre politique du roi pouvait se proposer d'abaisser, à l'extérieur comme à l'intérieur, tous les rivaux de notre soleil royal, afin que nul éclat des couronnes voisines ne vînt diminuer notre rayonnement dans la petite Europe. Mais aujourd'hui notre politique du peuple comporte d'autres nécessités; l'un des premiers devoirs, le premier devoir peut-être, d'un gouvernement démocratique est, tout en gardant

intact l'honneur de la France, d'assurer, non pas un grand rôle à un ministre, mais à tous les citoyens le vivre et le couvert. Or il suffit de méditer les chiffres que voici, pour juger la valeur française et démocratique de toute politique anglophobe.

De 1892 à 1902, le commerce spécial[1] entre la France et l'Angleterre connut deux ans de faible baisse : en 1893 et 1894, il avait subi un léger fléchissement, à cause de la dépression générale des affaires dans le monde entier. Mais sa moyenne annuelle dépassait toujours, et de beaucoup, un milliard et demi de francs, et, par bonds, cette moyenne montait vers les deux milliards :

Commerce spécial franco-britannique.

(*En millions de francs.*)

1892.	1 557	1897.	1 617
1893.	1 453	1898.	1 526
1894.	1 398	1899.	1 829
1895.	1 495	1900.	1 902
1896.	1 541	1901.	1 931

Deux milliards sont un chiffre ; encore faut-il comparer ce commerce franco-britannique aux commerces de la France avec les autres pays étrangers, pour lui

1. Le commerce *général* comprend l'ensemble de toutes les marchandises transportées d'un pays à l'autre. Le commerce *spécial* ne comprend que les marchandises achetées par l'un et par l'autre. Entre la France et l'Angleterre, le commerce *général* chiffrera dans ses colonnes même les marchandises étrangères qui ont transité à travers la France vers l'Angleterre, et réciproquement : le commerce *spécial* ne chiffrera que les marchandises achetées en France par les Anglais et réciproquement.

donner toute sa valeur. Nos trois meilleurs correspondants, après l'Angleterre, sont la Belgique, l'Allemagne et les États-Unis. En 1901, notre commerce spécial avec ces trois correspondants se chiffrait comme suit :

Commerce franco-belge.	982	millions de	francs.
— franco-allemand. . .	878	—	—
— franco-américain. . .	721	—	--

C'était, pour le total de nos échanges avec ces trois pays, deux milliards et demi de francs, — à peine le quart en plus de la seule Angleterre. Et dans ces chiffres globaux étaient comprises tout à la fois nos importations et nos exportations. Or, nos ventes n'atteignent pas toujours et partout la valeur de nos achats. Les États-Unis, qui nous vendaient, en 1901, pour 481 millions de francs, ne nous achètent que pour 230 ou 250 millions. L'Allemagne nous vendait pour 461 millions et nous achetait seulement pour 417. La seule Belgique ne nous vendait que pour 386 millions alors que ses achats dépassaient chez nous 596. Mais c'était encore l'Angleterre qui, de beaucoup, restait notre meilleure acheteuse. Depuis dix ans, la même proportion s'était maintenue entre ses ventes et ses achats en France. Nous vendions aux Anglais le double de ce qu'ils nous vendaient :

Commerce franco-britannique.

(*En millions de francs.*)

	1892	1896	1900	1901
Ventes de la France. .	1 027	1 030	1 227	1 264
Achats de la France. .	530	610	674	667

Rencontre amusante : de chaque coté du détroit, ces chiffres étaient invoqués par le nationalisme commercial pour créer la haine entre les deux peuples : « La France nous exploite, disaient en Angleterre les fauteurs du protectionnisme renaissant. Chaque année, elle diminue ses commandes chez nous, alors que nous augmentons les nôtres chez elle. » Et nos anglophobes de répondre en chœur : « Les Anglais nous volent : ils ne viennent acheter nos produits que pour les revendre à gros bénéfices, après les avoir anglicisés. L'Angleterre, pour nous, est, à vrai dire, non pas un client, mais un simple commissionnaire et nos profits sont diminués de toute la commission que prélève cet intermédiaire fâcheux. »

Voilà d'admirables matières à mettre en discours patriotiques! Pourtant le simple bon sens et l'expérience journalière nous disent que le commerce ne se maintient longtemps entre deux partenaires que si tous deux y trouvent leur intérêt et leurs commodités. Quand, d'ailleurs, les protectionnistes anglais soutenaient que nos achats en Angleterre diminuent, c'est — les chiffres et calculs de M. Périer sont probants — qu'ils se trompaient ou voulaient bien se tromper dans leurs statistiques : depuis dix ans, nos achats en Angleterre ont augmenté de douze pour cent. Et les calculs de M. Périer prouveraient de même à nos anglophobes que l'Angleterre consomme en réalité les neuf dixièmes des produits qu'elle nous achète : c'est à peine si, bon an mal an, son rôle de commissionnaire porte sur cent ou cent vingt mil-

lions de nos produits. La vérité est que, depuis dix ans, vingt ans, trente ans même, le commerce franco-britannique s'est maintenu avec le même rythme, parce que, en réalité, il faisait les affaires des deux peuples.

Mais laissons de côté la façade anglaise de la question et, pour ne regarder que la façade française, admettons encore, malgré les calculs de M. Périer, que l'Angleterre soit notre commissionnaire, autant et plus que notre cliente, et qu'elle n'achète nos produits que pour les revendre à l'univers. Assurément, si les choses étaient ainsi, nous devrions secouer le joug d'un pareil trafic et tâcher de devenir nos propres commissionnaires, à une condition pourtant : c'est que nous eussions le moindre intérêt à ce changement et que nos frais de commission ne dussent pas à l'avenir dépasser du triple, du quintuple, — je dirai : du décuple même — les bénéfices qu'à l'heure actuelle nous abandonnons au facteur britannique.

Le malheur est que cette condition, cette toute petite condition, ne sera jamais réalisée. La nature même de notre commerce mondial fait que nous aurons toujours besoin d'un intermédiaire entre notre travail et notre lointaine clientèle. Pour bien comprendre cette nécessité, prenez en exemple l'un des articles du commerce franco-britannique : les diamants.

Par ses colonies de l'Afrique australe, l'Angleterre détient aujourd'hui en monopole presque absolu la

production du diamant brut : par sa Compagnie *de Beers*, Londres en est devenu l'unique marché. Mais l'Angleterre, qui vend le diamant brut, ne le taille pas, et c'est la France qui, pour une grande part, travaille cette matière anglaise. La France achète donc à Londres cette denrée, qui lui est nécessaire : là-dessus, le commissionnaire anglais prélève un premier bénéfice, et ce bénéfice est important.

Puis la France taille le diamant et, pour la majeure partie, ce sont les bijoutiers de Birmingham qui le lui rachètent à seule fin de le revendre aux Anglo-Saxons du monde entier : d'où second bénéfice du facteur britannique.

Il serait préférable assurément qu'ayant chez nous les tailleurs de diamants nous eussions aussi le marché du diamant brut et la clientèle directe des bijoutiers dans tout l'univers. Mais nous voyez-vous organiser des flottes et des services de transport à seule fin d'aller trois fois par an chercher quelques kilogrammes de diamant dans l'Afrique du Sud ou distribuer quelques hectogrammes de roses et d'étoiles aux quatre coins du monde?

Pour être typique, cet exemple du diamant n'est point paradoxal. La plus grosse part de notre commerce est, au contraire, de ce modèle. Nous achetons, souvent très loin, une faible quantité de denrées étrangères, et nous revendons, plus loin encore, un faible volume de produits nationaux. Nous recueillons néanmoins de très gros bénéfices, parce que

notre travail met en nos produits exportés une valeur qui décuple le prix de la matière importée.

Aussi faut-il bien prendre garde à certaines statistiques et à certaines déclamations des statisticiens. A cuber seulement le volume ou à additionner les chiffres bruts de nos échanges, il est chez nous et dans le monde toute une école de Jérémies qui se lamentent sur la progression gigantesque du commerce allemand, du commerce américain, de tous les commerces nouveaux, et qui mettent en regard l'ascension très lente de nos propres affaires. Ils n'oublient, je crois, que d'établir le calcul des bénéfices réels. Jamais ils ne se sont demandé si peut-être, à l'inventaire annuel, le commerce allemand ou américain ne gagnait pas un peu moins sur 10 000 tonnes de charbon ou de fer et sur 2 millions de blé ou de sucre que nous-mêmes sur une tonne de soie ou sur 100 000 francs d'articles de Paris.

Et il faut encore prendre garde aux conséquences immédiates, nécessaires, d'un pareil commerce. Nos apports des marchés lointains, comme nos envois à ces mêmes marchés, ne sauraient occuper une grande flotte commerciale, telle surtout que la fera de jour en jour une révolution accomplie sous nos yeux. Car, depuis dix ans, les transports maritimes ont subi une révolution profonde, dont une enquête anglaise sur la décadence du port de Londres a mis en lumière la nature et les résultats.

Jusqu'en 1890, il semblait que les vapeurs de 7 à 8 000 tonnes dussent être les géants de l'espèce. Le

trafic anglais les tenait pour les plus économiques et les plus commodes. Mais, depuis 1890, les Allemands sont entrés en jeu. Le transport à très bon marché de leur camelote encombrante et de leurs produits sans valeur était pour eux la condition fondamentale du profit. Ils mirent à la mode les énormes vapeurs de 10 à 12 000 tonnes, et les Anglais, pour lutter contre les frets allemands, ont dû se pourvoir des mêmes engins[1]. Diminuant les frais généraux en des proportions considérables, ces énormes bateaux monopolisent bientôt les transports lointains et suppriment toute concurrence des bateaux plus petits[2].

En France, par la nature même de notre travail, nous n'aurons jamais de quoi remplir régulièrement ces grandes arches du commerce universel : tous nos diamants et articles de Paris tiendraient dans le coffre-fort de l'un de ces géants. Et par la nature de notre sol, nous ne disposons pas non plus des richesses minières, charbon et métaux, qui pourraient nous donner le monopole des constructions maritimes et

1. A la fin de 1901, les enquêteurs anglais dressent le tableau suivant des marines commerciales :

Vapeurs.	De 5 à 7.000 tonnes.	De 7 à 10.000 tonnes.	Au-dessus de 10.000 tonnes.
Angleterre	255	80	28
Allemagne	81	18	24
États-Unis	31	1	6
France.	18	5	2

2. Cf. *Blue Book*, Cd. 1151, p. 29 : *The economical ship is the large ship and unless you can provide for the large ship, you cannot compete ofr the carrying trade.*

des transports lointains. D'autres peuples ont ces richesses minières et il se trouve aussi que les produits de leur travail national nécessitent de pareils engins de trafic. Les Anglais ont une quarantaine de bateaux dépassant 10 000 tonnes; les Allemands en ont une trentaine; combien les Américains en fabriqueront-ils demain pour leur *trust* de l'Océan? En France, nous n'avons que deux ou trois de ces monstres; mais quel intérêt, ne pouvant les remplir, aurions-nous à en posséder davantage?

Que nous le voulions donc, de bonne ou de mauvaise grâce, notre commerce, pour réduire ses frais au minimum, sera de plus en plus obligé de recourir aux commissionnaires étrangers. Transportant en Chine ou en Australie quelque cent mille tonnes de leurs propres marchandises, ces commissionnaires y joindront quelques kilogrammes des nôtres : nos colis-postaux ne feront que l'appoint aux ballots de l'Angleterre, de la Belgique ou de l'Allemagne.

Sauf quelques denrées de volume et de poids, qui peuvent entretenir notre marine nationale en certaines régions, nos produits sont et seront distribués au monde par l'intermédiaire du facteur étranger. Anglais, allemand, belge, américain, lequel de ces facteurs choisirons-nous? Notre intérêt évident est encore de préférer le facteur anglais avec lequel nous sommes liés de longue date et qui, se contentant de voiturer nos produits, n'entreprend jamais de les imiter ou de les contrefaire.

Ce qui peut nous atteindre, en effet, le plus directe-

ment dans nos revenus et grever ou supprimer nos bénéfices, ce n'est pas la commission anglaise : c'est bien l'imitation américaine et la contrefaçon belge ou allemande. L'habitude des relations et la différence des tempéraments ont fait, comme le dit fort bien M. Périer, que notre production française est aujourd'hui complémentaire de la production britannique. Pour leur plus grand bénéfice réciproque, les deux nations se sont partagé les rôles. Avec l'Angleterre pour correspondant, il se trouve donc que toutes nos facultés ont leur emploi et que tous nos mérites sont estimés à leur maximum. C'est encore ce que montre fort clairement M. J. Périer, quand il vient à analyser le détail des transactions franco-britanniques.

*
* *

A prendre d'abord nos achats en Angleterre, on peut voir par un rapide inventaire que ces produits anglais font, non pas concurrence, mais simple complément aux produits de notre travail national. De tous les pays où nous achetons, l'Angleterre est celui qui nous vend le moins d'articles similaires aux nôtres : les blés américains, les vins italiens et espagnols, les jouets et soieries de Suisse et d'Allemagne peuvent faire concurrence à notre industrie ou à notre agriculture.

Ni les champs ni les ateliers anglais ne fournissent

au monde et à nous-mêmes ce que nous offrent nos ouvriers et nos paysans : la nature des deux sols en a disposé ainsi; un fait géologique domine toute cette colonne de nos achats. Une moitié de l'Angleterre est un bloc de houille et de minerais : notre pays est fort mal pourvu de ces richesses souterraines. Il en résulte que nous achetons à l'Angleterre ce que ses mines lui procurent et ce que les nôtres ne sauraient nous donner, c'est-à-dire :

1° de la houille et des métaux;

2° certains articles de consommation courante, que la houille anglaise permet aux usines britanniques de fabriquer à très bas prix;

3° certaines matières premières que la houille anglaise, de tous les points du monde, amène sur l'entrepôt britannique.

En premier lieu, nous sommes les meilleurs clients des charbonnages anglais. Non seulement tous nos ports, mais encore toutes nos grandes villes de l'intérieur, malgré le développement constant de nos charbonnages, consomment de la houille anglaise. Sur 45 ou 50 millions de tonnes que l'Angleterre annuellement vend au monde, nous en prenons 8 millions; l'Allemagne et l'Italie, qui viennent après nous, n'en prennent chacune que 6 millions : pour cette houille, notre paiement annuel atteint 190 ou 200 millions de francs. Ajoutez 100 millions de francs pour le fer et les autres métaux, soit bruts, soit travaillés, machines, outils, appareils, instruments, etc. C'est 300 millions que l'Angleterre perçoit chaque année

de ce premier chef. Si nous ne voulions plus les payer aux Anglais, nous aurions à les payer à d'autres fournisseurs, car nous ne pouvons pas tirer de notre sol ces produits indispensables.

En second lieu viennent les articles de consommation courante. Ce sont les tissus communs ou grossiers qui forment le noyau : 25 millions de francs en cotonnades, 40 millions en lainages, 10 millions en soieries, 6 millions en tissus de jute et de lin. Ajoutez quelques produits chimiques (25 millions), des peaux et pelleteries préparées (17 millions), du papier, des conserves alimentaires, quelques objets de modes, etc. Au total, c'est 180 millions de francs que nous payons pour ce deuxième chapitre. Ici encore, le vendeur étranger nous est indispensable, car nous n'aurons jamais de bénéfice à fabriquer ces articles communs, que le travail des machines et l'abondance du charbon permettent, seuls, de produire à des prix rémunérateurs.

Même si, dans un nouvel accès de la fureur protectionniste, nos droits de douane relevés rétablissaient l'égalité de lutte pour le producteur français, galvauder le temps et l'habileté de notre main-d'œuvre à des besognes aussi peu profitables serait d'un calcul ruineux. Nos protectionnistes les plus férus reconnaissent que la consommation nationale ne pourrait assurer aucun revenu à telle et telle de ces usines qui, pour gagner en somme très peu, doivent produire d'énormes quantités et dont, seul, le marché mondial peut fournir la clientèle suffisante. Nos

droits de douane ne réussiraient pas à faire vivre ces industries chez nous : il faudrait encore des primes à l'exportation. En ce genre de gaspillage, nous avons atteint la limite.

Troisième chapitre : la valeur des matières premières, que nous achetons à l'entrepôt britannique, atteint 150 millions. Les matières textiles en forment plus des trois quarts : 86 millions pour les laines, 35 millions pour le chanvre et le jute. Le reste est fait de denrées exotiques, caoutchouc, plumes, fourrures, épices, etc., et de matériaux précieux, nacres, coquilles, pierres fines et métaux rares. Ici nos anglophobes s'écrient que voilà bien l'exploitation anglaise! A quoi bon payer ce courtage à l'entrepôt anglais? Pourquoi ne pas nous adresser directement aux pays producteurs, qui sont parfois nos propres colonies? Voilà 150 ou 180 millions de francs que nous ne devrions pas payer à l'Angleterre!

J'ai dit plus haut quelles étaient les nécessités du trafic maritime et combien peu elles me semblaient compatibles avec les conditions de notre travail. Nous avons fait le nécessaire, et au delà, pour sauver notre marine marchande et lui permettre d'atteindre les lointains entrepôts. Nous avons approché, dépassé même, la limite du possible. Nous avons réduit au minimum nos achats sur l'entrepôt anglais : pour le thé, pour le café, pour le coton, pour la soie, nous ne dépendons plus de Londres ni de Liverpool, et pour les laines nous en dépendons beaucoup moins qu'il y a vingt ans. Il ne me semble

pas que nous puissions faire davantage. La laine, grâce aux colonies d'Australie et du Cap, est en réalité une matière anglaise. Il est logique et nécessaire que nous l'achetions aux Anglais, et il nous est encore plus avantageux de l'acheter aux Anglais de Londres, qui sont nos clients, que d'engager des frais énormes pour aller la prendre chez les Anglais de Sidney, qui sont nos rivaux, comme nous allons voir.

Dans ce troisième chapitre donc, comme dans les précédents, nous n achetons aux Anglais que le complément indispensable à nos besoins. Retirant à Londres notre clientèle pour les denrées exotiques, c'est à Hambourg, Anvers ou Rotterdam que nous porterions notre argent. L'Angleterre n'a perdu le marché du café qu'au profit de Hambourg, qui en détient le monopole dans une moitié de l'Europe. L'Angleterre ne perdrait le marché du tabac qu'au profit d'Anvers et des manufactures belges ou au profit de quelque *trust* américain.

Avons-nous intérêt vraiment à changer de fournisseur? Trouverons-nous ailleurs un correspondant aussi propre que l'Angleterre à bien rémunérer notre travail?

L'Allemagne ou l'Amérique paieraient-elles d'un meilleur retour les achats que nous leur ferions? La réponse est aisée : notre consul va nous dire ce que représentent exactement nos ventes à l'Angleterre.

*
* *

Nos ventes à l'Angleterre se divisent d'elles-mêmes en plusieurs catégories (je conserverai les excellentes classifications de M. J. Périer en son lumineux rapport); mais elles se groupent aussi autour de deux causes principales.

Si nous vendons beaucoup aux Anglais, c'est, d'une part, que les deux pays sont très différents de sol et de climat et que la terre française produit en abondance maintes sortes de vivres dont « ils n'ont pas en Angleterre », et c'est, d'autre part, que la même différence existe entre les aptitudes et les œuvres des deux peuples : le paysan et l'ouvrier français ont des talents inconnus de l'autre côté du détroit.

La différence de sol et de climat est toute à notre avantage : elle nous rapporte annuellement 230 millions de francs.

Sauf une vingtaine de millions pour les bois (nos Landes et notre Bretagne fournissent leurs poteaux aux mines anglaises) et une dizaine de millions pour les fleurs, plantes et graines, tout ce chapitre serait rempli par une liste de vivres. Notre vigne nous vaut 100 ou 110 millions par ses vins, champagnes, liqueurs et eaux-de-vie. Prunes, noix, cerises, pêches, poires, fraises, etc., nos fruits figurent pour une quarantaine de millions. Pommes de terre, tomates, oignons, légumes frais de toutes sortes, c'est encore

une quarantaine de millions que nous valent nos primeurs. Ajoutez 15 millions de poissons et sardines.

Étant données la situation et la nature des deux terres anglaise et française, quels que fussent les occupants du sol français, on peut croire que l'Angleterre se serait toujours adressée à ses voisins les plus proches, pour la fourniture de ses vivres quotidiens. Mais M. J. Périer a grand raison de faire une classe spéciale pour d'autres fournitures, qui sont dues aux aptitudes, non pas de notre sol, mais de notre paysan.

Une douzaine de millions pour les œufs; 50 millions pour le beurre; 7 millions pour la volaille; 125 millions pour le sucre; une trentaine de millions pour diverses autres denrées : au total, 213 millions de francs, dont l'Angleterre paie la supériorité de notre paysan sur ses fermiers et ouvriers agricoles. Car ni la place, ni le climat, ni les récoltes ne manqueraient à l'Angleterre pour produire elle-même tous ces articles; mais elle n'a pas la main-d'œuvre adéquate à cette besogne. Son régime de la grande propriété, favorable jadis à la grande culture et à l'élevage extensif, a toujours été contraire à l'existence d'artisans agricoles. La grande propriété entraîne la culture et la pâture industrielles, pour ainsi dire mécaniques, où l'homme n'est plus qu'une machine au service d'autres machines, dans les mains du maître ou des contre-maîtres. Or, le régime du libre-échange a fait que les gigantesques cultures de l'Amérique, de la Russie et de l'Inde ont tué

grande culture anglaise, et que, ruiné par les pâtures australienne ou argentine, l'élevage anglais penche au même destin.

Quelques grands propriétaires anglais, aristocrates et bourgeois enrichis, qui, de leurs affaires et de leurs propriétés urbaines, tirent un énorme revenu, s'offrent encore le luxe de maintenir leurs *estates* ruraux et d'avoir des récoltes ou un cheptel modèle. Mais la classe moyenne des fermiers anglais a dû quitter la partie : les terres du Norfolk restent en friche ; les fermiers de l'ouest émigrent par bandes vers le Canada. Ces fermiers sont des *gentlemen* énergiques, mais inaptes à un autre rôle que le commandement. Ils ne peuvent et ne veulent conduire qu'une grande entreprise qui « paie » et qui les enrichisse rapidement. Aux colonies ou aux États-Unis, ils se trouvent en terrain favorable. En Angleterre, ils ne daignent ni ne savent se plier aux minuties, aux soins méticuleux, aux petits travaux à la fois pénibles et rémunérateurs de la culture maraîchère et intensive, de la basse-cour et de la laiterie, sans lesquels la terre anglaise ne peut plus les nourrir, — et dans lesquels, au contraire, excelle notre paysan.

Chez nous, l'appât de la petite propriété et la nécessité de tirer le meilleur parti du moindre lopin ont créé une classe innombrable de véritables artisans agricoles, pour le profit de toute notre agriculture et même de nos grands propriétaires. Car si, par exemple, ces derniers vendent 125 millions de francs de sucre en Angleterre, ce n'est pas que le climat de

la Grande-Bretagne, ou son sol, ou son régime de grands domaines soient défavorables aux plantations de betteraves : tout au contraire. Si, malgré les essais de tels lords richissimes, la betterave n'occupe là-bas que de restreintes superficies et ne fournit que la nourriture du bétail, ce n'est pas non plus que, par leurs primes à l'exportation des sucres, les gouvernements continentaux aient supprimé les bénéfices et l'existence même de la production anglaise : c'est que les champs britanniques n'ont et n'auront jamais en quantité suffisante cette main-d'œuvre soigneuse et patiente, dont la betterave a besoin et dont notre petite propriété fournit nos sucreries de Flandre et de Picardie.

Mais notre petite propriété a ses résultats les plus fructueux dans les produits de la laiterie et de la basse-cour. Une Société anglaise, *National Poultry Organisation Society*, s'efforce d'enseigner aux cultivateurs anglais l'élevage de la volaille, et le chancelier de l'Échiquier, en 1901, sir M. Hicks-Beach, ne dédaignait pas d'en présider les réunions. Il est certain qu'avec son climat et avec les grains étrangers, qui lui coûtent moins cher qu'à notre paysan nos grains nationaux, l'Angleterre ne devrait acheter aucune volaille au dehors. Mais il manque à la ferme anglaise un organe essentiel. Elle n'a pas ce merveilleux producteur de travail et de richesse, que presque seuls nous possédons au monde : la fermière. Ce n'est pas au paysan et au fermier français, c'est à nos fermières et paysannes que l'Angleterre paie

annuellement quelque soixante-dix millions pour ses œufs, son beurre et sa volaille. Tant que nous saurons défendre ce commerce contre les Danois, Russes et autres paysans, nous le maintiendrons : jamais la fermière anglaise ne condescendra à cette besogne.

En somme, pour notre agriculture, ces deux premiers chapitres de nos ventes anglaises représentent dans les bonnes années un revenu de quatre à cinq cents millions de francs. Seule au monde, l'Angleterre peut nous le payer, et elle ne demande qu'à nous le payer, parce qu'à notre défaut elle devrait le payer à d'autres : ses champs ne pourront jamais la nourrir. Voici maintenant pour notre industrie.

*
* *

La différence des sols industriels, si l'on peut ainsi parler, n'a pas mis une moindre différence entre les productions des deux peuples. Le premier résultat a été la formation toute différente de l'ouvrier anglais et de l'ouvrier français. N'ayant qu'à exploiter les richesses naturelles qu'elle avait à profusion sous la main, l'industrie anglaise ne s'est préoccupée que de recruter une armée permanente, nombreuse et régulière, d'ouvriers solides, disciplinés, propres à toutes les besognes. Ayant au contraire à découvrir, à inventer des sources de richesse que sa terre ne lui fournissait pas, l'industrie française a dû choisir d'ingénieux et habiles agents, de fins limiers, toujours en quête de nouveaux bénéfices par de nouveaux

perfectionnements. Et notre consul fait très bien ressortir cette différence :

L'ouvrier anglais est sensé, très soucieux de ses intérêts et cependant respectueux de l'ordre, généralement consciencieux dans le travail qu'il a accepté, très apte à servir des machines, excellent pour la grande industrie, mais plutôt lourd d'esprit et de corps. De plus en plus *despécialisé* par le machinisme, il est très rarement « ouvrier-artisan », partant peu ingénieux, médiocrement inventif. L'ouvrier français souvent n'a pas toutes les qualités de son camarade anglais; mais il est tout particulièrement vif de corps et d'esprit, fort ingénieux, d'une grande dextérité manuelle, doué de beaucoup d'imagination et fréquemment d'un sentiment artistique très raffiné. C'est que notre ouvrier est beaucoup moins *despécialisé* que son camarade britannique et, depuis des siècles, la classe ouvrière française compte un grand nombre d'artisans.

La France, parmi les grands pays industriels, est l'un de ceux qui possèdent le plus de petites industries. L' « article de Paris » et l' « article du Jura » sont les deux prototypes des produits de nos ouvriers spécialistes et de nos artisans. L'Angleterre rend justice aux qualités manuelles de notre classe ouvrière, à l'esprit inventif de notre peuple. Un journal qu'on ne saurait accuser de tendresse à notre égard, l'impérialiste *Daily Mail*, écrit : « ... Dans ses réussites industrielles, la France doit beaucoup à ses ouvriers, à leurs conceptions et à l'exécution de leur travail. L'ouvrier français trouve une satisfaction personnelle à exécuter avec soin une pièce de travail bien dessinée. C'est dans cette disposition de la main-d'œuvre que gît le secret de la perfection du mobilier français, du bric-à-brac, des tapisseries et des plus hautes branches de l'art. »

Et la même *Daily Mail* ne rend pas moins justice à nos grands inventeurs : « La navigation aérienne et sous-marine sont les deux plus intéressants problèmes de la science des transports. Il est étrange que la seule nation qui ait fait des progrès dans ce sens soit la France — cette France

prétendue rétrograde et en décadence. Actuellement la nouvelle floraison des intelligentes et splendides activités de la France a réduit au silence ceux qui aiment tant à proclamer combien sa situation est affligeante. »

Brosses, boutons, meubles, bibelots, bijoux, etc., notre consul estime à 86 millions de francs le revenu annuel que nous vaut en Angleterre cette ingéniosité de notre main-d'œuvre et cette invention de nos créateurs. Même quand les imitateurs étrangers, et l'Allemagne surtout, s'en emparent pour en faire des produits usuels et courants, ces nouveautés françaises ne cessent pas de nous valoir des bénéfices.

Mais c'est alors une autre qualité de notre industrie qui nous garde la prééminence : il manque toujours à ces imitations étrangères, même anglaises, le soin ou la réussite du détail. Notre consul dit justement : « Tandis que les industries anglaises s'adonnent surtout à la fabrication de l'article banal, commun, de consommation courante et bon marché, notre industrie pour l'exportation fabrique surtout l'article de fantaisie ou de luxe, toujours marqué d'une certaine recherche. »

C'est encore 180 autres millions que l'Angleterre en 1901 nous payait pour ces articles « soignés », dont elle eût trouvé, chez elle ou ailleurs, les similaires, mais non les équivalents. Les industries qui fabriquent ces articles sont pourtant plus nombreuses et plus développées chez elle que chez nous. Elle a de grandes usines de faïence, de porcelaine, de verrerie : elle nous donne pourtant 15 millions de commandes.

Elle a des tanneries énormes : cependant elle nous achète pour 35 millions de peaux mieux soignées. Malgré le développement de ses industries chimiques et malgré la concurrence allemande, elle nous paie une cinquantaine de millions pour maints produits dont la fabrication dépend de manipulations délicates, d'une connaissance spéciale ou d'un tour de main. Il n'est pas jusqu'à certains articles métallurgiques (en cuivre surtout), dans lesquels notre travail soigneux n'arrive à imposer sa fourniture à l'Angleterre des métaux (55 millions par an). Notre ingénieuse, délicate et minutieuse industrie des automobiles nous valait déjà 10 millions en 1901 : elle dépasse 60 millions aujourd'hui.

A ces 180 millions de francs pour les articles « soignés », il faut ajouter enfin 550 ou 600 millions dont l'Angleterre paie la science, le goût, la fantaisie, l'art de nos industriels et ouvriers :

L'industriel britannique excelle à créer et à diriger en Angleterre ou à l'étranger (car il ne craint pas l'expatriation) les entreprises organisées sur un grand pied. Il risque beaucoup pour gagner beaucoup. Mais, s'il est hardi, énergique et par-dessus tout tenace, il a généralement peu de goût pour la recherche scientifique ou artistique. Il préfère les industries peu compliquées, qui fabriquent en grand l'article solide. Dès qu'une industrie, par suite des progrès des sciences, vient à se compliquer, il s'adresse à l'étranger pour acheter des brevets ou pour se procurer des techniciens. Si l'industriel français n'a pas toujours cette forte volonté et cette initiative (bien qu'il ait fait à cet égard de grands progrès depuis quelques années), il a, par contre, des aptitudes intellectuelles éminentes : une intel-

ligence prompte, une vive imagination, enfin et surtout un goût affiné, une grande inclination pour la recherche artistique et scientifique.

Les Anglais aiment le bel article, l'article riche et artistique; riches eux-mêmes, ils peuvent le payer. Mais, en bien des cas, ils se contentent de l'acheter au dehors, sans chercher à le produire chez eux. Alors qu'ils ont conquis le monopole presque absolu des tissus ordinaires de laine et de coton, leur soierie n'a fait que diminuer au cours des trente années dernières; leur consommation de soie brute est dix fois moindre qu'en 1857; leurs importations de soieries en pièces a triplé depuis 1891. Aussi l'Angleterre est devenue la plus fidèle province de notre commerce lyonnais : même en cette année 1901, où la guerre sud-africaine leur causait de grandes pertes, Lyon et les « soyeux » français retiraient de l'Angleterre plus de 150 millions de francs. Et pour la laine, Bradford, Huddersfield et Leeds excellent à fabriquer les draps à bon marché; mais la fantaisie de nos tissus, l'art de nos impressions, le goût et la perfection de nos coloris donnent à Reims, Roubaix et Tourcoing une vente annuelle de 140 millions.

Comme notre agriculture, notre industrie doit ses plus fructueuses affaires à nos femmes, à l'art de nos ouvrières. Vêtements, lingerie, chapeaux, plumes et fleurs, modes et dentelles, gants, bottines et corsets : c'est pour 180 ou 200 millions de francs que l'Anglaise aujourd'hui nous achète. Le temps n'est plus où Taine, dans ses *Notes* sur l'Angleterre, remarquait

le peu de soin et de temps que l'Anglaise accordait à sa parure. Nos grands couturiers ont des succursales à Londres. Les catalogues en anglais du *Bon Marché* circulent dans tout le Royaume-Uni. De 1891 à 1896, l'ensemble de nos soieries vendues là-bas a augmenté de 195 p. 100 : durant les trois dernières années, il avait un peu faibli par suite de la guerre; mais il était encore en 1901 supérieur de 94 p. 100 à ce qu'il était en 1891.

C'est à « l'incomparable ouvrière » française (dit notre consul) que va et qu'ira de plus en plus la dîme des bénéfices anglais dans le monde : les pays anglo-saxons deviennent nos meilleurs clients pour le vêtement féminin. Plus l'Angleterre s'enrichit, et plus elle recourt au travail de nos femmes, parce que les siennes grandissent en nonchalance et en snobisme. Alors que la vaillante et industrieuse Française est presque toujours la collaboratrice de son mari dans les affaires et souvent l'âme de la maison, l'Anglaise n'est jamais qu'un poids mort ou un conseiller fâcheux : « Si nous avions vos femmes, me disait un Anglais très versé dans notre commerce, nous serions en affaires le premier peuple du monde ». Et il ajoutait sans même sourire : « Nous le sommes malgré tout, parce que vos femmes ont leurs maris. Rien ne paralyse autant l'expansion de vos affaires que ce mari de votre petite bourgeoise, paresseux par vanité, rapace par ignorance, féroce par sottise... »

*
* *

En résumé, notre industrie, comme notre agriculture, ne fournit aux Anglais que le complément de leur production nationale. Aussi, bien que nous leur vendions beaucoup plus que les Allemands, jamais on n'entend contre nous sur le marché britannique les âpres récriminations qu'y soulève la concurrence allemande. La différence des pays et des peuples crée, sans doute, chez les deux nations, des façons différentes d'agir, de penser et surtout de sentir, qui trop souvent amènent ou pourraient amener de graves malentendus. Mais cette différence même crée la parfaite harmonie de leurs intérêts, et M. J. Périer avait raison de conclure en ces termes tout son chapitre de nos ventes à l'Angleterre :

Le Royaume-Uni, en dépit des circonstances défavorables du moment qui tendent à restreindre les achats britanniques, reste néanmoins un énorme débouché pour nos produits. Il appartient à nos agriculteurs, à nos industriels, à nos commerçants, de se pénétrer de plus en plus de l'importance qu'a pour eux ce marché anglais, si riche et si voisin, ce marché qui absorbe, année moyenne, plus d'un milliard de francs de marchandises françaises. Qu'ils veuillent donc ne pas oublier que, de tous nos débouchés, l'Angleterre est non seulement, et de beaucoup, le plus important, mais aussi le plus stable, le plus extensible, celui enfin qui nous est le plus largement ouvert par la nature même des choses, c'est-à-dire par la dissimilitude géologique et climatérique des deux pays et par la dissimilitude des deux races.

*
* *

Dans ces paroles de notre consul, notez bien les deux mots *stabilité* et *extension*.

Ce qui doit, à nos yeux, donner à ce commerce franco-britannique une valeur exceptionnelle, presque infinie, c'est d'abord, outre son importance, sa stabilité. Il est stable par la force même des choses et non par la volonté de l'homme. De Paris à Londres, c'est la nature même et ses lois inéluctables de pente et de niveau qui ont créé ce fleuve commercial. Et, comme les fleuves réels auxquels une longue existence a donné leur profil d'équilibre et qui dans leurs plaines élargies mènent toujours à la mer le même volume d'eaux tranquilles et puissantes, ce commerce bien établi n'est plus sujet au régime torrentiel des trafics plus récents. Il n'a pas ses crues et ses maigres. Il n'a pas ses chutes et ses pertes. Il est régulier, et rien, sauf un cataclysme de la nature ou un gigantesque travail de l'homme, ne saurait en détourner le cours.

Quelques prophètes annoncent sans doute le prochain cataclysme qui détruirait brusquement notre clientèle anglaise en ruinant le commerce anglais au profit de l'Amérique ou de l'Allemagne. Il est indiscutable que l'Angleterre va traverser une crise, et notre consul, qui prévoit cette crise, nous l'explique fort bien :

Pendant longtemps, les deux nations allemande et américaine, tout adonnées à l'agriculture, se contentèrent de fournir au Royaume-Uni des matières premières; celui-ci, en retour, leur envoyait des produits manufacturés. Alors les ventes des États-Unis et de l'Allemagne étaient, sur le marché anglais comme sur les autres marchés, complémentaires de la production britannique. Mais un moment est venu (nos voisins d'outre-Manche ne le savent que trop) où l'Union américaine et l'Empire allemand, entrés dans l'ère industrielle, se sont mis à fabriquer de nombreux articles bon marché et de consommation courante, similaires aux produits britanniques, et qui concurrencent ces derniers non seulement sur les divers marchés mondiaux, mais aussi sur le propre marché anglais. La production américaine et la production allemande, de moins en moins complémentaires de la production britannique, lui sont de plus en plus antagonistes. Et cela résulte de ce que les trois nations, ayant des ressources naturelles et des aptitudes de race presque semblables, sont amenées, par la force même des choses, à produire des marchandises similaires.

Malgré tout, notre consul pense que le monde est assez grand pour donner à chacun sa place : l'Afrique et la Chine s'ouvrent à peine; l'Amérique du Sud est encore demi-vierge. Et l'Angleterre se préoccupe de son avenir. Elle a commis une lourde méprise en cherchant dans l'impérialisme le remède à ses maux. Notre consul espère qu'elle trouvera le salut ailleurs, dans une rénovation sociale et intellectuelle, qui, loin de porter atteinte à notre commerce, ne pourra que le favoriser. Mettons les choses au pis : l'Angleterre impériale avec ses mines d'or pourra longtemps remédier à la baisse de ses autres revenus; en exposant aux lecteurs les résultats et conditions de la paix

sud-africaine[1], j'essayais de montrer comment cette richesse, acquise presque sans travail, mettrait de plus en plus l'Angleterre des *golfields*, comme jadis l'Espagne des *eldorados*, dans la clientèle des travailleurs, ses voisins.

Mais il est aussi des entrepreneurs de grande politique, qui volontiers détourneraient ou saigneraient le fleuve franco-britannique. De ce côté du détroit, ils n'ont pas réussi à entraîner la nation. De l'autre côté du détroit, ils furent au contraire en pleine puissance : leur plan de Zollverein impérial était d'abord dirigé contre nous. Ce plan était fort simple. Le progrès des transports a déjà supprimé la moitié des distances entre la métropole anglaise et ses colonies. Celles-ci peuvent envoyer à celle-là de grandes quantités de vivres, viandes, fruits, laits, œufs et beurre même, qu'elles produisent à profusion. On croyait, par un système de douanes protectrices, écarter de la métropole tous les produits étrangers et réserver le marché anglais aux seuls produits panbritanniques. Le monde anglais aurait eu dans les colonies sa ferme, sa vigne, sa basse-cour et son verger. La métropole n'aurait plus été que la vaste usine entrecoupée de parcs...

On constata bientôt l'inanité de cette conception. Le Zollverein impérial augmentait certainement les profits des colonies aux dépens de la métropole : il ne supprimait pas, il ne diminuait même pas grande-

1. Cf. *Questions extérieures :* L'Angleterre et la Paix.

ment les nôtres : si, durant quelques mois, il fût parvenu à barrer notre fleuve, la masse et la poussée des eaux accumulées derrière cet obstacle seraient bientôt arrivées à le franchir.

Notre consul donc a raison : le commerce franco-britannique est stable et il le restera.

Second mérite non moins grand : il est susceptible encore d'extension. Il peut grandir et se perfectionner. En maints chapitres, nous n'avons pas encore ou n'avons plus la clientèle anglaise que nous devrions avoir. Nos paysans surtout laissent prendre à d'autres la place qu'ils devraient tenir :

La puissance de consommation de nos voisins, dit M. J. Périer, est considérable, parce qu'ils sont riches. Un pays de 40 millions d'habitants peut nous acheter des quantités énormes de produits agricoles, étant donné que la superficie de son territoire ne permet pas d'assurer l'alimentation de sa population au moyen de ses propres ressources... Quand on envoie des chargements de tomates de la Floride à Londres, il ne doit pas être impossible de produire avec bénéfices le même légume sur les côtes de France et notamment dans le sud-ouest, où nous avons des terres d'une admirable fertilité.

Nos ventes d'oignons, surtout en provenance de la vallée de la Garonne, sont importantes (1 275 000 francs), mais pourraient être beaucoup accrues, étant donnée l'énorme consommation de ce légume en Angleterre (plus de 21 millions de francs).

L'Angleterre importe pour 140 millions d'œufs; nous lui en fournissons à peine le dixième aujourd'hui. Il y a vingt ans, nous étions son principal fournisseur. En 1896, nous lui vendions encore 28 140 300 francs d'œufs français, ce qui, par comparaison avec 1901, représente une chute

dans nos ventes de plus de 10 millions de francs. Le fait est très regrettable et devrait attirer la plus sérieuse attention de la part de nos producteurs. Ils ont à leur porte un énorme débouché; leurs œufs sont de qualité supérieure et cependant ils se laissent évincer par des concurrents qui, il est vrai, vendent moins cher, mais dont les produits sont très inférieurs :

Importation anglaise d'œufs.

(*En millions de francs.*)

	1899	1900	1901
Importation totale	127	136	138
Russie	29	28	30
Danemark	20	23	29
Allemagne	24	25	22
Belgique	19	18	20
France-Italie	21	21	17

La Grande-Bretagne possède de magnifiques pâturages. Cependant, sur environ 240 000 tonnes de beurre qu'elle consomme, elle n'en produit guère que 70 000 tonnes. C'est que la fabrication du beurre demande des manipulations délicates, auxquelles sont très aptes les races paysannes, mais pour lesquelles l'ouvrier rural anglais a fort peu de dispositions. Le Royaume-Uni sera donc longtemps encore, sinon toujours, un énorme débouché (près de 500 millions de francs en 1901) pour les beurres étrangers. Nous lui avons envoyé, en 1901, les 82 p. 100 de nos exportations de beurre (48 millions de francs sur 59). Cependant nos ventes n'entrent que pour 8,6 p. 100 dans l'importation britannique (43 millions de francs sur 497); elles ne sont pas ce qu'elles devraient être ni même ce qu'elles ont été : nos excellents beurres de Normandie et de Bretagne, malgré la réputation si justifiée qui leur fait donner les plus hautes cotes sur le marché britannique, voient diminuer d'année en année leur importation dans le Royaume-Uni. Depuis 1896, la chute ininterrompue de nos envois s'est chiffrée à plus de 21 millions de francs ;

Importation anglaise de beurre.

(*En millions de francs.*)

	1896	1900	1901
Importation totale	387	440	497
Danemark	158	202	226
Australasie	27	63	52
France	64	45	43
Russie	19	24	41
Hollande	29	35	38
Canada	8	16	25
Suède	42	25	23

D'après la douane britannique, l'importation totale de sucre brut a continuellement augmenté depuis trois ans; 13 121 709 hundredweights en 1899; 13 234 932 en 1900 et 13 419 775 en 1901: à l'inverse, la valeur a notablement diminué en 1901 par rapport à 1900. Les deux tableaux ci-dessous montrent pour les principaux pays importateurs, en milliers d'hundredweights et en millions de francs, les oscillations des ventes :

	MILLIONS D'HUNDREDWEIGHTS[1]		
	1901	1900	1896
Importation totale	13	13	15
Allemagne	4	3	5
France	3	4	1
Maurice, Guyane et Antilles anglaises, Inde	1	1	2
Belgique	1	2	1
	MILLIONS DE FRANCS		
Importation totale	161	174	210
Allemagne	48	39	65
France	47	63	2
Maurice, Guyane et Antilles anglaises, Inde	24	20	39
Belgique	19	25	13

1. L'hundredweight équivaut à 50 kilog. 802.

Quant aux sucres raffinés, le Royaume-Uni est un marché encore plus large que pour les sucres bruts. Les achats de l'Angleterre ont atteint en 1901 : 331 millions de francs. Ils ont considérablement augmenté en poids et en valeur depuis trois ans : 17 millons d'hundredweights et 282 millions de francs en 1899; 19 millions d'hundredweights et 311 millions de francs en 1900; 21 millions d'hundredweights et 331 millions de francs en 1901. Durant le dernier exercice, d'après les chiffres de la douane anglaise, les envois de la France ont représenté en valeur 23 p. 100 de l'importation totale de sucres raffinés : 77 millions sur 331 millions.

Nous donnons ci-dessous le classement des pays importateurs pour 1901, 1900 et 1896 en poids et en valeur :

	MILLIONS D'HUNDREDWEIGHTS		
	1901	1900	1896
Importation totale	21	19	14
Allemagne	13	11	10
France	5	4	1
Hollande	2	2	2
	MILLIONS DE FRANCS		
Importation totale	331	311	253
Allemagne	203	191	169
France	77	69	25
Hollande	42	37	37

Des quatre tableaux ci-dessus, il résulte qu'en 1901 par rapport à 1900, le total de nos envois de sucres bruts et raffinés a diminué en quantité de 90 630 hundredweights, soit de 4 604 tonnes et en valeur de 7 751 000 francs. Mais nos ventes ont tellement augmenté depuis 1896 (notamment en ce qui concerne les sucres raffinés : 208 p. 100, tandis que celles de l'Allemagne ne s'accroissaient que de 20 p. 100) qu'on peut espérer que le fléchissement de 1901 ne sera que passager et que nos producteurs sauront conserver et même fortifier la forte position qu'ils ont acquise sur le riche marché britannique.

Notre consul cite encore les fromages (nous n'en fournissons pas 2 millions sur 160 millions importés), les volailles, bref tous nos produits agricoles et, comme un refrain, cette conclusion revient toujours : « Nous devons entreprendre l'éducation commerciale de notre paysan ».

La cause de cet état de choses est le manque d'union entre nos petits producteurs. Ils devraient, à l'exemple des paysans danois, dont les ventes ont, depuis 1899, augmenté de 9 millions de francs, adopter le principe fécond de la coopération : le syndicat d'exportation. Nos dévoués professeurs d'agriculture départementaux, qui dans bien des cas ont été les initiateurs du mouvement syndical en ces dernières années, devraient, comme ils l'ont fait en ce qui concerne les laiteries coopératives, étudier et faire connaître les organisations syndicales d'exportation, grâce auxquelles les Danois poussent si vigoureusement leurs ventes d'œufs.

Et pour l'industrie, il en est de même. Si nos industrieuses petites villes du Jura ne détiennent pas le monopole anglais, c'est qu'elles ignorent l'Angleterre, sa langue, ses besoins et ses goûts. Si nos industries scientifiques de Paris savaient où porter leurs offres, elles auraient un débouché dans tout le monde britannique : c'est une maison parisienne qui a fourni les appareils du grand phare de Bombay. La Suisse nous a ravi la fourniture du chocolat, parce qu'elle connaît le public et le commerce britanniques. Notre *Bon Marché* a vu doubler ses affaires par le seul envoi de catalogues rédigés en anglais. Nos

soieries même, malgré l'état florissant de leur commerce, ont encore à gagner ou à regagner du terrain :

Le marché britannique est le grand marché mondial de soieries et, comme le dit excellemment notre Commission des Valeurs en douane, il est le « régulateur des affaires internationales pour les étoffes de soie ». Il est pour nous un riche et large débouché où nous occupons le premier rang; 43 p. 100 de l'importation est d'origine française. Sans se laisser décourager par le fléchissement passager de nos ventes depuis 1898, nos industriels doivent faire tout leur possible pour accroître leur clientèle en Angleterre.

Et, à cet égard (disait encore la Commission dans l'un de ses derniers rapports), il est certain que c'est sur le marché de Londres que doivent se porter tous les efforts de nos exportateurs de soieries. Ce marché est libre; la fabrique anglaise ne fait pas à la nôtre une concurrence redoutable; il ne s'agit pour nous que de l'emporter à armes égales sur nos concurrents allemands, suisses et italiens. Nous croyons fermement que la fabrique lyonnaise maintiendra la supériorité qu'elle a su acquérir et que le chiffre de nos exportations en Angleterre reprendra bientôt sa marche en avant.

*
* *

De toutes les pages de ce rapport, une vérité se dégage : c'est que, malgré les bénéfices énormes que nous en retirons, nous ne *savons* pas encore exploiter notre domaine anglais. Et ceci vaut la peine d'être médité par nos gouvernants : si nos députés avaient toujours devant les yeux les tableaux du commerce franco-britannique, un certain nombre de questions

se poseraient à eux. La première (pour ne prendre ici que nos affaires étrangères) toucherait à notre régime douanier : notre lourde armure de protection est-elle vraiment utile, nécessaire à la sauvegarde et au bon fonctionnement de notre travail?

Il est possible que des circonstances passagères nous aient jadis imposé cette armure. Mais les circonstances n'ont-elles pas un peu changé? Notre industrie et notre agriculture elle-même ne sont-elles pas gênées ou dévoyées par telle de ces défenses protectionnistes?

Voici deux régions normandes, aptes aux mêmes produits et peuplées des mêmes paysans. Outre le blé qui leur fournissait le pain quotidien, elles vivaient jadis du colza qui leur donnait leur argent liquide. Les huiles minérales sont venues ruiner la culture du colza. L'une de ces régions normandes a cherché un nouveau travail; elle l'a trouvé dans sa laiterie et sa basse-cour : par son port de Honfleur, aujourd'hui, elle fournit le marché anglais. L'autre, plus voisine de l'Angleterre, aurait dans le port de Dieppe un merveilleux instrument de trafic, si elle daignait changer aussi ses routines et travailler utilement. Mais ce pays de Caux est aux mains de grands propriétaires absents, dont les fermiers ignorants ne cherchent que le minimum d'efforts et le minimum de risques. Ils se tiennent au colza ou au lin, qui ne peuvent en aucune façon servir la richesse nationale, mais pour lesquels l'État leur donne une prime ou leur installe à ses frontières des droits protecteurs.

Est-il admissible longtemps encore que l'argent des contribuables entretienne cette routine et cette inintelligence? Malgré les barrières que nous mettons en travers de ses importations chez nous, l'Angleterre jusqu'ici nous a gardé ses portes grandes ouvertes. Mais peut-être se lassera-t-elle un jour de « cette stupide générosité », comme disent ses *Fair Traders* : elle nous menacera de représailles. Ce jour-là, devrons-nous sacrifier notre commerce anglais à l'inertie de nos protectionnistes?

Voici une autre question non moins grave. Depuis vingt ans, nous courons le monde en quête de marchés coloniaux : est-ce bien là vraiment que peut fleurir notre commerce? Il faut, paraît-il, que nous ayons des colonies. Les colonies, je l'accorde, nous peuvent être utiles. Mais la mode coloniale est fort dispendieuse. Si nous voulons conserver nos colonies, ayons aussi la richesse pour les entretenir. Et cette richesse, ce n'est pas l'énergie qui chez nous en peut être le facteur principal : c'est le savoir.

A chacun son rôle. Avec leur refrain dantonesque : « De l'énergie! encore de l'énergie et toujours de l'énergie ! » nos coloniaux nous proposent sans répit l'exemple de l'Angleterre. Mais John Bull ne peut vivre qu'en déployant ses muscles dans les aventures coloniales. Quant à nous, l'humanité veut bien reconnaître que notre cerveau est de qualité supérieure. En restant chez nous, sans brutalité ni homicides, sans violents efforts de biceps, nous pouvons gagner une large vie. Entretenons, si l'on veut, nos muscles,

pour garder notre prestance et nous défendre à l'occasion. Mais sachons bien qu'en nos biceps gît le moindre de nos espoirs et que le problème de l'existence est pour nous bien plus simple que pour les Anglais.

Nous avons un peuple ingénieux d'ouvriers et de paysans qui ne demandent qu'à travailler et à perfectionner leur travail, et nous avons à nos portes un marché tout préparé, qui ne demande qu'à recevoir et à bien payer nos produits. La seule difficulté, le seul obstacle que nous ayons à vaincre, est notre propre ignorance. Notre peuple ne *sait* pas encore atteindre et exploiter ce marché tout voisin. Il n'en a qu'une expérience restreinte et fragmentaire. Il lui en faudrait une science complète et méthodique. Chaque progrès qu'il fera dans cette science se traduira, au décuple, par un progrès de sa fortune. Je crois que la poursuite de ce progrès devrait être le premier souci de notre gouvernement.

Auprès de celle-là, toutes les autres questions me paraissent sans importance : tout au moins, elles me semblent ne venir qu'en seconde ligne. Mais il nous faut savoir que celle-là est vitale, et il nous faut savoir aussi que déjà nous l'avons aux deux tiers résolue.

Car les efforts heureux de notre enseignement primaire et de notre enseignement supérieur transforment, ont transformé déjà, dans notre armée du travail, la masse des soldats et les cadres du grand état-major. Reste l'enseignement secondaire, qui

devrait fournir au travail national ses officiers intermédiaires et qui, malheureusement, ne les fournit pas encore. Faute de ces officiers, toute l'organisation périclite. Le contact n'existe pas entre l'état-major et les troupes; le savoir et l'impulsion d'en haut n'arrivent pas jusqu'en bas. Entre le peuple qui travaille et l'élite qui travaille encore plus, l'enseignement secondaire forme la bourgeoisie à contre-pied du rôle qu'elle devrait tenir. Et quand on a suivi la dernière enquête de notre Parlement sur cet enseignement secondaire, on a le droit de ne pas escompter avec confiance les résultats de la réforme. Au cours de cette enquête, chaque fois qu'un témoin interrogé essayait de parler chiffres et intérêts matériels, il fallait, dans cette réunion d'avocats, entendre les cris de la majorité : « Et la culture désintéressée, monsieur, qu'est-ce que vous en faites? »

La culture désintéressée! J'ai toujours essayé de comprendre cette étrange alliance de mots : je dois avouer que jamais encore je n'ai réussi. L'idée de culture me semble indissolublement liée à l'idée d'intérêt : je n'ai vu cultiver la treille que pour avoir le raisin, et les parterres que pour avoir les fleurs... Je dois reconnaître pourtant une fâcheuse vérité, c'est que notre enseignement secondaire et la bourgeoisie qu'il prétend cultiver se désintéressent en effet de notre travail national, et que toute la nation en souffre grandement. Les effets directs en sont désastreux et les effets indirects sont pires encore : en bien des rencontres, rien ne contribue autant que cette instruction

déplorable à doter les Françaises de ces maris dont mon Anglais nous parlait tout à l'heure.

Et c'est encore une question que notre commerce franco-britannique peut mettre en son vrai jour : la femme a-t-elle chez nous la place légale, la culture intellectuelle et les droits personnels que son travail lui mérite? Il n'est pas besoin de droits politiques assurément. Mais au centuple nous regagnerions, en argent liquide et en puissance commerciale tout ce que nous dépenserions pour éclairer, perfectionner et délivrer le travail de nos femmes, pour relever leur condition et leur savoir, pour ne pas laisser leur initiative et leur intelligence s'user en pure perte sous la tyrannie d'entraves juridiques ou d'associés indignes. Le travail de la France est pour une moitié, pour la meilleure moitié, le travail des femmes françaises : il ne serait pas inutile peut-être que nous tinssions compte de ce grand fait dans nos mœurs et dans nos lois.

Et le commerce franco-britannique soulèverait bien d'autres questions encore. Pour tout dire, si je connaissais dans notre parlement un groupe de députés vraiment radicaux, j'entends, par là, soucieux de réformes vraiment utilitaires (car les Anglais n'ont inventé le radicalisme, mot et chose, que pour cela), je leur conseillerais la lecture journalière du rapport de M. J. Périer : chaque jour ils y trouveraient, j'en suis sûr, nouvelle matière à réflexions. Le seul intérêt ne doit pas régir nos affaires publiques ni, surtout, nos affaires étrangères : nous avons des devoirs et des

traditions envers les hommes et envers les idées : j'ai toujours soutenu que les concessions financières du Sultan ne devaient pas nous rendre complices de ses massacres arméniens. Mais, si nous voulons porter allègrement le noble fardeau d'une politique souvent désintéressée, n'oublions pas la nourriture quotidienne, qui seule peut nous en donner la force : un bon commerce profitable nous est la première condition d'un beau rôle humanitaire. Et voilà pourquoi l'entente franco-anglaise m'a pour toujours semblé la première nécessité de notre vie nationale.

III

FINANCE ET DIPLOMATIE

Politique de principe et politique d'affaires. — Les exigences des financiers. — La richesse française. — La France et l'humanité. — Devoir et intérêt. — Mœurs financières. — Finance et épargne. — Finance et revenus. — Finance et emprunteur. — Entente franco-allemande. — Les recouvrements de Guillaume II. — La sécurité nationale.

Après tant de « révélations » sur la rivalité qui mit aux prises MM. Delcassé et Rouvier, sur les orageuses séances du Conseil des ministres, qui aboutirent à la démission de M. Delcassé, sur le rôle de l'empereur allemand en ces affaires françaises, et sur l'humiliante panique dont furent saisis les chefs de notre gouvernement, il est temps peut-être de rechercher quelques-unes des causes profondes qui nous jetèrent en cette crise de mars-juin 1905.

De mai à novembre 1905, on a pu lire dans nos journaux nombre de théories sur nos relations internationales. La plus systématique, je crois, et la plus claire fut énoncée dans *Gil Blas* du 9 mai, par M. Eu-

gène Destez, en un court article intitulé *les Deux Écoles*, dont voici quelques extraits :

La lutte entre M. Rouvier, président du Conseil, et M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, semble vouloir entrer dans une phase nouvelle. Cet antagonisme devait fatalement éclater à la pleine lumière, étant données, non pas les divergences d'opinions des deux hommes politiques, mais leurs différences radicales de conception en ce qui touche les grandes questions économiques...

Les causes intimes des conflits (entre les peuples) se trouvent localisées en un même foyer : le régime économique des pays qui se combattent en vue d'atteindre un objectif commun : l'argent... Les nations tendent, ainsi que les individus, vers un bien-être plus grand, que la richesse financière seule peut leur permettre d'atteindre. De ces tendances générales est née, tout naturellement, une école de diplomatie nouvelle. M. Rouvier, en tant que président du Conseil, constitue un prototype de cette école nouvelle, alors que M. Delcassé a voulu, quand même, demeurer l'homme des formules surannées... M. Delcassé est le formaliste. M. Rouvier est l'homme d'affaires dans toute la netteté du terme.

M. Rouvier a appris la lutte à cette rude école des Levantins, natures complexes et fuyantes, avec lesquelles la prompte décision et le sens pratique des choses sont les armes indispensables. Une longue carrière politique au travers de jours troublés a complété son éducation, l'a cuirassé d'un scepticisme de trempe solide qui lui interdit l'émotion aux heures difficiles et lui laisse la pleine disposition de soi-même... M. Rouvier, non pas président du Conseil, mais ministre des Finances, a compris que, sur le terrain financier et pacifique, le chemin à parcourir serait court qui permettrait à la France de dire qu'il ne s'accomplira pas une grande affaire financière sur le marché, sans elle. C'est là une conception devant laquelle M. Delcassé est resté hermétiquement fermé...

M. Rouvier ne possède ni idées personnelles préconçues, ni idées générales absolues. Il est l'homme des circonstances; voilà pourquoi jamais aucun événement ne le trouvera désarmé, pourquoi il restera toujours à la hauteur de sa tâche, grâce à sa souplesse d'action et à sa fécondité d'idées.

M. Rouvier apporte, dans ses procédés de gouvernement, la « diplomatie économique », alors que M. Delcassé n'a jamais voulu tenir compte du facteur économique en matière de diplomatie.

Qu'on le veuille ou non, l'argent est la plus puissante de toutes les forces du monde; les nécessités économiques dominent, indiscutablement, la vie des peuples. Et cette force, tandis que M. Rouvier cherche en toutes circonstances son meilleur point d'application, M. Delcassé, lui, affecte de l'ignorer.

En ce parallèle, il est trop visible que toutes les sympathies de l'auteur vont à l'un des personnages : M. Rouvier lui-même, s'il avait tenu la plume, aurait été plus équitable pour l'œuvre de M. Delcassé; combien — hélas! — est peu fondé le reproche d'avoir « ignoré » pendant sept ans (1898-1905) les exigences des financiers! De ce long ministère, qui nous fut utile et glorieux, les seules fautes difficiles à oublier vinrent, au dedans comme au dehors, de faiblesses envers la finance.

Pour ne rappeler qu'une affaire importante, nous avons, tous, encore présentes à l'esprit les conditions que la finance mit à l'accord franco-anglais : le maintien des dettes égyptiennes au taux actuel, alors qu'une conversion immédiate eût permis d'abaisser grandement ce taux, pour le bénéfice du peuple et du gouvernement égyptiens. Et en Turquie, n'est-ce pas

une politique vraiment financière, qui depuis cinq ans a fait de nous les complaisants d'Abd-ul-Hamid, les détrousseurs de concessions sur le cadavre de l'Arménie, et qui nous a conduits au corps-à-corps avec Guillaume II, notre rival dans les bonnes grâces du Sultan[1]? n'est-ce pas là une application magistrale des théories énoncées plus haut?

Il faut donc rendre à chacun son dû : pendant sept années, M. Delcassé fut toujours accessible, trop accessible parfois, aux doléances et suggestions des financiers. Mais, durant les ministères Waldeck-Rousseau et Combes, — tout changea avec le ministère Rouvier, — il semble qu'il n'ait d'ordinaire fait aux intérêts de la finance que la part qu'il jugeait équitable, qui lui semblait conforme et utile aux autres intérêts de la nation.

J'ai dit trop clairement ma pensée là-dessus pour qu'il me soit nécessaire d'y revenir. Je doute cependant que l'on puisse nier mon souci d'une « diplomatie économique » : je fus le premier, presque le seul, à déplorer l'inertie — tranchons le mot : la désertion — de notre politique dans la récente affaire de Panama; s'il se fût trouvé à la tête de notre gouvernement un Ferry ou un Palmerston, si nos ministres des Finances et des Affaires étrangères n'eussent pas reculé devant cette épithète de « panamiste », qui désormais ne rapportait que des insultes, ce n'est pas deux cents,

1. Voir le chapitre de mon livre *l'Affaire marocaine :* le discours de Tanger.

c'est trois ou quatre cents millions de francs que les États-Unis auraient dû rembourser à l'épargne française. J'aurais voulu qu'à Panama on défendît un bien vraiment national, acquis par notre travail, que l'on récupérât les sommes effectivement et utilement dépensées, et que l'on sauvât la fortune de notre petite épargne.

Je ne méconnais donc pas que la France est la première capitaliste du monde actuel; que Paris peut et doit être le marché de l'or; que nous avons trente milliards exposés dans l'univers en placements plus ou moins sûrs; et qu'il n'est pas de peuple, blanc, noir ou jaune, qui, par ses fonds publics ou ses sociétés industrielles, ne soit notre débiteur. Et je ne méconnais pas davantage que tout gouvernement français a, parmi ses devoirs essentiels, la protection, la défense, l'aide continuelle, bref, le maintien et l'affermissement de cette richesse nationale. Plus un gouvernement se targue chez nous de générosité démocratique, et plus il devrait accorder de soins à ce chapitre de ses devoirs.

Tous ces placements, en effet, ne sont pas le monopole de quelques rentiers, banquiers, boursiers et gens d'affaires : c'est la masse de notre peuple qui, par le travail quotidien et par la manie vertueuse de l'épargne, a constitué cette richesse dont les revenus vont à tous les Français, surtout aux plus méritants, aux plus humbles.

Que demain quelque cataclysme mondial englou tisse ces trente milliards : mille ou dix mille de nos

gens riches y laisseront peut-être tout ou partie de leur fortune; mais dix ou vingt millions de petites gens, de vieilles et pauvres gens, seront ruinés, privés du nécessaire, jetés au désespoir et à la faim.

Protéger et guider notre épargne au dehors, en garantir les placements, en défendre les revenus, grand devoir de notre diplomatie assurément! mais non pas le plus grand ni le seul.

Avant d'être riche, il faut être; avant de conserver les capitaux, il faut conserver l'existence de la nation. En mettant les choses au pire, il pourrait arriver que les placements de notre épargne fussent engloutis : une France pauvre serait encore la France. Car ce ne sont pas les plaies d'argent, même les plus profondes, qui sont les plaies mortelles, et ce n'est pas l'argent qui donne toujours, aux nations et aux individus, l'existence la meilleure, je veux dire : la plus heureuse et la plus digne.

Si nous avions à choisir pour l'avenir de notre peuple entre la vie somptueuse de l'Espagne conquérante — aux siècles où les pays de l'or, les Eldorados des deux mondes en faisaient le coffre-fort de l'Europe, où sur tous ses quais roulait l'argent des galions — et la pauvre, l'indigente vie de la Grèce salaminienne ou de l'Écosse puritaine, quel homme d'État, vraiment digne de ce titre, pourrait hésiter? qui même parmi nos politiciens aurait, en public, le front d'hésiter?

La dignité et la noblesse de notre vie nationale doivent passer avant la richesse du particulier et de la nation. Notre peuple a toujours pensé que bonne

renommée vaut pour lui mieux que ceinture dorée. Quand, de toutes parts, nous arrivent les témoignages de cordiales sympathies, quand les nations occidentales rivalisent dans leurs démonstrations d'amitié, au lendemain de nos ententes avec Londres, Rome, Madrid, Lisbonne, il me paraît inutile d'insister sur ce premier principe que la France tient d'abord à l'affection et au respect du genre humain.

C'est là vérité banale, en apparence, truisme, lieu commun dont usent, en toute occasion, même les plus « levantins » de nos orateurs et de nos politiciens, et, pour garder l'oreille de notre peuple, ils doivent ajouter encore que l'indépendance et l'intégrité de la patrie, le maintien de nos traditions nationales d'humanité, de liberté, de sympathie pour les faibles, d'attachement aux droits de l'homme et des peuples, sont parmi leurs soucis primordiaux...

Mais autre chose est de proclamer une vérité ; autre chose de la pratiquer et, surtout, de la comprendre.

Puisque l'on nous parle des « nécessités qui dominent la vie des peuples » il faudrait bien voir que ces nobles formules ne sont pas de vains mots, que la politique de principes n'est pas seulement la plus honnête et la seule avouable, mais qu'elle est aussi la plus avantageuse, la plus nécessaire, et que, seule, elle peut faire vraiment les affaires de la nation, lui donner sécurité et prospérité.

*
* *

Pour la sécurité nationale, on pense avoir presque tout fait quand on a garni de troupes nos frontières, de coupoles blindées nos forteresses, de munitions nos arsenaux, armé de bons fusils et de beaux canons nos régiments, d'énormes cuirassés et d'innombrables torpilleurs nos côtes métropolitaines et coloniales.

C'est bien en fait la première condition de notre sécurité : les toasts de Guillaume II en prouveraient l'importance vitale aux plus incrédules; seuls, peuvent encore la nier quelques dilettantes en servage d'utopies ou en adoration perpétuelle devant les dogmes et les hommes d'outre-Rhin.... Mais cet attirail guerrier ne suffit pas.

A cette besogne militaire, on pense que la diplomatie ajoute le couronnement suprême par un habile travail d'ententes, d'alliances, d'amitiés ou de neutralités, par un double et triple réseau de combinaisons défensives. Seconde condition, presque aussi nécessaire que la précédente; à elles deux, elles permettent d'escompter sans trop d'alarmes l'avenir tout proche : un bon chien de garde et quelques bons voisins écartent d'ordinaire les brigands et les loups, même à l'orée de cette forêt sauvage qui s'appelle l'Europe bismarckienne.

Mais ces deux conditions réunies ne donnent encore qu'une sécurité provisoire, précaire. Si les financiers

trouvent toujours, outre leur sûreté personnelle, leur bénéfice en ces syndicats de peuples, — qui ne vont jamais sans quelque emprunt public ou privé, — et en ces commandes d'armes, — qui ne se traitent jamais sans le courtage des banques et sociétés de crédit, — peut-on dire que cette politique nécessaire soit toujours favorable à la prospérité de la nation?

La sécurité parfaite et la prospérité durable exigent quelques autres facteurs, que la finance le plus souvent ignore, dédaigne ou même contrecarre, mais qui, tous, me semblent découler d'une règle générale de conduite, dont la nécessité va s'imposant davantage aux peuples comme aux individus.

Le résultat le plus net de toute notre civilisation moderne, des relations plus nombreuses, plus rapides et plus intimes entre les compartiments et les communautés de notre planète, des montagnes percées, des océans franchis, des continents reliés par le télégraphe et la navigation, des marchés et des Bourses chaque jour plus solidaires, bref le résultat le plus net de notre science appliquée à la transformation de l'univers est aussi de transformer l'humanité, de l'amalgamer tout entière en une sorte de grand corps unique, où les peuples les plus divers et les plus éloignés, devenus membres ou organes, auront, ont déjà chacun son rôle à jouer, sa tâche particulière : rôle important ou secondaire, tâche obscure ou glorieuse, mais rôle toujours utile, et tâche nécessaire.

Dans le présent déjà, dans le proche avenir surtout, c'est cette utilité — je ne dis pas : cette grandeur — du rôle mondial, qui fait et fera la valeur des nations et, par suite, leur seule chance de durée et de bonheur.

Car à ce grand corps de l'humanité mondiale président les mêmes lois qu'à chacun des organismes individuels ou sociaux dont le secret fut livré à nos recherches scientifiques : les membres sans emploi s'atrophient; les organes inutiles disparaissent. Mal logée sur la planète trop étroite, pressée au dehors par les éléments hostiles, au dedans par le besoin d'une justice plus équitable et par le désir d'une vie moins pénible : l'humanité demain ne pourra, ne voudra plus nourrir que les peuples qui lui servent; elle se libérera de ceux qui l'exploitent ou la gênent. Au banquet de la vie mondiale, il faut que chacun paie sa place en monnaie d'aloi; ceux-là seuls garderont toujours leur rang, que l'humanité jugera indispensables à son bonheur.

Sommes-nous indispensables à la vie de l'humanité, au bonheur du monde? de toute notre énergie, avec toutes les facultés et toutes les ressources dont la nature nous a pourvus, nous efforçons-nous de devenir plus indispensables encore à cette vie et à ce bonheur? Cet examen de conscience nationale s'impose à chacun des peuples, mais plus impérieusement à nous autres, Français.

Il est, à mes yeux du moins, une vérité indiscutable que, sous mille formes, trop souvent peut-être,

j'ai répétée à mes lecteurs : c'est que la nature a mis notre France en telle situation géographique, et l'histoire a mis notre peuple en telle situation morale, que nous tenons à Paris le carrefour central des routes et des intérêts de l'humanité.

Plus les hommes, les marchandises et les idées circuleront à travers les continents et les mers, par-dessus les frontières pacifiées, entre les nations et les races conciliées, plus notre France devra percevoir les bénéfices, mais mieux aussi elle devra comprendre les devoirs de cette grande charge.

Si nous venions jamais à négliger ces devoirs; si notre France cessait d'être le foyer accueillant et réconfortant pour toutes les idées généreuses, pour tous les hommes de paix et d'équité, et le passage libre, commode, pour toutes les transactions pacifiques, pour toutes les relations d'échanges et de pensée : soyons sûrs que notre descendance ne conserverait pas longtemps ce pays privilégié; elle en serait chassée ou dépossédée par la coalition des forces envieuses et par le mécontentement de l'humanité complice.

Nous ne savons pas suffisamment que notre « douce » France est une terre privilégiée entre toutes, que sa situation, son climat, ses productions, l'harmonieux et avantageux système de ses côtes, de ses fleuves, de ses plaines et de ses monts en ont fait la plus « humaine » des contrées, aussitôt que le travail de la civilisation s'en est emparé. Le vieux Strabon — qui pourtant connaissait et décrivait les régions

lénies de la Méditerranée levantine, hellénique, romaine et espagnole — exprimait déjà son admiration de cet organisme composé à souhait « comme en vertu d'une prévision intelligente », et nos politiques devraient lire et relire et méditer l'introduction géographique que mon maître Paul Vidal de Lablache a mise à l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse. Ils comprendraient mieux, je crois, quelques-uns de nos devoirs nationaux et de nos risques : on ne légitime, on ne conserve longtemps ses privilèges que par l'intelligence de leurs obligations et l'accomplissement de leurs charges.

Dès aujourd'hui, si nous voulons vivre, nous devons considérer que notre intérêt est dans la prospérité de l'univers.

Notre travail national n'a chance d'être estimé et bien payé que par une humanité riche et pacifique. Notre idéal, comme notre caractère national, n'a chance d'être compris que par des hommes moins asservis à l'oppression de la nature et de la souffrance. Nous sommes un peuple de luxe et de gaieté. Nous pouvons fournir le monde de douceurs et de « braveries » ; mais ni sur notre terre, ni dans notre sol, nous ne trouverions à le fournir de quelqu'une de ces marchandises qui répondent aux besoins vitaux de la foule : notre champ de blé, nos trous à charbon, nos minières, nos troupeaux, nos forêts, et même notre vignoble, peuvent-ils faire concurrence aux champs et aux troupeaux américains, aux houillères et aux mines anglaises ou yankees, aux forêts

polaires et équatoriales, et même au vignoble méditerranéen?

Nous ne produisons que petitement, mais bellement, non pour la bête humaine, mais pour l'homme civilisé : aux progrès de la civilisation est lié le progrès de notre richesse.

On nous dit que cette richesse même est notre meilleur moyen de servir l'humanité et de transformer le monde parce que « l'argent est la plus puissante de toutes les forces ». J'admets, si l'on veut : laissons aujourd'hui de côté l'œuvre — plus étendue et plus profonde à mon gré, — de nos lettres, de nos sciences, de nos arts, tout le travail de notre esprit et de nos mains; ne considérons que la puissance de notre richesse. Nous avons une énorme réserve d'énergie en nos capitaux, et nous avons en notre épargne une source presque intarissable d'argent liquide. Il est d'un intérêt national, aussi bien que mondial, que cette énergie ne dorme pas, que cette source ne se perde pas sans bénéfice pour nous-mêmes et pour les autres.

Notre finance rend donc à la nation et à l'humanité un très grand service, en dirigeant au dehors le trop-plein de notre épargne et en exigeant de cette richesse exportée le maximum de revenus. Est-ce à dire que la direction et le contrôle des seuls financiers doivent présider à cet exode, et que leurs seuls désirs ou besoins doivent ordonner ces placements? Est-ce à dire surtout que la vie internationale doit être soumise à leurs combinaisons?

Par métier, la finance accepte tous les revenus, d'où qu'ils viennent. Elle a toujours partagé l'indifférence de cet empereur-financier, pour qui les fermages n'avaient aucune odeur. Dans le ventre ouvert des Arméniens et des nègres, dans le sang des Russes et des Japonais, parmi les cris et les malédictions des peuples, dans la bourse de l'aigrefin ou dans le salaire du travailleur, partout, d'une main toujours adroite, la finance pêche l'argent, — pourvu qu'il soit au titre légal.

Par métier aussi, la finance prête à toutes gens qu'elle croit solvables, aux égorgeurs comme aux bienfaiteurs de nations, aux entrepreneurs de ruines et de misères, aux gâcheurs de vie et de liberté, comme aux ouvriers de bonheur et de progrès, comme aux champions de vérité et de justice. Elle s'associe aux avant-gardes et aux batteurs d'estrade de la civilisation, comme aux matamores, traînards et goujats de l'arrière-queue... Est-il de notre intérêt national, est-il aussi de l'intérêt humain qu'une force française, la plus puissante des forces françaises (disent les financiers), soit à travers le monde appliquée au service de toutes les affaires?

Une France, qui mettrait ses efforts à devenir une usurière, prêteuse à la petite semaine, tentatrice des jeunes peuples et pourvoyeuse des vieux absolutismes, n'exciterait bientôt que le mépris et la haine des hommes : pour vivre et prospérer, il nous faut l'amitié du genre humain; notre richesse, comme nos autres énergies, ne doit travailler qu'aux entreprises

d'affranchissement et de progrès, aux seules affaires de grand jour et de bonne foi; elle ne doit toucher de salaire que d'un labeur effectif et efficace, en cherchant avec notre profit le bénéfice matériel et moral de nos clients.

Aussi je vois bien comment, par la finance, notre diplomatie peut nous gagner l'humanité. Mais jamais je ne pourrai admettre que, par notre diplomatie, la finance entreprenne d'exploiter les nations.

Faire « dire par la France qu'il ne se traitera pas une affaire sur le marché sans elle! » Mais je voudrais au contraire que la France proclamât aux quatre coins du monde que jamais sa signature et sa responsabilité ne sont engagées dans une affaire louche ou véreuse, que jamais le drapeau national ne couvrira les entreprises de financiers marrons, que jamais le canon national ne se fera le recouvreur de leurs créances. Et je ne doute pas qu'une telle politique, servant les intérêts généraux de la nation, serve mieux encore les intérêts particuliers de l'épargne.

*
* *

Finance et épargne : termes souvent unis, mais non pas inséparables; associés indispensables l'un à l'autre, mais dont chacun peut avoir la prétention de mener l'autre au but de ses propres désirs. Les financiers parlent très haut dans les conseils de notre France démocratique : étant les procureurs de l'épargne, qui est la nation, ils se disent les tuteurs de

la démocratie, et nous voyons dame Finance envahir les ministères au nom de l'intérêt universel. A mon gré, le travail d'aujourd'hui, qui, tout en nourrissant la nation, construit l'épargne de demain, aurait beaucoup plus de droits à surveiller la machine gouvernementale. Même en admettant les ambitions des financiers, on ne saurait confondre les nécessités de la finance avec les besoins de l'épargne.

Notre épargne, surtout la partie démocratique de cette épargne, désire, sans doute, retirer de ses placements au dehors le maximum de revenus; mais elle veut, avant tout, des placements assurés, de tout repos, de longue durée. Si toujours elle pouvait choisir en connaissance de cause, jamais elle n'hésiterait entre un faible, très faible revenu et un placement risqué : sobre, regardant au loin vers l'avenir, plaçant pour ses fils ou ses neveux autant que pour elle-même, elle aimerait toujours mieux vingt, trente, quarante années de coupons à 2 p. 100 et le remboursement de ses actions, que cinq ou dix années de coupons à 10 p. 100 et le risque de son capital.

Prenez maintenant les cotes de la Bourse et suivez les oscillations des valeurs au cours des vingt années dernières. A travers toutes les crises de la politique intérieure et mondiale, où sont restés les placements les plus durables et les plus sûrs que nous ayons faits au dehors, sinon en ces affaires de grand jour et de bonne foi, en ces entreprises de civilisation et de progrès, dont nous parlions tout à l'heure? Pense-t-on que notre épargne ne serait pas satisfaite et tranquille,

si son portefeuille n'était garni que de *Suez*, par exemple, ou de *Chemins lombards*?

Mais pour la finance ces placements assurés, durables, ne sont que l'objectif secondaire ; les gros revenus mêmes, qu'elle se vante de nous procurer, sont avant tout pour elle moyens d'appât. Intermédiaire d'un jour entre l'épargne française et l'emprunt étranger, tenancière du pont qu'elle jette de l'un à l'autre, la finance veut d'abord toucher son droit de péage, sa commission, et la plus grosse qu'il se peut. Que notre épargne trouve au dehors du 4 et du 5 p. 100 et qu'elle ne le paie que 96 ou 98 francs : la finance, à coup sûr, ne peut que s'en réjouir, parce qu'alors les affaires lui arrivent en nombre et qu'avec les transactions, ses péages se multiplient. Mais l'important pour le financier est d'acheter 92 ou 94 francs le titre d'emprunt que l'épargne lui rachètera 96 ou 98.

Or, quels sont les emprunteurs qui, forcés de subir les conditions de la finance, lui laissent les commissions les plus fortes? Quels sont les titres qui, ne pouvant s'offrir d'emblée au grand public, doivent se concilier d'abord la complice réclame des gens de Bourse?

Ce sont les emprunteurs douteux ou décriés, les Abd-ul-Hamid, les rois Milan, les khédives Ismaïl (je ne puis citer que les prodigues « classés » et les bandits notoires), ce sont les affaires chancelantes ou risquées, *Sucreries du Sahara* ou *Chantiers du pôle* (je ne puis citer que des entreprises imaginaires), que la finance est encline à choisir. Maîtresse de notre diplomatie, sur quels clients étranges elle éten-

drait notre protection, et de quels titres elle gonflerait notre portefeuille!

Si l'on veut un exemple restreint, mais concret, voyez seulement ce que cette politique financière a fait à Constantinople, depuis qu'en notre ambassade s'est installé l'un de ses fidèles. Entre l'Homme malade qui s'en va, perd pied, succombe sous l'avarie et la sénilité, et les jeunes nations, chrétiennes ou musulmanes, qui s'éveillent, surgissent et seront les maîtresses demain, quel client semblons-nous avoir adopté depuis cinq ans? quel protégé semblons-nous défendre contre la force des choses et contre l'indignation des hommes?

En novembre 1905, le jour où l'Europe, toute l'Europe, même l'Allemagne, vint heurter à la Porte et exiger un peu de justice en faveur des Macédoniens, ne fut-ce pas une honte, un désastre national que nous ne fussions que les derniers, de mauvaise grâce, en serre-files, et qu'au lieu d'un ambassadeur, parlant haut et clair le langage de l'équité, nous n'eussions là-bas qu'un chargé d'affaires, faisant de son mieux peut-être, mais ne pouvant pas faire ce que la France aurait dû?

Et le jour prochain où croulera cette ruine ottomane, sera-ce un bénéfice pour notre épargne que notre argent soit allé à la police, à la garde, aux gaspillages du Sultan, au lieu d'aller aux routes, aux écoles, aux champs et aux villes du Crétois, du Macédonien, de l'Arménien, ou même de l'Albanais et de l'Arabe?

La finance elle-même se rend bien compte que ni la nation ni l'épargne ne sauraient admettre longtemps ses façons d'agir, si l'on n'offre pas à l'une de gros revenus et quelques garanties, si l'on ne donne à l'autre quelques bonnes paroles.

Pour les revenus, notre épargne, comme on sait, n'a pas de prétentions exorbitantes : ne pouvant obtenir chez nous que le 2 1/2 ou le 3 du 100, elle appelle gros revenu le 4 1/2 ou le 5, que les financiers ne sont jamais en peine de lui promettre ni même de lui trouver au dehors. Mais pour les garanties, notre épargne est plus exigeante, et la finance, plus embarrassée. Ah! si l'on pouvait annoncer et prouver à tous nos petits rentiers que la diplomatie et la force de la nation seront toujours au service des capitaux engagés, que notre flotte se mettra en route et nos ambassadeurs en uniforme, dès qu'une créance, quelle qu'en soit la valeur intrinsèque et morale, semblera en péril, combien le problème serait simplifié! combien les affaires deviendraient plus commodes!

Le malheur est que la majorité de notre peuple veut réserver sa force et ses relations pour d'autres besognes. La nation entend soutenir et protéger, au dehors comme au dedans, les droits et placements de tous les citoyens, faire rendre justice à chacun, exiger les dettes reconnues, pourvu qu'elles aient été librement et loyalement contractées et que le créancier ait touché l'argent, tout l'argent de son billet. Mais elle entend ne pas se prêter aux jeux et tours

des négriers et fournisseurs de sérail, des naufrageurs de Bourse ou des usuriers et *sarafs* à la mode levantine...

A défaut de notre garantie nationale, nos financiers ne pourraient-ils pas en découvrir quelque autre?

*
* *

On lisait dans la *Semaine financière* du journal *le Temps*, à la date du 16 juillet 1905 :

M. Rouvier n'a pas déçu les espérances qu'avait fait concevoir son acceptation de la direction des Affaires extérieures. Il a su tirer d'une situation délicate, qu'il n'avait pas créée, un parti très honorable. Il l'a fait en homme pratique, clairvoyant, puisque, tout en conservant à la France le rôle et les avantages spéciaux que lui confère sa mitoyenneté avec le Maroc, il lui a assuré la liquidation d'une situation mal engagée, et du même coup il a ouvert avec nos voisins les plus directs sur le continent une conversation qui pourrait déterminer plus qu'une détente des rapports antérieurs, une entente sur d'autres questions au moins aussi intéressantes pour nous que celle du Maroc...

La diplomatie, telle que la pratiquent aujourd'hui la plupart des nations, nos rivales, est essentiellement basée sur les intérêts économiques et comporte une association étroite entre elle et les groupements industriels, commerciaux et financiers. D'autre part, ces groupements, en se mettant en relations directes avec les forces similaires des autres pays, en contractant des alliances et des fusions d'intérêts, sont les agents les plus sûrs du rapprochement politique des nations, car rien dans le monde ne prime les intérêts matériels...

Il ne faut pas laisser le socialisme proclamer que, seul, il est capable de déterminer l'union des peuples et leur

libération, alors qu'il est la plus sûre préparation à leur asservissement définitif.

Seule, la politique d'affaires, qui favorise l'épanouissement de toutes les initiatives du plus bas au plus haut degré de l'échelle sociale, qui crée la richesse et en active la circulation dans toutes les classes, est de nature à produire l'apaisement universel, tout en laissant au cœur de l'homme libre assez de dignité pour défendre le pays, en cas de péril national.

Cette entente avec l'Allemagne « sur d'autres questions au moins aussi intéressantes pour nous que le Maroc », pas n'est besoin de dire qu'en l'esprit des financiers elle devrait porter sur ces « intérêts économiques » qui, par le moyen des « groupements industriels commerciaux et financiers, sont les agents les plus sûrs du rapprochement des nations ». *Gil Blas* nous donnait plus haut la théorie de cette « politique d'affaires »; en voilà maintenant la formule pratique : lions partie avec l'Allemagne, et notre finance sera satisfaite.

Si l'on considère les choses avec l'œil d'un financier, cette formule est, en effet, pleinement satisfaisante.

L'épargne française est en quête de placements; la finance française a des clients tout prêts; pour que les deux éléments se combinent et produisent aussitôt le bénéfice des financiers, il ne manque — il est ainsi des combinaisons chimiques qui ne se produisent qu'à chaud, — il ne manque qu'un peu de cette chaleur qui s'appelle la confiance et que donne rapidement l'adjonction d'une sûre garantie. Or, tout près

de nous, à nos portes en vérité, de l'autre côté seulement des Vosges et du Rhin, chez « nos voisins les plus directs sur le continent », un homme, Guillaume II, possède, en sa flotte, son armée et sa diplomatie, le plus formidable instrument de garantie qui se puisse désirer, et cet empereur des affaires en dispose volontiers pour la « politique d'affaires », et cet empereur militaire en use à son caprice, sans être embarrassé jamais ni des scrupules, qui trop souvent arrêtent les chefs des nations occidentales, ni des entraves constitutionnelles, qui retiennent ceux-ci ou les retardent dans le passage des menaces à l'effet.

Lorsque Guillaume II et les siens sont créanciers, le débiteur n'a qu'à bien tenir ses engagements, tous ses engagements, à l'heure dite et à la lettre, s'il ne veut pas subir, comme la Grèce, une visite de généraux allemands, ou, comme le Vénézuela, une volée de bombes allemandes. Associer Guillaume II à leurs grandes et petites combinaisons, quelle aubaine, quel rêve pour nos financiers!

Or, voyez encore l'heureuse rencontre : cette association du capital français et de la force allemande, si nécessaire au bénéfice de nos gens de Bourse, si désirée de nos politiciens économiques, Guillaume II et son peuple en ont le même désir, le même besoin.

Pour l'invasion du monde, non par les armées — Guillaume II lui-même a bien voulu nous avertir qu'il ne pensait plus conquérir l'univers, et nous pouvons croire, en effet, qu'à travers tant d'océans sa poudre

risquerait de se mouiller un peu, — mais par les manufactures et les entreprises allemandes, pour cette invasion du monde où l'Allemagne impériale a mis son avenir, Guillaume II dispose de toutes les forces humaines : une main-d'œuvre abondante, vaillante et disciplinée, un outillage perfectionné et puissant, une hiérarchie rationnelle et bien agencée, surtout une méthode scientifique et une érudition universelle font de l'industrie allemande la mécanique la mieux montée des deux mondes, sans rivale peut-être dans l'histoire de la civilisation. Donc, tout ce que l'homme par le savoir et la volonté peut acquérir, cette industrie allemande le possède.

Mais il manque à l'Allemagne deux choses que, seuls, la nature et le temps peuvent donner aux hommes : elle n'a pas de grandes richesses naturelles, et elle n'a pas de grands capitaux.

Il fut un temps où l'Allemagne était capitaliste, au temps lointain des villes impériales et de la Hanse, avant les guerres de Bismarck, de Frédéric, de Louis XV, de Louis XIV et de Gustave-Adolphe, avant les dissensions religieuses et la Réforme, avant les trois siècles qui séparent de Bismarck Charles-Quint. Mais durant ces trois siècles, toutes les armées de l'Europe prirent cette « bonne » Allemagne pour champ de bataille ou de campement; ennemis et alliés, envahisseurs et libérateurs, Français et Suédois, Anglais et Russes, Prussiens et Espagnols, tous les soudards la pillèrent et mangèrent à l'envi : que restait-il en 1870 des richesses légendaires d'Augs-

bourg, de Nuremberg, de Hambourg, de Mayence et de Cologne?

Depuis 1870, l'énergie et la science allemandes ont voulu de nouveau conquérir la fortune : depuis 1890, elles y ont réussi. L'Allemagne est redevenue riche : cependant, elle n'a pas encore de capitaux.

C'est que les salaires et les bénéfices de son travail — qui sont énormes — passent tout entiers dans ses affaires, qu'elle conduit de spéciale façon. Avec son habitude de crédits illimités, avec son ambition de clientèle mondiale, elle consent à l'univers de colossales avances en marchandises; ses gains, au fur et à mesure, sont tout aussitôt replacés en ces avances que, chaque jour, elle ne fait que renouveler et augmenter encore. Tout le monde sait — et les Allemands sont les premiers à dire — qu'il leur faut ce système d'avances continuelles et de crédits sans fin pour imposer la « camelote » allemande aux lieu et place de la « manufacture » anglaise. Si l'Allemagne voulait liquider un peu ses créances et en tirer des capitaux, nul ne peut dire ce que lui donnerait au juste cette opération; mais on voit bien ce que deviendrait aussitôt son commerce.

La crise allemande de 1901-1902 — que j'exposerai à mes lecteurs — a montré quel malaise permanent et quelles catastrophes cause cette rareté des capitaux. Aujourd'hui, la crise n'est pas encore oubliée ni close; néanmoins, l'argent liquide reparaît, rentre et circule un peu partout, abonde en certains points, mais n'y séjourne pas : ceux qui le reçoivent n'ont

pas encore l'habitude de l'épargne, qui seule constitue à la longue de grandes réserves de capitaux.

Tout au contraire : cette frugale et protestante Allemagne, dont l'Europe entière vantait jadis les familiales, les bibliques vertus, — c'était le temps où la pauvreté lui interdisait le luxe des vices, — la voici maintenant plus pressée de jouir de sa richesse renaissante, plus avide de tous les plaisirs, surtout des coûteux et voyants plaisirs, que l'Anglais, le Français, l'Américain et les autres peuples de confort et de joie. A Paris, à Cannes, à Monaco, à Florence, à Naples, à Palerme, à Biskra, au Caire, à Grenade, sans compter les Carlsbad et Abbazia germaniques, dans tous les paradis du vieux monde, c'est un afflux d'Allemands, trop bien mis, trop aimables, trop bruyants, qui veulent étaler leur dépense et qui dépensent en effet toutes leurs économies de récents parvenus : pendant ce temps, le 3 p. 100 impérial est à 88 francs.

Des capitaux! Si Guillaume II avait à sa disposition notre réserve française, avec quel sourire de pitié il toiserait le rival anglais ! avec quelle audace légitime il pousserait plus vivement encore contre Londres la guerre « pacifique » et commerciale, en attendant l'autre !

Aussi nous pouvons et devons croire à la sincérité de son affection, quand il dit, quand il crie qu'il nous aime, qu'il a besoin de notre main dans sa main, de notre poitrine contre sa poitrine, — de notre portefeuille sur son cœur. Comme nos financiers, il nous

demande seulement d'adopter cette politique d'affaires « qui doit produire l'apaisement universel, tout en laissant au cœur de l'homme libre assez de dignité pour défendre le pays en cas de péril national ».

Mais il n'y aura plus alors de péril national : notre nation ne connaîtra plus que paix et bonheur. Songez que tous nos capitaux seront placés, bien placés, que tous nos revenus rentreront, que nous aurons seulement la peine de les compter et de les recevoir : l'Allemagne, moyennant une faible commission que paiera, d'ailleurs, non le rentier français, mais l'emprunteur étranger, l'Allemagne se chargera d'encaisser nos revenus, de les exiger, s'il le faut.

Est-il rien de plus simple, de plus avantageux et, tout ensemble, de plus honnête ? Notre épargne prend à notre finance du 4 p. 100 à 98 francs ; notre finance prend à l'Allemagne du 4 p. 100 à 94 francs ; l'Allemagne fournit aux Turcs, aux nègres, à qui bon lui semble, de l'argent ou des marchandises à 8 ou 10 p. 100 : qui ne gagne à cette combinaison ? L'Allemagne et la finance reçoivent chacune sa commission, et notre épargne voit ses revenus majorés et garantis... Dire qu'il reste encore des socialistes, des radicaux, des progressistes, des conservateurs, des partisans d'une politique de principes, qui cherchent un autre moyen « de déterminer l'union des peuples et leur libération » !

*
* *

Quand M. Rouvier prit en main la direction de notre diplomatie, il put sembler qu'il ne venait au Quay d'Orsay que pour installer cette théorie et cette formule de la « politique d'affaires ».

Depuis deux ans déjà, il tâchait de les imposer aux répugnances de M. Delcassé. Le désaccord, puis la brouille entre eux avait éclaté justement au sujet d'une combinaison où la force allemande et la finance française voulaient collaborer. Les Allemands avaient exigé du Sultan la prolongation de leurs voies anatoliennes vers la Mésopotamie; mais ils avaient dû, faute de capitaux, recourir à la coopération française. Notre finance et notre ministre des Finances, considérant le bénéfice pécuniaire, voulaient sans plus de retard collaborer. Notre diplomatie et notre ministre des Affaires étrangères, considérant le risque national d'un monopole germanique au Levant, réclamaient certaines garanties pour la direction future de l'entreprise et pour la part de la France à cette direction. L'Allemagne donna de belles promesses, puis se déroba : M. Delcassé fit rompre l'entente...

D'autres débats avaient entretenu et avivé l'antagonisme entre les deux champions de la politique de principes et de la politique d'intérêts. M. Rouvier, devenu président du Conseil, l'emporta. En mai 1905, quand il entra au Quai d'Orsay, c'était pour « réparer les fautes » de son prédécesseur, qui méchamment

avait « isolé » l'Allemagne, « débauché » l'Italie et acculé Guillaume II, l'empereur pacifique, au discours de Tanger. En novembre 1905, l'isolement de l'Allemagne avait-il diminué? n'avions-nous rien fait pour débaucher encore la Russie vers l'entente anglaise, loin de l'entente allemande? et les discours impériaux prouvaient-ils que Guillaume II, seul, continuât d'être l'apôtre de la paix?

De mai à novembre, six mois à peine! et depuis trois mois déjà, M. Rouvier avait repris les errements de son prédécesseur. Trois mois — et les conseils de M. Revoil — avaient suffi à lui apprendre que finance et diplomatie sont métiers différents, dont chacun a son domaine et ses procédés, et que les plus belles combinaisons financières peuvent conduire aux pires désastres diplomatiques! Ah! M. Rouvier fut mis à dure école : les conférences de septembre 1905 avec le docteur Rosen lui révélèrent sans ménagement les procédés habituels et les intentions véritables de l'Empereur francophile.

Nous aurons quelque jour le détail de ces conférences. A défaut de ces discussions encore secrètes, nous avons les actes publics et déjà nous comprenons pourquoi le financier, « l'homme d'affaires dans toute la netteté du terme », que *Gil Blas* saluait en M. Rouvier au mois de mai 1905, « l'homme pratique et clairvoyant », l'agent « des groupements industriels, financiers et commerciaux », que *le Temps* admirait encore au milieu de juillet, a dû renoncer en septembre à ce syndicat si profitable, grâce auquel notre

argent, passant par Berlin, serait allé au Maroc fomenter contre nous la résistance ou l'agression du Chérif, creuser le port de Tanger, armer les bandes du *maghzen* et les tribus du *siba*, — à Pétersbourg, miner l'alliance franco-russe et rétablir, avec l'autocratie chancelante, l'alliance des trois empereurs, — en Turquie et en Extrême-Orient, contrecarrer les projets que, seuls ou unis à l'Angleterre, nous avons en cours d'exécution.

Et ce n'étaient encore là que les résultats financiers de cette « politique d'affaires »; mais notre argent engagé eût bientôt mis nos autres forces à la merci de Guillaume II, et nous savons ce qu'il en compte faire : s'il nous veut avec lui, c'est pour nous tourner contre les Anglais.

« *Avec* tout le monde, avec tous ceux du moins qui ne veulent, comme nous, que le règne de la paix sous la règle de la justice; *contre* personne, surtout contre aucune des nations libérales qui s'efforcent, comme nous, de respecter le droit du voisin » : M. Rouvier a découvert, lui aussi, après trois mois de diplomatie, que ce principe doit diriger notre politique, et qu'il faut des principes pour mener une politique, s'il ne faut que des combinaisons pour lancer une affaire.

LIVRE II

IV. MÉTHODES ALLEMANDES
V. CRISE ALLEMANDE. — VI. POLITIQUE IMPÉRIALE. — VII. RÊVE MONDIAL

IV

MÉTHODES ALLEMANDES

L'empereur Guillaume et la « manière forte ». — Les finances vénézuéliennes. — Le plan allemand. — Les richesses du Vénézuéla. — La méthode scientifique des Allemands. — Devis et réalités. — Le café vénézuélien. — Le crédit allemand. — L'Allemagne et les gouvernements. — Fédéralisme et anarchie. — États et Fédération. — Le régime Guzman Blanco. — Docteurs et Généraux. — Crespo, Andrade et Castro. — Le contrôle financier. — Les États-Unis.

Il n'est rien de tel que l'empereur d'Allemagne. En France, nous avons les théoriciens de « la manière forte », les docteurs de la politique « active et fière ». Mais quand il nous faut passer à la pratique, nous écoutons le plus souvent les conseils du bon sens et de l'honnêteté : la brutalité nous est odieuse ; nous croyons encore, avec les radicaux anglais d'autrefois, que « la force n'est pas un remède ». L'empereur Guillaume ne s'embarrasse jamais de pareils scrupules. Ferme sur les principes, il est encore plus ferme dans l'application. Rien ne l'arrête en ses preuves d'énergie. En 1898, pour rentrer dans son argent prêté aux

Grecs, il eût volontiers bombardé Athènes et, derrière le Parthénon, le palais de sa propre sœur; l'Europe l'en empêcha : il s'en alla prendre le Turc par la main et lui fit saccager la Thessalie. En décembre 1902, il veut rentrer dans son argent prêté au Vénézuéla : il mobilise sa flotte et prend à la remorque une escadre anglaise pour piller une côte sans défense, couler une flottille prisonnière et confisquer quelques tonnes de charbon.

A défaut d'autre récompense, il peut compter en France sur nos remercîments unanimes. Nos docteurs de « la manière forte » le féliciteront assurément du fier exemple donné à notre mollesse, et nous autres, qui ne nous haussons pas à cette énergie, nous le remercierons encore de nous avoir montré clairement ce que nous pourrions gagner à son école.

Avant les exploits de la flotte allemande, le Vénézuéla avait contre lui toute l'opinion du monde civilisé : banqueroutier et bandit, son gouvernement, à juste titre, jouissait de la mésestime universelle. L'empereur Guillaume est venu lui rendre un peu de la sympathie et de l'indulgence qui accompagnent toujours la pitié. Et comme il faut en fin de compte que l'Empereur remette sa cause à ce tribunal de l'opinion qui s'appelle l'arbitrage, nous apercevons dès maintenant le bénéfice probable que les intérêts allemands retireront de cette vaillante politique.

*
* *

Depuis que le Vénézuéla existe, il fut toujours banqueroutier, non par misère, pénurie, ou accident, mais parce que son administration ne fut jamais qu'une forme de banditisme et que la banqueroute était le fruit nécessaire de son système gouvernemental.

Ancienne colonie des Espagnols, affranchie par Bolivar (1817), le Vénézuéla fit d'abord partie de la grande république de Colombie, qui, sur la mer des Antilles et sur l'océan Pacifique, entre les Guyanes et le Pérou, comprenait un territoire sextuple de la France. Après treize années d'existence, la Grande Colombie s'étant partagée entre les trois républiques de l'Équateur, de la Colombie (ou Nouvelle Grenade) et du Vénézuéla, ce dernier eut à sa charge une part de la dette commune, soit environ quatre à cinq millions de francs (1830). Il fallut huit ans de négociations pour régulariser la conversion de cette dette : en 1840, un emprunt pourvut à cette conversion et au service des intérêts échus.

En 1847, première banqueroute. En 1850, contrat avec les créanciers. En 1851, seconde banqueroute ou, du moins, rupture du contrat. En 1859, accord provisoire et nouvel emprunt pour liquider le passé. En 1860, banqueroute et suspension des paiements. En 1862, emprunt de 25 millions pour payer les arriérés. En 1864, nouvel emprunt de 17 millions.

En 1874 et 1876, nouvelles consolidations et reconnaissances d'autres dettes pour payer les dommages des révolutions. En 1880, conversion et consolidation; réduction d'intérêts.

De 1883 à 1889, une série de manœuvres dilapidatoires conduit la dette à 112 millions, malgré toutes les réductions antérieures. La révolution de 1892 l'augmente encore des indemnités accordées à toutes les prétendues victimes. En 1895, des affaires d'eaux et de chemins de fer rendent nécessaire un sixième ou septième emprunt. C'est alors que les Allemands entrent en scène.

Jusqu'ici le Vénézuéla avait trouvé ses prêteurs en Angleterre, à des conditions fort onéreuses. Le taux de l'intérêt variait de 6 à 7 p. 100, et le type des emprunts variait de 60 à 63 p. 100, c'est-à-dire que les Anglais ne versaient jamais que 60 francs pour 100 francs, soit 3/5 environ du capital prêté. En 1896, l'Allemagne offrit au Vénézuéla un prêt de 50 millions de bolivars (francs) au taux de 5 p. 100, et au type de 80 p. 100.

Ce prêt n'était que la première opération d'un plan d'ensemble. L'Allemagne, en quête de marchés, avait jeté son dévolu sur le Vénézuéla, après une enquête à la mode allemande, qui avait dressé l'inventaire scientifique et méthodique des ressources et possibilités de ce pays. Les enquêteurs allemands avaient fait des rapports enthousiastes. La *Disconto-Gesellschaft* de Berlin avait résolu de se lancer dans les affaires vénézuéliennes, prêts, chemins de fer, banques, etc.,

à cause des énormes richesses que, disaient les rapports, ce pays admirable offrait déjà ou pouvait encore recéler.

On ne saurait exagérer les richesses et possibilités du Vénézuéla. A l'heure présente, d'autres *gold-fields* détournent un peu notre attention des anciens *el-dorados* de cette Amérique espagnole. L'Afrique accapare depuis vingt ans notre activité européenne, et l'Amérique du Sud reste pour nous ce que l'Afrique elle-même était pour nos grands-pères, un continent presque inconnu, dont les côtes à peine nous sont familières. Mais, en un jour tout proche peut-être, cette Amérique aura son tour : c'est vers elle que se portera le *rush* des affaires et des spéculations

Alors, dans cet continent vivifié, le Vénézuéla tiendra l'une des premières places. Aucun autre pays de l'Amérique du Sud ni, peut-être, du monde ne présente un ensemble de conditions plus favorables. Par l'étendue de ses territoires, le Vénézuéla est le triple de la France. Par la diversité de ses régions, par la fertilité de ses terrains, par la multiplicité et la richesse de ses mines, par l'abondance de ses eaux et par la variété de ses climats, il pourra nourrir quelque jour (envisageons bien cet avenir) une centaine de millions d'hommes.

Ici, l'Européen est chez lui. Ici, toutes les formes de l'activité humaine, agriculture, pâturage, industrie, pêche et commerce, trouvent des conditions exceptionnelles de succès. Ceci n'est point une terre de

noirs ou de jaunes : les blancs vivent et prospèrent en ces montagnes tempérées.

Du nord au sud, entre la mer des Antilles et la grande plaine des Amazones, trois bandes parallèles se partagent le Vénézuéla.

Au nord, tout le long de la mer, c'est la chaîne extrême des Andes, avec ses deux pentes maritime et continentale : en cette zone de culture, tous les climats s'échelonnent du bord de la mer équatoriale au sommet des montagnes neigeuses, et toutes les cultures européennes ou tropicales, du café à la pomme de terre, trouvent leur sol et leurs conditions de vie.

Au centre, entre le pied continental des Andes et la rive gauche de l'Orénoque, la zone des *savannes* offre aux innombrables troupeaux ses prairies sans limite et sans hiver.

Au sud, de l'autre côté de l'Orénoque, s'enfoncent vers les mystérieuses collines des Guyanes et vers les marécages de l'Amazone les forêts encore inexplorées qui, demain, dans le monde transformé par l'automobilisme, acquerront peut-être un rôle mondial grâce à leurs caoutchoutiers.

A l'heure actuelle, la seule zone des Andes est conquise au travail humain. Toutes les grandes villes du Vénézuéla sont à la côte ou sur la pente des monts. La capitale fédérale, Caracas, s'est bâtie à quelques kilomètres de la mer à vol d'oiseau, mais à mille mètres d'altitude, dans une admirable conque des Andes : il a fallu 38 kilomètres de lacets, de tunnels

et de pentes vertigineuses, au railway qui, partant de la côte, unit la capitale à son port de la Guaïra.

Les deux autres zones seraient bien plus accessibles grâce à la grand'route naturelle de l'Orénoque, qui, long de 2 400 kilomètres, est navigable sur plus de 2 000. Mais la civilisation n'a pas encore découvert cette contrée merveilleuse. Les voyageurs et les consuls nous préviennent pourtant. Ils s'étonnent avec juste raison de notre folie européenne, qui n'a de regards que pour l'Égypte, alors que de telles régions restent inexploitées :

L'Apure (affluent de l'Orénoque) a 1 200 kilomètres de long, dont un millier de navigables. Chaque année, son inondation vient rendre une fertilité nouvelle aux plaines qui, sur chaque bord, couvrent des milliers de milles carrés. En réalité, c'est vraiment un autre Nil, mais qui ne traverse pas, comme le Nil égyptien, un désert de sables : de toutes parts, l'Apure possède un magnifique hinterland de terres cultivables. Ces champs aujourd'hui ne servent qu'aux millions de bestiaux, vivant à l'état presque sauvage et abattus seulement pour leurs peaux. Quelque jour, le monde tirera d'ici ses approvisionnements[1].

Ce pays de l'Orénoque, savannes et forêts, est encore un désert. Le pays des Andes, pentes externes et cirques intérieurs, est la seule zone vivante du Vénézuéla. Sur deux millions et demi d'habitants que compte la république tout entière, c'est à peine si quatre ou cinq cent mille sont fixés loin des monts. Encore, en cette zone côtière, la seule agriculture

1. *Diplomatic and Consular Reports*, n° 2315.

tropicale continue de maintenir la vie publique et privée dans les vieilles mœurs d'autrefois. Ni les gisements de houille et de pétrole, qui seraient abondants et riches, ni les mines de sel et de métaux, qui sont nombreuses et variées, n'ont encore éveillé la vie nouvelle de l'industrie et des usines.

Le Vénézuéla n'est toujours qu'une plantation espagnole, c'est-à-dire, au long de la mer, sur le talus ou dans les vallées des monts, un semis de villes et de fermes isolées qu'entourent des champs de café, de tabac, de cannes, de maïs, de riz, et des enclos de bananiers, d'orangers, de grenadiers et de palmes. La population n'est aussi qu'une plantation européenne en pays de races conquises ou asservies, mais non assimilées : quelques îlots ou quelques représentants — si même il en reste — de la pure race castillane sont clairsemés dans une foule bigarrée de métis, de nègres et d'Indiens autochtones.

*
* *

Les Allemands pensèrent que cette plantation vénézuélienne pourrait être l'une des terres promises à leur industrie et à leur commerce. Le calcul qu'ils faisaient en 1896 avait toutes les apparences de la justesse.

Relier entre elles ces villes et ces fermes de planteurs, par un réseau de railways, qui consommeraient les fers, rails, poutres et machines des usiniers du Rhin ; drainer les « épices » vers la côte et, de

là, sur les grands transatlantiques, vers le marché de Hambourg qui les distribuerait à l'Europe; payer les épices en tissus, manufactures, bibelots, quincaillerie et camelote; bref, devenir les acheteurs et, tout ensemble, les pourvoyeurs de ce grand pays et toucher à l'exportation comme à l'importation d'honnêtes bénéfices : les Allemands pensèrent qu'un tel rôle leur devait échoir et ils calculèrent que les risques à courir étaient compensés vingt fois par les avantages à prévoir.

En ces termes, leur calcul était juste. Il est certain qu'il fallait au Vénézuéla un correspondant et un commissionnaire en Europe, pour lui faire ses achats et ses ventes : ni les Anglais, ni les Français, établis pourtant sur ce marché, n'en avaient encore apprécié toutes les ressources ni servi tous les besoins.

Il est certain, d'autre part, que les conditions naturelles du Vénézuéla pouvaient faire de ce commerce, au profit des Allemands, une source d'inépuisables revenus : « La fertilité de cette terre est une merveille. A ma porte, je vois un champ toujours cultivé en maïs, dont on coupe les tiges comme fourrage quand elles ont sept à huit pieds de haut; puis un peu de fumier et de nouvelles semailles donnent une nouvelle pousse : je suis arrivé ici fin décembre 1897; en juin 1899, j'assiste à la sixième récolte », écrit un consul anglais [1].

Dans la pratique pourtant, les calculs allemands se

1. *Diplomatic and Consular Reports*, n° 2315.

trouvèrent faux. Ceci vaut la peine qu'on s'y arrête, car ce ne fut point un cas particulier au Vénézuéla : partout les Allemands en ont usé de même. Et voici, peut-être, la cause la plus profonde et la plus durable des crises qui, régulièrement, viennent interrompre leurs affaires.

L'Allemagne, imbue de méthodes et de foi scientifiques, attribue aux chiffres bruts une confiance trop aveugle, et, à tous les cas du problème commercial, elle applique la même solution trop générale et trop rigoureuse. Ayant fait la théorie des affaires, elle ne prend pas le temps d'en acquérir le sens et la pratique. Sur des données certaines, elle établit des calculs exacts, puis elle bâtit dans le monde nouveau un commerce gigantesque, suivant les dernières données de la science et aux moindres frais.

Mais, des calculs les plus exacts aux rendements les plus ordinaires, les architectes expérimentés savent que l'écart peut souvent être de 30, 40 et même 50 p. 100. Il semble que l'Allemagne peu expérimentée n'ait pas tenu compte de cet écart pour l'établissement de ses devis.

Enfiévrée de hâte et grisée par d'autres triomphes, elle voulut éblouir le monde par la rapidité et la grandeur de ses succès commerciaux. Elle entreprit de réaliser en quelques mois le plan mondial d'expansion pacifique, que ses théoriciens lui avaient dressé. Mais elle construisit cette affaire mondiale, comme un ingénieur trop frais émoulu de l'école construirait un pont, en estimant au maximum la valeur et la résistance de

tous ses matériaux. Si des lézardes et des fissures s'y montrent aujourd'hui, c'est que l'Allemagne, médiocrement pourvue, n'eut pas toujours, en quantité suffisante, les bons matériaux qui eussent été nécessaires, et c'est aussi qu'en cette bâtisse trop systématique et trop strictement agencée, le fléchissement de la moindre poutrelle devait entraîner le gauchissement de toute la muraille.

Dans le monde entier, il en fut ainsi. L'exemple du Vénézuéla est pourtant caractéristique. L'Allemagne assurément n'avait exagéré en ses calculs préliminaires ni les ressources ni les besoins de ce marché. Mais, voulant enlever rapidement aux banquiers anglais les finances publiques et, aux commissionnaires français, les transactions privées, l'Allemand calcula au minimum ses taux de prêt et ses frais de commission. Il opéra sur ce marché américain comme il eût opéré en quelque région méditerranéenne.

A sa mode ordinaire, il risqua sur de petites garanties des avances très grosses. A sa mode ordinaire, il se contenta de petits bénéfices, dans l'espoir qu'ils dureraient plus longtemps et que la quantité des affaires compenserait leur faible rapport. En toute conscience d'ailleurs, avec son habitude des choses européennes et son inexpérience des pays neufs, l'Allemand estimait usuraires les taux ou commissions de 20 à 30 p. 100 exigés par les Français et les Anglais. Dans la pratique, il fit bientôt la fâcheuse découverte que ces taux et commissions exorbitants

pouvaient à peine compenser les risques imprévus, les changements soudains, les tourmentes et cyclones, qui régulièrement ruinent les transactions sur ces marchés équatoriaux.

En trois points surtout, l'erreur des calculs allemands apparut tout de suite.

En premier lieu, les enquêteurs allemands avaient établi leur affaire vénézuélienne sur le prix actuel du café. Avec juste raison, ils avaient calculé que le café pouvait être comme la pièce maîtresse de leur combinaison. En 1890, le Vénézuéla était dans le monde l'un des trois grands planteurs de café; Hambourg était la grande commissionnaire de café pour l'Europe germanique et scandinave, pour la Suisse, pour une partie de la Russie. Hambourg pouvait acheter et revendre à profit toute la récolte vénézuélienne. L'Allemagne crut donc ne pas risquer grand'chose à offrir au Vénézuéla, sur le gage de cette récolte, toutes les avances de manufactures et d'argent.

Elle crut aussi qu'un escompte de 6 à 7 p. 100 et des bénéfices de 7 à 8 p. 100 couvriraient au quadruple ses frais et pertes possibles. Elle eut en ce marché vénézuélien une confiance d'autant plus grande que ce marché ignore le papier-monnaie et les oscillations du cours : alors que, dans la Colombie voisine, le change oscille de 4 000 à 6 000 p. 100, l'étalon et la monnaie d'or maintiennent en stabilité parfaite les transactions du Vénézuéla.

Mais, depuis 1896, le commerce du café a brusquement subi une crise ruineuse. En Afrique, en Asie,

en Amérique, dans tous les pays tropicaux, l'étendue des plantations a presque triplé. L'énorme quantité de produits, que ces pays neufs viennent jeter sur les marchés de l'Europe, ont avili les cours; en quelques années, le café a perdu 50 et 60 p. 100 de son ancien prix : « La baisse a dépassé 50 p. 100, écrit déjà en 1898 le consul anglais de Caracas; comme le café est ici le principal revenu, le désastre n'a pas atteint seulement les propriétaires de plantations, mais toutes les classes de la société et tous les genres d'affaires ».

Depuis 1898, la baisse ne s'est pas arrêtée et le Vénézuéla n'a cherché aucun autre moyen de se tirer d'embarras : « L'agriculture, qui est sa principale source de richesse, n'a reçu aucune attention. Les propriétaires ne s'occupaient jusqu'ici que de récolter. Les plantations de café étaient au nombre de 30 000; celles de cacao au nombre de 5 000. Café et cacao étaient seuls cultivés, en raison des prix rémunérateurs durant les quinze ou vingt années dernières. Mais, depuis 1897, les prix de vente ne couvrent plus les frais de production : le Vénézuéla ne saurait vivre désormais que sur d'autres produits, plus demandés et mieux payés, ou sur d'autres méthodes, moins coûteuses et plus productives[1]. »

Les forêts et les troupeaux du Vénézuéla compenseront un jour cette faillite du café. Le cacao, le caoutchouc, le coton, les houilles et les mines achèveront de rétablir les affaires vénézuéliennes. Mais,

1. *Diplomatic and Consular Reports*, n° 2094.

dans ce Vénézuéla nouveau, l'Allemagne ne pourra plus avoir la place que ses calculs d'autrefois lui faisaient espérer. Dès aujourd'hui, en paiement de ses marchandises, elle n'a, dans ses portefeuilles, que des signatures de planteurs ruinés ou, dans ses entrepôts, que des provisions de café déprécié : le gage est médiocre.

En un second point, d'ailleurs, même sans la faillite du café, l'Allemagne aurait constaté que ses calculs et méthodes ordinaires ne sauraient convenir au Vénézuéla.

L'un des moyens les plus habituels de « pousser » leurs marchandises dans le monde fut, pour les Allemands, le crédit libéral que, sans grandes précautions, sans mesure de solvabilité ni de durée, ils accordèrent à toute leur clientèle. Les Anglais avaient toujours exigé le paiement d'avance : sur les comptoirs de Manchester, le client devait apporter son argent avant de recevoir son ballot. Les Français, de leur côté, négociaient tout au comptant : installé à Caracas et dans les autres villes, notre boutiquier ne vendait qu'à bon escient, contre numéraire ou sur gages palpables.

L'Allemagne dépêcha partout ses commis ambulants pour offrir trois mois, six mois, un an, parfois même deux années de crédit. Elle voulait, à n'importe quelles conditions, récolter le maximum de commandes et gagner, coûte que coûte, la masse des clients, surtout la masse des clients pauvres, qui seuls peuvent consommer la camelote allemande.

Une fois entrée en ce chemin, pour garder ses clients ou pour en obtenir d'autres commandes, l'Allemagne accepta de prolonger ses traites, et de multiplier ses échéances, en ne touchant que de maigres acomptes.

C'est par ces moyens que, dans le monde entier, en quelques campagnes, le commis-voyageur allemand réussit à conquérir une clientèle énorme qui, sur les registres, faisait belle figure, mais qui, dans la réalité, ne payait pas ou qui ne s'engageait qu'à des versements minimes et espacés.

Dans le monde entier, l'Allemagne éprouve aujourd'hui de cruels mécomptes. L'énormité même de sa clientèle fictive et de ses traites impayées la conduit au naufrage. Bondés de papier sans valeur, les portefeuilles de ses banquiers sont devenus trop lourds. Quand il faut les déposer, l'inventaire amène de retentissantes faillites : j'aurai bientôt à exposer l'une de ces crises allemandes.

Au Vénézuéla, plus que partout ailleurs, le système des crédits éloignés ne pouvait être que désastreux. Jamais un *hidalgo* vénézuélien n'a pu comprendre ce que sont au juste des engagements précis et des échéances fixes : « En ce doux pays, on prend la vie comme elle vient, et toujours l'on remet au lendemain ce que l'on aurait dû faire l'avant-veille. *Mañana, demain !* c'est le premier mot que l'étranger doit connaître et dont il doit bien se pénétrer, s'il veut s'épargner toute colère inutile et tout gaspillage de force nerveuse. Quand une affaire ennuie, gêne ou

dérange, on la remet à *mañana*, et quand *mañana* arrive, on la recule à des *mañana* indéfinis[1] ».

C'est ainsi qu'en affaires le Vénézuélien le plus gentilhomme et le plus honnête arrive à ne point considérer une échéance comme une date fixe, irrémissible : il ne refuse jamais de payer; il a trop d'honneur pour nier ses dettes; jamais il ne viole ses engagements; mais il pense qu'à quelques années près, il a toujours le temps de les remplir et il estime que son créancier doit être assez gentilhomme, lui aussi, pour attendre dignement et patiemment son dû.

L'Allemagne accordait des crédits d'un an et établissait ses prix en conséquence, en ne se réservant qu'un faible bénéfice. Le Vénézuélien s'octroya des prolongations de deux et trois années. Et le bénéfice allemand disparut, puis se tourna en perte, par l'accroissement indéfini de ces créances improductives.

Mais la troisième source d'erreur, pour les calculs allemands, fut encore la plus grave. En tout pays, les entreprises allemandes escomptent la bienveillance ou même l'appui du gouvernement indigène, sur lequel la diplomatie et la force impériales sont toujours prêtes à peser. C'est toujours par les gouvernements que l'Allemagne cherche à implanter, puis à développer ses affaires. C'est par les gouvernements qu'elle tâche de couvrir les risques, de faire rentrer les créances de ses nationaux. C'est par le Sultan que

1. Cf. W. Scruggs, *The Columbian and Venezuelan Republics.*

le commerce allemand conquiert la Turquie. C'est par le Quirinal que l'industrie allemande a envahi le marché italien.

Au Vénézuéla, l'Allemagne, prêtant cinquante millions aux gens de Caracas, espérait, outre les intérêts, toucher les revenus de ce prêt en appui et faveurs du gouvernement ou, simplement, en facilités et justice plus prompte pour les nationaux allemands et pour leurs entreprises. L'Allemagne voit aujourd'hui combien ce calcul est faux. Il ne péchait qu'en un point, mais en un point essentiel : le Vénézuéla a une capitale, Caracas; il n'a pas de gouvernement.

*
* *

Le Vénézuéla n'a jamais eu de gouvernement, si, par ce mot, avec toutes les langues européennes, l'on entend un organe centralisateur qui dirige des forces nationales, et une volonté commune, qui gère des biens et des intérêts nationaux. Le Vénézuéla n'a rien d'une nation à la mode européenne. Ce n'est pas une personne morale avec sa conscience, son idéal, ses volontés, ses habitudes, ses traditions propres. Ce n'est même pas un organisme défini et complet avec sa tête, ses membres, ses différentes fonctions. Ce n' est à vrai dire qu'un agrégat, mouvant et sans cesse variable, de cellules toujours indépendantes.

Si le mot d'anarchie désigne une forme de société où chaque individu a le droit et le pouvoir d'agir à toute minute suivant son caprice, il est certain que les

républiques de l'Amérique espagnole, la Colombie et le Vénézuéla surtout, devront servir de modèles au reste de l'humanité, quand elle voudra se mettre au régime anarchique.

Ce régime fut ici le produit spontané du sol. Chacune des plantations particulières, dont la somme constitue la grande plantation vénézuélienne, avait surgi dans l'isolement, sans voisins immédiats, à plusieurs kilomètres, parfois à plusieurs journées de la plantation la plus proche. Le planteur devait vivre, et longtemps il a vécu, en dehors de toute communauté.

Plus tard, il s'est groupé en bourgs ou en villes pour la commodité des échanges ou pour l'agrément des saisons inactives; mais ses villes, sans rapports et sans liens, ont toujours poursuivi, à l'écart, chacune sa vie égoïste et ses intérêts particuliers.

Elles n'ont jamais pu nourrir que des sentiments réciproques de jalousie et de haine : jadis, elles se disputaient les faveurs du maître espagnol; aujourd'hui, elles s'arrachent les commandes du client européen. Toujours concurrentes et rivales, elles ne peuvent avoir, aujourd'hui encore, que des ambitions opposées : la prospérité de l'une entraîne presque forcément le déclin des voisines. La lutte pour la vie leur enlève donc jusqu'au moindre sentiment de la patrie commune, et la condition même de cette lutte les force à tourner leurs soins vers l'étranger d'outre-mer, qui les fait vivre, et non vers les congénères de la terre natale, qui ne peuvent leur être d'aucune utilité.

En outre, le catholicisme de ce pays dévot a pour premier effet d'ajouter aux rivalités des hommes les rivalités des saints. Il ne groupe pas les clochers en une église nationale. Comme les intérêts temporels, les intérêts spirituels ne font que multiplier les froissements entre paroisses jalouses. Comme les citoyens, les fidèles n'ont d'aspirations communes ou, plutôt, concurrentes que vers les bénédictions d'outre-mer, vers les indulgences, grâces et sourires de la papauté. Au sein même des paroisses, les confréries dressent bannière contre bannière; autour de chaque madone bleue ou rose, quelque dévotion particulière ferme le cercle d'un groupe étroit.

Nouvelles divisions : depuis qu'en face des confréries et des clochers, le progrès des idées libérales a fait en chaque ville surgir une loge maçonnique, chaque loge n'a été, à son tour, qu'une source de discordes particulières et d'intrigues locales. C'est en vain qu'à l'instar de Paris, le président Guzman Blanco dota la capitale Caracas d'un grand temple maçonnique; il espérait grouper toutes les loges autour de ce Grand Orient vénézuélien; mais les loges ont gardé leur indépendance soupçonneuse et le temple de Caracas n'est qu'une belle façade.

Bref, poussière de plantations, poussière de villes, poussière de clochers, de confréries ou de loges : jamais le Vénézuéla n'a senti le besoin d'unité. Dès les premiers jours de l'indépendance, au contraire, chaque ville avec sa banlieue affirma nettement ses prétentions à rester un « État souverain ». Dans

l'Amérique anglo-saxonne, le parti de Th. Jefferson essayait vainement d'introduire ces idées de décentralisation complète. L'Amérique espagnole les adopta tout aussitôt. Chacune de ces républiques espagnoles ne fut qu'une fédération nominale d'États souverains, autonomes, indépendants.

La fédération au Vénézuéla n'eut aucune réalité, n'ayant aucun pouvoir ni aucun droit d'intervention dans les affaires ni même dans les guerres locales. Président, parlement, finances, justice, armée, etc., dans chaque État, un gouvernement complet s'installa qui, sans recours et sans appel, dispose souverainement de ses administrés. Certaines constitutions de ces républiques espagnoles allèrent jusqu'à spécifier qu'en cas de guerre civile, soit entre les citoyens d'un même État, soit entre les États d'une même république, la fédération s'engageait à la neutralité la plus complète.

C'est ainsi que les deux millions et demi de Vénézuéliens sont partagés entre vingt États. Il s'est trouvé des « centralistes » pour rêver une organisation différente, et parfois leurs efforts ont réussi à diminuer jusqu'à six le nombre de ces États vénézuéliens. Mais toujours les vieux instincts reprennent le dessus, et chaque ville, qui se fonde ou se développe, proclame ses droits à la souveraineté. Que peut le prétendu gouvernement fédéral en pareille organisation ?

Il existe une capitale fédérale, un président fédéral, un ministère et un parlement fédéraux. Mais, dans la loi comme dans le fait, tout cela ne représente rien

autre chose que vains mots. Sentiments profonds et intérêts matériels ne se groupent qu'autour des gouvernements locaux. Dans toutes les républiques de l'Amérique espagnole, le gouvernement fédéral ne devient une réalité que le jour où quelque homme de tête ou de main en fait sa chose personnelle et, à défaut des intérêts de la communauté, organise la fédération pour le service de ses propres intérêts. C'est ainsi que, depuis trente ans, le Mexique est personnifié dans son président Porfirio Diaz : pareillement, durant vingt années, le Vénézuéla ne fut que Guzman Blanco, le « Regenerador », le « Pacificador », l' « Illustrissime Américain ».

Beaux titres! noble rôle! et revenus appréciables! Car, à défaut d'autorité réelle, le Président fédéral dispose d'un budget. Pour couvrir les dépenses fédérales, il a quelques impôts; il a surtout les revenus des douanes, revenus liquides et bien assurés, faciles à contrôler, affermer, développer et mettre en sûreté. Bon an mal an, cinquante millions d'or passent entre les mains du Président vénézuélien. Il est admis qu'au passage, quelques-uns lui doivent rester. Le Président dispose en outre de la signature fédérale pour les emprunts en Europe, pour les traités de commerce, pour les concessions de mines, de chemins de fer, de forêts, de privilèges ou de monopoles. Il est admis encore que les étrangers que le Président accueille peuvent lui témoigner leur reconnaissance. A gérer les affaires du Vénézuéla, l' « Illustrissisme Américain » fit une fortune énorme.

On comprend que tous les « patriotes » visent à servir ainsi la « cause nationale » (ce sont là termes habituels dans les journaux et discours vénézuéliens : il faut les bien entendre). Il n'est pas de « docteur ès lois », frais émoulu de l'Université de Caracas, qui, rentré dans sa ville natale, ne songe à revenir au Capitole de Guzman Blanco par la voie la plus rapide et la plus ordinaire, par la « révolution ».

Nous appliquons bien à tort ce mot européen de révolution à un procédé tout américain.

En réalité, ce moyen de parvenir tout spécial à l'Amérique espagnole n'a rien de commun avec nos révolutions européennes. En Europe, une révolution est chose grave, rare, insolite, presque monstrueuse et, dans l'estime des honnêtes gens, blâmable : nous autres Français, nous jouissons d'une réputation déplorable pour avoir, au cours d'un long siècle, traversé quatre ou cinq révolutions. Depuis 1815, le Vénézuéla en est à sa cent quatrième (c'est lord Lansdowne qui, par les archives du *Foreign Office*, a établi ce chiffre précis) et, loin d'être blâmé, le Vénézuela est au contraire admiré par toute l'Amérique espagnole, louangé pour son respect et son application constante des bonnes méthodes politiques.

Locale ou fédérale, dans toutes les villes ou républiques espagnoles, la révolution n'est, à vrai dire, que le moyen traditionnel, habituel, presque unique et légal, de changer, non la forme immuable, mais le personnel du gouvernement. Nous avons en Europe certains moyens parlementaires pour obtenir ce résul-

tat. Le Vénézuélien estime que la révolution est mieux adaptée à ses mœurs comme à ses traditions. C'est pour lui le procédé le plus rapide, l'instrument le plus commode. En voici le jeu le plus ordinaire.

Rentré dans sa ville natale, dans son « État », le « docteur » se fait une clientèle et une renommée par son éloquence et par son obligeance à servir quelque loge ou quelque confrérie. Il acquiert bientôt la conviction et il donne à ses amis la preuve que le gouvernement local mène l'État à la ruine, les citoyens à la honte, la société aux abîmes. Le « docteur » publie un *manifesto* et réunit une bande de va-nu-pieds qui le protégeront contre les couteaux des tyrans. Puis il entre en négociations avec ceux-ci, obtient sa part du pouvoir local et la « révolution » est écartée, ou, mal satisfait de leurs concessions, il leur déclare la guerre et la « révolution » éclate.

De part et d'autre, on recrute dans les plantations voisines quelque bande d'Indiens. On se pille, on met à feu et à sac les biens et domaines du parti opposé. Par sa bravoure dans le conseil et sa prudence dans le combat, notre « docteur » devient « général ». Il finit par l'emporter. Il est maître de son État. Il n'y change rien, sauf qu'il établit désormais « le règne de l'ordre et de l'honnêteté », c'est-à-dire qu'il gouverne pour son profit et pour le profit de sa bande. La révolution locale est close ; « l'ordre » régnera quelques mois, si le « général » manque de modération, ou quelques années, si le « général » sait faire à chacun sa part. Mais, le plus souvent, la révo-

lution fédérale sort de la révolution locale, quand celle-ci est apaisée.

Car le succès met bientôt au cœur de notre général des pensées magnanimes. Il voit dans ses rêves « la Patrie en larmes et en voiles noirs, criant vengeance contre les fils dénaturés qui l'exploitent ou l'oppriment ». Il accourt à cet appel. Il marche sur Caracas, vers la caisse fédérale. En route, il recrute ou renforce son armée de tous les Indiens qu'il enrôle de gré ou de force, en leur pendant au cou quelque vieux fusil et un long *machete*. Ayant déjà suivi trois ou quatre autres généraux en pareille aventure, les Indiens ont tôt fait de devenir des soldats admirables, qui pillent, tuent, violent, incendient, pour l'honneur et pour le plaisir.

Au passage, afin de remplir sa caisse personnelle et de fournir à la solde des troupes, le général dans chaque ville lève des contributions, des taxes de guerre, des emprunts forcés qui frappent riches et pauvres, nationaux et étrangers, fortune et revenus, amis et ennemis. C'est à peine si l'on fait quelque distinction pour les amis, qui sont parfois épargnés, et pour les étrangers, qui sont toujours ruinés, dépouillés à nu.

De leur côté, les gens de Caracas préparent la défense par les mêmes moyens. Contre le général révolutionnaire, un général gouvernemental est envoyé, qui le plus souvent connaît bien la route, l'ayant faite récemment en sens et qualité contraires. Sans trop de hâte, les deux généraux prennent contact. On

négocie. Quelquefois l'on s'entend aux dépens de la caisse fédérale qui indemnise tout le monde, sauf les étrangers. Le plus souvent, on finit par livrer bataille. Les deux partis se proclament victorieux et annoncent leur victoire au monde, en termes homériques :

Le plus sublime triomphe a couronné les efforts de l'héroïsme patriotique. Après sept jours d'exploits surhumains, dans la lutte la plus sanglante et la plus acharnée de notre histoire, six mille héros du droit ont fait mordre la poussière à dix mille mercenaires assassins, soudoyés pour le malheur de la patrie.

Le général Matos et ses partisans peuvent se réjouir de leur œuvre. Dans ces sept jours de combats, ils ont pu repaître leur vue du sang de leurs compatriotes coulant à flot. Trois mille morts et blessés sont les victimes de ces fils dénaturés de notre chère patrie, que partout poursuivra la vision effroyable des veuves et des orphelins qu'a faits la plus criminelle des révolutions[1].

En réalité, les deux armées ont pris la fuite dès le premier coup de fusil. Au bout de quelques jours seulement, elles se reforment, un peu au hasard ou suivant les préférences de chacun : une partie des gouvernementaux passe aux révolutionnaires et réciproment. On reprend les négociations, puis la bataille. De fuite en rassemblements, l'une des deux armées finit par annihiler ou par englober l'autre. L'un des deux généraux, abandonné de tout son monde, doit s'enfuir à la côte, dans l'une des Antilles voisines, chez les Hollandais de Curaçao ou chez les Anglais

1. Manifeste du président Castro après la bataille du 18 octobre 1902.

de la Trinité : il y attendra le moment favorable et préparera ses chances de reparaître.

Le général victorieux entre à Caracas. Il met la main sur le gouvernement, choisit dans le tas des vieilles constitutions celle qui lui agrée, et la proclame. Si son prédécesseur se disait conservateur, il se déclare libéral, ou inversement; ou, le mot de conservateur sonnant mal aux oreilles depuis plus de trente ans, il invente une nouvelle teinte de libéralisme : *bleu*, *jaune*, *azule*, *amarillo*, il est au Vénézuéla des libéralismes de toutes les teintes. La teinte, d'ailleurs, ne change rien au fond. Les premières mesures du vainqueur sont toujours les mêmes.

Il confisque les biens de tous ceux que leur fortune peut avec quelque profit faire soupçonner de connivence, révolutionnaire ou gouvernementale suivant les cas. Il se fait livrer les revenus des douanes et les dépôts des banques. Il lève sur tous les propriétaires et marchands un emprunt forcé. Les étrangers sont traités comme les nationaux. S'ils refusent, le général se garde de violer leur domicile : il respecte le droit international. Mais il enclôt leurs maisons de sentinelles, qui coupent vivres et communications; au bout de quelques jours, assagi par la famine, l'étranger doit venir à composition et livrer son argent.

Durant les « troubles », les chemins de fer ont été réquisitionnés par les généraux des deux partis pour le service des transports. Ils ont été attaqués et détruits par les deux armées pour l'exécution du plan de campagne ou pour la satisfaction que procurent

toujours les beaux actes de vandalisme. Stations ruinées, rails arrachés, ponts éventrés, matériel brûlé, personnel massacré, à chaque révolution, la société concessionnaire subit des pertes énormes. Anglaise ou allemande, elle fait présenter ses réclamations et sa note par son ambassadeur, et les petits commerçants français, italiens ou belges font aussi réclamer de justes indemnités par leurs représentants. Le général promet de tout examiner et de tout régler « demain ».

Il fait observer pourtant, avec quelque justesse, que, les caisses fédérales étant vides, il ne saurait payer sans un nouvel emprunt. L'Europe fait d'abord la sourde oreille, puis, attirée par des promesses de taux usuraires, elle finit par consentir un nouveau prêt. Après vingt expériences, cette bonne Europe a toujours la naïveté de croire qu'elle trouvera quelque jour un moyen de rentrer dans son argent. L'emprunt est signé. Les fonds sont versés. Le règlement des réclamations étrangères va commencer. Mais voici qu'un « docteur » s'est proclamé « général » en une lointaine province. Et voici qu'il marche sur la capitale. Il arrive, brûlant et pillant tout ce que les autres ont laissé debout. Il est vainqueur. Le maître de Caracas s'enfuit avec les fonds disponibles... Et la comédie recommence.

*
* *

En 1896, les Allemands prêtaient cinquante millions de bolivars (francs) au « général » Crespo, pour régler

toutes les affaires, indemnités, garanties, etc., du railway Caracas-Valencia et pour étendre cette ligne ferrée jusqu'à Santa-Lucia : la *Disconto-Gesellschaft* offrait au Vénézuéla les conditions relativement avantageuses que nous avons dites. Mais, dès 1897, le successeur de Crespo (la transmission des pouvoirs se fit, cette fois-là, sans révolution), le « général » Andrade violait tous les engagements signés, suspendait le paiement des intérêts échus et, par tous les moyens, empêchait l'exploitation et la prolongation de la ligne allemande.

Il faut noter que la *Disconto-Gesellschaft* n'avait pas encore eu le temps d'écouler sur les différentes Bourses ses titres vénézuéliens; le public désormais les refusant, elle dut garder en portefeuille ce stock improductif. Il faut noter aussi que, dans les comptes de la *Disconto-Gesellschaft* pourvue de capitaux médiocres, cinquante millions sont un gros chiffre. Deux croiseurs allemands, *Falke* et *Vineta*, firent leur apparition dans les eaux vénézuéliennes. De menus incidents venaient aigrir la dispute : à Puerto-Cabello, des marins allemands étaient emprisonnés sans le moindre grief; à Caracas, les tribunaux acquittaient un débiteur vénézuélien qui, pour régler sa dette, avait tué son créancier allemand.

Crise plus grave : toute une série de « patriotes » se levaient contre Andrade. Après le général Hernandez, on voyait apparaître les généraux Ramon Guerra, Ignacio Pulido, Juan Pietri. Le chemin de fer allemand, réquisitionné et coupé, ne fonctionnait

plus que pour le service du gouvernement, aux frais des actionnaires. La *Disconto-Gesellschaft* dut intervenir et fournir des fonds en secret. Guillaume II patientait encore. Il espérait intimider Andrade ou traiter avec l'un de ses adversaires. Survint le « général » Castro.

En mai 1899, Cipriano Castro dit *le Mégot*, *el Cabito*, descend des Andes avec une armée de montagnards qui fait scandale, même après les quatorze révolutions que le pays a vues défiler depuis Guzman Blanco. Castro, pillant et taxant tout à loisir, met six mois pour opérer sa marche triomphante. Vers le milieu d'octobre, il est à quelques lieues de Caracas. Andrade lui offre alors de quitter la place et, moyennant 300 000 bolivars, de livrer tous les meubles et insignes du gouvernement. Castro, mal conseillé, refuse. Andrade alors déménage en hâte le Capitole et met en sûreté non seulement les caisses, mais (ce qui d'ordinaire ne se doit point faire) les meubles et papiers fédéraux. Castro n'arrive que pour trouver le palais vide : il lui faut racheter, pièce à pièce, le mobilier et l'outillage gouvernemental; Andrade touche ainsi les 300 000 bolivars qu'il désirait.

Le « Mégot » s'installe. C'est un métis indien, d'une taille minuscule, d'une laideur étrange, et dont la voix terrible fait merveille dans la dispute. Mais sa bravoure n'est point exemplaire : une secousse de tremblement de terre l'affole et le fait se casser la jambe en fuyant par la fenêtre. Il a besoin d'un vaillant ami : il tire de prison le « général » Hernandez,

l'Infirme, *el Mocho*, et lui donne le ministère le plus productif, les Travaux publics. Mais, après une semaine de fidélité, Hernandez reprend la campagne, et, pour défendre Caracas, Castro doit y appeler une armée d'Indiens tout à fait sauvages.

L'hiver de 1899-1900 se passe en assassinats, beuveries et ripailles. Au printemps, Hernandez est battu. En juin 1900, il est arrêté ou acheté. Mais, à court d'argent, Castro persécute un ancien ministre des Finances, M. Matos, qui possède une fortune très grande et qui, dans les banques vénézuéliennes, représente, dit-on, les capitaux européens. Matos s'enfuit de Caracas et vient en Europe demander à ses commanditaires les moyens et les armes d'une nouvelle révolution.

Castro s'est créé d'autres embarras par son intervention dans les affaires colombiennes. Libéral, il conspire contre le gouvernement conservateur de la république voisine. La guerre étrangère vient se joindre à la guerre civile. De septembre 1900 à janvier 1902, deux expéditions vénézuéliennes échouent contre la Colombie et quatre « généraux » surgissent dans les provinces : ils sont abattus par les Indiens de Castro.

Au début de 1901, Castro veut se donner l'investiture légitime. Il fait voter la onzième constitution fédérale qui rétablit les vingt États de l'ancienne république, au lieu des six États agglomérés par les « centralistes ». Castro n'a pris les armes contre Andrade que précisément pour l'empêcher de rétablir

cette ancienne division : Andrade se posait en décentralisateur ; Castro en son manifeste déclara se lever pour empêcher cette « vivisection » de la patrie. Mais Castro vainqueur a changé d'opinion : il est plus facile d'exploiter et d'opprimer vingt petits États anémiques que six grands États presque adultes. En avril 1901, Castro est, dans les formes régulières, élu président fédéral.

Les affaires reprennent. Les douanes sont en hausse. L'Europe vient alors présenter ses comptes L'Allemagne surtout semble pressée de revoir son argent : c'est l'heure où, dans tout l'Empire, les faillites se succèdent ; les banques, l'une après l'autre, jonchent le marché allemand de leurs protêts ou de leurs bilans. Castro ne semble pas enclin à payer de bonne grâce. Il est d'ailleurs en nouvel embarras : son plus fidèle partisan, ayant reçu l'administration des douanes de la Guaïra, s'enfuit en emportant la caisse. L'Allemagne insiste. Castro s'excuse. Alors Matos reparaît.

Il est allé en Europe armer un mystérieux corsaire, le *Ban Righ*, qui, suivant les longitudes, change de nationalité et qui, parti de Saint-Nazaire sous pavillon belge ou danois, arrive dans la mer des Antilles sous pavillon anglais ou colombien. La révolution est proclamée sur toute la côte vénézuélienne et dans l'Orénoque. La capitale de la Trinité anglaise, Port of Spain, devient le refuge et l'appui de Matos. Mais trop riche pour exposer sa précieuse personne, le « docteur » Matos ne devient pas un « général »

très actif : il dirige de loin le mouvement. L'année 1902 se passe en batailles. Il est visible que l'Angleterre et l'Allemagne ont mis leur espoir et leurs complaisances en Matos. Il n'est pas douteux que la révolution reçoive d'Europe armes et subsides. Faute de bravoure personnelle et d'audace, Matos est vaincu. Castro vient à bout de tous les généraux soulevés. Le 18 octobre 1902, il gagne à la Victoria une victoire presque définitive.

Alors, l'empereur Guillaume prend la chose en mains. Il obtient, par le roi son oncle, le concours de la flotte anglaise. Il fait bloquer les côtes vénézuéliennes, bombarder Puerto Caballo, couler une partie de la flottille fédérale et confisquer les douanes. Il menace de débarquer un corps de troupes qui montera vers Caracas. Ces mesures violentes et tapageuses devaient, en l'esprit de leur auteur, amener Castro à résipiscence et lui faire accepter ce que jadis le même empereur, par des moyens analogues, imposa aux malheureux Grecs : le contrôle international des finances vénézuéliennes.

Assurément ce contrôle ferait les affaires de tout le monde et du Vénézuéla. Au lieu de passer de général en général, si les jeunes finances de la République restaient entre les mains habiles d'une Commission permanente et sous l'intègre surveillance de financiers étrangers, elles ne pourraient que gagner en vertu et en réputation. Leur bonne renommée leur vaudrait soudain un crédit illimité il n'est pas de spéculateur qui ne voulût avec cette

garantie ponter sur le Vénézuéla. En quelques années, la dette flottante serait éteinte, la dette consolidée serait pourvue d'un service régulier et la rente vénézuélienne au pair rendrait possible, à des conditions avantageuses, tous les nouveaux emprunts qui permettraient d'achever l'outillage national.

Pour ces diverses opérations, le moment actuel serait d'autant plus favorable que l'Europe inquiète cherche partout des terres à coton. Les États-Unis fournissaient jusqu'ici nos usines de cette denrée première. Mais désormais, construisant filatures et tissages, les Yankees proclament leur intention de travailler eux-mêmes leur récolte et de ne plus vendre au monde que fils et cotonnades, au lieu de coton brut. En France et en Angleterre, filateurs et tisseurs se préoccupent aujourd'hui de développer la culture du coton dans les colonies africaines. C'est l'un de ces retours ironiques de la politique coloniale. Nous avons « fait » des colonies à seule fin de les enclore de tarifs et de les réserver aux manufactures de nos cotonniers. Aujourd'hui nous allons faire des colonies nouvelles pour assurer à nos cotonniers leur matière première.

Bien mieux que les colonies africaines, le bassin de l'Orénoque, aménagé, remplacerait pour l'Europe les terres du Mississipi que désormais les cotonniers yankees se réservent. On mesure aisément les bénéfices pécuniaires que le Vénézuéla retirerait de cette combinaison.

Ajoutez le bénéfice politique, qui suivrait proba-

blement l'établissement d'un contrôle financier. La caisse des douanes fédérales n'étant plus à la merci d un coup de main, bien des « généraux » sentiraient tomber soudain leurs grands élans de patriotisme et, maîtres dans leur État, ne prendraient plus, au moindre prétexte, la route de Caracas. Autour de cette Commission financière, organisme permanent et vital, il se pourrait que l'unité vénézuélienne arrivât lentement et légalement à se faire.

Après le Vénézuéla, c'est l'Allemagne qui récolterait les plus grands bénéfices. Par l'exemple de la Grèce, nous voyons l'effet immédiat du contrôle sur les cours des Bourses : la Grèce vaincue, envahie par le Turc, a trouvé de l'argent à 3 p. 100. L'emprunt vénézuélien, que la *Disconto-Gesellschaft* doit maintenant garder en son portefeuille, serait au pair avant un mois, ferait prime avant deux : combien de placements à 5 p. 100 le rentier européen peut-il espérer avec de telles garanties ? Achetés par la *Disconto* au type de 80 francs, ces titres seraient émis par elle au type de 102 ou 105 francs ; cette honnête commission de 25 à 30 p. 100 dédommagerait la *Disconto* de sa longue attente.

L'industrie et le commerce allemands pourraient alors reprendre leur œuvre vénézuélienne et, derrière la *Disconto*, pousser la mise en valeur de cet Eldorado, exécuter les plans de leurs enquêteurs, achever cette « conquête pacifique ». Les Allemands ont déjà sur place tout un personnel d'ingénieurs, de courtiers, de *prospecteurs* et de commissionnaires. Les statis-

tiques officielles chiffrent à un millier le nombre des Allemands établis au Vénézuéla; c'est peu; la France y a cinq ou six mille nationaux, Pyrénéens, Corses et Juifs oranais. Mais un autre millier d'Allemands circule d'États en États ou continue à Caracas l'inventaire des richesses et possibilités de ce pays.

Pour nous, Français, l'établissement de ce contrôle international aurait des bénéfices moindres, mais non moins sûrs. Le Vénézuéla a des dettes envers nous : le contrôle nous en assurerait les coupons réguliers. Les grandes villes vénézuéliennes préfèrent nos articles et modes de Paris : le contrôle assurerait aux traites de nos commerçants un cours de monnaie toujours fixe. En toute cette affaire vénézuélienne, les Bordelais ont marché d'accord avec les Allemands.

Outre ces intérêts particuliers, n'oublions pas que notre intérêt le plus général est que chaque peuple, en ce monde, fasse ses affaires et gagne le plus d'argent possible : nous ne pouvons avoir que des clients riches et tous les peuples riches sont nos clients. Considérons surtout qu'une Allemagne, déçue en ses projets mondiaux, réduite aux expédients, deviendrait en Europe une voisine dangereuse. Pour le bien du Vénézuéla et pour la tranquillité du monde, souhaitons qu'au plus tôt le contrôle soit établi.

Ce contrôle, M. Matos, dit-on, l'avait promis. Cette promesse assurait aux révolutionnaires l'appui moral et matériel de l'Allemagne et de l'Angleterre. Mais M. Matos est un financier qui, lui aussi, ne pouvait que gagner à ce contrôle. Le « général »

Castro, qui n'avait pas les mêmes raisons, s'est toujours refusé aux mêmes promesses. Sa conscience et son rôle de « patriote » ne sauraient s'accommoder d'un contrôle étranger. Ni les menaces ni les brutalités de l'empereur Guillaume n'ont ébranlé ce patriotisme. Que les Allemands bombardent les côtes et coulent la flotte, qu'importe ! Dans son aire de Caracas, Castro sait bien que la doctrine de Monroë et les États-Unis empêcheront toujours les Européens de prendre pied sur la terre vénézuélienne.

Pour se gagner par ailleurs la bienveillance des États-Unis, Castro leur a offert d'abord ce qu'il refusait à l'Europe. A son instigation, un syndicat de financiers et de politiques américains — et la présence du sénateur Hanna dans ce groupe est significative — a proposé au gouvernement de Washington de rembourser toutes les créances européennes du Vénézuéla et d'unifier la dette vénézuélienne sous la garantie et le contrôle américains. M. Roosevelt ayant refusé cette première offre, c'est encore vers les États-Unis que Castro tourna ses offres d'arbitrage acceptées par l'Allemagne et l'Angleterre. Du même geste indifférent, M. Roosevelt a renvoyé les parties à La Haye.

Que recouvre dans le fond cette indifférence apparente ? Longtemps les Yankees ont ignoré le Vénézuéla. Un ancien ministre américain à Caracas, M. Scruggs, rapporte là-dessus quelques souvenirs plaisants. En décembre 1892, on discutait au congrès de Washington les crédits de la représentation diplo-

matique dans l'Amérique espagnole. Un député proposa de réunir les légations américaines du Guatémala et du Vénézuéla, pensant que les deux pays étaient limitrophes. Un autre voulut réunir les légations de l'Équateur, du Pérou et du Vénézuéla, en disant que les capitales étaient voisines. Un troisième, perdant patience, finit par demander : « Mais où donc est-il au juste, votre Vénézuéla ? » En cette même année 1892 le ministre américain recevait à Caracas une demande de renseignements « sur le meilleur port vénézuélien à la côte Pacifique et sur le fret à travers l'isthme de Panama[1] ».

Longtemps entre l'Amérique du Sud et l'attention des Yankees, Cuba a interposé comme un écran opaque : les Yankees ne pouvaient rien voir au delà de Cuba. Mais depuis quelques années, la délivrance de Cuba leur a soudainement dégagé l'horizon. Les consuls anglais signalent les efforts et les projets américains sur le Vénézuéla. En ce pays, pour la réalisation dernière de ses ambitions, l'Allemagne aurait tort d'escompter encore l'indifférence ou l'ignorance américaines. Quelque jour nous assisterons à la conclusion de cette histoire vénézuélo-allemande, mais c'est là un nouveau chapitre qu'il faudra intituler : *le Vénézuéla et les États-Unis.*

1. Scruggs, *The Columbian and Venezuelan Republics*, p. 220.

V

CRISE ALLEMANDE

(OCTOBRE 1902)

Une entreprise allemande. — La prospérité. — Les sociétés en ctions. — Matières premières et main-d'œuvre. — La spéculation. – La *Loi des Bourses*. — Les traités de 1903. — L'invasion amé-icaine. — Les faillites de banques. — La *Société des Brèches*. — Exportations allemandes. — La crise allemande et la paix mon-iale.

Les victoires allemandes ont de pénibles lende-nains. Après les triomphes de 1870-1871, l'Empire vait connu la dure année 1873 avec ses ruines finan-ières et ses craintes de famine. Les merveilleuses nnées 1894-1899 avaient marqué cette campagne ndustrielle et commerciale qui conduisit au succès le 1900 et qui ramena les Allemands triompher à Paris, dans les galeries de notre Exposition. Voici que la fin de cette année 1900 — *annus mirabilis*, lisaient les Allemands qui, même dans les affaires, n'oublient pas leur latin — et toute l'année 1901 et e début de 1902 ont apporté des désastres, des aillites retentissantes, une crise générale du com-nerce et de l'industrie.

Dès l'automne de 1900, les consuls étrangers signalaient à leurs gouvernements la grandeur et l'intensité de cette crise; en septembre 1902, notre consul à Stuttgart, M. Jullemier, écrivait encore à notre *Moniteur officiel du Commerce* :

La grande fabrique de bonneterie *Vereinigte Tricotfabriken Vaihingen*, à quelques lieues de Stuttgart, qui passe pour la plus considérable de l'Allemagne, annonce qu'elle réduit son capital de 800 000 marcs. C'est là une nouvelle preuve du peu de bénéfices que réalise cette industrie et des difficultés que rencontre l'Allemagne pour faire face à la crise actuelle. Ce qui s'est passé dans cette fabrique est l'histoire banale de presque toutes les grandes entreprises allemandes.

L'usine produisait des articles à bon marché, répandus dans le monde entier. L'affaire paraissait excellente. Grisés comme tous les industriels allemands, les directeurs voulurent étendre le cercle de leurs opérations. Comme la majorité de leurs confrères, ils s'adressèrent aux banquiers, auprès desquels ils trouvèrent naturellement un concours empressé : la *Würtembergische Vereinsbank* avança les fonds et contribua à faire de la fabrique de Vaihingen la colossale entreprise que l'on sait.

Mais le phénomène qui s'est produit sur tout le territoire de l'Empire se manifesta également ici : la production allemande dépassa les besoins de la consommation nationale et étrangère. L'année dernière, les propriétaires de l'usine, qui devaient 1 million de marcs à la banque, durent mettre leur affaire en actions au capital de 3 millions et demi de marcs. La crise continuant, il a fallu prendre des mesures plus radicales et réduire le capital, en avouant que d'autres sacrifices seront peut-être nécessaires.

Il y a eu ainsi, sur tous les points du territoire, un « forçage » des usines allemandes au moyen des banques, et c'est, on l'a souvent répété, à cet appui des banques qu'est dû l'essor prodigieux de l'industrie germanique. Aujour-

'hui encore, un grand nombre d'entreprises industrielles e continuent leurs affaires qu'au moyen des fonds mis à eur disposition par les banquiers. Ceux-ci n'attendent que e moment favorable pour se dégager en mettant l'affaire n actions.

Mais les nombreux krachs qui se sont produits dans les anques et la situation incertaine et vacillante de beaucoup d'établissements de crédit montre que l'état financier st loin de s'améliorer. Car, la plus grande partie des capiaux allemands ayant été affectée, par l'intermédiaire des anques, à des entreprises industrielles, une crainte légiime se manifeste aujourd'hui dans le public, au sujet de es affaires. L'argent ne peut donc plus affluer comme uparavant.

Les petits rentiers recherchent plus volontiers aujour-'hui des placements moins chanceux : ils se tournent vers es fonds d'État. Les capitaux disponibles auraient même ne tendance à s'adresser aux emprunts et fonds d'État trangers. La Bourse de Londres vient d'admettre à la cote emprunt impérial de cent millions de marcs 3 p. 100 et es consolidés prussiens 3 p. 100, qui se montent à 277 milions 794 400 marcs. Il s'agit là d'emprunts anciens; mais e fait que ces opérations soient devenues d'une telle mportance sur la place de Londres est symptomatique, et a presse allemande manifeste le regret que le marché ational se décharge ainsi des emprunts nationaux auxquels il doit sa véritable force.

Il est permis de se demander dans quelle mesure cette rise financière va réagir à son tour sur l'industrie et le commerce. Si les fabricants allemands sont réduits à leurs propres ressources, s'ils ne peuvent plus compter sur le concours des banquiers, pourront-ils faire face à la situaion et continuer leurs opérations sur une aussi vaste échelle? Il semble bien qu'il faille s'attendre à de nouveaux mécomptes à moins d'une énorme augmentation dans les lemandes ou de la création de marchés nouveaux, ce que l'optimisme le plus confiant ne saurait aujourd'hui escompter.

Notre consul, par cet exemple particulier, nous décrit fort exactement l'allure et comme la courbe générale de cette crise allemande.

L'Allemagne avait connu l'extrême prospérité. Le travail et la science de la nation, les soins des gouvernements et le régime économique inauguré par les traités de 1892 avaient suscité dans tout l'Empire une foule d'affaires ingénieusement établies, habilement dirigées. Depuis 1894, surtout, ces affaires allaient étendant de jour en jour leur clientèle et leurs bénéfices. De 1890 à 1900, le commerce extérieur de l'Allemagne, importations et exportations, augmenta de plus d'un tiers. Déjà, de 1871 à 1890, le progrès, sauf quelques années mauvaises, avait été continu.

De 1890 à 1894, s'il y eut encore de médiocres années, c'est à des causes toutes passagères, à la rupture des relations russo-allemandes surtout, qu'il fallait les attribuer.

Mais ce fut depuis 1894 que le commerce extérieur de l'Allemagne conquit vraiment la clientèle de l'univers. Les exportations passaient de 4 milliards 100 millions de francs, en 1890, à 5 milliards 700 millions en 1900, et le tableau suivant nous montre qu'en ces exportations les matières premières et objets d'alimentation ne tenaient qu'une faible place. C'étaient les produits fabriqués qui venaient au premier rang. Leur valeur croissait d'année en année.

Le monde entier devenait le client de l'Allemagne industrieuse :

Exportations de l'Allemagne.

(*En millions de francs*)

Années.	Total.	Matières premières.	Objets d'alimentation.	Produits fabriqués.
—	—	—	—	—
1890 . . .	4 158	886	588	2 684
1892 . . .	3 692	793	462	2 437
1894 . . .	3 702	835	518	2 349
1896 . . .	4 406	966	564	2 876
1898 . . .	4 696	1 070	631	2 995
1899 . . .	5 258	1 270	598	3 390
1900 . . .	5 764	1 389	647	3 728

Pour satisfaire à cette clientèle mondiale, l'Empire se couvrit de fabriques. La main-d'œuvre déserta les champs et afflua vers les villes industrielles. Il fallut des capitaux. Comme ils étaient rares, l'industrie se mit en frais pour les attirer. Elle promit à ses prêteurs des intérêts de 8 et 9 p. 100, à ses actionnaires des dividendes de 14 et 16 p. 100. Tous les capitalistes, petits et grands, accoururent à ces placements rémunérateurs. Mais, pour payer cette aide, l'industrie dut décupler sa production, et le commerce dut trouver, vaille que vaille, une clientèle encore plus grande. Ce fut une opération hasardeuse.

Les sages et ingénieuses affaires de 1894 firent place à des entreprises plus risquées. On prit des engagements à longs termes avec de lourds escomptes et des crédits sans fin. L'Allemagne accepta tous les clients et toutes les commandes qui se présentèrent. Elle distribua ou plutôt jeta sur le marché mondial ses ballots et ses machines, avec une légèreté qui scandalisa les vieux commerces anglais et français. Ses commis-voyageurs souscrivaient à toutes les

conditions, baissaient les prix au gré de chacun, ouvraient des crédits presque illimités et, ne cherchant que la quantité des affaires, ne s'entouraient d'aucun renseignement, d'aucune garantie sur la solvabilité des clients. Les petits bénéfices, dont l'industrie allemande s'est toujours contentée, ne purent bientôt plus compenser les grosses pertes qu'amena cette façon de vendre n'importe où, à n'importe qui, à n'importe quel prix.

Alors, sentant venir les années mauvaises ou forcés de chercher de nouveaux capitaux, les industriels mirent leurs affaires en actions. Des sociétés à grands frais généraux se formèrent pour administrer des entreprises qui, déjà, ne pouvaient plus supporter le poids des frais engagés et des emprunts. Les industries minières, métallurgiques, chimiques et électriques, surtout, virent éclore ces sociétés.

Le tableau suivant montre bien le développement exagéré que prirent à travers tout le pays ces sociétés minières et électriques, durant les dix années dernières:

Sociétés métallurgiques et chimiques créées en Allemagne.

(*Capital en millions de francs.*)

ANNÉES	MINES ET MÉTALLURGIE		CHIMIE ET ÉLECTICITÉ		TOTAL	
	Nombre.	Capital.	Nombre.	Capital.	Nombre.	Capital.
1980-1893 .	58	151	28	93	86	245
1894-1896 .	77	178	33	60	110	240
1897-1898 .	117	194	79	226	196	420
1899-1900 .	153	303	79	115	232	419

Au total, comme on voit, durant la dernière décade, 'est plus de six cents sociétés au capital nominal de 300 ou 1 400 millions, que l'Allemagne des métaux t de la houille a formées, et l'on voit aussi combien e mouvement s'accéléra dans la seconde moitié de ette période.

Pour toutes les autres industries allemandes, il en ut de même. Si l'année 1897 marque dans l'industrie lectrique un véritable coup de folie, le bâtiment rend sa revanche en 1898 : il faut loger la main-l'œuvre attirée des campagnes; des cités entières urgissent aux portes et dans les faubourgs des villes nciennes.

La paisible Allemagne du Sud elle-même, loin des rands Pays Noirs de la Silésie, de la Saxe et du Rhin, crée pour ses usines électriques des centres uvriers : aux portes de Munich, à Hollriegelsgereut, our l'exploitation des forces de l'Isar, une ville se onstruit en un an. En 1899, c'est la crise des tissus ui amène une autre épidémie mortelle sur les ociétés textiles.

Bref on estime à 1 262 le nombre des sociétés de outes sortes, fondées par l'industrie allemande de 1890 à 1900. Avant la crise actuelle, leur capital ominal dépassait 3 milliards 500 millions de francs. Et dans ces chiffres ne figurent pas les émissions urement financières.

Suivant le mot d'un consul anglais, l'Empire allemand, qui jadis était une société d'États, devint un État en sociétés. Or cette transformation n'allait pas

sans de grands risques. Calculant de moins en moins le rendement exact et le bénéfice net de leurs opérations, ces sociétés ne cherchèrent encore davantage qu'à faire toujours plus grand. L'excès de leurs demandes fit aussitôt monter le prix des matières premières et surtout le taux des salaires.

En 1899, l'Allemagne connut la disette de la houille et de la main-d'œuvre. Il fallut se procurer à grands frais des ouvriers inexpérimentés et des matières premières de qualité médiocre. Même dans l'Allemagne orientale, dans les provinces agricoles du royaume de Prusse, où pourtant l'industrie moins intense possède à proximité l'inépuisable réservoir de la main-d'œuvre polonaise, notre consul de Dantzig écrivait à la fin de son rapport sur l'année 1900 : « Pour terminer, la présente étude me semble suggérer une dernière réflexion, c'est que la main-d'œuvre, qui passe pour être si bon marché en Allemagne, devient en réalité aussi chère qu'en France : le jour n'est pas loin où, dans les duels économiques du monde moderne, les armes seront partout parfaitement égales [1]. »

Les profits des sociétés industrielles en furent diminués d'autant. Car elles ne purent augmenter leurs prix de vente, au fur et à mesure de leurs dépenses augmentées; tout au contraire : l'excès de leur production, qui les forçait de vendre leurs stocks sans cesse renouvelés, fit partout tomber les prix.

1. *Rapports commerciaux*, n° 62; cf., là-dessus, de Rousiers, *Hambourg et l'Allemagne*, p. 83.

On vendit de moins en moins cher, à mesure même que les frais de production continuaient de s'élever. Il arriva bientôt qu'entre ces deux progressions contradictoires, le bénéfice, mangé des deux côtés à la fois, disparut ou devint presque insignifiant.

Ces sociétés industrielles ont en outre, par tous les pays, les mêmes inconvénients. Habiles encore à fabriquer, elles sont toujours malhabiles aux vente et placement de leurs marchandises. Trop éloignés, en effet, du marché et de la clientèle pour mesurer en temps utile les motifs de ralentissement ou les causes de ruine, leurs directeurs et administrateurs n'aperçoivent jamais que trop tard les circonstances changées du commerce mondial.

Or, brusquement, le commerce mondial vint à changer. L'Allemagne de 1894, qui proclamait son amour de la paix, avait élevé sa fortune sur la paix et elle mettait son avenir dans un univers pacifique. Coup sur coup, les affaires crétoise et cubaine, puis les troubles de Chine, puis la guerre du Transvaal ferment les marchés lointains, où l'industrie allemande espérait ses plus grands débouchés, et resserrent par contre-coup les marchés d'Europe, le marché anglais surtout, qui pour l'Allemagne était le correspondant le plus actif et le plus sûr débiteur.

De nouvelles baisses surviennent donc dans les prix de vente afin d'écouler, coûte que coûte, les stocks invendables. Et une nouvelle hausse dans le prix des matières premières est amenée par les droits dont l'Angleterre frappe ses houilles à l'exportation.

*
* *

Les affaires ne pouvaient plus longtemps aller ainsi Les signes précurseurs de la crise apparaissaient à de bons juges dès la fin de 1898 : « Nous ne vivons que sur le crédit », disait déjà la *Gazette de Francfort*. Mais les financiers et, amenée par eux, leur grosse et petite clientèle ne s'arrêtèrent pas en leurs spéculations. Les prophètes optimistes annonçaient, avec le règlement prochain de toutes ces querelles turque, américaine, africaine, chinoise, etc., un nouvel et plus merveilleux essor.

L'Afrique du Sud pacifiée allait, disait-on, rouvrir ses mines aux machines allemandes, ses villes et ses fermes aux mobiliers peu coûteux, à la camelote, aux ustensiles, aux mille produits germaniques. La Chine ouverte serait un autre marché sans limites. On spécula sur l'attente de la paix anglo-boer et l'on spécula sur l'attente du règlement chinois, avec d'autant plus de hardiesse que la nation respectueuse croyait trouver dans les paroles et la conduite de son Empereur un encouragement à ses rêves.

Oublieux de Son télégramme à Kruger, s'Il semblait maintenant désirer la disparition des républiques hollandaises, c'est, disait-on, que le triomphe de l'Angleterre servirait en réalité les intérêts de Son peuple. Il devinait qu'une Afrique du Sud aux mains des Anglais aurait une puissance d'absorption bien plus grande, des provisions de capitaux ou de crédit

bien plus sûres, dont l'Allemagne serait la première à profiter : c'est aux usines allemandes qu'irait, en fin de compte, le bénéfice des mines d'or. De même pour la Chine : la sollicitude impériale, témoignée à grands fracas par des discours et par des actes, tourna vers le Chantoung et vers le commerce chinois l'attention et les espoirs de tous...

Les financiers disaient au début de 1900 qu'il suffisait de quelque patience et de quelque crédit : la paix rétablie partout allait restaurer toutes les affaires et, pour les spéculateurs avisés, cette stagnation momentanée était même l'heure la plus favorable pour entrer en jeu, à la veille d'une reprise éclatante.

Le gouvernement impérial, sans le savoir, avait d'ailleurs donné comme une prime aux spéculateurs les moins honnêtes par sa Loi des Bourses, son *Boersengesetz*, de 1896. Cette loi vertueuse avait eu pour but de réduire la spéculation, en interdisant au public les affaires à terme et en ne les permettant qu'aux seuls gens du métier, aux courtiers officiellement patentés et inscrits sur les registres des Bourses. Seuls, ces agents officiels de la spéculation pourraient légalement y prendre part : les opérations financières, pour les particuliers, seraient désormais considérées comme simples affaires de jeu, exemptes par conséquent de toute sanction et répression légales.

La Loi des Bourses n'empêcha nullement les spéculateurs honnêtes et hardis de poursuivre leurs affaires à terme, même sans immatriculation aux registres

officiels : en ce monde des Bourses, la parole d'un honnête homme a toujours été plus appréciée qu'une sanction légale. Mais les timides et les coquins trouvèrent dans cette loi un nouveau motif à risquer leur argent ou celui des autres, en se réservant d'invoquer ensuite le *Boersengesetz* et l'exception de jeu, si la chance ne répondait pas à leurs prévisions. La spéculation ne fit donc que redoubler.

L'industrie continuait d'offrir des taux énormes et des dividendes merveilleux. Les industries électrique et chimique, surtout, par leurs méthodes scientifiques et leurs multiples applications, attiraient la faveur de ce public allemand, toujours curieux de science prestidigitatrice. Avec empressement, les petits-fils des vieux alchimistes confièrent toute leur fortune aux chimistes et aux électriciens, qui devaient la décupler par leurs mystérieuses transmutations de toutes choses en or.

Cette spéculation scientifique enrôla peu à peu dans les affaires les plus hasardées les hommes les plus instruits, les esprits les plus sages, les financiers les plus sceptiques. Les anciennes banques, honneur et force de la vieille Allemagne, rivalisèrent avec les comptoirs récents et les prêteurs à la petite semaine : elles fournirent, sans compter, à tous les emprunts des électriciens. Capital social, fonds de réserve, dépôts et comptes courants, tout passait des coffres-forts des banquiers aux usines insatiables. Le seul mot *électricité* ouvrait un crédit.

Et, sans le vouloir encore, le gouvernement impé-

rial activa cette course à la ruine par la discussion des futurs traités de commerce.

Les traités, signés par l'Allemagne en 1892, allaient arriver à échéance au cours de l'année 1903. Tous les industriels et commerçants de l'Empire s'accordaient à vanter les effets du régime économique qu'avaient installé ces traités fort libéraux : c'est assurément ce régime qui permit la réussite de l'expansion mondiale. Mais tous les possesseurs et cultivateurs de la terre s'accordaient aussi à dénigrer ce régime, qui permettait à l'Allemagne industrielle d'acheter ses vivres au dehors. Le puissant parti des agrariens réclama l'abrogation de ces traités pour un retour à la politique protectionniste. Favorisés du pouvoir, il était probable qu'en 1903 les agrariens auraient gain de cause, ou du moins obtiendraient quelques grandes satisfactions.

Voici donc venir l'échéance, qui peut-être changerait les conditions du commerce. Avant cette échéance ruineuse, on voulut se hâter vers les affaires qui prospéraient encore : spéculons aujourd'hui! vivons la grande vie d'affaires! il ne sera plus temps demain; il faudra reprendre le tran-tran de la petite vie agricole et bourgeoise!

On spécula. Toute l'Allemagne spécula. L'Empereur et l'Impératrice spéculaient, et même perdaient une partie de leur avoir. Mais un événement soudain, inattendu, se mit à la traverse de ces « idées du dimanche », *Sonntagsideen*, comme on dit outre-Rhin. Après la grande semaine d'expansion mon-

diale (1892-1899), la fin de 1900 ramena le fâcheux lundi de la concurrence et de la surproduction américaines.

Les États-Unis figurent parmi les quatre grands clients et fournisseurs de l'Allemagne, auprès de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. Leurs importations dans l'Empire n'ont pas cessé de croître en ces dix années dernières. Par contre, leurs achats de produits allemands, après avoir beaucoup monté, restaient stationnaires depuis l'installation des tarifs Mac-Kinley et Dingley. Mais grâce à leur nombreuse population d'origine allemande (on estime à cinq ou six millions pour le moins le nombre des Allemands émigrés là-bas), les États-Unis semblaient devoir longtemps encore maintenir cette moyenne de leurs achats, car les émigrés ou fils d'émigrés allemands demeurent fidèles aux goûts et habitudes de la mère-patrie et, gardant le sentiment et la fierté de leur origine, restent volontiers les acheteurs et les distributeurs des produits nationaux.

Mais voici qu'en 1900 les États-Unis ont achevé la mise en œuvre de leurs mines et houillères, la construction de leurs usines, l'organisation de leurs trusts et, pour une part, la fourniture de leur propre marché. Les industriels américains ont maintenant des marchandises à revendre. Ils peuvent et ils veulent les écouler à très bas prix, d'abord comme moyens de réclame pour se faire connaître dans le monde, ensuite comme un surplus qui n'a plus de valeur pour eux et duquel ils n'attendent plus aucun

bénéfice : les profits, qu'ils ont réalisés à l'abri des tarifs sur le territoire de l'Union, leur permettent de vendre ce surplus à perte.

L'Allemagne voit donc arriver chez elle, comme chez tous ses clients de l'Europe et du monde, les articles américains, qui sont exactement du genre, du type, souvent du modèle même de l'article allemand. Contre les prix américains, la concurrence est impossible. Il se trouve d'ailleurs que l'Allemagne elle-même a servi les attaques de cet ennemi. Car les compagnies maritimes allemandes, trop bien outillées pour le service de la seule production nationale, sont partout en quête de fret, et leurs transatlantiques surtout manquent en Amérique d'un fret de retour. A l'envi, elles abaissèrent donc leurs tarifs afin d'accaparer le transport de ces produits américains. Ainsi les subventions, que l'Empire octroie si libéralement à ces compagnies allemandes, servirent, en dernière analyse, à l'invasion américaine [1].

En 1900, cette invasion américaine n'était point encore une réelle calamité. Mais les journaux, dans tout l'Empire, en étaient pleins, et le public s'en alar-

1. Le *Syndicat des Houilles*, dans son compte rendu de 1901, se plaint un peu du rôle ainsi joué par la marine allemande : « Les importations de charbons américains dans le port de Hambourg ont, contre toute attente et à la faveur de frets peu élevés, passé de 4 499 tonnes en 1900 à 14 076 tonnes en 1901. Il s'agit, pour la plus grande partie, d'anthracite dont la qualité paraît avoir en général satisfait les consommateurs. Les importations totales de charbons américains en Allemagne ont passé de 10 756 tonnes en 1900 à 48 601 tonnes en 1901. Une grande partie de ce tonnage a été apportée par nos Compagnies transatlantiques, à défaut de fret de retour suffisant. »

mait, et la confiance, que tous avaient eue dans les placements industriels, devenait chancelante. Lancées dans leurs spéculations et n'apercevant pas le bout de cette trop longue course, les banques allemandes étaient comme une volée de bicyclistes qu'en plaine la vitesse acquise et l'émulation soutiennent, et dont la rapidité même maintient, seule, l'équilibre: tant que dure la plaine, tous poursuivent l'effort; vienne la moindre montée : une partie de la bande sera vite hors d'haleine.

Devant la concurrence américaine à franchir, plus d'une banque se sentit à bout. Les plus solides ou les plus entêtées aperçurent, en outre, derrière ce premier obstacle américain, le mur protectionniste que les agrariens travaillaient à élever et dont la hauteur et la raideur dépassaient les craintes des plus pessimistes : en 1904, si les agrariens menaient leur œuvre à bonne fin (et tout semble dans l'attitude du Gouvernement leur présager la réussite), les entreprises industrielles viendraient se briser contre ce mur infranchissable... Une première banque mit pied à terre, déposa son bilan ou tomba. Une autre suivit, entraînée par le contact ou par l'exemple. Une troisième, qui survint dans cet imbroglio, fit la culbute. Puis une quatrième, puis toute la bande dut s'arrêter ou même redescendre la pente.

L'année 1901, écrit le consul anglais de Francfort[1], n'a été qu'une suite de catastrophes financières dont voici les principales :

1. *Diplomatic and Consular Reports, Annual Series,* n° 2851.

4 janvier. — Faillite de la banque *Marx fils*, Darmstadt : faux en écriture.

16 janvier. — Détournements du directeur de la *Credit-Bank* de Franconie à Ansbach : perte, 1 million de marcs.

6 mars. — Faillite de la *Deutsche Grundschuldbank*.

11 mars. — Fermeture judiciaire de la banque *Albert Holz* de Breslau : 800 000 marcs de dépôts gaspillés.

28 mars. — Découverte de faux dans les livres de la *Preussische Hypotheken-Aktien-Bank* : aucun bénefice depuis 1897 ; tous dividendes payés sur le capital.

28 mars. — Fuite du banquier *Schalm*, de Lüben : déficit, 300 000 marcs.

15 avril. — Faillite du banquier *A. Meissner*, à Striegau : passif, 1 200 000 marcs.

17 avril. — Banqueroute de la *Gewerbebank*, à Kempen : dettes, 640 000 marcs.

18 mai. — Chute de la *Pommeriche Hypotheken-Actienbank*.

20 mai. — Faillite de la *Rheinische Immobilien-Actienbank*.

29 mai. — Crise de la *Niederschlesische Creditbank*, à Liegnitz.

30 mai. — Liquidation à 60 p. 100 de la banque *Middendorf et Cie*, à Essen.

11 juin. — Faillite de la *Creditanstalt für Handel und Industrie*, à Dresde : déficit de 50 millions de marcs.

26 juin. — Faillite de la *Banque de Leipzig*.

Jusqu'à la fin de l'année 1901, ce lamentable calendrier se poursuit pour arriver, le 29 décembre, à la culbute du groupe Spielhagen, qui, dans la seule année 1900, avait trouvé moyen de perdre 27 millions de marcs avec un capital souscrit ne dépassant pas 4 millions. Durant les douze mois de cette année de catastrophes, l'Allemagne tout entière fut éprouvée. Mais le mois de juin et les villes saxonnes virent le plus beau de l'orage, et la faillite de la *Banque de*

Leipzig peut être prise comme l'exemple le plus typique et le cas le plus désastreux.

Ancienne renommée de crédit; capital de 60 millions de francs; réserve dépassant 20 millions; clientèle énorme avec douze mille comptes courants; appui de la Banque royale de Saxe et de la Banque d'Empire: tout semblait réuni pour donner une solidité inébranlable à cette *Banque de Leipzig*. Mais tout fut emporté dans une folle entreprise de chimie mondiale.

En 1889, un brasseur avait fondé à Cassel une société pour la dessiccation des drèches et pour l'emploi industriel des résidus de brasseries et de sucreries. Avec un capital n'atteignant pas un demi-million de marcs, cette Société des Drèches s'était lancée en mille autres affaires. Elle mettait surtout son espoir en un brevet pour la distillation du bois, et, ce brevet, elle entreprit de l'exploiter ou de le vendre à travers l'Europe, soit par elle-même, soit par des sociétés affiliées. En 1894, de gros dividendes de 10 à 12 p. 100 lui amènent des capitaux et introduisent ses actions sur le marché de Berlin. Par une série d'inventaires fictifs, on fait hausser ces actions de 135 à 480 marcs. La Banque de Leipzig croit alors faire une affaire merveilleuse en achetant un gros paquet de ces titres à 175 marcs. En novembre 1896, en effet, l'action vaut 895 marcs et les dividendes montent à 50 p. 100.

L'entreprise est devenue mondiale : Hongrie, Norvège, Italie, Russie, France, Galicie, Belgique, elle a couvert l'Europe de trente-deux sociétés-filles.

De faux inventaires annoncent les triomphes de ces succursales et célèbrent les ventes toujours plus productives du brevet. La *Banque de Leipzig* soutient patriotiquement cette conquête allemande des marchés européens. Mais les fonds allemands ne peuvent suffire : on fait appel aux Belges et aux Anglais. Ceux-ci ne montrent aucun empressement. Alors la *Banque de Leipzig* rentre en scène et ses avances directes et indirectes finissent par atteindre 106 millions de francs...

Un beau jour, on doit avouer que, depuis trois ans, la Société des Drèches ne vit que sur son capital et que ce dernier a entièrement disparu. La *Banque de Leipzig*, du même coup, doit fermer ses guichets : son bilan accuse 120 millions de passif pour 65 millions d'actif.

*
* *

Cette histoire de la *Sociélé des Drèches* et de la *Banque de Leipzig* nous répète la même aventure et les mêmes péripéties que l'affaire de Vaihingen, dont M. Jullemier nous faisait plus haut le récit. Tous les cas particuliers en cette crise allemande se ressemblent. La courbe générale, à travers tout l'Empire, a toujours été la même. Mais, facile à dessiner, cette courbe est presque impossible à chiffrer exactement. Pour mille raisons, les statistiques ne peuvent pas nous en faire connaître la réelle hauteur.

En matière de crédit, l'intervention des puissances

publiques ou financières masque et atténue les traces extérieures du désastre : les gouvernements et les grandes banques, la Banque d'Empire surtout, ont fait tous leurs efforts pour reculer certaines liquidations, qui ne viendront plus que lentement et se feront en douceur.

En matière de commerce extérieur, pareillement, les conséquences réelles d'une semblable crise peuvent revêtir un aspect favorable et trompeur. Telle statistique, exacte pourtant, semblerait indiquer un maintien et même une hausse des affaires, alors que cette apparence de progrès ou d'état satisfaisant recouvre des ventes forcées et des défaites à vil prix. Il faut noter pourtant que les statistiques officielles, pour le commerce général de l'Empire en 1901, indiquent une faible baisse à l'exportation et une baisse beaucoup plus forte à l'importation :

Commerce de l'Allemagne.

(*Valeurs en millions de marcs.*)

Années.	Importations.	Exportations.
1892	4 468	3 447
1894	4 545	3 349
1896	4 899	4 152
1898	5 745	4 311
1900	6 406	5 101
1901	6 016	4 825

Mais, en cette baisse, il faut noter aussi que les exportations de produits fabriqués semblent n'avoir pas diminué ; de 1900, année prospère, à 1901, année

ruineuse, l'exportation de manufactures allemandes n'est tombée que de cent millions de marcs à peine (3 086 millions en 1900, 2 978 millions en 1901).

A s'en tenir à ces chiffres, on pourrait donc croire qu'il ne s'agit encore que d'une très faible dépression industrielle. Mais ces chiffres bruts ne traduisent pas la vérité : ce fut la nécessité de vendre à tout prix, pour faire argent de tout, qui maintint, seule, les exportations de manufactures à une si haute valeur. En outre, l'Allemagne avait souscrit un peu partout de longs engagements : elle a livré, en 1901, les fournitures et commandes prises depuis trois et quatre années.

Ces chiffres du commerce extérieur ne peuvent donc nous donner aucune mesure adéquate. A l'intérieur de l'Empire, il est des indices plus visibles et plus graves : c'est, d'une part, le renchérissement de la vie, avec l'avilissement de certaines matières premières; c'est, d'autre part, le chômage de multitudes affamées, avec la fermeture d'usines toujours plus nombreuses et la baisse ou la suppression des dividendes aux actionnaires.

Dans tout l'Empire, ce renchérissement de la vie est sensible pour le passant même : il n'est pas d'hôtel dont la carte ne porte une surcharge aux prix de sa table d'hôte. Les déplorables récoltes de 1902 firent encore hausser la valeur des provisions. Après les pluies persistantes de cet été sans chaleur, il fut probable que l'Allemagne du Sud ne pourrait pas vendanger, et il était certain que l'Allemagne du Nord

laissait pourrir sur pied ses céréales encore vertes : « Toutes les matières premières du bâtiment, écrit le consul anglais de Munich[1], sont par contre tombées de 50 p. 100. Le millier de briques, qui valait 30 marcs en 1899, est tombé à 25 marcs à la fin de 1900 et ne trouve plus d'acheteurs à 18 marcs en 1901. »

Quant au chômage, il arriva qu'en 1901 des émeutes d' « inemployés » éclatèrent à Francfort, à Mannheim et en Silésie. Ces multitudes de travailleurs, attirés de la campagne, se trouvaient subitement sans la moindre ressource. A la fin de 1901, les statistiques officielles estimaient à quatre-vingt-treize mille le nombre des sans-travail. L'Empire, les États et les municipalités rivalisèrent d'enquêtes et de mesures effectives. Leurs efforts combinés réduisirent un peu le chômage au début de 1902. On espéra pendant quelques semaines une reprise générale du travail, sinon des bénéfices. Mais l'automne, avec ses nouvelles de récoltes perdues, ramena une aggravation : les usines réduisirent encore leur personnel et leurs journées.

Notre consul de Stuttgart écrit dans le *Moniteur officiel du Commerce* du 25 septembre :

Dans l'exposé de la situation du travail pour l'industrie métallurgique en Allemagne, publié par la *Correspondance ouvrière*, je relève les renseignements suivants, intéressants pour l'état économique de l'Empire. Depuis la fin de mai, les affaires, en ce qui concerne la métallurgie et les machines, ont suivi une marche très défavorable. Il sem-

1. *Diplomatic and Consular Reports*, n° 2733.

blait, à cette époque, que le plus grand nombre des usines allaient pouvoir faire travailler à journées pleines leur personnel fortement réduit; mais, les commandes faisant de nouveau défaut, il a fallu à la fois restreindre la fabrication et congédier de nouveaux ouvriers.

A Chemnitz, sur 21 700 ouvriers en métaux, on n'en compte plus actuellement que 7 à 8 000 occupés, tous travaillant à heures réduites. En même temps, les salaires montrent une tendance à baisser. Une industrie qui, en temps prospère, occupait 5 000 ouvriers, n'en compte plus aujourd'hui que 3 000, et la diminution des salaires est allée jusqu'à 25 et même 33 p. 100. Les salaires, par semaine, sont tombés ainsi jusqu'à 9 et 12 marcs. Néanmoins, les travailleurs s'offrent en foule, au point que les fabricants qui ont des commandes sont littéralement assiégés.

Le même consul écrit le 2 octobre, au sujet des dividendes abaissés ou disparus dans la plupart des Sociétés :

Une statistique récente indique que, sur 852 établissements financiers existant actuellement dans l'Allemagne du Sud, 250 ont clos l'exercice 1901 sans distribuer de dividende. La Chambre de commerce de Siegen, pour établir le recul des affaires en ces deux dernières années, donne le bilan des Sociétés anonymes dans l'Empire.

En 1901, sur 2 931 sociétés, un tiers environ — 902 sociétés exactement — n'a donné aucun dividende et, parmi celles-ci, un sixième a travaillé à perte. Dans la réunion des actionnaires de la grande Société électrique *Lahmeyer et Cie*, le directeur général a reconnu que les cinq ou six grandes maisons pour dynamos ont diminué de 50 à 60 p. 100 leur capacité de travail. La grande Société *Schuckert*, de Nuremberg, avoue de son côté un déficit de 15 millions de marcs : au cours du dernier exercice, les frais, provisions et intérêts à verser aux banquiers ont atteint un million et demi.

En dernière analyse, si l'on voulait des chiffres plus sûrs et plus significatifs encore, il faudrait recourir, je crois, aux statistiques houillère et, surtout, métallurgique. La production et la consommation de la fonte dans le Zollverein, depuis quarante ans, nous donneraient l'exacte mesure de la prospérité passée et de la crise présente :

Production et consommation de la fonte [1].

Années.	TOTAL (en millions de tonnes)		PAR TÊTE D'HABITANT (en kilogrammes)	
	Production.	Consommation.	Production.	Consommation.
1861-1864.	751	867	21	25
1871 . . .	1 563	1 818	40	47
1880 . . .	2 729	1 752	61	39
1890 . . .	4 658	3 920	97	81
1900 . . .	8 520	7 377	152	131
1901 . . .	7 860	5 083	137	89

Jusqu'en 1875, la production allemande de la fonte ne suffit pas à la consommation nationale : l'Allemagne est une cliente des usines anglaises. En 1876, l'équilibre entre la production et la consommation nationales s'établit. Puis les hauts fourneaux se multiplient dans l'Empire, et l'Allemagne doit exporter à son tour. Sa production, sa consommation et ses exportations, de 1880 à 1900, montent sans arrêt et avec une rapidité admirable. Mais 1901 marque un premier recul, un énorme recul : obligée d'alimenter son matériel et son personnel, la production nationale

1. Circulaire du *Comité Central des Houillères*, n° 2251.

a pu ne baisser que de 8 p. 100; mais la consommation nationale a baissé de 30 p. 100 et davantage.

Et ce recul, l'année 1902 n'aurait fait, semble-t-il, que durement l'accentuer, si, par des mesures concertées, par des primes à l'exportation, les syndicats des mines et de la métallurgie n'avaient provoqué une reprise tout artificielle. Propriétaires de mines, de hauts fourneaux et d'usines, toutes les puissances minières se sont coalisées pour « rendre de l'activité à l'industrie métallurgique », disaient ces usiniers à l'ouverture de leur conférence pleinière de Cologne (février 1902). « Considérant l'atonie du marché allemand, l'accroissement de la capacité de production des usines nationales et la baisse des prix sur les marchés étrangers », ils décidèrent de fonder une caisse commune pour établir un système de primes à l'exportation. De trimestre en trimestre, ce syndicat d'un nouveau genre distribua les primes suivant la quantité et la qualité de manufactures vendues au dehors : l'exportation put, sinon reprendre, du moins ne pas tomber plus bas.

*
* *

Ce ne pouvait être là — on le comprend sans peine — qu'une mesure provisoire, destinée à franchir une passe que l'on croyait courte. L'Allemagne, tout entière syndiquée, ne pouvait pas continuer longtemps d'entretenir ses hauts fourneaux à seule fin de leur payer des primes qui permissent d'exporter les

produits sans bénéfice. Dans l'esprit de leurs fondateurs, ces primes ne devaient donc durer que quelques trimestres. Fondées en février 1902, elles n'auraient à fonctionner, pensait-on, que jusqu'à la fin de la présente année. Car, au début de 1902, le monde des mines et des usines nourrissait encore de trompeuses espérances sur la durée de cette crise. Le grand *Syndicat des Houilles* imprimait en tête de son rapport annuel de 1901 [1] :

Pour la première fois depuis la formation du Syndicat, nous avons à vous adresser un rapport sur un exercice qui, d'un bout à l'autre, est caractérisé par une dépression économique bien accusée. Le mouvement ascensionnel, qui depuis 1896 entraînait à peu près toute l'industrie allemande, s'est arrêté vers le milieu de 1900. Il a fait place à un mouvement de recul, d'abord presque insensible, mais qui, au cours de 1901, nous a menés à un état de marasme et à un manque de travail, tels que nous n'en avions pas subis depuis bien des années.

Après avoir cru aveuglément que les conjonctures favorables se maintiendraient, voire même qu'elles ne feraient que s'améliorer (et cette confiance eut pour effet une hausse continue, souvent malsaine, des prix et une production hors de proportion avec les besoins réels), on est tombé dans un état de défiance également aveugle, dont la conséquence fut la baisse extraordinaire des prix sur un marché surchargé d'offres. Vers la fin de l'année seulement, on s'est mis à apprécier plus sainement la situation, et l'on pouvait penser que la dépression avait atteint, sinon dépassé le point le plus bas qu'elle devait atteindre.

Ces espérances étaient partagées par certains consuls étrangers. L'Angleterre a pour consul général

1. *Comité central des Houillères de France*, circulaire n° 2249.

à Francfort sir Francis Oppenheimer, dont les admirables rapports devraient être traduits à nos gens de finance : ce sont, d'ordinaire, de très sûrs exposés des affaires de l'Allemagne, publique et privée. Pourtant, en son rapport de 1901[1], sir Francis Oppenheimer annonçait la fin prochaine de cette crise :

Ce n'est même pas une crise, disait-il, ce n'est qu'une dépression passagère, un retour du pendule après l'exaltation trop vive des dernières années. On est maintenant au point extrême. La consolidation ou, pour mieux dire, la digestion est presque faite. La part des spéculations malsaines est presque éliminée. Il faudra quelques mois encore pour achever le déblaiement des Sociétés non viables. A coup sûr, l'Allemagne ne retrouvera pas de longtemps l'excessive prospérité de l'*annus mirabilis*. Mais lentement, graduellement, ses affaires reprendront, à une condition pourtant : c'est que les complications politiques ne viennent pas se joindre aux complications financières.

S'il en eût été ainsi, la crise de 1902 aurait pu ne pas avoir de grands effets politiques ni, surtout, internationaux. Débarrassée des spéculations irréelles et des affaires non viables, l'Allemagne se fût remise au travail et, seuls, les financiers auraient payé la leçon : on oublie vite ces catastrophes violentes mais passagères; le vigneron du Vésuve reconstruit sa maison nouvelle sur le torrent de laves qui détruisit l'ancienne. Mais s'il fallait aujourd'hui donner clairement mon opinion, je crois, à bien considérer les causes profondes qui créèrent en Allemagne la prospérité passée et la crise actuelle, je crois que le pro-

1. *Diplomatic and Consular Reports*, n° 2851.

grès de l'Amérique a été un coup sans remède à la prééminence industrielle et commerciale de l'Empire.

Car le caractère principal de cette prospérité allemande, c'est qu'elle ne fut pas un produit de la nature, un fruit, pour ainsi dire, indigène et spontané : ce fut une œuvre humaine, une œuvre tout artificielle. dans laquelle les maigres richesses du sol et les médiocres avantages du pays n'avaient presque aucune part.

Il ne faudrait pas de nombreux exemples pour montrer comment, seules, la volonté et la science de l'homme avaient érigé sur un sol ingrat ce superbe édifice. Si l'Allemagne est devenue la plus grande puissance sucrière, ce n'est pas qu'elle fût mieux pourvue de terres fertiles ou d'engrais naturels; si elle est devenue une grande puissance métallurgique, ce n'est pas qu'elle eût en particulière abondance la houille et les minerais : si enfin son commerce a conquis le monde, ce n'est pas qu'elle fût au confluent des routes mondiales et que sa situation en fît la grande commissionnaire, l'intermédiaire indispensable de l'Europe. Agriculture, industrie, commerce, tout en Allemagne ne fut créé que par le savoir et la hardiesse de l'homme.

Or, avec les mêmes procédés, avec la même science et la même énergie, voici que les Américains dressent aujourd'hui une maison similaire, mais bien plus gigantesque. en un site, sur un terroir mille fois plus riches et plus favorables. L'invasion américaine sera, je crois, la ruine de l'Allemagne.

Il ne me semble pas que le monde actuel puisse nourrir deux organismes aussi semblables, mais placés en des conditions de vie si différentes. L'Amérique est trop bien pourvue par la nature pour que l'Allemagne disgraciée puisse lui tenir tête. C'est la concurrence américaine qui est la cause réelle et durable de cette crise allemande, et je ne vois pas que cette crise puisse entièrement disparaître tant que la cause subsistera. Notre consul de Hambourg écrit le 30 septembre 1902 :

La presse de ma résidence donne, au sujet des échanges entre le Brésil et l'Allemagne, des informations assez curieuses. La conclusion qui s'en dégage est que la rivalité économique particulièrement intense entre l'Allemagne et les États-Unis, dans l'Amérique du Sud, se poursuit au Brésil dans des conditions défavorables au commerce allemand. Les statistiques impériales et hambourgeoises accusent, en effet, une diminution constante des exportations nationales vers ce pays. Sur un chiffre de 415 millions de milreis qui constitue le total des importations du Brésil, l'Allemagne figure au quatrième rang avec 32 millions, après l'Angleterre et les colonies britanniques (130), la République Argentine (56) et les États-Unis (52). Par contre, comme marché d'exportation pour les produits brésiliens, elle occupe la seconde place avec 127 millions de milreis, après les États-Unis (371), avant l'Angleterre et ses colonies (111 1/2) et la France (100).

On attribue cette situation à ce fait que l'Allemagne aurait surtout porté ses efforts sur le sud du Brésil, qui en est la partie économiquement la plus faible, tandis qu'elle aurait négligé, à l'inverse des États-Unis, le nord, dont la prospérité s'accroît tous les jours. Dans les provinces centrales même, à Rio-de-Janeiro, où elle détenait naguère le troisième rang, elle n'occupe plus, depuis l'année dernière,

que le quatrième; les importations des États-Unis y sont devenues beaucoup plus considérables que les siennes. Elle n'est plus maîtresse du marché que dans les trois États méridionaux : Parana, Santa Catharina, Rio Grande do Sul. Mais ceux-ci ne participent que pour 7,1 p. 100 aux importations totales du Brésil, alors que ceux de Rio-de-Janeiro et de Saint-Paul y figurent pour 48 et 20,4 p. 100 et les États du nord pour 28,7 p. 100.

Voilà ce qui fait, à vrai dire, la gravité internationale de cette situation. Comment l'Allemagne en sortira-t-elle? Depuis trente ans, l'Europe a connu la paix, parce que l'Allemagne en avait besoin. Aujourd'hui encore, l'Allemagne est pacifique. Mais que nous réserve demain? La guerre, ou du moins, quelque coup de violence pourrait donner d'apparents bénéfices. A ses portes, l'Allemagne voit un tout petit État dont les immenses colonies offriraient de profitables débouchés et comme une chasse enclose, au commerce mécontent.

La baisse du commerce anglais transforma la pacifique nation de Cobden en une meute de matamores et, finalement, amena l'annexion des républiques boers à l'empire britannique. Il ne manque pas outre-Rhin, de calculateurs sans scrupules, qui voient dans l'annexion de la Hollande le seul remède aux embarras futurs.

VI

POLITIQUE IMPÉRIALE

L'Europe de la contre-révolution et le Hohenzollern. — L'isolement de Guillaume II. — « Menaces injustes. » — Guillaume II et l'Autriche-Hongrie. — La route de Macédoine. — Pest et les Slaves. — Les races supérieures. — Le Magyar et l'Osmanli. — L'exploitation germanique au Levant. — Le commerce austro-hongrois et la fermeture de Salonique. — L'affaire de Thasos. — L'industrie hongroise. — Le rôle mondial de Guillaume II.

L'année 1905 aura accompli de grandes choses au profit de l'humanité; peut-être, dans l'histoire, prendra-t-elle sa place parmi les ères nouvelles, auprès de 1789 et de 1848. Avant de finir, elle nous donna en un dernier « tableau » les flottes de l'Europe marchant contre Abd-ul-Hamid, les navires de toute l'Europe, sauf ceux de Guillaume II : rien ne pouvait mieux symboliser, je crois, les changements produits par cette année 1905.

Il y a deux années à peine, l'Europe semblait partagée, pour longtemps encore, en deux groupes de forces inégales et de conceptions irréconciliables. En Occident, la petite Europe des nations libres, des

démocraties et des parlements, pour qui les mots de travail, de paix, de justice et de liberté ne sont pas toujours, sans doute, la règle pratique de vie intérieure et internationale, mais qui, du moins, saluent en ces beaux mots l'idéal de leurs rêves et le but de leurs efforts. De l'autre côté, la masse énorme de l'Europe centrale et levantine, vouée au culte de l'autocratie divine ou militaire, cathédrale gothique d'où montent les quatre tours du piétisme prussien, de l'impérialisme habsbourgeois, du tsarisme moscovite et du khalifat ottoman.

Le Hohenzollern, le Habsbourg, le Romanof et l'Osmanli : entre ces quatre chefs de la contre-révolution s'échangeaient bien parfois — pour le public — des mots désagréables, des gestes de méfiance ou de défi. Mais, unis par les mêmes intérêts dynastiques, ces chefs de l'Europe féodale se tenaient, faisaient corps, et leur grande ombre, allongée au soleil levant, de l'Adriatique à la Caspienne, de la Macédoine à l'Arménie, couvrait le coupe-gorge où la folie d'Abd-ul-Hamid avait installé son abattoir de peuples.

A la fin de 1905, voici qu'à l'appel de l'Europe occidentale, le Romanof et le Habsbourg semblent abandonner enfin la cause du Sultan et, seul, le Hohenzollern reste à couvrir les massacreurs. Encore n'ose-t-il plus afficher trop cyniquement sa complicité dans les entreprises hamidiennes. Pour le monde et pour l'Allemagne, il doit se mettre en frais d'excuses.

Il dit au monde qu'il est avec les Macédoniens et que sa flotte marcherait si la Méditerranée n'était pas

si loin de Kiel. Et il fait entendre à ses peuples d'Allemagne qu'il doit ménager leurs intérêts commerciaux, ne pas les sacrifier aux utopies humanitaires, car, après tout, deux millions et demi de livres turques — c'est le chiffre des commandes qu'Abd-ul-Hamid a faites aux usines allemandes, le jour même où l'on apprit l'abstention de Guillaume II, — deux millions et demi de livres turques, soixante millions de francs, sont un joli salaire!

Le monde a souri de l'excuse : malgré l'odieux du rôle, le monde s'amuse encore des jeux et mines du grand acteur. Mais l'Allemagne goûtera-t-elle toujours la beauté de pareils marchandages? Faut-il croire que la conscience allemande est incapable de révolte, ou la démocratie allemande incapable de révolution?

Je sais bien que l'on ne saurait assez compter sur la discipline foncière, qui fait de tout Allemand un soldat de l'Empereur. Croire que, du Rhin à la Vistule, il se trouve aujourd'hui ou qu'il se trouvera demain un seul opposant aux décisions de Guillaume II, — j'entends un opposant véritable, capable de passer à l'acte, — serait une illusion dangereuse, surtout pour nous autres Français. Quoi que décide l'Empereur, l'Allemagne admire et ratifie.

C'est que l'Allemagne, traditionnelle et scientifique tout ensemble, ne fait bien que ce que ses pères ont déjà fait ou ce que ses pères lui ont appris. Or, les Allemands, dans leur histoire, n'ont jamais appris comment une nation secoue la royauté. Il fallait être roi de France, il faut être roi d'Angleterre, ou d'Italie,

ou d'Espagne pour compter parmi ses ancêtres un souverain expulsé par ses propres sujets. Et les services qu'a rendus le Hohenzollern à la patrie allemande sont de trop fraîche date pour que le peuple ne continue pas à confondre le dévouement à la nation avec la fidélité à l'Empereur.

Ne nous faisons donc pas d'illusions. Laissons dire ceux qui, naïvement, cherchent en Allemagne la source généreuse d'où la justice coulerait sur le monde. Sachons bien que le militarisme du Hohenzollern, — grande nef de cette cathédrale monarchique, dont les transepts, le chœur et les bas-côtés encombraient, hier encore, les trois quarts de l'Europe, — n'offre aux yeux ni lézarde sérieuse, ni tassement dangereux, aucune promesse de ruine... Mais n'oublions pas comment, dans la réalité, tombèrent maints édifices gothiques.

Quand les hérésiarques et iconoclastes du XVIe siècle s'attaquaient à une cathédrale, ils n'avaient pas besoin de monter jusqu'aux clefs de la grande voûte ni même de s'aventurer dans la forêt des colonnes. Du dehors, en coupant les ogives des arcs-boutants, en ébranlant le mur des bas-côtés ou le pied des contreforts, ils savaient que d'elle-même la besogne se ferait; car, les contreforts chancelants et les collatéraux abattus, rien ne peut conjurer l'effondrement des voûtes : quand tout un peuple de fidèles s'y voudrait employer, il n'est plus de force humaine qui puisse maintenir l'édifice contre la poussée, la lente, l'irrésistible poussée des forces naturelles, et plus la

voûte était haute et massive, plus la chute en était soudaine.

Jusqu'en 1905, le militarisme du Hohenzollern avait de toutes parts, sauf vers l'Occident, — de ce côté, il dresse encore sa façade hautaine, — une ceinture de clochers, de chapelles, de nefs latérales, de clochetons, de pinacles, d'arcs rampants ou appuyés : l'absolutisme tsarien, la bureaucratie habsbourgeoise et le régime hamidien étaient les pièces maîtresses de cette armature; une Italie dupée, une Serbie déshonorée, une Bulgarie comprimée, une Roumanie serve, un Danemark terrifié en étaient les pièces secondaires. De cette double et triple ceinture, que reste-t-il aujourd'hui et qu'adviendra-t-il demain?

Une Norvège radicale, un Danemark relevé, une Finlande et une Pologne autonomes, une Russie constitutionnelle, une Autriche démocratique, une Hongrie et Slavie fédérées peut-être, une Balkanie réformée ou libre : partout, les barrières tombant, les routes s'ouvrent aux besoins et au progrès des peuples. Et voyez les conséquences immédiates.

Lors des affaires crétoises on avait déjà vu les navires des Puissances accourir dans les eaux turques, mais pour maintenir la Crète sous le joug : c'est du moins le résultat qu'au début escomptaient les diplomates. Guillaume II marchait alors et parlait haut parmi les confédérés.

Si les choses tournèrent autrement, ce ne fut la faute que des trois amiraux italien, français et anglais, de l'amiral français surtout, qui décida la

suppression en Crète du régime hamidien. Mais, du jour où se dessina cette politique occidentale, les navires, puis le pavillon même de Guillaume II disparurent des eaux crétoises ; le jour où cette politique triompha, l'Autrichien disparut de même, et le Russe ne resta que pour retarder ou contrarier les efforts de ses collègues. Donc, malgré Guillaume II, sans l'Autriche et, presque, sans la Russie, les seules Puissances de l'Occident donnèrent à la Crète un peu de justice et de liberté.

Aujourd'hui, c'est toujours sans Guillaume II, malgré lui peut-être, que les Puissances reviennent exiger pour la Macédoine un minimum de droits. Mais la Russie semble désormais liée, tant par ses alliance et amitié que par ses nécessités internes, à la politique des peuples occidentaux, et c'est l'amiral autrichien qui conduit la flotte de ce concert européen.

Je ne me fais aucune illusion sur les résultats tangibles de l'entreprise. Je sais que volontairement les diplomates se laisseront encore duper par quelque mensonge du Sultan, ou se contenteront de promesses, tout au plus de réformes apparentes : la Macédoine, sur l'heure, ne récoltera pas grand'chose peut-être.

Mais, quand elle n'obtiendrait au dedans qu'une insignifiante réforme de ses finances, moins encore, un simple changement de ses exploiteurs et de ses financiers, elle aurait gagné au dehors quelque chose de plus, quelque chose de grand, car les peuples sau-

ront désormais que ces Macédoniens, ces révolutionnaires, ces anarchistes, dont la presse officieuse et les gens en place nous faisaient, il y a deux ans, le portrait le plus sinistre, sont en vérité les serviteurs de la civilisation et les collaborateurs de l'Europe : les Puissances proclament que le droit est du côté de la Macédoine.

En justice, la Macédoine a gain de cause; en fait, elle pourra quelque temps encore subir le déni de ses droits. Mais de la sentence proclamée à la mise en possession, le passage est inévitable : c'est une force aussi que le droit, une grande force, active, mobile, et plus rapide qu'il ne semble, et Guillaume II lui-même revendique cette arme, quand il accuse l'injustice des ennemis qui, paraît-il, menacent l'Allemagne. « Menaces injustes », disait-il en son discours du trône. Étrange parole dans la bouche d'un Hohenzollern, d'un élève de Bismarck! Existerait-il donc une justice entre les nations?

Personne en vérité ne menace l'Allemagne. Personne, — même ceux qui passagèrement en ont le plus à souffrir, — ne regrette que les peuples allemands aient trouvé le bonheur et la paix dans l'unité. C'est toujours un gain pour tout le monde, et tôt ou tard ce doit être un gain pour nous autres Français, qu'une nation soit grande et prospère.

Du jour où l'Allemagne ne mettra son avenir que dans le travail et dans la liberté, — et tôt ou tard, par le jeu des lois et forces naturelles, une Allemagne démocratique remplacera le despotisme d'aujour-

d'hui, — nous savons bien que nos droits nationaux retrouveront sécurité et bénéfices à la richesse et à la grandeur de ce voisin. Le présent nous lèse et nous inquiète. Nous attendons sans rancune, mais sans crainte, le juste avenir. Et toute l'Europe qui pense n'a pas d'autres sentiments.

Si Guillaume II ne trouve plus chez ses alliés l'aveugle dévouement qui fit si longtemps de l'Autriche et de l'Italie les serves de Berlin, ce n'est pas l'injustice d'autrui que l'Empereur doit accuser. Rien ne peut montrer aussi bien que cette affaire macédonienne pourquoi l'Allemagne impériale est aujourd'hui isolée.

Il y a dix mois, on faisait un grief à M. Delcassé d'avoir débauché l'Italie. Aujourd'hui, sans doute, c'est aux Anglais que l'on va reprocher d'avoir débauché l'Autriche. La diplomatie anglaise intervint assurément pour entraîner les gens de Vienne à l'expédition contre Abd-ul-Hamid, et l'habileté de lord Lansdowne fut pour quelque chose dans le succès. Si les *Livres Bleus* ne nous apprennent rien de précis sur les négociations entre Vienne et Londres, nous savons par les journaux qu'elles furent actives et l'on dit que le roi Édouard personnellement s'y employa. Mais qu'auraient pu les sourires d'un diplomate, ou même les promesses et belles paroles d'un roi, si les gens de Vienne n'avaient senti l'impérieuse pression des besoins populaires?

*
* *

Depuis trente ans bientôt que l'Autriche-Hongrie était en effet la chose du Hohenzollern, — et Guillaume II surtout avait fait de *son* Autriche l'instrument de ses propres desseins, la servante de ses intérêts personnels, dynastiques ou nationaux, — il fallait être aveugle pour ne pas voir que tous les intérêts des communautés slaves, hongroises, roumaines, italiennes et même allemandes, qui composent la double monarchie, étaient sacrifiés aux exigences de Berlin : la servilité de Vienne ne compromettait plus seulement la dignité du monarque et l'honneur de ses hommes d'État; elle entravait le progrès et même la vie matérielle des peuples, de tous les peuples austro-hongrois.

Est-il besoin de rappeler vingt siècles d'histoire ou seulement d'ouvrir une carte de l'Europe pour montrer le rôle éternel que la nature impose aux détenteurs de cette Autriche-Hongrie, s'ils veulent, en servant les intérêts du monde, servir leurs propres intérêts?

Au cœur de l'Europe, ce couloir et cette plaine du Danube, avec les enclaves des affluents et les annexes bohémienne et polonaise, sont assez fertiles, assez riches en troupeaux, en forêts, en mines, pour nourrir sans grand travail une population très dense : une humanité primitive pourrait se contenter d'un si beau, d'un si grand domaine, et ne point dépasser les

montagnes de son horizon. Mais ces eaux, ce Danube et ces fleuves, ces routes marchantes qui viennent du dehors et qui y mènent, ont toujours eu un rôle plus important que la terre elle-même dans la vie de cette région. De la Méditerranée vers la Baltique, de l'Atlantique vers la mer Noire, de la plaine russe vers les Alpes, des golfes tempérés vers les rivages polaires, des tribus asiatiques aux peuples européens, huit ou dix routes mondiales convergent ici et se croisent : au carrefour, Vienne ou Pest devrait être le marché central de l'Europe, si les maîtres de l'Autriche-Hongrie savaient aménager, simplement tenir ouverts et garder sûrs les chemins que leurs fleuves conduisent ou que leurs monts laissent passer.

Toutes ces routes eurent, à travers les siècles, leur influence déterminante sur la destinée du pays; chacune à son heure amena quelque changement radical dans l'existence et la race même de ces peuples.

L'une amena la civilisation romaine à travers les Alpes; l'autre conduisit la conquête germanique au long du Danube; une troisième servit aux invasions slave ou hongroise à travers les Carpathes ou les montagnes de Bohême et de Moravie. Mais alors que toutes les autres routes tour à tour prenaient, puis perdaient le rôle principal, l'une d'elles conservait toujours son rôle secondaire, mais essentiel.

C'est la route qui jadis, aux siècles grecs et byzantins, amena la civilisation méditerranéenne vers la sauvagerie celtique, dace ou hongroise; c'est la route qui devrait aujourd'hui ramener la civilisation euro-

péenne vers la barbarie levantine. C'est, vers la Macédoine, la route qui descend le Danube, franchit la Save à Belgrade, entre dans le couloir de la Morawa, gagne les défilés et la descente du Vardar et va trouver à Salonique le fond du golfe méditerranéen.

De l'Archipel à la Baltique, des forêts septentrionales au verger méditerranéen, c'est le chemin le plus direct, le plus rapide, le plus commode, le plus court en vérité. Et des peuples du nord aux peuples du midi, des gens de la bière aux gens du vin, des mangeurs de pain noir et de choucroute aux mangeurs de riz ou de pain blanc, des glaces et des fourrures aux mûriers, aux oliviers, au soleil, quels échanges continus devrait établir cette traversière de l'Europe pour le profit de tous les riverains, pour le profit surtout des maîtres du carrefour!

Mais Vienne, Raab, Bude, Mohacz, Pétervaradin, Karlowitz, Belgrade, Passarowitz, Uskub, vingt autres noms encore de batailles ou de traités viennent à chaque étape rappeler que depuis quatre siècles, depuis l'entrée des Turcs en Europe, cette route ne fut qu'un passage d'armées, où, comme en un ballet de passes bien réglées, Musulmans et Chrétiens s'avancèrent et reculèrent tour à tour, toujours se massacrèrent les uns les autres et se pillèrent à l'envi.

Durant deux siècles (XVIe et XVIIe siècles), les Turcs coururent et sabrèrent jusqu'à Vienne. Durant un autre siècle (XVIIIe siècle), ils oscillèrent de Bude à Belgrade suivant les fortunes du combat, tantôt

garnisaires de Bude, tantôt assiégés de Belgrade. Au cours du dernier siècle, ils reculèrent définitivement, se replièrent derrière le Danube, puis derrière la Save, sur la Morawa, sur le Vardar enfin. Mais le soldat de Vienne ne les suivit pas dans leur retraite : sans les harceler plus loin, il s'arrêta au bord de la Save.

Alors, on proclama l'utilité, la sainteté, l'intangibilité de l'Osmanli. On enseigna ce dogme à tous les diplomates, dès leur plus tendre duvet, jusqu'au jour où le Congrès de Berlin oublia de respecter le Rubicon : de l'autre côté de la Save, en pleine péninsule balkanique, ce Congrès enleva au Turc quatre de ses victimes et mit la Bosnie et l'Herzégovine sous la loi effective de l'Autriche, la Serbie et la Bulgarie sous la protection lointaine de l'Europe.

Pour compléter l'œuvre de défense austro-hongroise et de pénétration européenne, pour assurer aussi l'œuvre de concorde balkanique il eût été indispensable d'entreprendre la pacification sociale et la réforme administrative de la Macédoine, l'ouverture complète de la route jusqu'à Salonique, et, par ce lien d'échanges, la conciliation des hommes et des intérêts, l'apaisement des rancunes et des fanatismes. Mais d'une façon systématique des gens de Vienne négligèrent ou nièrent ce devoir : une Macédoine pillée et massacrée, improductive pour elle-même et inutile pour le reste du monde, intenable aux indigènes et impénétrable aux étrangers, leur

semblait la condition essentielle du bonheur austro-hongrois ! Et durant vingt-cinq ans les gens de Pest, plus proches cependant de l'enfer macédonien, plus intéressés à la sécurité de la route et au développement du commerce, se laissèrent persuader qu'eux surtout avaient tout à gagner à la torture de la Macédoine, tout à craindre de sa libération et de sa prospérité.

Des raisons de politique intérieure semblaient motiver cette diplomatie criminelle : les Slaves de Transleithanie étaient les victimes des gens de Pest, dupés par les gens de Vienne. Les dissensions de 1866 et les batailles de 1848 avaient mis dans les cœurs magyars la haine ou le mépris de ces Croates et de ces Serbes, dont le loyalisme envers le Habsbourg avait retardé de dix-huit ans l'émancipation de la Hongrie. Gardant leurs idiomes nationaux, attachés à leurs églises nationales et à leur patriotisme, revendiquant leur culture propre et leur autonomie, ces Slaves menaçaient — disait Vienne — de faire dans la Transleithanie magyare la même scission dont rêvaient leurs cousins de Moravie et de Bohême dans la Cisleithanie autrichienne.

Or, ces Slaves transleithans, ces Serbes et ces Croates, tournaient volontiers leur sympathie ou leur pitié vers leurs frères balkaniques, surtout vers les autres peuples serbes que tous les liens de la parenté et de la vie unissent aux Slaves de Hongrie. Une « Grande Serbie », touchant à l'Adriatique par l'Herzégovine et le Monténégro, à l'Archipel par la

Macédoine, au Balkan par la Serbie actuelle! Ce rêve, qui ne hantait pas encore la foule serbo-croate, enchantait du moins les espoirs de l'élite.

Et le Magyar se demandait avec effroi ce que deviendrait sa petite Hongrie en face de cette énorme Slavie du sud, tandis que vers le nord une autre Slavie se formerait peut-être, réunissant Tchèques, Moraves, Polonais, Ruthènes. Ces deux Slavies pourraient s'unir en une seule masse hostile à la patrie hongroise, car une troisième puissance se flattant d'amener un jour à son Kremlin de Moscou tous les hommages du slavisme, proclamait la nécessité d'une Panslavie.

Dans le passé déjà, cette union panslaviste s'était faite contre le Magyar : en 1848, c'était la coalition des Serbo-Croates et des Russes, au service des gens de Vienne, qui, seule, avait pu mater la révolution hongroise. Qu'en 1878, au lendemain du Congrès de Berlin, trente ans après Jellacich et Paskiéwitch, les Hongrois n'eussent pas oublié cette coalition; qu'ils en aient redouté pour l'avenir quelque renouvellement fatal à leur indépendance : personne en France, où depuis trente-cinq ans nous n'avons pu oublier certaines choses, ne trouverait à s'en étonner. Mais que ce spectre du panslavisme ait continué d'effrayer les Magyars jusqu'en 1905, vingt-cinq ans après l'émancipation de la Bulgarie, voilà qui surprendrait peut-être si l'on ne savait que, chaque jour, durant ces vingt-cinq années, les gens de Pest furent réchauffés en leurs colères ou réveillés en leurs inquiétudes par

les calomnies de Vienne et les théories « scientifiques » de Berlin.

Depuis vingt-cinq ans, de 1880 à 1905, devant l'exemple de la Bulgarie, il fallait, en vérité, fermer les yeux pour ne pas voir ce que devient un peuple slave, affranchi par les apôtres et les soldats du panslavisme et revendiqué un instant par le tuteur de Moscou. Du jour où la Bulgarie prit conscience de ses besoins et put disposer de son choix, le Bulgare est-il resté un jouet de la férule moscovite, un simple pilier de la Grande Slavie? N'est-il pas devenu la sentinelle avancée de l'Occident, le disciple et le correspondant de notre civilisation, de notre commerce, de notre idéal européen? Qui sait mieux parler aujourd'hui de progrès, de justice et de liberté? Et qui sait mieux agir en conséquence, mieux éduquer la foule, la tirer de l'ornière où trois cents ans d'oppression turque et d'exploitation phanariote l'avaient écrasée?

Le Bulgare (et tout peuple libéré, slave ou non, fera toujours de même : les souvenirs de servitude rendent ombrageuse l'indépendance de l'affranchi) le Bulgare n'a pas engagé son avenir dans quelqu'une de ces combinaisons mystiques ou bestiales, que voudraient établir les politiciens de la race, — les *raciens*, si j'ose dire, — entre tous les descendants d'un ancêtre sauvage, entre tous les produits d'une même femelle ou d'un même étalon, entre tous les participants d'une hérédité mauvaise (car les vices ou les tares s'héritent, hélas! plus facilement et plus

longtemps que les qualités ou les vertus) et d'une tradition arriérée.

Tradition, hérédité, descendance : les *raciens* voudraient imposer à la vie internationale la tyrannie du passé; avant 1789, leurs théories auraient été de mise; mais, depuis un siècle, nous avons appris au monde, nous autres Français, à vivre dans le présent, à regarder vers l'avenir, et à juger les hommes, non sur leurs figures ou leurs ancêtres, mais sur leurs actes et leurs principes. Quand les Magyars se vantent justement d'avoir été les plus constants adeptes de nos idées françaises, comment ont-ils pu mettre vingt-cinq ans à s'apercevoir qu'un Slave éduqué devient un Européen comme nous, qu'une Slavie libérée comprend ses intérêts et ses devoirs, ne vend pas ou ne livre pas à d'autres la disposition de ses destinées, mais cherche parmi ses voisins à concilier ses besoins nationaux avec les besoins des nations voisines et, respectant le droit d'autrui, exige aussi qu'on respecte le sien?

C'est qu'amis constants, mais un peu lointains, de la France, les Magyars étaient d'abord les alliés de Berlin, les associés de la force prussienne, les admirateurs un peu trop crédules de la science germamique, — et l'on sait de reste quels crimes contre l'humanité peut accomplir la force prussienne et quelles erreurs de conduite la science germanique semble parfois légitimer.

Science des races, science des langues : parce que l'ethnographie découvre une différence évidente entre

les peaux, noires, blanches ou jaunes, les tignasses, plates, crépues ou frisées, les cheveux, noirs, châtains ou blonds, les crânes, ronds ou longs, et parce que la linguistique établit une distinction certaine entre les parlers, sémitiques ou indo-européens, slaves ou germaniques, celtiques ou latins, on veut couper l'humanité en tranches « scientifiques », au mépris des désirs individuels, des affections nationales, de la justice universelle, et l'on organise le monde suivant une hiérarchie « naturelle », où les hommes et les peuples n'ont de droit au bonheur, à la vie, qu'en raison de leur parenté avec les races, de leur familiarité avec les langues que l'on proclame supérieures.

Supérieurs, et, pour ainsi dire, suprêmement supérieurs, sont les peuples du Hohenzollern. Inférieurs, tous les autres, mais avec des degrés; car, du Nègre, chair à torture coloniale, jusqu'à l'Empereur, représentant de Dieu, les hommes et les peuples s'échelonnent sur les degrés d'ignonomie, d'honneur ou de splendeur, que leur a mérités dans l'estime allemande leur hostilité ou leur servilité envers le Maître.

Les Slaves occupent l'un des degrés plus bas, parce qu'ils ont toujours fourni les ennemis les plus vaillants ou les victimes les moins résignées du Hohenzollern, parce que Berlin même n'existe qu'à leurs dépens et que leur sourd travail de « lapins » fouisseurs (le mot est du chancelier de Guillaume II) mine sans trêve le bel arrangement de cette hiérar-

chie à la prussienne. Plus bas que les Latins, plus bas même que les Français, c'est au niveau des Jaunes, chair à pénétration économique, qu'il faut reléguer ces faux Européens, ces voisins de l'Asie, ces cousins des Jaunes, en vérité. Et même il est des Jaunes qui, ayant lié partie avec le Hohenzollern, doivent passer bien avant ces Blancs « mauvais teint ». Le Turc et le Magyar ne sont que des Jaunes après tout, mais des Jaunes au service du Maître.

Mépriser le Slave, le dépouiller, l'opprimer, ne jamais lui venir en aide, mais exciter, armer et soutenir ses ennemis : c'est la leçon que, depuis trente ans, les gens de Pest ont reçue de Berlin, et, nation de soldats, ils n'ont que trop fidèlement suivi ce mot d'ordre. On leur a, de plus, enseigné que, jaunes comme le Turc, ils devaient aider l'Osmanli dans ses habituelles besognes, couvrir de leur chevaleresque renommée ses vices les plus répugnants et ses attentats les plus odieux : par sentiment de famille, ces gens d'honneur ont apporté leurs hommages aux pieds d'Abd-ul-Hamid!

Durant vingt-cinq ans, de 1880 à 1905, c'est ainsi que la Hongrie ne fut, entre Berlin et Yildiz-Kiosque, que la courtière, — et la dupe. Car c'était duperie, le spectre du panslavisme; duperie, la communauté de race entre les houssards de Rakoczi et ce ramassis de Byzantins, de Circassiens, d'Arabes, de Syriens, de Phanariotes, de Francs renégats, que sont aujourd'hui les Turcs de Stamboul; duperie, la prétendue parenté d'un honnête Magyar avec ce louche mulet

arméno-kurde qu'est Abd-ul-Hamid; duperie encore, et coûteuse duperie, la fermeture de cette route macédonienne qui, ouverte, aurait fait des Magyars les libérateurs et les éducateurs, mais aussi les premiers bénéficiaires de l'indépendance balkanique; duperie surtout, et odieuse duperie, l'arrêt de circulation et de justice entre Pest, terminus de la civilisation européenne, et Salonique, entrée de la barbarie levantine.

Pour détromper les gens de Pest, il a fallu que la révolution russe vînt supprimer leur vaine terreur de l'Ogre et leur prouver que Slave n'est pas à jamais synonyme d'esclave, mais que les Slavies, elles aussi, aspirent au bonheur d'être libres et que Moscou aura désormais, de longues années durant, une besogne plus pressante que de grouper les forces de la barbarie contre les avant-gardes de la raison occidentale. Et il a fallu que l'associé et l'allié allemands appesantissent sur la Hongrie leurs exigences, que Vienne et, derrière Vienne, Berlin réclamassent pour leur langue supérieure l'éternel monopole du commandement.

« Parité de droits », dit la constitution de l'Empire dualiste; mais un Prussien ne reconnaît l'égalité qu'à un Prussien et quand un autre peuple, fût-ce un allié, fût-ce un ami, ose revendiquer ses droits égaux, Berlin a tôt fait de déchaîner contre lui la force brutale des hommes ou des choses.

Contre le Magyar, Vienne, depuis 1848, croyait tenir en réserve la force brutale des Serbo-Croates.

Aujourd'hui encore, pour gagner ces Slaves, Vienne semble prêter attention à quelques-uns de leurs griefs : sa feinte compassion aux malheurs de la Macédoine n'a pas d'autre origine peut-être. Mais Pest, usant du même jeu, fait aux Slaves du dedans et du dehors les mêmes avances : la Macédoine a profité de cette rivalité austro-hongroise, comme jadis elle pâtissait de l'entente. La diplomatie anglaise a su guetter, puis saisir le moment décisif où l'on pouvait entraîner les deux rivaux au service de la cause macédonienne et faire de l'amiral austro-hongrois le chef de la flotte européenne. Le mérite d'une telle opération n'est pas médiocre. Mais l'Angleterre n'eût pas réussi, je crois, sans la collaboration de Guillaume II.

*
* *

Les vertus et qualités de Guillaume II sont voyantes et retentissantes ; ses défauts ne le sont pas moins : au service d'une politique personnelle, il met un égoïsme plus personnel encore. De toute cette combinaison turco-magyaro-austro-allemande, dont le résultat le plus visible était la ruine de la Macédoine, un autre résultat non moins clair était l'enrichissement des financiers et commerçants prussiens.

De Guillaume II et de ses gens, Abd-ul-Hamid achetait, en bonne monnaie sonnante, les instruments à torturer les peuples de son empire. Vienne et Pest ne concouraient donc à la ruine de la Macé-

doine, — dont la prospérité aurait fait leur propre richesse, — que pour assurer de plus gros péages aux banquiers et armuriers de Berlin. Dans les livres d'enfants, on raconte de pareilles histoires entre loups, singes, renards et lions, et, dans ces fables, il est de bonnes bêtes qui ne se lassent jamais de tirer les marrons du feu. Dans la vie réelle, entre hommes, il n'en est pas toujours ainsi : d'un commun accord, oubliant leurs autres rivalités, il est possible que Vienne et Pest se lassent d'entretenir à leurs frais, aux dépens de leur industrie et de leur commerce, le brasier balkanique d'où le seul Guillaume II tire — comme on dit chez nous — de l'or en barres.

Qu'ici encore la diplomatie anglaise soit intervenue pour mettre en valeur le contraste; qu'elle ait su parler affaires, invoquer des chiffres, lire à Vienne les rapports des consuls britanniques sur la situation du commerce en Macédoine : l'argument est-il de mauvaise guerre ou déplacé dans la bouche de ces commerçants? Le consul anglais à Salonique écrit en juin 1905 :

Le commerce dans son ensemble fut meilleur en 1904 qu'en 1903; les importations et exportations furent plus élevées, et ce progrès est dû à l'état moins troublé de la province durant la première moitié de l'année, mais surtout à d'excellentes récoltes. On espérait pour la fin de l'année une grande activité dans les affaires; mais cet espoir fut entièrement déçu. Imaginer qu'une plus grande sécurité règne en ce pays et que les affaires, par suite, vont énormément grandir — comme on le prétendait en certaines sphères — est d'un optimisme ridicule. Rien n'est

plus éloigné de la vérité; le pays est aussi peu sûr que jamais et le commerce ne montre quelque amélioration qu'en comparaison de la très mauvaise année que fut 1903[1].

Qui souffre le plus de cet état de choses? Les nations maritimes ne font guère qu'acheter en Macédoine : elles viennent prendre à Salonique et à Kavala les blés, les tabacs et les peaux. Mais où le Macédonien achète-t-il les draps, les fers, les sucres, les articles et produits grossiers dont sa misère l'oblige à se contenter?

Pour les fez et pour le papier à cigarette, l'Autriche-Hongrie a pratiquement le monopole de l'importation. Tous les fez importés sont faits en Autriche-Hongrie, et des vingt-quatre mille livres sterling de papier à cigarette, dix-huit mille sont d'origine austro-hongroise.

Le Musée commercial de Hongrie a des agents permanents à Uskub; ce sont en vérité des voyageurs de commerce résidents. La première place dans les importations est tenue par l'Autriche-Hongrie, qui a l'avantage de la proximité et dont les manufacturiers s'efforcent de compléter cet avantage naturel par tous les moyens[2]...

A quoi bon les enquêtes des agents commerciaux et les efforts des manufacturiers, si les diplomates sacrifient le commerce austro-hongrois aux petits bénéfices de Guillaume II?

Tôt ou tard, cette question devra, presque d'elle-même, s'imposer aux gens de Vienne comme aux gens de Pest. Au lieu d'une Turquie ravagée, ils

1. *Diplomatic and Consular Reports, Annual Series*, n° 3430.
2. *Idem, ibid.*

devront sentir tôt ou tard le besoin d'une Macédoine prospère. Au lieu de lignes stratégiques et de wagons blindés, promenant d'Uskub à Salonique et de Monastir à Dédéagatch les canons, fusils, cartouches et harnais germaniques, il leur faudra, à eux, des trains rapides ou de paisibles convois, circulant sans coups de feu ni risque de pillage et distribuant à chaque station camelote et commis-voyageurs.

Il est encore possible que l'Angleterre ait soufflé aux commissionnaires de Pest cette ambition de sleeping-cars et d'une Malle des Indes qui, sur la route d'Ostende à Salonique, emprunteraient le réseau austro-hongrois et feraient de Vienne et de Pest les étapes de cette route mondiale entre Londres, Port-Saïd et Bombay. Mais il est plus vraisemblable qu'une dernière combinaison de Guillaume II exaspéra les colères du commerce austro-hongrois : l'affaire des mines de Thasos.

Sur le bord de la Macédoine, Thasos est une île minière où deux protégés français et autrichien avaient obtenu des concessions. Un beau jour, le Sultan dispose de ces mines en faveur d'une compagnie allemande, et, à Constantinople pour ces mines de Thasos, comme à Fez pour les travaux de Tanger, l'ambassadeur de Guillaume II exige que les ayants-droit soient frustrés sur-le-champ : tout au plus les ambassadeurs d'Autriche et de France obtiennent une promesse d'indemnité à leurs nationaux.

Cette piraterie n'est qu'un début : pour charger la calamine de Thasos, les Allemands installent un

service de vapeurs; ils viennent à Kavala déposer les produits et manufactures germaniques, qui leur servent de fret à l'aller, et que la calamine remplace comme fret de retour. Kavala, port de la Macédoine orientale, était sous le monopole austro-hongrois; depuis un siècle, le *Lloyd* exploitait cette escale : en 1903, 167 vapeurs austro-hongrois y entraient, tandis que le pavillon allemand n'était représenté que par 17 bateaux; en 1904, les Austro-Hongrois ont encore 106 bateaux, mais les Allemands en ont 96. Et la même invasion menace Salonique où 45 vapeurs allemands entraient en 1903 : il en vient 58 en 1904.

Le consul d'Angleterre à Hambourg écrivait en 1901 :

La *Compagnie allemande de bateaux à vapeur au Levant* a augmenté en 1899 son capital (de 110 000 livres sterling à 200 000 livres) et sa flotte (de 15 vapeurs à 20). En 1900, elle a fait une convention avec le gouvernement impérial pour un service de malles-postes vers les ports du Levant. L'établissement d'un nouveau service entre Hambourg et les Échelles de Syrie, par Anvers, Lisbonne, Malte, etc., fait toucher ses vapeurs à tous les ports de la Méditerranée orientale, de la mer Noire et de la mer d'Azof. Des réductions de fret sont combinées entre les chemins de fer et la Compagnie pour favoriser l'exportation au Levant des marchandises venant de l'intérieur de l'Allemagne; les exportations en Turquie, Bulgarie et mer Noire vont devenir de plus en plus difficiles pour les nations qui ne jouissent pas de tels avantages et qui ne pourront plus lutter contre les exportateurs allemands.

Le même consul écrit en 1902 :

On dit que la *Compagnie du Levant* est sur le point d'acquérir la flotte de la Compagnie turque *Egée* : 15 bateaux

d'un tonnage de 10 400 tonnes, qui font le service entre les ports turcs. La nouvelle n'a pas encore été confirmée. Cette *Compagnie du Levant*, aussi bien menée que les autres entreprises hambourgeoises, s'efforce depuis 1895 de développer le commerce allemand à travers la Méditerranée levantine : elle a été grandement aidée par le système de tarifs différentiels sur les chemins de fer germaniques. Ses vapeurs, qui touchent maintenant à toutes les Échelles jusqu'au fond de la mer Noire, rendent — si l'on en croit des témoins dignes de foi — la concurrence de plus en plus impossible aux autres pavillons et le commerce allemand de plus en plus prospère en Turquie.

Dans son rapport annuel, la *Chambre de Commerce* française écrit de Constantinople : « La *Compagnie allemande du Levant* a d'excellents bateaux, de bons marins et des directeurs qui, cherchant tous le progrès, rendent service non seulement à leur Compagnie mais à tous les intérêts du commerce allemand. A Rodosto, le pavillon allemand a pris la première place; le blé de Rodosto entre maintenant en France par Anvers, où touchent les vapeurs de la Compagnie. A Varna, les résultats dépassent toute prévision; le service de chaque quinzaine donne aux produits allemands la place que tenaient jusqu'ici les marchandises austro-hongroises.

Le même consul écrit en 1903 :

En septembre 1901 est entré en vigueur un nouveau tarif différentiel pour les marchandises, qui, des villes manufacturières de l'intérieur, sont expédiées au Levant. Ce tarif supplémentaire concerne les fers, aciers, matériel de chemins de fer, machinerie, etc., à destination de Smyrne, d'Alexandrie et de cinq ou six ports secondaires. Ce tarif introduit aussi une classification nouvelle pour les fers et aciers à destination de la mer Noire. On ne prête pas chez nous assez d'attention, je crois, aux progrès commerciaux que ces tarifs ont permis de réaliser aux exportateurs allemands.

Du même consul, en 1904 :

J'ai souvent appelé l'attention sur les tarifs différentiels, combinés entre chemins de fer et Compagnie du Levant, et sur les avantages considérables qu'en retire le commerce allemand vers la Grèce, l'Égypte, la Turquie et la mer Noire. Depuis l'an dernier, une concurrence s'est établie : un tarif austro-hongrois, sur les mêmes principes que le tarif allemand, a été combiné pour détourner vers Trieste les frets à destination des Échelles levantines. Il paraît que les taxes de ce tarif austro-hongrois sont encore inférieures aux taxes allemandes. On annonce par suite une réduction de celles-ci et une nouvelle édition du tarif allemand.

Du même consul, en 1905[1] :

Les résultats financiers de 1903 pour la *Compagnie du Levant* n'avaient pas été satisfaisants, à cause de la situation troublée de la Turquie. Ceux de 1904 ont été bien meilleurs; le profit net dépasse 36 000 livres sterling, et si la Compagnie n'a pas encore donné de dividende, c'est qu'elle a augmenté son fonds de réserve. Le trafic de marchandises entre l'Allemagne et les Échelles du Levant et de la mer Noire a encore augmenté : le nombre des passagers a diminué. Un service mensuel a été établi vers Haïdar-Pacha, terminus sur le Bosphore du chemin de fer de Bagdad. Un autre service mensuel fonctionne entre l'Égypte et Rotterdam, pour fournir régulièrement le coton égyptien aux usines rhénanes.

J'avais annoncé de nouvelles diminutions dans le tarif des transports allemands. Le nouveau tarif, publié à la fin de 1903, en comporte quelques-unes, mais bien moins fortes et bien moins nombreuses qu'on ne les attendait. Il faut dire que le tarif austro-hongrois ne semble pas avoir réussi à combattre les progrès de l'exportation allemande

1. Pour tout ceci et pour ce qui précède, voir *Diplomatic and Consular Reports, Annual Series*, nos 2628, 2821, 2998, 3186 et 3393.

au Levant. Les statistiques officielles montrent bien ces progrès de 1899 à 1903; ils sont dus surtout aux tarifs de transports :

Exportations de Hambourg au Levant.

(*En milliers de livres sterling.*)

	1899	1903
Bulgarie	42,5	78,8
Turquie d'Europe	360,3	739,1
Asie-Mineure	85,8	259,7
Syrie	11,7	121,9

Au sujet du commerce levantin, voilà donc la rivalité, presque la guerre de tarifs établie entre les deux chefs de la Triple Alliance, et cette rivalité coûte cher aux gens de Fiume et de Trieste : pour ne prendre qu'un article, Trieste a vu diminuer d'année en année ses exportations de sucre en Turquie, 95 000 tonnes en 1902, 73 000 en 1903, 67 000 en 1904.

L'Allemagne assurément a le droit de développer son commerce levantin, par tous les moyens honnêtes. Mais envers un ami et un allié, est-ce un procédé, non pas même amical, honnête seulement, que diriger toute la politique levantine de l'alliance vers le seul résultat de fermer au commerce austro-hongrois la route de Salonique, d'où les marchandises austro-hongroises, amenées sans grands frais, atteindraient sans peine les Échelles d'Europe et d'Asie?

En maintenant l'anarchie en Macédoine, Guillaume II force les marchandises austro-hongroises à prendre le grand détour de Trieste et de l'Adriatique. De Pest à l'Archipel par Salonique, ces mar-

chandises auraient 600 kilomètres de voie ferrée; de Pest à l'Archipel par Fiume ou Trieste, elles ont 300 kilomètres de rail et quelque mille kilomètres de mer.

Et les ambitions prusiennes ne s'arrêtent pas là. Pour faire de Hambourg un vrai port mondial, il faut tout le trafic de l'Europe centrale : Berlin propose donc à ses amis et alliés un système de canaux entre le Danube et l'Oder, puis l'Elbe, entre le Danube et la Moldau, puis l'Elbe, entre l'Oder et la Vistule, puis l'Elbe, bref un réseau complet de voies fluviales qui drainerait vers le fleuve de Hambourg tous les chargements à destination du monde extérieur et qui amènerait à Hambourg toutes les matières et manufactures pour la consommation de l'Europe austro-magyaro-allemande.

En fin de compte, c'est à Hambourg que devraient s'embarquer les marchandises austro-hongroises à destination du Levant; par ses combinaisons de tarifs, Berlin leur rendrait cette voie préférable ou toute autre voie impossible.

Ce résultat de la Triple Alliance échappa aux calculs des gens de Pest tant qu'ils ne donnèrent à leur commerce qu'une attention distraite : gens de tribune et d'épée, la bataille politique prenait alors toutes leurs heures. Mais, depuis dix ans, ils ont entrepris de devenir, eux aussi, un peuple d'affaires :

En ces dernières années, la Hongrie s'est efforcée, d'une façon systématique et sur un plan donné, de créer de nouvelles industries et de développer les anciennes par l'as-

sistance de l'État, afin que le pays perde son caractère de contrée strictement agricole. L'importance de cette évolution mérite que l'on en montre par quelques statistiques les résultats.

C'est de 1881 que date la première assistance de l'État hongrois à l'industrie : des exemptions d'impôts furent accordées, qui amenèrent la création de 195 manufactures diverses et de 266 distilleries agricoles. En 1889, réorganisation de l'administration centrale, création d'un ministère du Commerce et d'un ministère de l'Agriculture, chargés de développer le trafic et l'industrie : l'amélioration des finances concourut à cet effort. En 1890, nouvelle loi pour le développement de l'industrie; outre les exemptions d'impôt, une assistance pécuniaire est donnée par l'État aux entreprises nouvelles, en partant des principes que voici :

1° L'activité industrielle dépend avant tout de l'entreprise privée;

2° Mais des encouragements spéciaux sont dus aux industries qui favorisent la production agricole et minière;

3° Il faut encourager les industries qui fournissent à la consommation générale;

4° Il faut introduire et encourager les industries qui peuvent aider les industries déjà existantes dans le pays.

Transports à prix réduits, exemptions d'impôts, commandes de l'État, subsides pécuniaires, éducation professionnelle des ingénieurs et de la main-d'œuvre, tels sont les moyens employés. L'exemption d'impôt peut durer quinze ans. L'assistance pécuniaire s'est élevée annuellement à un total d'un million de couronnes; il faut compter que, de 1890 à 1900, cinq millions de couronnes ont été distribuées à la grande industrie, sans compter les subsides à la petite. Voici quelques-uns de principaux résultats :

Production minière et métallurgique.

(*En millions de couronnes.*)

1892	1894	1896	1898	1900	1902
64	73	85	96	106	103

Production sucrière.

(*En milliers de quintaux.*)

1898	1899	1900	1901	1902
2 030	2 467	2 504	2 877	2 627

Lignes ferrées.

(*En kilomètres.*)

1855	1865	1875	1885	1895	1902
557	2 160	6 422	9 002	13 921	17 407

Il faudrait pourtant[1] que ces chemins de fer servissent et « payassent », que ces manufactures eussent au dehors des débouchés. N'est-ce pas un paradoxe économique ou le résultat d'une folle conduite que l'industrie et le commerce hongrois, placés aux portes du monde levantin, installés sur les grandes routes terrestres et fluviales qui y mènent, ne fassent que des affaires insignifiantes dans les Échelles d'Europe et d'Asie?

Exportations hongroises.

(*En milliers de couronnes.*)

	Autriche.	Allemagne.	Turquie d'Europe.	Turquie d'Asie.
1900. .	949	141	7	3
1901. .	903	140	7	4
1902. .	947	154	6	2

Sur les treize cents millions de couronnes (en chiffres ronds) de l'exportation hongroise, l'Autriche et

1. Pour tout ce qui précède et ce qui va suivre, cf. *Diplomatic and Consular Reports, Annual Series*, n° 3343.

l'Allemagne figurent pour onze cents millions; de même à l'importation en Hongrie, sur onze cents millions de couronnes, l'Autriche et l'Allemagne figurent pour neuf cent cinquante. Dans la proportion des 5/6, c'est donc Vienne et Berlin qui contrôlent le total du commerce hongrois. Tant que la situation économique sera telle, que pourra signifier la parité constitutionnelle des droits entre les deux États de l'Empire dualiste?

Les Magyars pourront se révolter contre les exigences de Vienne et de Berlin : on les tient! et les gens de Pest savent, par une expérience personnelle, où peut mener la dépendance économique; depuis trente ans bientôt, c'est par là qu'eux-mêmes ont tenu et mené la Serbie, par là qu'ils l'ont opprimée, livrée aux folies d'Alexandre et de Milan.

Si la Hongrie veut être libre, elle sent aujourd'hui qu'elle doit ouvrir à son commerce les portes du Levant. La route de Vardar lui est nécessaire. La pacification et la prospérité de la Macédoine lui deviennent indispensables pour donner aux usines hongroises une ferme qui peut doubler l'étendue de ses champs, le chiffre de ses troupeaux, le nombre de ses habitants, varier à l'infini sous le plus admirable des climats le genre et la nature de ses produits. Il faut que Pest ait en Salonique son Rotterdam pour que les Échelles du Levant entrent enfin dans la clientèle.

Je dis : son Rotterdam, et non pas un autre Fiume. Comme Rotterdam hollandais sert de port maritime

au Rhin allemand, il faut que Salonique ottomane serve de débouché sur la mer aux convois de la Hongrie, de la Serbie, de l'Europe centrale : pour obtenir ce résultat, il n'est pas besoin que le drapeau serbe ou hongrois flotte à Salonique comme à Belgrade ou comme à Fiume, et les Magyars savent bien que l'annexion de la Macédoine leur attirerait autant de maux que sa pacification peut leur valoir de bénéfices.

Mais ce fut encore une habileté de la diplomatie bismarckienne d'agiter, si longtemps, le spectre magyar devant les nations de l'Occident, tandis qu'elle agitait devant les Magyars le spectre panslaviste : « Gare à Salonique! Si vous enlevez la Macédoine au couteau d'Abd-ul-Hamid, vous la livrez à la baïonnette austro-hongroise ». Les gens de Pest savent qu'une Macédoine annexée donnerait dans le royaume transleithan une écrasante supériorité aux nations slaves, susciterait contre le Magyar les haines de tous les peuples balkaniques et lui vaudrait, sinon une guerre permanente contre ses voisins de Cettigne, de Belgrade, de Sofia, et contre l'Europe, du moins la charge presque aussi lourde d'une occupation militaire et d'une possession toujours menacée.

Non, pas d'annexion : ce qu'il faut aux Magyars comme aux peuples des Balkans, comme à l'Europe comme au Turc lui-même, bref, ce qu'il faut à l'humanité, c'est le contrôle financier et militaire des Puissances, la paix et l'ordre sur la route du Vardar. Mais c'est aussi ce dont ne veut pas Guillaume II. Dans cette Macédoine, comme en Russie, comme en

Chine, comme au Maroc, comme partout, les intérêts de Guillaume II sont contraires aux besoins de l'humanité.

Depuis le début du XXe siècle, nous assistons à de grands changements, qui portent sur tous les peuples de l'univers, qui remuent toutes les questions sociales et politiques, morales et économiques. Au cours des six années qui viennent de finir, le monde a plus changé, je crois, que durant les vingt-cinq dernières années du XIXe siècle. Mais, au fond de tous ces changements, il est un phénomène identique : alors que l'humanité entière se met en marche vers une justice plus équitable, vers une paix fondée sur le droit, vers un bonheur démocratique, le seul Guillaume II croit son destin lié à la défense des vieilles choses, des crimes hamidiens, de la barbarie marocaine, de l'autocratie tsarienne, du « péril jaune », de la misère chinoise, du caporalisme, de la monarchie de droit divin...

En travers de la marée montante, ce gros cuirassé se croit bien ancré sur le profond loyalisme de l'Allemagne, bien amarré sur l'admiration et le patriotisme populaires. Mais il est des marées contre lesquelles rien ne peut tenir, et ce n'est pas un petit danger pour la paix de l'Europe qu'un beau matin ce cuirassé énorme puisse partir à la dérive ou, affolé, quitter son port d'attache et s'en aller dans les eaux d'autrui chercher quelque diversion à ses inquiétudes, quelque revanche à ses déboires.

VII

RÊVE MONDIAL

De Mogador a Casablanca. — La politique mondiale du chevalier de Razilly. — L'anarchie marocaine et le poste de Mogador. — Commerce marocain et commerce africain. — Mogador et le commerce mondial. — Les Eldorados de l'Amérique du Sud. — Les ports atlantiques du Maroc. — Explorations et ambitions allemandes. — L'Afrique musulmane. — Les sphères d'influence en Chine et en Amérique.

En 1902, quand l'ambassadeur de France à Berlin parla de nos projets sur le Maroc, le gouvernement de Guillaume II lui fit entendre que, si jamais la liquidation marocaine venait à s'ouvrir, l'Empereur réclamerait peut-être quelque port ou quelque territoire de la côte atlantique.

En mars 1904, quand les accords franco-anglais se discutaient, les coloniaux et pangermanistes émettaient au Congrès d'Esslingen le vœu que le gouvernement impérial développât les intérêts économiques de l'Allemagne au Maroc et s'établît dans la région occidentale.

En juin 1904, après la conclusion des accords

franco-anglais, la *Société coloniale allemande* et l'*Union pangermanique* exigeaient, au nom des intérêts politiques et économiques de l'Allemagne, une acquisition à la côte océane.

Durant toute l'année 1905, surtout après le discours de l'Empereur à Tanger, les mêmes exigences reparurent, plus vives. Mais s'étant proclamé à la face du monde le protecteur du Chérif et le défenseur de l'intégrité marocaine, l'Empereur ne pouvait pas rompre l'une et dépouiller l'autre. A défaut d'une annexion, il semble que certains diplomates — le parti Tattenbach-Holstein — projetaient du moins une occupation allemande, ou autrichienne, ou italienne, ou neutre. sous le couvert d'une police internationale.

En décembre 1905, le chef des pangermanistes au Reichstag, le comte Reventlow, affirmait à un envoyé de l'*Écho de Paris* que l'intérieur du Maroc reviendrait sans doute à la France et la côte méditerranéenne à l'Espagne, mais la côte atlantique à l'Allemagne, et le chef des « politiques », le prince d'Arenberg, pour être plus modéré, n'en déclarait pas moins que le règlement marocain comportait l'acquisition d'un dépôt de charbon et d'un point d'appui pour la flotte impériale.

En janvier 1906, les délégués allemands arrivaient à la Conférence d'Algésiras avec le mandat de ne laisser à la France que la police des frontières, de donner à l'Espagne la police des côtes méditerranéennes, et d'assurer à Berlin, à ses alliés ou à quelque État neutre la police de l'Océan.

Cette question de la police a dominé tout le débat d'Algésiras. Guillaume II espérait-il d'abord qu'un secteur international, confié à ses troupes, mettrait en ses mains l'un des ports du Maroc? Il dut renoncer très vite à cet espoir, que l'Angleterre, l'Espagne et d'autres puissances, sans parler de la France, étaient bien décidées à ne jamais admettre. Essaya-t-il ensuite de substituer l'Autriche ou l'Italie en sa place, et pensa-t-il qu'un membre de la Triplice, surveillant d'Agadir, de Safi, de Mogador ou de Casablanca, lui donnerait toute garantie pour les bénéfices et les commodités que ses coloniaux avaient escomptés d'une occupation? Il dut encore renoncer bien vite à ce détour, où ni l'Italie ni même l'Autriche n'était prête à s'engager.

Les délégués allemands firent alors présenter, par leurs amis de Vienne, une troisième solution : un État neutre, que l'Allemagne pourrait influencer, — Suisse ou Hollande, — aurait l'inspection générale de toute la police marocaine et l'organisation locale, le commandement effectif d'un port atlantique.

De l'occupation allemande d'Agadir ou Mogador à la police suisse de Casablanca, la diplomatie impériale a longtemps tenu bon, se repliant, par échelons, de ses réclamations les plus avancées et les moins fortes sur des exigences moins étendues, mais plus difficiles à écarter ou à tourner. De Mogador à Casablanca, quel calcul politique dirigeait cette tenace retraite?

*
* *

Voilà trois siècles bientôt que les avantages, — le rôle mondial, comme nous disons aujourd'hui, — de Mogador étaient signalés au cardinal Richelieu par un marin qui rêvait de *Weltpolitik*, car il voulait tourner la France vers les entreprises maritimes et mettre notre avenir sur les océans. La faveur n'était pas à la marine et aux entreprises coloniales. Tout occupée de ses querelles et guerres religieuses, la France, depuis un demi-siècle, ne songeait plus à l'expansion :

Plusieurs personnes de quallité, mesmes du Conseil, m'ont dict et soutenu que la navigation n'estoyt point nécessaire en France, d'aultant que les habitants d'ycelle avoyent toutes choses pour vyvre et s'habiller, sans rien emprunter des voysins.... que l'exemple est que l'on a toujours mesprisé au passé les affayres de la mer, comme estant du tout inutilles et, oultre, que les Françoys ne sont pas capables d'entreprendre des voyages de long cours ny planter colonyes.

Notre marin, au contraire, pensait « que quiconque est maistre de la mer a ung grand pouvoyr sur la terre », que « les Françoys sont capables de naviguer, planter colonyes et se battre hardyement », et qu'il fallait « aller naviguer dans toutes les mers, planter des colonyes, réduyre les infidèles au giron de l'Église et fayre que tous les habitants du globe terrestre rendent hommage à ces trois fleurs de lys ».

Ainsi débutait le *Mémoire* que le chevalier Isaac

de Razilly, capitaine de l'amirauté de France, écrivait au cardinal de Richelieu le 26 novembre 1626 [1].

C'était le temps où la décadence des marines espagnole et portugaise livrait la thalassocratie des deux mondes aux ambitions de leurs disciples et émules : Hollandais et Anglais faisaient de leur mieux pour s'en emparer. Razilly disait que la France devait au plus tôt se mettre sur les rangs et que le Maroc devait être son premier point d'appui vers les exploitations commerciales ou les annexions coloniales en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, dans l'univers entier.

Le Maroc se débattait dans l'anarchie des derniers Chérifs *saadiens*. Il ne devait retrouver la paix et la police qu'après 1670, sous la rude tyrannie des Chérifs *filalis*. Les corsaires de Salé, sujets nominaux du Chérif, se gouvernaient en république quasi indépendante, rançonnaient le commerce et faisaient des esclaves dans toute l'Europe de l'occident, au long des côtes atlantiques et méditerranéennes. Le premier point, disait Razilly, serait d'imposer la paix à ces gêneurs et à leur maître :

Les navyres de Sallé, subjects de l'Empereur du Marocque, prennent très grand nombre de navyres de ce royaulme et gastent notre trafficq. Fauldroyct les prevenyr et aller mouiller l'ancre à la rade dudit Sallé avec six navyres, dont l'un empeschera qu'ils ne pussent entrer ny sortir sans estre pris. Et du mesme voyage l'on pourra traicter la

1. Cf. la belle étude de Deschamps, *Revue de Géographie*, t. XIX, pp. 273 et suiv.

paix avec ledit empereur de Marocque et retirer les pauvres Françoys détenus esclaves...

Le second point serait d'occuper l'île de Mogador. La ville actuelle de Mogador n'existait pas : elle ne fut construite qu'après 1765. Mais, au-devant de la plage déserte, se dressait et se dresse encore, toute proche, une petite île rocheuse, — la seule que l'on rencontre sur tout le développement de ces plages marocaines, — l'une de ces îles côtières qu'ont toujours choisies les marins étrangers pour établir un comptoir sur le flanc d'un pays barbare.

Ulysse reprochait déjà aux Cyclopes de n'avoir pas su faire de leur Nisida, si proche de leur Campanie fertile, une ville de commerce; les Phéniciens à Tyr et à Sidon, les Grecs à Syracuse et à Marseille, les Espagnols et les Portugais à Fernando-Po, Ormuz, Diu et Macao, les Arabes à Zanzibar, les Anglais à Aden, Bombay, Hong-Kong, Gibraltar et Héligoland, tous les « thalassocrates », depuis Ulysse jusqu'à nous, ont occupé ces îles côtières ou ces presqu'îles, qu'il est aisé de défendre contre les attaques du continent, mais qui, aisément aussi, permettent le trafic avec les indigènes.

Razilly voulait planter à Mogador la pierre d'angle de la thalassocratie française :

Et du mesme voyage que l'on aura retyré les esclaves, l'on pourra laisser cent hommes dans l'Isle de Montgaddor, située à portée de canon de la terre ferme, à 32° de latitude, isle très aysée à fortiflier. Il y fauldroyt mettre six pièces de canon et laisser du biscuyt aux cent hommes et avoyr

nombre de planches de sap, pour y fayre des maisons, car d'aultres forteresses il n'en est pas besoing, d'autant que l'isle naturellement est toutte fortiffyée.

Le premier résultat de cette occupation serait un fructueux commerce. En ce comptoir, les Français viendraient vendre leurs tissus, manufactures et camelote et fourniraient non seulement les villes du Maroc, mais encore les marchés de toute l'Afrique occidentale, du Sahara et du Soudan, jusqu'au Niger et jusqu'aux montagnes de la Lune, puisque les caravanes du Tafilelt et du Touat faisaient de Marrakech le principal commissionnaire de Tombouctou vers l'Europe. Aussi le paiement des marchandises françaises serait-il facile aux indigènes, en produits locaux, cuirs, blés, chevaux, etc., ou en ces denrées et épices lointaines, poudre d'or, dattes, plumes d'autruche, etc., qui font la renommée du Pays des Nègres :

Fauldroyt establir en ycelle (l'Isle de Montgaddor) ung commerce de thoille, fer, drap et aultres menues marchandises jusqu'à la somme de cent mil escus par an. L'on aura de la pouldre d'or en payement, dattes et plumes d'autruche. Et l'on pourroyt thirer quelques chevaux barbes des plus forts et meilleurs de l'Affricque. Le proffict de la vente des marchandises pourroyt monter à 30 p. 100 de gain, d'aultant que le voyage est fort court, car des côtes de France, ayant bon vent, l'on y peut estre en huit jours. C'est avoyr ung pied dans l'Affricque pour aller s'estendre plus loing.

Au long de cette Afrique, sur le pourtour de laquelle régnaient les Portugais, il était de bons

marchés que les Français ne pouvaient pas atteindre sans la relâche de Mogador, et qu'ils ne pouvaient pas exploiter sans le sanatorium de Mogador :

Le trafficq du Sénégal, Cap Ver, Ruffisque et Gollée est très bon. L'on y porte du fer, du crystal et de l'eau de vie et en eschange l'on rapporte des cuyrs, de la cire, gomme, yvoyre et musc environ pour cent mil escus par an. Le proffit est aussy de 30 p. 100. Il y a quelques Françoys qui ont trafficqué dans le rivyère de Gambye. Mays dans tous ces quartiers de Guinée, l'ayr y est très mauvais et, pour les habitations, il n'y a lieu en Affricque propre aux Françoys que l'isle de Montgaddor et Tagrin... Le reste de l'Affricque est très malsain.

Les *Instructions nautiques* nous disent encore aujourd'hui :

Le climat de Mogador est très doux ; le thermomètre y varie de 17° à 30°. De mars à décembre, les vents les plus fréquents sont ceux du N.-E. ; ils sont accompagnés de beau temps. De décembre à mars, les vents sont variables et le temps est mauvais. Les vents du Sud sont généralement maniables et amènent de la brume. Les vents de l'Est et du S.-E. sont rares ; on les appelle *simoun* ; ils sont chauds et secs et soulèvent des masses énormes de sables.

Rafraîchi durant la saison chaude — de mars à décembre, — par les vents du nord-est qui soufflent du large ; épargné par le *simoun* du désert, Mogador est un dernier morceau de climat tempéré, à l'entrée de la fournaise équatoriale.

« J'ay mis les desseings sur l'Africque les premiers, accause qu'ils pressent le plus », ajoutait Razilly, qui ne s'arrêtait pas en si beau chemin : le périple de

l'Afrique n'était à ses yeux que la route des Indes et de l'Extrême-Asie. Il voulait tourner le cap de Bonne-Espérance, « puys entrer dans le Goulfe persicque », pour « avoyr soie, tappys, rhubarbe et autres marchandises ».

Il savait bien qu'en ces mers asiatiques, la présence de grands empires indigènes et des marines espagnole et hollandaise interdisait aux Français l'espoir de « colonyes » proprement dites. En Asie donc, il ne rêvait pas de conquêtes, mais il pensait qu'une entente avec le roi de Perse et les empereurs de l'Inde ou de l'Extrême-Orient pourrait assurer à notre commerce soit quelque marché privilégié, — Berlin dit aujourd'hui : sphère d'influence, — soit le monopole ou le régime de la libre concurrence — nous disons : la porte ouverte — pour le commerce des épices (Hambourg, aujourd'hui, est devenu et veut rester le port « épicier » de l'Europe septentrionale et centrale), sur lequel les Espagnols et les Hollandais, maîtres de la mer, et le Turc, maître de l'Egypte et des Échelles levantines, levaient une commission exagérée. Ces précieuses épices arriveraient alors directement en France par le Cap, sans payer tribut à d'autres qu'à nos marins :

En ce qu'y est de l'Asie et Indes orientales, il ne faut pas imaginer y planter des colonyes. Les voyages sont trop longs, puys les Espagnols et les Hollandoys y sont forts, quy ne le permettroyent. Tout ce que l'on peult fayre seroyt d'avoyr une puissante compagnye... et aller doubler le cap de Bonne-Espérance, puys entrer dans le goulfe persicque... Le roy de Perse donne la liberté du trafficq à

toutes les nations qui y veulent aller. Il y a aultres royaulmes des Indes, où l'on peut aussy trafficquer, et, par ce moyen, les Espagnols et les Hollandoys, qui nous fournissent les espyces et aultres denrées cy-dessus, recepvront de grandes pertes, d'aultant que leur plus grand débit est de les vandre en France.

Mogador serait l'escale française vers ces Indes orientales. Et, pareillement, vers les Indes occidentales, vers les Amériques.

Grâce aux gens de Saint-Malo, le Canada et l'Amérique du Nord étaient déjà entamés par nos colonies. Mais Razilly, sans méconnaître la valeur de nos établissements du nord, savait bien que l'on ne peut pas comparer ces terres du pôle, marécageuses, forestières et glacées, avec le merveilleux continent du tropique, le paradis de « l'Eldoradde ». Une « colonye dans la terre d'Eldoradde [seroit] la plus glorieuse et utile à la France que la chose qui se soyt jamais entreprise ». Car tout concourt, — la terre, les eaux, le climat, les mines, les bêtes et les plantes, — à faire de cette Amérique du Sud l'Éden des siècles prochains :

Car il est très certain que toutes les richesses et fertillités de la terre qui sont aux Indes occidentalles se rencontrent dans ce même pays quy en fayct une partie. Et s'y trouvera des mynes d'or et d'argent, esmerauldes, canes de sucre, baulme, taintures, senteurs, roucou, poyvre rouge, tabac et pittes qui y viennent parfaictement bien; les arbres y sont toujours verts, remplis de mille fruicts divers; les ananas et les melons s'y cueyllent en toute sayson; le froment de Turquye et toutes sortes de légumes y viennent habondamment; le pays est meslé de

forêts et prayryes quy sont émaillées de mille sortes de fleurs; il se peut fayre nombre de bons vins d'acajoux, de palmes ananas, oultre le miel qui est excellent pour faire de l'hidromel.

En cette Amérique du Sud, quelques colonies et garnisons françaises réaliseraient sans peine la transformation des terres et la soumission complète des peuplades, que l'indolence espagnole ou la faiblesse portugaise n'avait pas su plier au joug de la chrétienté et du labour. Sur la route de cette Eldoradde, de quelle utilité serait encore l'escale de Mogador, le dernier reposoir tranquille avant les côtes hérissées du Sahara, la dernière aiguade et la dernière oasis maritime avant les sables du désert, la dernière halte avant la traversée de l'Atlantique! Aux mains des Français, cette île côtière deviendrait la rivale ou l'équivalent plus avantageux des îles du large, Açores, Madère, Canaries, îles du Cap Vert, que possédaient les Portugais et les Espagnols.

*
* *

Les coloniaux et les pangermanistes de Berlin n'ont fait que reprendre les desseins de Razilly, quand ils ont réclamé l'occupation allemande de Mogador ou d'un port atlantique.

Ils pensaient à l'exploitation et à la colonisation du Maroc. L'annexion d'un port dans le sud — à défaut de Mogador, Oualidya ou Agadir — leur semblait

indispensable à la sauvegarde des intérêts allemands en ce pays. Mogador est encore aujourd'hui le mouillage le plus aisé à outiller et à défendre suivant les besoins de nos marines; mais il en est d'autres. Ouvrons les *Instructions nautiques*, le livre de pilotage et de renseignements que notre *Service hydrographique* publie pour la direction des navigateurs sur cette côte occidentale de l'Afrique (n° 777) :

La côte d'Afrique, depuis le cap Spartel jusqu'à la rivière Noun, appartient à l'empire du Maroc. Elle est presque droite et si saine qu'on peut en approcher partout à un mille et demi ou deux milles, en ayant égard aux vents et aux courants. Sur son étendue, elle est généralement aride : on voit çà et là quelques falaises, mais le plus souvent des dunes basses de sables avec des rochers. A l'intérieur, il y a plusieurs montagnes dont les sommets servent de points de reconnaissance; mais toute la côte du Maroc offre peu d'abris; elle est partout exposée et battue par les vents du large.

Plages blanches, dunes blanches, pointes basses de roches émergées ou sous-marines, hautes falaises surplombantes, collines et montagnes superposées, estuaires vaseux, rivières barrées, lagunes coupées du large par des flèches de sables : les *Instructions nautiques* décrivent par le menu ces huit cents kilomètres de côtes également inhospitalières, qui viennent buter au sud contre le pied du grand Atlas et contre le rebord du Sahara.

Sur ces huit cents kilomètres, il n'est pas un port aujourd'hui qui puisse accueillir ou couvrir nos

grands vapeurs. Mais à l'embouchure de chaque rivière, dans chaque coupure de roches, une pauvre échelle à la mode levantine offre sa plage ouverte ou son cul-de-sac, que domine quelque vieille forteresse de la Renaissance ou du XVIIIe siècle : dans le nord, El-Araïch d'où l'on monte à Fez, et Salé-Rabat d'où l'on monte à Mékinez; dans le sud, Safi et Mogador d'où l'on monte à Marrakech, et Agadir d'où l'on monte à Taroudant; dans le centre, Casablanca (traduction portugaise du nom arabe *Dahr-el-Beida*, *la Maison Blanche*), Azemmour et Mazagan, qui peuvent, de loin, conduire à toutes les capitales et à tous les marchés de l'empire.

Suivant les marines étrangères qui fréquentèrent cette côte, suivant aussi les caprices des Chérifs qui donnèrent tour à tour la préférence à telle ou telle de leurs résidences et firent de Marrakech, de Mékinez ou de Fez le centre de la politique et des affaires, ces échelles varièrent d'importance.

Tour à tour, celles du sud pour le service de Marrakech, ou celles du nord pour le service de Fez et de Mékinez eurent le premier rang, tandis que celles du centre pour le service du pays gardaient toujours leur rôle intermédiaire.

Aujourd'hui, quand le Chérif est à Fez et quand la route entre Fez et Tanger est coupée par le brigandage, c'est à El-Araïch — nos marins disent Larache — qu'affluent les importations :

Commerce du Maroc[1].

(En millions de francs.)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL	
	1903	1904	1903	1904	1903	1904
Tanger . . .	9,3	9,6	6,8	6,8	16,1	16,5
Larache. . .	19,2	9,4	1,3	2,2	20,5	11,7
Rabat. . . .	4,3	5	0,6	0,4	4,9	5,5
Casablanca .	9,6	8,5	9,2	7	18,9	15,6
Mazagan. . .	8,4	8,7	7,9	8,3	16,4	17,1
Safi.	3,5	4,1	3,4	4,4	6,9	8,6
Mogador. . .	6,5	7,2	6,9	6,8	13,5	14
Empire . . .	62,4	54,4	36,5	36,4	99	90,9

Au siècle dernier, le Chérif était le plus souvent à Marrakech, et c'est à Mogador que, depuis 1765, il avait presque de force installé les relations de son peuple avec les « Francs ». Avant cette création de Mogador, on ne parlait en Europe que des commerçants et des terribles corsaires de Salé, ou des comptoirs et consuls que l'Europe avait alors en cette échelle (Rabat aujourd'hui, sur l'autre bord de l'oued Bou-Regrag, en tient l'héritage) : c'est qu'alors Mékinez avait « les plus grands magasins de grains, cuirs, cires, qui sont les principales marchandises du cru du Maroc[2] ».

El-Araïch aujourd'hui, Mogador il y a un siècle, Salé il y a deux cents ans, ne sont ou n'étaient en rien des ports véritables. Les *Instructions nautiques* nous les décrivent ainsi :

1. *Rapports commerciaux*, n° 498.
2. Voir, dans Paul Masson, *Histoire des Établissements français dans l'Afrique barbaresque*, p. 233, les textes et *Relations* du temps.

La ville d'El-Araïch, ou Larache, est bâtie sur la rive sud de l'oued El-Khos ou Loukkos, qui a quarante lieues de cours. Le port d'El-Araïch est à l'embouchure de la rivière; c'est le port militaire de la côte ouest du Maroc; mais il ne peut recevoir que de petits navires, à cause de la barre sur laquelle il ne reste à basse mer que 1 m. 5 ou 1 m. 8 de profondeur. En dedans de cette barre, on trouve sept mètres... Le débarquement à El-Araïch est difficile et dangereux, même pendant la belle saison.

La ville de Salé ou Sla s'élève sur la rive nord et près de l'embouchure de l'oued Bou-Regrag, assez large rivière... Elle est en face de Rabat ou Rbat, bâtie sur la rive gauche... La rivière forme le port. Un banc de sable qui assèche à marée basse rend l'entrée très difficile, car il ne reste aux basses eaux que 6 m. 6 dans le chenal, lequel, d'ailleurs, change souvent de place.

La ville de Mogador est bâtie sur une pente de sable qui avance vers la mer et qui n'est élevée que de quelques décimètres au-dessus des hautes eaux, de telle sorte que la ville est entourée d'eau à marée haute. Une chaîne de rochers, qui s'étend en dehors de la plage, la défend contre la mer du large et la rend inaccessible, sauf du côté du sud, où est le port... De décembre à mars, avec les vents du S.-O., le mouillage de Mogador devient dangereux et les navires y sont en perdition, s'ils n'ont pas de bonnes chaînes pour résister à ces vents qui soulèvent une houle énorme. En outre la qualité du fond est mauvaise, et les ancres cassent souvent. Il est rare qu'il ne se perde pas tous les ans quelque navire.

A El-Araïch comme à Salé-Rabat, les boues et les caprices des rivières rendront toujours difficile l'établissement d'un port. A Mogador, ce sont moins les conditions naturelles que l'insouciance ou l'inhabileté des hommes qui maintiennent les dangers du mouillage. Car cette rade de Mogador, à peu de frais, pour-

rait être transformée. La petite île côtière, que des fonds de quatre mètres séparent du rivage vers le sud, pourrait facilement être reliée au continent par une digue : elle formerait un admirable abri contre les vents du sud-ouest, dont les *Instructions* nous content les méfaits.

Mogador deviendrait un port de tout repos, un grand bassin circulaire de deux kilomètres de diamètre, avec des fonds de neuf à dix mètres partout, avec une ceinture contre toutes les brises et toutes les houles, avec une large et profonde entrée sur le libre océan.

Mais Agadir, l'ancienne Santa-Cruz des Portugais, fut jadis, avant Mogador, le débarcadère et entrepôt de tout le Maroc méridional, en particulier de ce pays du Sous, dont la vallée fertile, bien irriguée, s'enfonce entre les deux bras de l'Atlas et trace une route directe, pourvue de ressources et de bons puits, vers l'hinterland profond, vers le Tafilelt, vers notre Sud-Oranais. Sur sa petite montagne isolée, Agadir serait facile à fortifier; sa côte élevée dresse un mur contre les vents du nord; facilement, une jetée la défendrait contre les houles et vents du sud-ouest : Agadir deviendrait un mouillage commode.

Ce fut un caprice, une pression violente du chérif Sidi Mohamed qui, voici plus de cent quarante ans chassa le commerce européen d'Agadir et le transporta dans cette ville nouvelle de Mogador qu'un ingénieur français venait de construire et d'armer de toutes pièces, à la mode de France (1765-1770) :

« Agadir, disent les *Instructions nautiques*, est le dernier port de la partie Sud du Maroc, qui offre un abri contre les vents du N.-E. et de l'Est; on y trouve un bon mouillage par douze à seize mètres, vase; mais la baie est exposée aux vents de l'Ouest et très dangereuse, lorsqu'ils soufflent frais de cette partie; les vivres sont à bon marché; on a facilement de l'eau. »

Mogador ou Agadir leur donnant le commerce et les routes du sud, les pangermanistes voulaient, en outre, un port du centre. Près du cap Cantin, — juste à égale distance entre le cap Spartel, entrée de la Méditerranée, et le cap Noun, extrémité du Maroc vers le Sahara, — « on peut apercevoir sur le bord de la mer, disent les *Instructions*, les restes d'El Oualidiya, et à 2 milles 1/2 dans le sud de cette ville, on trouve d'autres ruines moins considérables; dans l'intérieur, à peu de distance de la côte, se trouve la lagune d'Oualidiya, ancien port d'El Ghaït, dont l'entrée n'a pu être retrouvée par les embarcations du *Raven*. » Il est probable qu'en leurs explorations scientifiques et systématiques du Maroc, les Allemands ont retrouvé l'entrée, sondé la profondeur et reconnu les avantages de cette lagune.

M. Bihourd écrivait le 25 mars 1904[1] :

Je crois devoir noter la résolution suivante votée, le 20 de ce mois, par les pangermanistes wurtembergeois, réunis à Esslingen : « Plaise au Gouvernement Impérial de mettre à profit la situation actuelle pour développer les intérêts économiques de l'Allemagne au Maroc, notamment par

1. *Livre jaune* sur les affaires du Maroc, p. 121.

l'envoi d'expéditions en vue de recherches et d'études économiques. Comme la plupart de nos colonies sont peu susceptibles d'extension, comme, au contraire, le Maroc peut devenir une colonie de peuplement et d'agriculture, en même temps qu'il serait un point d'appui des plus précieux pour notre flotte sur une route de navigation des plus importantes, il est désirable que le Gouvernement Impérial fasse le nécessaire, au cas où le *statu quo* ne pourrait être maintenu au Maroc, pour s'établir dans la région ouest de ce pays, où déjà le négoce allemand occupe une situation considérable, souvent même prépondérante, et pour que notamment Oualidia et Agadir soient occupés, comme précédemment Tsingtau en Chine, afin de démontrer et d'affirmer nettement la sphère d'intérêts allemands dans ce pays.

Pour la pénétration en Afrique, — « pour avoir ung pied dans l'Affrique et aller s'estendre plus loing », comme disait Razilly, — les Allemands avaient aussi reconnu, depuis longtemps, l'importance des routes terrestres qui, du Sud-Marocain, rayonnent jusqu'au Sénégal, au Niger, au Tchad et même au Nil, à travers le Sahara et le Soudan. Au long de ces routes marocaines et sahariennes, jusqu'à Tombouctou, leur explorateur O. Lenz avait passé de longues années, avant et après 1880, à des expéditions, des recherches et des études économiques.

Depuis 1880, le rôle commercial de ces routes a presque disparu : Français, Anglais et Allemands eux-mêmes, remontant les fleuves ou les pentes de la Sénégambie et de la Guinée, ont atteint les marchés soudanais par leurs bateaux, rails et routes du Sénégal, du Niger, de la Bénoué et du Chari. C'est

par ces voies maritimes et fluviales, désormais, que les relations de l'Europe avec le Soudan sont établies : les pistes et caravanes du Sahara perdent chaque jour de leur clientèle.

Mais, le commerce ruiné, restent toujours sur ces routes africaines les files de pèlerins qui, d'oasis en oasis ou de village en village, s'en vont des profondeurs occidentales de l'Afrique musulmane vers les mosquées et villes saintes du Levant, vers Berber et Khartoum, ponts du Nil, vers Souakim, port de la mer Rouge, vers Djedda et la Mecque. A travers toute l'Afrique désertique ou soudanaise, depuis le Sahara et le Soudan atlantiques jusqu'aux Bischarin et Soudan égyptiens, ces files ténues mais continues maintiennent le courant d'une foi menaçante, où partout grésillent les étincelles de la guerre sainte, où le moindre court-circuit aurait tôt fait d'allumer un incendie que rien ne pourrait arrêter.

Sur les derrières de l'Algérie française et de l'Égypte anglaise, ce courant d'islam peut causer soudain de terribles surprises : Mogador ou Agadir, sous le doigt de l'Allemagne, serait devenu comme le bouton électrique qui eût fait sonner la révolte musulmane dans notre Sud-Oranais et notre Touat, ou dans ces provinces du Haut-Nil que les Anglais viennent à peine de reprendre au mahdisme.

En leurs discours publics et leurs actes officiels, les pangermanistes n'ont jamais témoigné de l'ambition qu'ils avaient de cette influence religieuse. A Tanger, néanmoins, l'Empereur s'est posé en cham-

pion de l'islam contre la pression sacrilège de l'Europe; à Constantinople, il a promis que sa droite, toute-puissante, écarterait du monde islamique la profanation et la violence; en son fameux toast de Damas (octobre 1898), il s'est proclamé « l'ami des trois cents millions de musulmans ». Le successeur de Mahomet, le khalife, qui se dit chef de tous les musulmans, même des hérétiques persans et des schismatiques marocains, a remercié l'ambassadeur de Guillaume II après le discours de Tanger.

De ces encouragements impériaux aux peuples du Coran, les effets n'ont pas tardé à nous apparaître. Dès le mois de juin 1905, nos officiers d'Aïn-Sefra signalaient les espoirs un peu fous que suscitait dans les mosquées du Sud-Oramais l'annonce d'un secours impérial. En janvier-février 1906, ils interceptaient des correspondances où l'intervention prochaine de l'Empereur était formellement promise par les officiers du Chérif. En même temps, notre Imprimerie nationale découvrait qu'un fonctionnaire prussien au Caire, le comte M. von Oppenheim, tentait de faire éditer à Paris, sous le couvert d'un Algérien [1], des pamphlets panislamiques, dont il n'avait pas osé risquer la publication dans l'Égypte anglaise, et dont Berlin n'avait pas, semble-t-il, voulu assumer la responsabilité officielle ou indirecte.

M. Bihourd écrivait encore le 30 mai 1904 :

L'*Assemblée coloniale allemande*, réunie à Stettin le 27 de

1. Voir le *Journal des Débats* du 9 février 1906.

ce mois, a voté à l'unanimité l'adresse suivante au Chancelier :

1° Tant que durera au Maroc l'état de choses présent, la liberté commerciale sera garantie dans toute sa plénitude, et les droits politiques et économiques des sujets allemands y résidant devront être sauvegardés de façon expresse ; 2° au cas où le *statu quo* serait modifié en faveur de la France, l'Empire allemand devrait recevoir des compensations au moins égales à l'accroissement de la puissance française, compensations correspondant à la fois à l'importance de ses intérêts économiques dans le pays, aux besoins qu'a sa flotte de points d'appui maritimes et aux besoins d'expansion de sa population.

Le comte Pfeil, qui s'était chargé de faire le rapport sur la question, a dit que l'Empire avait encore la possibilité de mettre la main sur une terre où l'Allemand pouvait prospérer, qu'il fallait diriger vers le Maroc les trente-deux mille émigrants qui vont chercher fortune aux États-Unis tous les ans, que ces émigrants trouveraient là un climat et des conditions de production appropriés à leur activité, qu'enfin, au point de vue politique, le Maroc était à l'heure présente le seul point d'appui dont pourrait se servir la marine allemande pour maintenir, au cas de complications internationales, le libre passage entre l'Atlantique et le canal de Suez.

Les journaux annoncent qu'une manifestation analogue, organisée par les pangermanistes, aura lieu prochainement à Lübeck.

Un point d'appui au Maroc était, non seulement utile à la marine impériale pour « maintenir, au cas de complications internationales, le libre passage entre l'Atlantique et le canal de Suez », mais indispensable si Berlin entendait pousser jusqu'au bout cette *Weltpolitik*, qui engage le drapeau et les intérêts de l'Empereur sur le pourtour de l'Afrique, en

Océanie, en Chine, et qui, tôt ou tard, doit aboutir à la rupture, à la guerre avec l'Angleterre.

Les Anglais fermant le canal de Suez, comment établir les communications entre Kiel et Kiaotchéou, sinon par cette route du Cap que tout récemment la flotte russe a dû réapprendre pour tenter de secourir Port-Arthur et Vladivostok ? Mais au long de cette route, l'expérience toute fraîche des Russes montre bien qu'il faut des relâches et des magasins : sans Dakar et les escales françaises, que serait devenue la flotte de Rodjetvenski ?

L'Allemagne possède trois ou quatre pans de littoral africain; mais elle ne peut pas y avoir de bon reposoir pour ses escadres. Depuis le temps de Razilly, les maîtres de l'Afrique ont changé; mais les Allemands aujourd'hui, comme les Français alors, n'ont que « des quartiers où l'ayr est très mauvais; il n'y a lieu en Affricque propre aux [Allemands] que l'isle de Montgaddor » et les baies du Cameroun...

Faut il ajouter que l'Eldoradde de Razilly miroite toujours devant les yeux des coloniaux et pangermanistes ? Vénézuela ou Brésil, c'est dans l'Amérique du Sud, peut-être, que Berlin risquerait le plus volontiers quelque coup de force pour donner officiellement au *Deutschtum* la prééminence qu'officieusement il a déjà conquise en certains États de la République brésilienne, en certains ports du continent sud-américain.

Juste en même temps que les débats d'Algésiras,

les journaux nous racontaient les singuliers débarquements de la *Panther* allemande sur le littoral brésilien, ses remontées dans les fleuves jusqu'au Paraguay, — la *Gazette de Cologne*, fièrement, annonçait que, pour la première fois, un bateau de guerre européen, la *Panther*, avait paru devant Assomption, — et les établissements plus singuliers encore des charbonniers allemands aux Canaries.

Depuis quelques années, le commerce allemand se plaint de la diminution de ses affaires dans les ports sud-américains.

Au Brésil surtout, il se sent menacé. Récemment les Allemands pensaient du Brésil ce que Razilly écrivait de toute l'Eldoradde : c'est que, les maîtres actuels étant incapables de mettre en valeur ce pays merveilleux, il faudrait la science et la discipline germaniques pour suppléer ou remédier à la routine et à l'indolence créoles. En fait, ce gigantesque paradis brésilien est encore désert : quatorze ou quinze millions d'habitants sur huit millions de kilomètres carrés, à peine deux habitants par centaine d'hectares ! Quel parti une exploitation méthodique saurait tirer de cette terre à café, à sucre, à cacao, à coton, à caoutchouc ! Pour le port épicier de Hambourg, quel fournisseur et, pour l'Allemagne usinière, quelle ferme ! Dans le journal *Export*, le docteur Jannasch — le même qui fut l'un des théoriciens et l'un des ouvriers de la pénétration allemande au Maroc — s'efforçait, en de longs articles, d'attirer les capitaux et entreprises allemandes vers ce pays de

« mynes, esmerauldes, canes à sucre, baulmes, taintures, poyvre rouge et tabac ».

En certains États de la République brésilienne, des colonies allemandes se sont établies et prospèrent; les statistiques y dénombrent trois ou quatre cent mille Allemands, et les pangermanistes considèrent Rio Grande do Sul comme une province de leur futur empire. Dans tout le Brésil, le commerce allemand a pris pied et, pour le cabotage, les compagnies de Hambourg ont installé des services locaux ou lié partie avec les petites compagnies indigènes. L'Allemagne est devenue, d'année en année, un meilleur client du Brésil; mais elle n'a pas trouvé le réciproque :

Commerce de l'Allemagne au Brésil [1].

(*En millions de marcs.*)

	1894	1896	1898	1900	1902
Achats	91	100	104	115	118
Ventes	57	60	45	45	43

Le professeur Th. Schiemann, — ce chroniqueur de la *Gazette de la Croix* qui acccompagnait l'Empereur dans sa visite à Tanger, — écrivait le 5 novembre 1902 [2] :

The American monthly Review of Reviews nous donne les objectifs de la diplomatie américaine : réciprocité commerciale avec Cuba, Terre-Neuve et le Canada; acquisition

1. Cf. *Statistiches Jahrbuch für das deutsche Reich.*
2. Th. Schiemann, *Deutschland und die grosse Politik*, anno 1902, p. 371.

de Panama et des Antilles danoises; maintien du *statu quo* au Brésil... Ce souci des États-Unis pour le maintien du Brésil en son état présent rappelle l'intérêt qu'au XVIIIe siècle les voisins de la Pologne prenaient au maintien de l'intégrité et de la constitution polonaises. Quand un État, de la taille du Brésil, n'est pas capable de se gouverner selon son intérêt, la main protectrice du voisin est toujours sujette à caution... Mais le moyen d'écarter du Brésil l'immigration allemande, italienne ou française? L'évolution de ce pays suit sa route naturelle et il me semble que cette immigration, qui ne porte dommage à personne, est pour le Brésil d'un avantage considérable.

Les Brésiliens, sans écouter ces bonnes paroles, se sont jetés « sous la main protectrice du voisin ». Le consul anglais de Hambourg écrit en juin 1905 :

Bien que les résultats du commerce avec le Brésil n'aient pas été considérés en 1904 comme satisfaisants, ils présentent tout de même quelque amélioration sur ceux de 1903... Mais la concurrence des États-Unis est rendue d'autant plus menaçante pour les fournisseurs européens que le Brésil accorde des avantages aux importations américaines, sous forme d'exemptions ou de réductions de douanes, en échange de la libre admission des cafés brésiliens aux États-Unis.

Ces droits préférentiels de 20 p. 100 en faveur des produits américains ne s'appliquaient encore qu'aux farines, articles de caoutchouc, horloges, montres et vernis. Ce sont les farines argentines qui auront le plus à souffrir; mais déjà, pour les articles de caoutchouc, les montres et horloges, ce sont les Allemands qui perdent le marché. Demain, si les manufactures, quincaillerie, verrerie et verroterie américaines étaient

pareillement avantagées, que deviendrait la camelote allemande ?

Il semblait qu'il était grand temps peut-être d'intervenir pour montrer à ces Brésiliens que, derrière les cargo-boats et les transatlantiques de Hambourg, il y a les cuirassés de Kiel. Postée à Mogador ou Agadir, la force allemande serait beaucoup plus proche de la terre brésilienne que la force yankee : Agadir est sous la même latitude que la Nouvelle-Orléans. Entre le cap San Roque, pointe orientale du Brésil, et le cap Vert, pointe occidentale de l'Afrique, la traversée est inférieure à huit cents lieues ; du cap San Roque à New-York, on doit compter sept ou huit mille kilomètres. Au sud du cap San Roque, les capitales et grands marchés de l'Amérique latine, Pernambouc, Bahia, Rio de Janeiro, Santos, Montevideo, Buenos-Ayres, etc., seraient en réalité sous l'influence ou la menace allemandes, si le pangermanisme réussissait à faire d'Agadir ou de Mogador un Gibraltar ou un Aden germaniques.

*
* *

Il ne faut donc pas nous étonner que les projets allemands aient alarmé non seulement la France, mais l'Angleterre et les États-Unis et le monde entier, sauf le sultan de Constantinople : le dernier soutien de la Triplice, l'empereur de Vienne, lui-même, pour d'autres raisons néanmoins, ne promit et ne donna qu'un appui sans enthousiasme. Les pangermanistes

durent renoncer à toute annexion. Ils se bercèrent quelque temps de l'illusion qu'une police internationale les conduirait par des voies détournées au même résultat. Le vote des puissances leur prouva bientôt que, malgré cette feinte, le danger d'un port allemand au Maroc inquiétait encore les deux mondes et que, seule, la solution franco-espagnole tranquillisait tous les intérêts

Lâchant alors leur revendication allemande ou internationale sur les ports du sud, les diplomates impériaux revinrent à leur projet sur l'un des ports du centre. Comme Oualidiya est une ruine où il ne saurait être question de mettre une police, c'est à Casablanca qu'ils voulurent s'assurer le bénéfice d'un port neutre où, lentement, on tâcherait de faire un reposoir germanique, avec ou malgré la surveillance de la Suisse ou de la Hollande... Voici la description que les *Instructions nautiques* donnent de Casablanca :

Dahr-el-Beida, l'ancienne Anafi (Casablanca des Portugais) fut jadis une ville florissante; elle est aujourd'hui petite et pauvre, et sa population ne compte pas plus de dix mille âmes, dont à peine deux cents Européens... La ville est le centre d'un grand commerce de laine, cuirs et grains... Le port est desservi par six compagnies de navigation... On trouve devant la ville d'immenses bancs de maquereaux, que les pêcheurs portugais viennent capturer et saler... Le mouillage est dangereux, surtout en hiver, parce qu'il est entièrement exposé aux vents du large, qui rendent la mer excessivement grosse, et parce que le courant, qui porte obliquement sur la côte, rend l'appareillage très malaisé avec les forts vents d'ouest... Le

débarcadère est dans une petite crique avec une plage de sable d'une trentaine de mètres. Par les vents frais de l'ouest au nord, toute communication avec la terre cesse d'être possible.

Malgré les risques de leur mouillage, Casablanca et son voisin Mazagan sont aujourd'hui les ports les plus actifs du Maroc pour les exportations. Quelques travaux en rade, qui donneraient un peu de sécurité aux navires, tripleraient aussitôt les échanges. Ces travaux seraient à Casablanca plus longs et plus coûteux qu'à Mogador : au-devant de la crique actuelle, il faudrait pousser en mer les deux bras d'une double jetée pour enclore le bassin d'abri.

Mais cette mise de fonds eût trouvé bien vite un beau revenu dans les redevances du commerce, si, les autres ports étant sous la police franco-espagnole, les Allemands avaient pu installer en celui-ci leurs amis de Zurich, ces intermédiaires suisses qui tombent de plus en plus sous la main de la finance berlinoise : il n'est pas douteux qu'avec quelques sacrifices et leurs scientifiques méthodes les Allemands, en leur nom propre et au nom des Suisses, n'eussent bientôt créé de toutes pièces le reposoir, arsenal et magasin pour le service de leur *Weltpolitik*, mais aussi pour le danger de notre Afrique musulmane, de la paix méditerranéenne et de la sécurité transatlantique.

LIVRE III

VIII. MENACES ALLEMANDES
IX. OFFRES ALLEMANDES

VIII

MENACES ALLEMANDES

Le discours du Chancelier. — Menaces et offres. — Les menaces. — Le cercle isolateur et paralysant. — La politique de M. Delcassé. — Alliance franco-russe et bloc occidental. — Le pont du nord. — Le fil du midi. — Le rôle des Hongrois. — La Hongrie et la Prusse. — Alliance italo-hongroise. — *Dies irae*. — L'Empereur et l'Allemagne. — L'Empereur et la Prusse. — Les dangers et les chances de notre politique.

Autant qu'au Reichstag lui-même, devant lequel il fut prononcé le 15 novembre 1906, c'est à nous Français que s'adresse le discours de M. de Bülow, et nous devons le méditer, bien le comprendre, si nous ne voulons pas, avant quelques mois peut-être, nous étonner des actes qui suivront ces paroles.

Ayant à exposer au Reichstag les relations internationales de l'empire allemand et « sa position dans le monde », c'est par la France que le Chancelier débute et c'est à la France qu'en somme il pensera tout le temps : France et Allemagne; France, Allemagne et Russie; France, Allemagne et Angleterre; France, Allemagne et Italie; France, Allemagne et Triplice,

en chacun des couplets, toujours reparaît, nommé ou sous-entendu, le personnage de la France. Si l'on voulait résumer cette symphonie diplomatique, deux passages, je crois, devraient être mis hors de pair : une offre et une menace, toutes deux adressées à notre gouvernement.

Voici l'offre :

D'abord, en ce qui touche nos relations avec la France, il faut, comme je le crois, distinguer entre ce qui serait désirable et ce qui est possible d'après la situation des choses... La pensée d'une entente plus étroite et d'une alliance avec la France, telle qu'elle apparaît ici et là dans les journaux, n'est pas réalisable, étant donnée l'opinion publique en France. Moins nous nous ferons d'illusions à ce sujet et mieux nous nous en trouverons...

Mais ce qui est possible entre nous et la France, ce sont des relations correctes. J'espère, et je crois que je puis dire : nous espérons tous, sans différence de partis, de la droite à la gauche, que le nombre des Français raisonnables qui, en principe, repoussent l'idée d'une guerre agressive contre l'Allemagne augmente, et que le nombre de ceux qui ne craignent la guerre que parce qu'elle pourrait à la fin être défavorable pour la France, diminue. Nous espérons tous, chez les deux peuples, que cette idée progressera que pour les deux peuples il n'y a aucun intérêt à courir le risque énorme et l'horrible malheur d'une guerre, et qu'il est de l'intérêt des deux côtés de ne pas troubler la paix mutuelle.

Ce qui paraît encore plus probable, c'est que deux peuples qui se rencontrent et qui travaillent ensemble sur le terrain économique, sur le vaste terrain des entreprises industrielles et financières, s'entendront peut-être un jour aussi sur telle ou telle question coloniale. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

Et voici la menace :

Une politique, qui aurait pour but d'enfermer l'Allemagne, de construire un cercle de puissances pour nous isoler et nous paralyser, serait une politique très dangereuse pour la paix de l'Europe. (*Au centre et à droite* : C'est vrai !)

La formation d'un tel anneau n'est pas possible sans qu'on exerce une certaine pression ; une pression crée une contre-pression ; pression et contre-pression peuvent facilement produire des explosions. (*Au centre et à droite* : Très vrai !)

Voilà donc les deux faces de la médaille : avers, la France, donnant à l'Allemagne sa coopération « sur le vaste terrain des affaires industrielles et financières », reçoit *peut-être, quelque jour*, certaines facilités coloniales ; revers, l'Allemagne se dit comprimée par la politique française et fait explosion. Examinons avec soin les deux faces : notre tranquillité, notre sécurité est en jeu. Je commence par le revers.

« Une politique, qui aurait pour but d'enfermer l'Allemagne, de construire un cercle de puissances pour l'isoler et la paralyser », — qu'est-ce que le Chancelier entend au juste par cette phrase?

Il ne faut pas nous hâter de répondre : « C'est la politique de M. Delcassé, la politique des accords franco-anglais, franco-italien et franco-espagnol, combinés avec l'alliance franco-russe. » Il y a dix-huit mois, en vérité, cette réponse était la bonne : on reprochait alors à M. Delcassé d'avoir « isolé » l'Alle-

magne par le seul fait d'avoir signé ces accords, et les « hirondelles » de M. de Bülow se faisaient dans notre parlement les messagères de l'animosité impériale. Aujourd'hui, le Chancelier admet, approuve tous ces actes : ni l'alliance franco-russe, ni l'entente franco-anglaise, ni l'accord franco-italien ne lui semble manœuvre d'isolement : « Je fais remarquer expressément, dit-il, que nous ne pensons nullement à vouloir nous glisser entre la France et la Russie ou entre la France et l'Angleterre ».

L'alliance franco-russe reçoit les bénédictions du Chancelier, qui semble tenir à la venger de certaines calomnies françaises : « L'alliance franco-russe, depuis son origine, n'a pas été un danger pour la paix : au contraire, elle s'est montrée comme un poids à la marche régulière du monde ».

L'Allemagne est sûre des intentions de la Russie; les entrevues des deux empereurs ont « contribué à enlever aux relations entre Allemagne et Russie toute ombre de méfiance et de mécontentement » :

Je me réjouis de pouvoir constater que nos relations avec la Russie sont bonnes et amicales; depuis longtemps, elles n'avaient pas été aussi normales, aussi calmes, aussi correctes qu'à présent. Je puis indiquer à ce propos que les rencontres réitérées de notre empereur et de l'empereur de Russie ont contribué à maintenir cette confiance mutuelle, qui est une des meilleures garanties de la paix européenne.

L'entente franco-anglaise pourra quelque jour, se conduisant bien, recevoir les mêmes bénédictions :

« Nous espérons que l'on pourra dire la même chose de l'entente cordiale franco-anglaise; les bonnes relations entre l'Allemagne et la Russie n'ont nullement rompu l'alliance franco-russe; les bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre ne peuvent, non plus, être en contradiction avec l'entente cordiale, si celle-ci poursuit des buts pacifiques. »

Or M. de Bülow est persuadé que l'entente cordiale n'a, ne peut avoir que des buts pacifiques : la France met son intérêt au maintien de la paix entre l'Angleterre et l'Allemagne; l'Angleterre ne saurait mettre son intérêt ailleurs que dans la même paix :

Voilà pourquoi il est particulièrement heureux quo justement, dans les journaux français, la pensée ait été exprimée, qu'une bonne entente entre l'Allemagne et l'Angleterre est nécessaire pour le maintien de la paix (*Voix* : Très vrai!) et qu'il y va aussi, à cause de cela, de l'intérêt français.

Entre l'Allemagne et l'Angleterre, il n'existe pas d'oppositions politiques quelque peu profondes. Il s'est produit des mécontentements entre les deux peuples, et, comme c'est d'ordinaire le cas dans la vie, la faute en revenait à peu près également à chacune des deux parties; mais jamais on n'a observé aucun acte qui fût hostile. Au point de vue intellectuel, artistique et scientifique, l'Allemagne et l'Angleterre sont en étroites relations. Ce n'est pas à tort qu'on a parlé d'une parenté spirituelle entre les Allemands et les Anglais; Gœthe et Kant appartiennent aux Anglais, comme Darwin et Shakespeare nous appartiennent. Au point de vue économique, les deux nations sont indispensables l'une à l'autre. Certainement, il existe une concurrence et une rivalité commerciales entre nous; mais une telle concurrence n'implique pas une hostilité poli-

tique, encore moins une guerre. Nous avons une rivalité du même ordre avec l'Italie et l'Autriche-Hongrie, sans qu'elle nuise sérieusement à nos rapports avec ces puissances.

L'entente cordiale n'est donc pas, du seul fait de son existence, source de guerre, et nous voici loin du temps où Berlin nous disait : « Vous serez avec l'Angleterre contre moi ou avec moi contre l'Angleterre ». M. de Bülow reconnaît aujourd'hui que nous pouvons être, que nous sommes *avec* Londres sans être *contre* Berlin. Et du même cœur serein, il accepte l'accord franco-italien, même après l'expérience d'Algésiras :

Durant la Conférence, l'attitude de beaucoup de journaux italiens n'était, certes, pas conforme aux relations que les traités avaient établies entre l'Allemagne et l'Italie. Mais nous n'avons pas à nous plaindre de l'attitude du gouvernement italien, en particulier de MM. Sonnino, San Giuliano, Visconti-Venosta et Guicciardini.

Tous nos « complices » italiens à Algésiras, même M. Visconti-Venosta, sont donc amnistiés ou plutôt glorifiés. M. de Bülow reconnaît qu'ils ont rempli leur devoir, tout leur devoir, tant à l'égard de leur patrie qu'à l'égard de la Triple-Alliance :

L'Italie se trouvait à la Conférence dans une situation difficile. Il existait entre elle et la France certaines conventions relatives au Maroc et dont nous savions qu'elles n'étaient pas contraires à la Triple-Alliance. Nous avions même, dans les années qui ont précédé mon arrivée à la chancellerie, dit aux Italiens que nous leur laissions le soin de s'arranger avec leurs voisins de la Méditerranée et d'Afrique... Dans cette situation difficile, le gouvernement

italien a agi correctement à notre égard, non seulement en nous informant en temps voulu des limites de l'appui qu'il pouvait nous donner à Algérisas, mais également en nous fournissant dans les limites en question les moyens d'arriver au but que nous poursuivions, pour la réalisation des principes que nous défendions.

Et M. de Bülow lit un télégramme de M. de Radowitz rendant justice aux efforts de M. Visconti-Venosta, qui, dans la Conférence, en dehors des séances publiques, a mis au service du bien commun son intimité avec les Français : « Ce qui a été utile, peut l'être par la suite, ajoutait M. de Radowitz; on peut tirer plus de bénéfices de cette action indirecte que d'une participation directe que M. Visconti-Venosta évite autant que possible. »

Cette formule de son ambassadeur, il semble bien que le Chancelier l'adopte pour juger, non plus seulement la conduite de M. Visconti-Venosta à la Conférence, mais toute la politique présente et future du gouvernement italien : il espère plus de bénéfices d'une Italie médiatrice entre l'Allemagne et la France, que d'une Italie affiliée à la seule Triplice. Et voilà de quoi dérouter sans doute les bons Français de la presse et du parlement, qui firent un crime à M. Delcassé de ce « débauchage » italien; voici de quoi surtout leur apprendre la valeur des accusations venues d'Allemagne.

Au printemps de 1905, nous a-t-on assez violemment dénoncé la ténacité perfide, le machiavélique, satanique entêtement que notre ministre avait mis à

la poursuite de l'entente franco-italienne, à la séduction de l'Italie hors des justes et légitimes noces qui l'unissaient pour toujours à Guillaume II! M. de Bülow nous apprend aujourd'hui que le véritable promoteur de ce « tour de valse », ce fut le gouvernement de Berlin.

Avant l'arrivée de M. de Bülow aux affaires, — donc avant 1900, — l'Italie avait demandé à ses alliés de la Triplice quelques garanties pour ses intérêts maritimes et coloniaux; le gouvernement de Guillaume II répondit qu'il « laissait aux Italiens le soin de s'arranger avec leurs voisins de Méditerranée et d'Afrique ». La France n'a donc pas eu à séduire l'Italie : sur le conseil de l'Allemagne, c'est le gouvernement italien qui est venu chercher à Paris et à Londres — chez ses voisins de Tunis et de Malte — ce qu'on lui refusait à Berlin

De la part de M. de Bülow, n'eût-il pas été plus loyal et plus habile de raconter toute cette histoire au printemps de 1905? Aujourd'hui, le Reichstag accueille ces explications sans grande faveur et les journaux allemands n'ont pour le Chancelier qu'une « mauvaise presse » : les uns et les autres sentent qu'ils furent mystifiés.

Hors d'Allemagne, ce nouvel exemple de la manière bismarckienne ne servira pas au bon renom de la diplomatie impériale. M. de Bülow se défend de « chausser les bottes » du grand chancelier : « Tout le monde, dit-il, connaît mon admiration sans bornes pour ce grand homme d'État; mais il ne faut pas

oublier que d'autres temps exigent d'autres procédés. Dans nos relations internationales, nous devons nous montrer corrects, mais nous abstenir d'effusions. » On peut croire que « l'effusion » de Tanger eût été évitée pour le plus grand profit de l'Allemagne, si le Chancelier avait eu la correction de dire en février 1905 ce qu'il avoue seulement en novembre 1906.

A la façon dont M. de Bülow stipule que cela se passait « dans les années qui ont précédé son arrivée à la chancellerie », il est évident qu'il ne veut pas endosser la responsabilité de cette politique; mais il est bien obligé d'en accepter les conséquences et de reconnaître que l'union des puissances méditerranéennes, pas plus que l'entente cordiale, n'est, par le seul fait de son existence, une menace ou une injure à la majesté de l'empire allemand. Pourvu que l'Italie reste fidèle à la Triplice, dans les limites où ses engagements avec la France lui permettent d'appuyer désormais ses alliés continentaux, le Chancelier se déclare satisfait. A plus forte raison, l'Espagne — qu'il ne nomme même pas — a-t-elle le droit de « s'arranger avec ses voisins de Méditerranée et d'Afrique ».

Le bloc des puissances occidentales ne semble donc plus à M. de Bülow une avalanche suspendue sur le bonheur de l'Allemagne. Si la diplomatie impériale ne songe pas à « se glisser entre la France et la Russie ni entre la France et l'Angleterre », elle « ne pense surtout pas à faire de la rupture de l'amitié entre les puissances occidentales l'objet de ses efforts avoués ou secrets ».

Ainsi, toute l'œuvre de M. Delcassé reçoit l'approbation, l'adhésion du Chancelier. A droite de l'Allemagne l'alliance franco-russe, à sa gauche l'union des puissances occidentales ne forment pas, dans l'opinion de M. de Bülow, le cercle isolateur et paralysant, qui doit mettre en danger la paix de l'Europe.

Le Chancelier va plus loin : du bloc franco-russe au bloc occidental, il admet la légitimité de certains accords ; si, par l'intermédiaire de Paris, Londres et Pétersbourg parviennent à régler leurs rivalités asiatiques, il pense que l'Allemagne n'aura aucun motif encore de s'irriter ou de se plaindre :

Depuis plusieurs mois, des négociations se poursuivent entre l'Angleterre et la Russie, et il semble qu'elles doivent aboutir à un accord entre elles au sujet de l'Asie centrale, en particulier au sujet du Thibet, de la Perse et de l'Afghanistan. Au Thibet et en Afghanistan, nous n'avons aucun intérêt ; en Perse, rien que des intérêts économiques. La politique allemande n'a aucun motif de troubler ces négociations ou d'envisager d'un œil soupçonneux leur résultat probable. Si, au cours de la négociation, des droits et des intérêts allemands solidement fondés venaient en question, de loyales explications des deux parts ne laissent pas douter que nos droits et nos intérêts seraient respectés.

Le Chancelier ne se laissera pas aller aux soupçons et récriminations de ceux qui mettent une brouille anglo-russe parmi les conditions de la sécurité allemande :

Malheureusement je ne puis compter que cette calme manière de voir au sujet d'une entente anglo-russe soit approuvée par tous. Récemment je lisais un article où il

était dit que toute diminution des causes de conflit entre l'Angleterre et la Russie en Asie centrale devait nous porter ombrage, car il est dans l'intérêt allemand que l'Angleterre et la Russie se regardent toujours comme chien et chat. Si nous faisions de la politique selon cette formule, si nous nous mêlions des affaires d'autrui sans avoir la raison d'un intérêt direct de l'Allemagne, nous mériterions vraiment la défiance qui mainte fois nous est témoignée à l'étranger.

Tout au contraire, le Chancelier désire que l'entente anglo-russe soit faite en Asie : n'ayant à défendre là-bas que des intérêts économiques, dont la sauvegarde est facile, dont le respect, d'avance, est assuré, « la politique allemande n'a aucun motif de troubler ces négociations » ni d'en prévoir « d'un œil soupçonneux les résultats probables ».

Mais M. de Bülow garderait-il la même sérénité du jour où, Russie et Angleterre ayant réglé leurs différends asiatiques, la cordiale entente de Paris-Londres-Pétersbourg serait transportée en Europe et, par le nord ou par le sud, essaierait d'établir une sorte de pont entre le bloc des puissances occidentales et le participant oriental de la Duplice? n'est-ce pas alors que l'anneau fatal serait fermé et que, de pression en contre-pression, l'explosion viendrait à se produire?

Au nord, deux piles sont toutes prêtes à recevoir ce pont d'amitié entre l'Occident et l'Orient. De Londres à Pétersbourg, Copenhague et Christiania invitent au passage. Malgré les avances de Guillaume II à la cour de Danemark et au peuple de Norvège, il est probable qu'à la première invite ou

à la première alerte, c'est vers les puissances occidentales que les nations danoise et norvégienne seraient entraînées, par les aspirations démocratiques de l'une, par les rancunes nationales de l'autre, par les parentés monarchiques de toutes deux.

Mais une troisième pile est indispensable : Stockholm. Or, de longtemps, ni la nation suédoise ne pardonnera aux ministres du tsar leur politique finlandaise, ni la dynastie suédoise ne pardonnera aux puissances occidentales, à l'Angleterre surtout, la bienveillance inactive, mais déclarée, qu'elles témoignèrent aux revendications norvégiennes, et l'appel d'un gendre du roi Édouard au trône de Christiania. Copenhague et Christiania peuvent se donner aux puissances de l'Occident; c'est à Berlin que, longtemps encore, Stockholm cherchera conseils et assistance.

Par le nord, l'anneau n'est donc pas près de se fermer : dans son discours où le monde entier défile, M. de Bülow ne trouve rien à dire des puissances scandinaves. Par le sud, c'est tout autre chose : les deux couplets du Chancelier sur l'Italie et la Hongrie méritent que l'on y prenne garde.

*
* *

Par le sud, le pont serait facile à construire. Sur l'Adriatique et la péninsule des Balkans, on voit bien comment il pourrait se tendre, grâce aux nations slaves qui ne peuvent chercher qu'en Occident les

libérateurs de leur Macédoine. Cettinjé, Belgrade et Sofia sont déjà conquises à l'influence de Rome, de Paris et de Londres, et il ne faudrait pas un grand effort pour regagner Bucharest aux frères latins.

En vérité, depuis le mariage de Victor-Emmanuel II avec une princesse slave, depuis la réconciliation de la Bulgarie avec le tsar, surtout depuis la cordiale entente des trois gouvernements serbe, bulgare et roumain, il peut sembler que le circuit latino-slave est déjà formé. Mais de tous ces liens apparents, M. de Bülow sait que Berlin n'a rien à craindre, tant que les secrètes attaches entre Vienne et Pétersbourg les contrarient, tant que la Russie tient la Serbie pour autrichienne, afin que l'Autriche tienne la Bulgarie pour russe.

M. de Bülow adhère à cette politique austro-russe : « Le prince de Bismarck avait coutume de dire : En Serbie, nous sommes Autrichiens ; en Bulgarie, nous sommes Russes ». M. de Bülow a ses raisons, qui sont bonnes, de s'en tenir à la formule de Bismarck. Aussi longtemps que Pétersbourg soumet ses intérêts à la surveillance de l'Autriche, c'est Berlin qui est l'arbitre au Levant, le maître en Turquie : les routes autrichiennes et balkaniques ne profitent qu'aux officiers, ingénieurs et financiers allemands, qui s'en vont exploiter leur client de Constantinople, et c'est à des rails allemands que sont réservés les grands passages vers la Méditerranée, vers le golfe Persique, vers la mer Rouge ; la Russie, complaisante de l'Autriche, et l'Autriche, servante de Berlin, ne

travaillent au malheur des principautés balkaniques, au massacre des chrétientés ottomanes, à la misère de l'islam levantin et à la ruine de l'empire turc que pour le bénéfice du roi de Prusse.

Les choses balkaniques resteront ainsi tant que la Russie maintiendra à l'Autriche sa coopération : tous les fils diplomatiques, que les gouvernements de Belgrade, de Sofia et de Bucharest ou les puissances occidentales tenteront de nouer en travers de cette route allemande, ne seront que toile d'araignée, et la Russie, pour de longues années, semble n'être pas en humeur de rénover sa politique levantine : elle a d'autres soucis; répudiant les aventures du dehors, elle se « recueille » sagement, et M. de Bülow la félicite de cette sagesse :

La Russie actuellement a besoin de tout le meilleur de ses forces pour la réorganisation de sa situation intérieure. Après la guerre de Crimée, le prince Gortchakof écrivait dans une note célèbre : « La Russie ne boude pas, elle se recueille ». Actuellement aussi la Russie juge visiblement utile de s'imposer pour quelque temps dans ses entreprises extérieures une certaine réserve.

Mais, à défaut des Russes, il est un gouvernement et un peuple qui pourraient bien ne plus trouver en cet état des choses balkaniques la satisfaction de leurs intérêts, ni la garantie de leurs destinées.

Les Hongrois, depuis un demi-siècle qu'ils se sont éveillés à la vie moderne, ont eu deux tâches très ardues, auxquelles ils ne pouvaient pas suffire ensemble : contre les Allemands de Vienne, ils avaient

à reconquérir leur autonomie politique; contre les Slaves de leur royaume et du dehors, ils avaient à défendre leur indépendance nationale.

Longtemps, le danger slave leur parut le plus grand. Le spectre du panslavisme les plongeait en des terreurs paniques. Ils sentaient encore sur leur dos le vent de cette invasion russe qui, en 1849, était venue donner la main aux bandes slaves du Danube par-dessus la Hongrie piétinée. Que deviendraient la patrie magyare, la race d'Arpad et sa fortune, si jamais ces Slavies danubienne et balkanique, réveillées par les apôtres de Moscou, libérées par les soldats et les diplomates de Pétersbourg, enivrées du rêve panslaviste, voulaient s'unir aux nations-sœurs du nord, aux Slavies de Bohême, de Pologne et de Russie? Entre dix ou douze millions de Slaves méridionaux et quelque cent millions de Slaves septentrionaux, que pèseraient six ou sept millions de Magyars, déjà troués de communautés juives et allemandes, mangés de révoltes valaques et croates?

Contre ce danger slave, les Hongrois, durant un demi-siècle, ne virent de salut que dans l'Allemagne de Vienne et de Berlin : pour sauver leur existence, ils sacrifièrent leurs ambitions.

L'autonomie, qu'ils avaient arrachée aux gens de Vienne, était un mot; leur royaume continuait à n'être, en bien des choses, qu'une dépendance de l'Autriche et, s'ils disposaient de leur administration et de leur justice, leur armée, leurs finances et toutes leurs relations diplomatiques et commerciales res-

taient en des mains viennoises qui en usaient pour le profit du *Deutschtum* : l'ère de M. de Goluchowski fut le règne absolu de Guillaume II; la Hongrie, durant les dix années dernières, ne fut qu'une route du *Drang nach Osten*, et le Hongrois, un ouvrier de l'influence germanique.

Aujourd'hui, les victoires japonaises ayant mis en déroute le fantôme de l'ogre, les Hongrois commencent à sourire de leurs frayeurs passées. Ils reprennent quelque liberté d'esprit et voudraient reprendre toute liberté d'allures.

Ils jugent en hommes d'honneur — ils ont toujours été connaisseurs en la matière, — les vilaines besognes dont on les rendit complices envers les Slaves de leur royaume et de leur voisinage. Ils jugent en hommes d'affaires, — ils deviennent auss d'excellents *business men*, — la désastreuse exploitation qui, pour favoriser la culture et l'industrie alle mandes, entrava, entrave encore leur développemen économique et social. Ils veulent être les maître chez eux; mais, n'étant pas assez forts pour se libére à eux seuls, c'est aux Slaves maintenant qu'il s'adressent et c'est aux Slaves qu'ils ont dû, cett année même, leur première victoire, le triomphe d leur Coalition et le renvoi de M. de Goluchowski.

M. de Bülow proteste que, dans cette lutte entr Vienne et la Hongrie, Berlin a gardé et gardera tou jours la neutralité la plus correcte; Berlin veut reste l'alliée et l'amie de l'Autriche-Hongrie, non pas d l'Autriche seulement :

Il est incompréhensible que l'on ait pu croire, — surtout après le voyage de notre empereur à Vienne, — que l'Allemagne voudrait s'immiscer dans les affaires intérieures de la monarchie des Habsbourg. Nous ne nous mêlons jamais des affaires d'autrui et ne donnons jamais de conseils, à moins d'en être priés. Qu'une nation intelligente telle que la Hongrie l'ait imaginé, cela est inexplicable pour moi. En présence des dissentiments entre l'Autriche et la Hongrie, nous ne pouvons observer que la plus grande réserve. De bonnes relations avec l'Autriche-Hongrie répondent actuellement, comme du temps de Bismarck, à l'intérêt de l'Allemagne.

M. de Bülow proteste tout pareillement que jamais l'empereur Guillaume ne s'est mêlé des affaires intérieures de la Russie, que jamais il n'a encouragé les tendances réactionnaires du tsarisme, que jamais il n'a songé à intervenir en Pologne russe.

Et M. de Bülow proteste encore que Berlin n'a « jamais eu désirs de conquête, ni projets d'expansion en Extrême-Orient », où seuls « le maintien de la paix, l'intégrité de la Chine et le principe de la porte ouverte comptent à ses yeux ».

Et M. de Bülow proteste que jamais Berlin n'a voulu de mal à personne, surtout aux Américains, aux Japonais et aux Anglais, que jamais Berlin n'a trempé dans les menées du panislamisme, ni créé des difficultés en Égypte ou chez les Boers.

Pour un peu, M. de Bülow protesterait que c'est un faux Guillaume II, — un empereur de Kœpenick, — qui, voulant rendre « l'Allemagne désagréable à tout le monde », comme dit la *Gazette de Francfort*, signa la dépêche à Krüger, porta le toast de Damas, impro-

visa le discours de Tanger, — j'emprunte aussi l'énumération à la même *Gazette,* — peignit le tableau *Peuples d'Europe, défendez vos biens*, prêcha la croisade continentale contre l'Angleterre d'abord, contre l'Amérique ensuite, et prononça, devant témoins, les paroles violentes que des Hongrois ont entendues, touchant le refus obstiné que l'Autriche avait, envers soi-même et envers ses alliés, le devoir d'opposer aux prétentions militaires des Hongrois.

« Le diplomate, disent les Anglais, c'est un gentleman qui est payé *to lie abroad,* pour mentir au dehors. » M. de Bülow semble vraiment croire que le chancelier de l'empire allemand n'est qu'un diplomate à domicile. Même en Allemagne, sa diplomatie lui vaut des paroles sévères; au dehors, en Hongrie surtout, elle n'aura pas un meilleur succès. Après comme avant son discours, les Hongrois savent que, derrière l'hostilité du conjoint de Vienne, ils doivent compter sur les mauvaises dispositions de « l'ami » de Berlin : s'ils veulent se libérer de la tutelle germanique, il leur faut chercher quelque autre allié d'un dévouement plus sincère et d'intérêts plus conformes aux leurs.

L'exemple de la Prusse bismarckienne est justement là pour leur montrer le chemin.

Toutes différences gardées, — et ces différences sont nombreuses, graves, évidentes, — la Hongrie de 1906 est dans une situation analogue à celle de la Prusse en 1860. Membre autonome, mais secondaire de l'empire habsbourgeois, la Hongrie de 1906 est

toute prête à s'en détacher pour devenir une puissance indépendante; mais elle veut emporter du fonds commun le maximum de bonnes prises, car elle veut être une grande puissance.

Aux 282 000 kilomètres carrés de son royaume de Saint-Étienne, qui ne sauraient suffire à la classer parmi les chefs de l'Europe, elle voudrait joindre les 50 000 kilomètres du royaume triunitaire, Croatie, Dalmatie et Slavonie : ces 330 000 kilomètres carrés lui donneraient une base suffisante, — exactement la superficie de la Prusse actuelle. Autour de ce noyau compact, où des Slaves et des Valaques figureraient en nombre, qui peut dire si quelque empire ou fédération ne viendrait pas grouper un jour les Slavies et Valachies du voisinage?

En 1860, la Prusse, membre autonome, mais secondaire de l'Allemagne habsbourgeoise, n'avait guère que 270 000 kilomètres carrés. Comment s'est-elle détachée, en emportant les 70 000 kilomètres du Sleswig-Holstein, du Hanovre, de la Hesse et du Nassau? comment a-t-elle groupé ensuite sous son sceptre impérial, — elle, puissance mélangée de slave, de lithuanien et de germain, rapiécée de provinces polonaises, poméraniennes, wendes, prussiennes et saxonnes, — les royaumes et duchés proprement allemands de son voisinage? Le génie de son Bismarck et la force de ses armées ont presque tout fait; mais contre l'Autriche, la Prusse avait eu soin de se gagner d'abord les sympathies de l'Occident et l'alliance de l'Italie.

L'Italie et les puissances occidentales aidèrent ou souffrirent jadis l'œuvre prussienne : pourquoi seraient-elles hostiles aujourd'hui à l'œuvre hongroise?

Vers l'Italie, surtout, la Hongrie n'est-elle pas assurée d'avance de pouvoir tendre une main qui ne sera pas refusée? *Idem velle atque idem nolle, ea demum firma amicitia est,* disait un Romain qui s'entendait aux conjurations, Catilina : « communauté de vouloirs et communauté de haines, voilà seulement ce qui fonde une amitié ». Hongrois et Italiens ont, depuis Kossuth et Garibaldi, nourri les mêmes haines et les mêmes espoirs. La Prusse estima en 1866 que l'Italie de Florence, nation mal unifiée, à peine renaissante, pouvait être de quelque secours : la Hongrie doit-elle moins attendre en 1907 de l'Italie de Rome, du royaume centralisé, outillé, en pleine vigueur? Malgré les revers de Lissa et de Custozza, l'alliance prussienne valut aux Italiens Venise : avec quelques dangers ou même quelques grands maux, pourquoi l'alliance hongroise ne leur donnerait-elle pas Trente et Trieste? S'évadant de la Triplice, l'Italie et la Hongrie tourneraient contre Vienne leurs forces coalisées...

Ici, je rends la parole à M. de Bülow :

Laissons dire aux journaux et à certains politiques italiens irresponsables ce qu'ils voudront contre la Triplice ; mais les hommes politiques sont trop patriotes et trop sages pour faire sortir l'Italie du port paisible de la Triplice où l'ancre repose sur un fond sûr, pour la lancer sur la mer

houleuse des groupements nouveaux et des combinaisons aventureuses.

Les hommes politiques italiens de tous les partis désirent le maintien de la paix. Aussi longtemps que l'Italie tiendra fermement et loyalement à la Triple-Alliance, elle contribuera déjà par là au maintien de la paix pour elle et pour les autres. Si l'Italie se détachait de la Triple-Alliance, ou si elle suivait une politique chancelante et équivoque, cela augmenterait les chances d'une grande et générale conflagration.

La Triple-Alliance n'a pas encore eu l'occasion d'être mise à l'épreuve, en pratique, et si cela lui a été épargné, c'est à cause de son existence même; c'est parce qu'elle réunissait en une alliance les États de l'Europe centrale. C'est là ce qui a beaucoup contribué à éloigner le gros danger qui menaçait l'indépendance, l'intégrité des États alliés, ainsi que la paix de l'Europe; c'est ce qui prouve que, même à l'heure présente, la Triple-Alliance a des avantages considérables sur toutes les autres combinaisons imaginables.

La Triple-Alliance a aussi cet avantage qu'elle rend impossible tout conflit entre les trois puissances alliées. Si l'Italie et l'Autriche-Hongrie n'étaient pas alliées, leurs relations pourraient bien être tendues. C'est pour moi un besoin d'exprimer combien sûr fut l'appui que l'Autriche-Hongrie a prêté à l'Allemagne à la conférence d'Algésiras. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, le cas échéant, nous témoignerions à l'Autriche la même fidélité, assurés de l'approbation du Reichstag et de la nation tout entière.

Voilà donc les Italiens bien prévenus, et les Hongrois du même coup. En dehors de la Triplice, telle qu'elle existe actuellement, — c'est-à-dire en dehors de l'alliance avec Vienne et Berlin pour l'Italie, de l'union avec Vienne et de l'alliance avec Berlin pour les Hongrois, — il n'est que « combinaisons aventu-

reuses », mers démontées, tempêtes et, pour finir, conflagration générale. Et nous voilà bien prévenus à notre tour, nous autres Occidentaux, en particulier nous autres Français; car, de la conflagration générale, nous en sommes : c'est l'explosion promise, qui doit suivre la pression et la contre-pression.

N'espérons pas nous en tirer ou nous en tenir à l'écart : même si nous n'avons en rien favorisé ce « groupement nouveau », nous en devrons compte au tribunal de Berlin et déjà les journaux du Chancelier rappellent qu'il y a près de vingt ans, avant seulement de naître à la vie diplomatique, le successeur actuel de M. Delcassé, M. Pichon, s'essayait à troubler les eaux de la Triplice dans les parages de Buda-Pest. Nous serons donc les séducteurs de la Hongrie, comme nous étions en mars 1905 les débaucheurs de l'Italie; c'est nous qui aurons fermé l'anneau fatal pour isoler et paralyser le gouvernement de Guillaume II, et c'est contre nous que sortiront au jour de deuil et de colère, *dies iræ*, *dies illa*, l'épée aiguisée et la poudre sèche, et sur nous le siècle explosera en cendres, *solvet sæclum in favilla.*

*
* *

La diplomatie à grand orchestre est un très noble passe-temps, et M. Turcaret, qui aimait les belles voix soutenues de quelques trompettes, eût admiré le Chancelier. Mais les trompettes des diplomates, même quand elles nous annoncent la fin du monde

et le jugement dernier, ne règlent plus notre vie moderne : après comme avant les musiques menaçantes de M. Bülow, l'Europe continuera d'aller son chemin, à la poursuite du pain quotidien et du bonheur démocratique, puisque l'Europe aujourd'hui ne pense plus qu'à la vie d'ici-bas.

Au siècle dernier, les combinaisons personnelles des hommes d'État avaient encore quelque influence sur les destinées des peuples. Aujourd'hui, les besoins des peuples entraînent tout et il s'agit de savoir, non plus ce que les diplomates de la Triplice veulent imposer à ses contractants, mais ce que les nécessités économiques des contractants feront de la Triplice.

Assurer dans l'Europe centrale l'hégémonie de Berlin et en Allemagne la tyrannie prussienne, installer dans le monde, en particulier dans le monde levantin, l'exploitation germanique : tel apparaît après vingt années d'existence le véritable objet de la Triplice; on comprend que le Chancelier la tienne pour éternellement indispensable. Rassurer les inquiétudes autrichiennes, calmer les terreurs hongroises, satisfaire les rancunes italiennes en furent longtemps les résultats appréciés : la Triplice subsista sans fêlure, tant qu'Autriche, Hongrie et Italie voulurent bien se contenter de ces viandes un peu creuses.

Aujourd'hui l'Autriche est seule à conserver son anxiété du lendemain, cette crainte des tempêtes extérieures ou internes, qui l'enchaîne au Hohenzollern comme au seul tuteur capable de maintenir sa

dynastie et son intégrité. Mais voici trois ans déjà que l'Italie, déposant toute aigreur, est rentrée au foyer latin, et voici qu'à son tour la Hongrie quitte ses terreurs folles. Toutes deux reviennent à la vie normale et aux raisons de vivre; leurs seuls intérêts vitaux, leurs seuls besoins vont déterminer leur politique. La Triplice est-elle conforme aux intérêts vitaux de l'Italie? est-elle seulement respecteuse des besoins les plus matériels de la Hongrie? Tout est là ; le reste n'est que bavardage.

Pour l'Italie, la preuve en est faite : dès que les Italiens se sont inquiétés de leurs intérêts maritimes et coloniaux, Berlin les a renvoyés à leurs voisins de Méditerranée et d'Afrique. Mais la preuve se continue : l'industrie et le commerce italiens commencent à sentir de quel poids l'hégémonie allemande pèse sur leurs affaires.

Je n'ai pas aujourd'hui l'intention d'embrasser le sujet. Qu'il me suffise de rappeler les plaintes des armateurs italiens devant l'invasion de leurs quais par les compagnies allemandes. Chez l'allié, l'Allemand, imitant son Empereur, s'installe et use de tout avec la plus envahissante cordialité. Gênes, Naples et Livourne seraient devenues avant cinq ans des places allemandes, si le gouvernement de Rome n'avait décrété quelques mesures qui ne peuvent être utiles que contre cette invasion germanique, mais qui, forcément appliquées à toutes les marines étrangères, restreignent et appauvrissent le commerce du royaume.

De Gênes et de Naples, prises comme bases d'opérations, l'Allemand s'est lancé à la conquête de terres transatlantiques et méditerranéennes, que le jeu naturel des affaires, les relations traditionnelles, les justes ambitions de l'Italie ou même la force des choses semblaient réserver à l'influence italienne. L'Amérique du Sud, peuplée, enrichie, civilisée à nouveau par l'émigrant italien, cette Amérique latine dont nous ne mesurons pas encore, nous autres Français, la fortune actuelle et le futur développement, c'est des ports italiens, aussi bien que de ses ports nationaux que l'Allemand est parti pour en accaparer la renaissance.

Il est venu chercher à domicile l'émigration italienne pour la mener à la nouvelle patrie, et, enlevant cette clientèle aux compagnies nationales, il a trouvé un fret de départ pour compléter ses chargements de manufactures, qui sont remplacés au retour par les cafés, cacaos, épices, bois, cuirs et autres matières premières : en fin de compte, cette opération assure aux commissionnaires et fabricants de l'Empire le marché sud-américain pour leurs produits industriels, et le marché de l'Europe centrale, de l'Italie elle-même, pour les produits coloniaux.

En Méditerranée, pareillement, n'est-ce pas le résultat le plus certain de la Triplice d'avoir attiré et installé la prise allemande sur ces Échelles du Levant où jadis flottèrent les couleurs génoises et vénitiennes, où l'Italien avait l'espoir légitime de reprendre un jour les fructueuses traditions des doges?

Depuis les jours lointains de Venise et de Gênes, trois marines s'étaient succédé ou concurrencées dans l'exploitation des Échelles : les Hollandais, les Anglais et les Français. La Hollande aujourd'hui suffit à peine au trop lourd fardeau de ses Indes malaises; l'Afrique, du Cap au Caire, hypnotise les Anglais; la même Afrique, de Tunis à Mogador et du Sahel au Congo, accapare les Français. Le Levant redevenait libre : la Triplice y planta la bannière allemande. La *Deutsche Levante Linie* et les filiales de la *Hamburg-Amerika* vont régner sur la Chios génoise et la Candie vénitienne.

Si l'Italie leur refuse le trop commode usage de ses ports, elles prendront Trieste, où déjà se prépare la germanisation de cette Adriatique dont les Italiens se croyaient les uturs princes légitimes, les « thalassocrates » désignés par la nature et par l'histoire. M. de Bülow proteste encore que la conquête de Trieste n'est point dans ses intentions, pas plus que l'annexion de la Tripolitaine :

Tous les bruits, relatifs aux menées d'agents allemands en Tripolitaine ou d'une expédition dans l'hinterland de la Tripolitaine, sont de pures inventions, qui n'ont d'autre but que de semer un désaccord entre l'Italie et nous. Ensuite, pour agir contre nous à Vienne, on a même prétendu que nous voulions établir une communication par la Tripolitaine entre le Cameroun et Trieste que nous devions annexer. Nous n'avons aucun intérêt à nous occuper politiquement de l'hinterland de Tripoli ou de Tunis.

Les Italiens savent bien qu'une flotte et une armée allemandes ne viendront pas occuper Trieste et rem-

placer les armoiries du Habsbourg par la bannière rouge, blanche et noire. Mais ils savent aussi que, sans annexer Constantinople ni Khaïfa, sans annexer Anvers, ni Rotterdam, ni les Provinces baltiques, ni l'État brésilien de Rio Grando do Sul, les Allemands rêvent d'en faire des places ou des terres germaniques, sur lesquelles régneraient en maître l'intérêt allemand, la langue allemande, la volonté et les modes allemandes, bref le *Deutschtum*.

Quant les Italiens redoutent pour Trieste un pareil avenir, comment pourraient-ils fermer les yeux sur l'organisation des voies ferrées, sur le percement des Alpes orientales, que, pour le seul bénéfice de Hambourg, les gens de Berlin imposent à leurs « seconds » de Vienne et qui vont faire porter sur Trieste tout l'effort des combinaisons germaniques, accaparements, tarifs, cartells et autres engins de conquête commerciale?

Après ces intérêts maritimes, si nous considérions les intérêts continentaux de l'Italie, tant sur les Alpes que dans la péninsule des Balkans, je doute que nous puissions découvrir quelque bienfait ou quelque service primordial, assurés ou promis seulement par la Triplice à la nation et à la race italiennes...

Pour la Hongrie, j'ai déjà montré par des chiffres ce que son commerce et son industrie naissante gagnent à la gérance de ses relations extérieures par l'empereur allemand. De ce côté, les semences jetées par la Triplice montent plus rapidement encore que chez les Italiens.

Dans l'ensemble, le problème est peu compliqué. Jusqu'à ces années dernières, la Hongrie, terre continentale et pays agricole, race privilégiée au milieu de sujets slavons, croates, allemands ou valaques, et sentinelle de l'Europe aux confins des empires asiatiques, de l'Ottoman et du Cosaque, la Hongrie trouvait dans la Triplice toute satisfaction de ses besoins, qui se réduisaient à deux : défense du sol et de la suprématie magyare, prospérité de l'agriculture. La Triple-Alliance garantissait la Hongrie de l'invasion étrangère et de la révolte intérieure; la Triple-Alliance était favorable aux grands propriétaires hongrois et même aux paysans. Durant ce dernier quart de siècle, la Hongrie fut l'une des fermes de l'usine germanique : satisfaite de vendre à Vienne et à Berlin ses matières premières, elle cherchait à Vienne et à Berlin ses fournisseurs de manufactures.

Aujourd'hui, la Hongrie est décidée à traiter en frères ou en amis ses sujets et ses voisins. Elle n'est plus au voisinage des barbares, sous la menace de l'Asie : les frontières de notre Europe ont gagné, gagnent chaque jour vers l'orient; déjà les Slaves du sud sont enrôlés au service du progrès et c'est la Bulgarie — l'enfant chérie d'Ignatief et des panslavistes — qui de ce côté est devenue la sentinelle de la civilisation; demain, les Slaves de l'est et du nord enfileront le même chemin, à l'entrée duquel ils hésitent encore, mais dans lequel les engagera la constitution russe qui tôt ou tard viendra.

La science et le travail de l'Europe reprennent

l'exploitation de ces champs danubiens et scythiques, dont les Anciens vantaient la fertilité, mais où le cavalier turc, tartare et cosaque promena durant dix siècles son annuelle dévastation. Du coup, la ferme hongroise est entourée de sillons qui se rouvrent et lui font concurrence; mais du même coup l'industrie hongroise pourrait acquérir dans ces fermes nouvelles des marchés rémunérateurs, si la Hongrie à son tour devenait une usine, si, aux récoltes de ses limoneuses plaines, elle ajoutait le produit des mines qui, dans les siècles passés, firent le renom de ses montagnes.

La Hongrie agricole ne nourrit que 17 millions d'hommes sur ses 282 000 kilomètres carrés : à peine soixante habitants au kilomètre. La Hongrie agricole et industrielle en pourra nourrir le double, à condition qu'elle ait une clientèle suffisante, car elle a déjà matières premières, minerais, houille et main-d'œuvre en abondance, et elle aura bientôt usines, entreprises et rails à foison.

En dehors du marché national, il n'est pour ses usines qu'une clientèle, mais toute proche : les pays balkaniques et le monde levantin. L'industrie hongroise ne pourra vivre qu'avec des Bulgares, des Serbes, des Macédoniens, des Albanais, des Arméniens, des Turcs même, pacifiés, régénérés, délivrés de la terreur et de la misère, assurés du présent et confiants dans l'avenir : est-ce le but de la Triplice au Levant ? Guillaume II n'a-t-il pas mis les intérêts de ses cartells et le centre de sa politique dans une Turquie

hamidienne, rongée de lèpres et de désordres, sans justice, sans police, sans crédit, sans lendemain?

Chaque cheminée qui pousse en Hongrie — et depuis trois ans elles poussent par centaines — nous annonce que, bientôt, les Hongrois devront choisir entre la Triple-Alliance et leurs intérêts : c'est contre ces cheminées que M. de Bülow doit tourner ses trompettes; reste à savoir s'il renouvellera le miracle de Jéricho.

Et non contents de leurs forces terrestres, les Hongrois veulent, eux aussi, mettre sur mer une part de leur fortune et de leurs ambitions. Ils ont revendiqué un port sur l'Adriatique; dans leur rade de Fiume, ils accumulent l'outillage d'un grand entrepôt commercial; ils veulent entrer en relations avec les marchés d'outre-mer; déjà leurs compagnies de navigation prennent dans la Méditerranée et réclament dans les Océans leur juste part du trafic mondial... L'invasion germanique des ports méditerranéens et l'organisation allemande de Trieste, qui dès maintenant sont une menace pour l'Italie, seront avant dix ans une gêne intolérable pour les Hongrois.

*
* *

La Triple-Alliance, tôt ou tard, mourra,

Puisque mourir à l'homme est chose naturelle.

Je croirais volontiers que ses jours sont comptés. Elle est vieille : elle a plus d'un quart de siècle. Elle penche au déclin : on est obligé chaque matin

d'annoncer qu'elle a passé la nuit. Avec des soins, les spécialistes de Berlin et de Vienne comptent la prolonger; avec des artifices plutôt, ils fardent cette moribonde pour lui donner les apparences de la jeunesse. Mais perpétuer la chose, et non pas le mot seul, exigerait d'eux le renoncement à toutes leurs habitudes et la substitution d'une politique vraiment internationale et humaine à l'intérêt du seul roi de Prusse.

Ce n'est pas leur faire injure que les déclarer incapables de cette métamorphose, préparés peut-être à la concevoir, impuissants à la réaliser parce que la Triplice est une œuvre bismarckienne, c'est-à-dire spécifiquement, égoïstement prussienne, et qui voudrait lui enlever ce caractère, lui ôterait du même coup toutes raisons d'exister.

En sa place, on nous dit que le successeur de M. de Goluchowski, M. d'Aehrenthal, songe à restaurer la vieille alliance des trois empereurs, qui jadis a fait son temps aussi, mais que vingt-cinq ans de sommeil ont peut-être rendue à la santé. Seulement, Vienne et Berlin déclarent à l'envi que la Russie a besoin, plus que jamais, de la France et de son épargne : l'alliance des trois empereurs, supprimant le dernier espoir de recourir à notre bourse, enlèverait au tsarisme sa dernière chance de salut... Vienne et Berlin s'en tiendront à la Triplice avec acharnement. Malheur à qui voudrait en hâter, en reconnaître seulement le décès, et si, malgré tout, elle devient officiellement morte, malheur à nous, Français, qui l'auront enterrée!

Nos hommes d'État ne seront pour rien dans cette mort naturelle : que pourraient ajouter leurs coups de langue ou de plume aux irrésistibles poussées de la vie qui monte ?

On nous tiendra néanmoins pour responsables : c'est chez nous d'abord que la conflagration viendra mettre le feu; M. de Bülow nous signifie l'arrêt et, bien que les considérants soient iniques, nous devons avouer que la condamnation ne s'en trouve pas moins juste. Car il n'est pas vrai que notre politique ait eu « pour but d'enfermer l'Allemagne, de construire un cercle de puissances pour l'isoler et la paralyser » ; mais il est vrai que notre seule présence en Europe a eu ce résultat de paralyser la politique bismarckienne.

Oui, par le seul fait que nous existons et que, depuis un siècle, nous proclamons l'appel égalitaire de tous les hommes au bonheur et de tous les peuples à l'indépendance, par le seul fait que, depuis trente-six ans, sans trêve et sans défaillance, nous protestons au nom de ce droit démocratique contre la force, les peuples d'Europe ont appris à blasphémer le droit divin de la Triple-Alliance.

En face de la Prusse bismarckienne, qui a pour règle d'être « russe en Bulgarie, autrichienne en Serbie, anglaise en Égypte », c'est bien nous, Français, qui avons pour idéal et, presque toujours, pour habitude d'être en Bulgarie bulgares et serbes en Serbie, comme nous serons égyptiens en Égypte — et nos amis de Londres le seront avec nous : leur

conduite aux îles Ioniennes nous en est un sûr garant, — dès que nous trouverons des Égyptiens.

Donc, nous ne saurions contester au Chancelier de la Triplice ses raisons de nous chercher noise et nous aurions le plus grand tort de nous figurer que ses menaces ne seront jamais suivies d'exécution. Même si nous avions la lâcheté de renoncer à nos revendications françaises, nous resterions les trouble-fête de l'Europe : ce que veulent abattre en nous les *beati possidentes* de la Triple-Alliance, c'est moins la France que la Révolution. Sachons donc que, n'ayant pas le droit d'escompter sûrement un avenir de paix, nous avons le devoir quotidien de songer aux risques, aux grands risques de guerre : des jours critiques s'ouvriront peut-être.

Ce n'est pas au dehors seulement que la politique bismarckienne sent fléchir son ouvrage : il semble qu'en Allemagne aussi la faillite de l'absolutisme prussien soit possible. Il y a six mois, M. Bebel prononçait au Reichstag cette grave parole qu'après tout, l'unité de l'Allemagne ni la grandeur de l'empire allemand n'est liée à la dynastie des Hohenzollern... Nous savons aussi bien que M. de Bülow, — c'est même nous, Français, qui lui avons appris, — qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Mais depuis six mois, combien d'autres hirondelles semblent présager le renouveau d'une Allemagne que nos pères ont connue, moins idolâtre de la force, moins courtisane des puissants, irrespectueuse et rétive

aux caprices de ses maîtres, sympathique aux idées et aux souffrances d'autrui !

La presse la plus « bourgeoise » d'outre-Rhin, *la Gazette de Francfort*, *la Gazette de Cologne* et même « notre tante » de Voss reprennent un langage que, depuis trente ans, elles semblaient avoir oublié. Des mots, des mots, sans doute. Mais on sait le penchant qu'eut toujours l'Allemagne à l'imitation du voisin et la brusque contagion de nos journées révolutionnaires sur ce peuple assoupi dans le culte du passé ; on peut se demander si le voisinage de la révolution russe ne fera pas surgir, après ces mots, des actes. L'Empereur vient de congédier son Reichstag, comme le Tsar sa *Douma*. L'Empereur menace de renvoyer encore les élus de son peuple si les élections ne sont pas « bonnes », — comme le Tsar a fait après les « mauvaises » élections de cette année. La ressemblance se poursuivra-t-elle jusqu'aux mouvements dans la rue, jusqu'à la bombe?...

Deux événements ont compromis la majesté du militarisme prussien. L'un, très petit, — l'affaire de Kœpenick[1], — l'a montrée ridicule. L'autre, très

1. On lit dans *le Temps* du 17 octobre 1906 :

« La petite ville de Kœpenick est distante d'une vingtaine de kilomètres de Berlin, sur la Sprée supérieure, près Muggelsée; elle possède quelque vingt mille habitants et est un des buts d'excursion préférés de l'est berlinois. Hier, à une heure de l'après-midi, un capitaine en uniforme se présentait au champ de tir de Plœtzensée et commanda à une escouade de douze hommes qui venaient d'être relevés de garde de le suivre à la localité voisine de Kœpenick. Arrivés là, l'officier leur fit charger leurs armes, mettre baïonnette au canon, et à la grande stupeur

grave, l'a rendue presque odieuse : la cherté des vivres créée par les bureaucrates au bénéfice des hobereaux, et le maintien aux affaires de M. de Podbielski, l'homme des agrariens et des fournitures coloniales. Quel signe des temps que la mélancolique promenade du Hohenzollern dans le jardin du Wittelsbach, au bras d'un homme de lettres, d'un « civil » bavarois, dont Guillaume II veut gagner l'approbation, l'absolution, presque la pitié : « Il est si pénible de travailler lorsqu'on sent autour de soi la

de la population, il occupa avec sa petite troupe l'hôtel de ville, dont il fit garder les issues. Il agissait en vertu d'un ordre de cabinet de l'empereur, devant lequel la police s'inclina sans en demander davantage. Il se fit montrer les cabinets du maire et du caissier. La population s'était réunie sur la place tandis que la gendarmerie l'empêchait d'approcher. Le faux capitaine ordonna au maire d'arrêter ses comptes et se fit remettre l'argent en caisse, qui s'élevait à 4.002 marks; il y manquait un mark, d'après le solde du grand-livre. Avec un sang-froid qui ne se démentait pas, l'escroc fit dresser procès-verbal et dit au caissier de cacheter le sac contenant l'argent qu'il devait, par ordre supérieur, emporter à Berlin. Le maire et le caissier furent ensuite conduits sous escorte militaire à leurs domiciles respectifs où des voitures stationnaient sur réquisition de la police pour les conduire à Berlin. La femme du maire, Mme Langermans, refusa de se séparer de son mari et elle monta avec lui dans un landau.

« Un brigadier de police prit place en face d'eux et un grenadier, baïonnette au canon, monta sur le siège à côté du cocher. Il en fut de même pour le caissier, et les deux voitures partirent pour la grand'garde de Berlin, où le faux capitaine leur avait donné l'ordre de le rejoindre, tandis que lui-même prenait le chemin de fer. Lorsque les voitures s'arrêtèrent devant le poste, Sous-les-Tilleuls, à Berlin, cette arrivée provoqua une grosse sensation et l'officier de garde s'empressa de téléphoner à la place. Le commandant de Berlin, le général de Moltke, arriva en toute hâte, et alors le mystère fut découvert.

« L'audacieux voleur avait disparu et on a perdu ses traces à une gare du chemin de fer de Ceinture.

méfiance! » Et le petit-fils de Guillaume Ier ajoute : « J'entends parler de la lassitude de l'empire ». Nous savons, en France, par une expérience cruelle, quel remède les empires cherchent à leur lassitude.

Même en Prusse, on perçoit les secousses de forces souterraines, dont la bureaucratie croyait être venue à bout. Ce n'est pas en Posnanie seulement, sur les terres arrachées il y a cent ans à la République de Pologne, que la vie polonaise continue de battre avec une fiévreuse intensité : dans la Silésie, que l'Autriche avant la Prusse disait avoir germanisée, que cinq ou six générations de Hohenzollern, succédant à dix ou douze générations de Habsbourg — cinq siècles de tyrannie germanique, — croyaient avoir débarrassée de toute semence du slavisme, dans cette Silésie sourdent de toutes parts les indomptables rejets de la vieille Pologne, et Berlin doit implorer le secours du Pape contre ces catholiques menaçants. C'est en Rome aussi que notre empereur las mit son dernier espoir, avant de faire appel au Seigneur des armées.

En Prusse comme en Allemagne, le catholicisme assure encore un appui fidèle à l'empereur et roi, un « centre » de résistance aux réclamations populaires.

Appui dangereux pour un empereur et roi protestant. Faute d'un autre moyen de témoigner activement de leur opposition, tous les mécontents de l'empire donnent leurs votes au socialisme et trois ou quatre millions d'électeurs semblent adhérer aujourd'hui aux dogmes du parti. Il me faudrait

l'optimisme ou le volontaire aveuglement de nos « unifiés » pour croire que tous ces mécontents sont des adeptes résolus, de futurs martyrs de la doctrine : en vérité, tant que l'opposition allemande ne trouvera à se grouper que dans ces cadres du socialisme, je crois qu'elle manquera toute opportunité d'intervention efficace, qu'elle se contentera de paroles, de beuveries fraternelles et de chorals. Mais contre le catholicisme et le régime clérical, si l'Allemagne protestante avait à reprendre la défense de ses libertés, peut-être verrions-nous la fin de cette théocratie byzantine, que nous décrit en sa brochure le comte de Reventlow. Déjà les *schwarzseher*, les pessimistes, dans le titre de leurs pamphlets, mettent en présence l'empereur et son peuple, *Unser Kaiser und sein Volk.*

M. de Bülow rappelait au Reichstag le mot de Bismarck : « Les fruits ne mûrissent jamais plus vite que lorsqu'on tient une lampe auprès d'eux. » Nos lampes, dressées à l'occident, font dans l'Europe centrale mûrir des fruits que nous n'avons pas cultivés, que nous ne cultiverons pas (leur maturité trop hâtive pourrait nous mettre en de cruels embarras), et foisonner de jeunes pousses qui risquent d'étouffer le vieil arbre bismarckien. Le successeur de Bismarck s'en irrite : prenons bonne note de ses menaces.

Mais ne faisant rien pour les exciter, — rien que vivre, — que pourrions-nous faire pour les apaiser ? rien que renoncer aux traditions de notre histoire, à toute notre vie française, et prendre dans la Triplice

le rôle que le départ de l'Italie ou de la Hongrie rendra bientôt vacant...

Allons donc notre chemin, sans méconnaître les dangers de la route, mais sans les redouter plus qu'il ne convient : munis des armes nécessaires, accompagnés de quelques amis, dont la fidélité nous est garantie par leurs intérêts vitaux autant que par leurs signatures, nous marchons entre deux fortes puissances : derrière nous, la sympathie des nations démocratiques; devant nous, le dévouement de tous les opprimés. Dans la pleine conscience de nos devoirs et de nos risques, poursuivons notre marche et puisque, en attendant, M. de Bülow nous offre des relations, sinon cordiales, du moins correctes, examinons tranquillement, d'un esprit dégagé de toute humeur hargneuse ou servile, les conditions qu'il voit à une entente soit passagère, soit durable.

IX

OFFRES ALLEMANDES

Coopération industrielle et financière. — Facilités coloniales. — Tanger. — Le « vaste terrain ». — Colonies et sphères d'influence. — Chine et Turquie. — Le chemin de fer de Bagdad. — Asie-Mineure et Mésopotamie. — Le firman de 1902. — Négociations franco-russo-allemandes. — Le syndicat franco-allemand. — Voyage impérial à Londres. — Refus anglais. — Supercherie berlinoise. — Refus français. — Conditions d'accord.

Nous arrivons aux offres de M. de Bülow. Dans l'esprit du Chancelier, le rétablissement de relations, sinon cordiales, du moins correctes, entre Paris et Berlin comporterait une manœuvre en deux temps :

1° « les deux peuples se rencontrent et travaillent ensemble sur le terrain économique, sur le vaste terrain des entreprises industrielles et financières » ;

2° vient « peut-être un jour où les deux peuples s'entendent sur telle ou telle question coloniale ».

Prise dans son ensemble, la conception est logique et semble réalisable ; je la crois même d'une exécution facile et d'un bénéfice presque certain pour les deux

parties contractantes, si toutes deux veulent y mettre quelque bonne volonté et une entière bonne foi.

Sur le terrain des entreprises financières, les Allemands ne peuvent plus rien sans le concours de Paris : tous leurs capitaux sont engagés; leur crédit, au dedans comme au dehors, n'est plus susceptible d'extension; ils ont déjà dépassé la limite de leurs forces; ils sont à la veille d'une crise, qui serait beaucoup plus grave que celle de 1901-1902; par milliers peut-être, banques, sociétés, usines et maisons de commerce crouleront avant peu, si les capitaux français ne viennent faire baisser les exigences de l'argent sur les places de l'Allemagne entière.

De notre côté, il est des terrains coloniaux, sur lesquels nous ne pouvons rien entreprendre sans l'assentiment de Berlin.

Concours de Paris, assentiment de Berlin : voilà deux marchandises d'échange qui, pour n'être pas de même nature, peuvent cependant être de même valeur. Nous n'avons aucune raison de repousser l'affaire avant de l'avoir examinée : envers tous nos voisins, envers les moins bons comme envers les meilleurs, nous avons les mêmes devoirs doublés du même intérêt.

Notre intérêt fondamental, — je l'ai expliqué à maintes reprises, — est que toute l'humanité prospère, s'enrichisse; dans l'univers, il n'est pas de progrès pacifique ni de fortune nouvelle qui ne soit, au bout du compte, un bénéfice pour notre France, une source de clientèle pour nos industries de luxe, pour

notre travail d'artistes, pour nos routes d'automobiles, pour nos plages d'hiver et d'été, pour nos villes de résidence et de plaisir. Une Allemagne ruinée, ou gênée seulement serait d'un voisinage dangereux aux portes de notre caisse d'épargne; il ne faut pas que les successeurs de Bismarck puissent offrir à leur peuple, comme seul remède de ses embarras d'argent, un voyage militaire au pays des milliards.

Les menaces de M. de Bülow et du militarisme prussien ne sauraient nous émouvoir; mais nous ne devons rien faire qui nous aliène les esprits de l'Allemagne travailleuse.

Encore faut-il étudier l'affaire que l'on nous propose, en chercher les modes principaux et les garanties indispensables. Avant tout, il faut en bien définir les termes; on n'a chance de s'entendre que si l'on commence par se bien comprendre : M. de Bülow parle le langage imprécis dont les « sphères diplomatiques » se font une élégance et dont le bon public se croit tenu d'admirer la profondeur.

Des deux termes qu'il emploie, « entreprises industrielles et financières » et « questions coloniales », il en est un que nous sommes libres de définir, puisque c'est nous, évidemment, qui aurons à demander telle ou telle facilité pour notre expansion coloniale. Or quinze mois après le discours de Tanger, nous savons, et M. de Bülow sait comme nous, quelle facilité Berlin nous a refusée pour notre politique africaine et quelle facilité Berlin nous refuse encore pour l'exécution du mandat que nous avons reçu à Algésiras.

Hors du Maroc à pacifier et à régénérer suivant le programme que nous ont tracé les Puissances, l'Allemagne n'a rien à nous offrir dans le monde colonial et nous n'avons rien à lui demander.

Mais les entreprises industrielles et financières regardent Berlin. Quelles sont les entreprises pour lesquelles Berlin demandera notre concours? Le Chancelier ne spécifie pas; d'un grand mot, il se contente de dérouler sous nos yeux le « vaste terrain », la carte mondiale des affaires. Dans la réalité, ce terrain est-il si vaste? Utile sans doute en beaucoup d'autres points, la coopération franco-allemande ne serait-elle pas d'une nécessité plus urgente et d'un succès plus efficace en tel canton de l'univers ou en telle case du portefeuille?

Il y a trente ans, vers 1876, c'est en Allemagne même que cette coopération aurait eu pour les Allemands le profit le plus immédiat. L'Allemand transformait alors sa vie nationale : soldat et laboureur jusque-là, il voulait devenir industriel aussi et commerçant. Ayant exposé les produits de son travail dans les vitrines de Philadelphie (1873), il mesurait l'énorme distance qui le séparait encore des nations civilisées : il avait l'ambition de légitimer, par les arts de la paix, la place éminente que, d'un coup de force, il avait acquise parmi les grandes puissances.

Laboratoires de recherches, champs d'expériences et de comparaisons, séminaires, écoles pratiques, enseignement moderne, il tournait vers sa propre vie l'ardeur scientifique qu'il avait jusque-là réservée à

l'étude des sociétés lointaines ou disparues. Houillères, mines, hauts fourneaux, chaudières, machines, comptoirs, etc., il tâchait d'acquérir tous les moyens nouveaux de production. Routes, rails, canaux et ports, il demandait à ses États un outillage complet de circulation... De 1873 à 1883, l'Allemagne, si elle avait eu le concours de nos capitalistes, aurait achevé bien plus vite et bien plus complètement la transformation de son pays et de ses peuples.

Il y a vingt ans, vers 1886, c'est sur le terrain colonial que cette coopération eût semblé le plus nécessaire.

En 1882, l'Allemagne décidait qu'elle aurait des colonies, puisque le propre des grandes puissances était d'en avoir : Bismarck, un peu à contre-cœur, soutenait les allègres initiatives des gens de Hambourg. En 1883, le Sud-Ouest africain, en 1884, le Togo et le Cameroun, en 1885, l'Afrique orientale engageaient les forces allemandes dans la pénétration et le partage du Continent noir. A l'automne de 1884, la Nouvelle Guinée et l'archipel Bismarck; à l'automne de 1885, les îles Salomon et les îles Carolines assuraient dans le Pacifique les reposoirs et entrepôts futurs de la flotte impériale.

Cette politique coloniale nécessitait une entente parfaite entre Berlin et Londres; elle amena aussi quelques négociations cordiales avec Paris. Si en 1886 nos financiers lui avaient donné le même concours que nos diplomates, il est probable qu'aujourd'hui l'occupation allemande serait devenue effective et

profitable en des terres où flotte le drapeau de l'empire, mais dont les rivages à peine sont garnis de quelques postes militaires ou commerciaux et dont l'hinterland reste à la barbarie ou à la révolte.

Il y a dix ans, vers 1896, l'Allemagne délaissait un peu les colonies proprement dites : elle n'y avait trouvé que désillusions en attendant les déboires. Elle se mettait en quête de « sphères d'influence » : sans les risques de la conquête et du défrichement, elle y espérait les bénéfices plus rapides d'une exploitation intensive.

L'Allemand se rendait compte, après une expérience de dix années (1884-1894), que les pays neufs ne sont point son fait : pour les arracher à la sauvagerie de la nature, des animaux et des hommes, il y faut une ingéniosité, une fertilité, une rapidité d'invention, des goûts et des aptitudes d'initiative individuelle, qui ne sont ni dans le tempérament ni dans l'éducation de sa race. Les vieux pays, qu'il suffit de remettre au fil du progrès pour les rétablir en leur prospérité d'autrefois se prêtent mieux à l'application des recettes scientifiques et des méthodes rationnelles, aux efforts combinés des syndicats, aux plans de campagnes préparés par les techniciens et exécutés par l'obéissance passive, bref aux habitudes et au génie de ce peuple savant et discipliné, qui venait précisément, par la science et la discipline, de rénover sa vieille Allemagne.

Le vieil Islam, le vieil Extrême-Orient et les vieilles colonies espagnoles ou portugaises de l'Amérique

apparurent aux Allemands comme le domaine le plus apte à leur exploitation : en 1895, ils entraînaient la diplomatie de la Double Alliance dans cette affaire chinoise où durent bientôt intervenir les troupes de tout l'univers civilisé; en 1902, ils emmenaient au Vénézuéla la coopération navale de leurs amis de Londres ; en cette même année, ils essayaient de nous prendre en leur société pour la mise en leurs mains de la Turquie européenne et asiatique.

Il y a dix ans, cette politique des sphères d'influence semblait ouvrir aux entreprises industrielles et financières de l'Allemagne un avenir presque illimité. Du Chili à la Mandchourie, des glaces de l'océan Antarctique aux glaces de l'Asie polaire, et du Mexique au Yang-tsé, des côtes du Far West aux îles du Soleil Levant, à travers monts et plaines, déserts et deltas, fournaises équatoriales, paradis tropicaux et jardins tempérés, la science allemande venait offrir ses services à toutes les humanités en décadence, et, si l'on voulait en repousser l'offre, Berlin se croyait de taille à partout imposer sa clientèle.

Aujourd'hui, M. de Bülow nous parle encore de ce « vaste terrain ». Mais qu'en reste-t-il? La paix yankee ne veut plus tolérer dans les Amériques les expéditions de cuirassés, qui seules peuvent donner quelque sécurité aux expéditions de capitaux et de marchandises. La paix japonaise, qui s'installe dans les fleuves chinois, assiège et prochainement ruinera les fondations allemandes : le sort de Port-Arthur attend Kiaotchéou, si la poussée ou la pression germa-

niques gênent la diplomatie et le trafic des Nippons. Il ne reste qu'une « sphère d'influence » où Berlin puisse espérer le genre et le nombre de clients qui lui sont nécessaires : l'empire turc.

Si donc je comprends bien les offres de M. de Bülow, je ne vois qu'une façon de traduire en clair son langage chiffré : « Que la finance française nous aide tout de suite en Turquie, — dit le Chancelier, — et peut-être, un jour, nous n'entraverons plus la diplomatie française au Maroc ». Toute autre traduction me semble impossible. Le Chancelier connaît les nécessités de notre vie démocratique : il ne peut pas songer à quelque aventure américaine ou chinoise; en ces parages lointains et dangereux, il sait que nos démêlés avec le Vénézuéla et les risques de notre Indo-Chine nous ont fait réfléchir et que notre finance reculerait devant une affaire aussi périlleuse.

La Turquie est proche. Nos financiers la fréquentent. Notre diplomatie y est encore puissante. Nos flottes en connaissent le chemin. Nos devoirs et nos traditions nous obligeront toujours d'y conserver de grands intérêts.

Dès le discours de Tanger, on pouvait — je l'ai fait dans mon livre sur *L'Affaire marocaine* — établir un synchronisme entre nos maladresses en Turquie et les menaces ou les empiétements de l'Allemagne au Maroc. De notre conduite à Constantinople, a dépendu la conduite des Allemands à Tanger : de la coopération franco-allemande chez le Sultan dépendra l'entente franco-allemande chez le Chérif.

*
* *

Aidez-nous en Turquie... Quelles sont les entreprises de l'Allemagne chez le Grand Turc? Ici encore, il faut distinguer les époques.

De 1882 à 1888, Constantinople seule, quartier-général de l'armée turque, semblait attirer les Allemands. Au mois de juin 1882, la mission militaire de von der Goltz et de Rustow-pacha était venue prendre en main la réforme de cette armée, qui devenait la cliente la plus fidèle de Krupp : dans l'empire turc, Berlin ne s'intéressait encore qu'aux fournitures d'armes.

Mais cette mission militaire eut les mêmes conséquences que celle qui, cinquante ans plus tôt, l'avait précédée; vers 1840, d'autres officiers prussiens, sous le commandement de de Moltke et Mühlbach, avaient séjourné et circulé en Turquie, et, de ces voyages à travers l'Anatolie et la Mésopotamie, de Moltke avait rapporté son plan de pénétration pacifique; il voulait régénérer l'Asie antérieure par des colons allemands, et enrichir l'Allemagne par la clientèle turco-arabe.

Tout pareillement, la mission militaire de 1882 conclut à la nécessité d'une pénétration allemande, qui, par les chemins de fer, atteindrait un triple résultat : prédominance incontestée du Turc et autorité effective du Sultan dans ses provinces d'Asie; mise en valeur et en défense de ces provinces, qui

sont trop éloignées des marchés européens et du quartier-général; établissement de colonies et de comptoirs germaniques, qui feraient de l'empire ottoman une chasse réservée aux industriels, courtiers, banquiers et ingénieurs de Berlin.

De 1888 à 1895, on commença l'exécution de cette entreprise. On en avait dressé le plan complet : de Constantinople au golfe Persique, à travers toute l'Asie Mineure et la Mésopotamie, on voulait construire l'un de ces chemins de fer « mondiaux », l'un de ces transcontinentaux que mettaient alors à la mode le Transsibérien projeté des Russes, le Transsaharien projeté des Français et les *Pacific* des Américains. Mais on voulait avancer par étapes : l'Asie Mineure d'abord, la Mésopotamie ensuite.

En 1889, du port de Haïdar-pacha, qui sur le Bosphore fait face à Constantinople, la voie allemande partait à la conquête de l'Asie Mineure. En 1891, elle avait traversé les trois cents kilomètres de la zone côtière; elle atteignait à Eski-cheïr le rebord du plateau désertique qui forme l'hinterland de la péninsule. Jamais routes humaines n'ont pu tout droit, d'ouest en est, en couper les steppes salées et les lacs saumâtres; il faut les contourner par le nord ou par le sud. Les rails allemands prirent par le nord et, en 1893, trois cents autres kilomètres les amenaient à Angora.

D'Angora, quatre cents kilomètres de plaines et de collines fertiles encerclent à l'est le désert anatolien et conduisent à Césarée, aux portes du Taurus

et du haut Euphrate; là, quelques grands travaux, ponts, tunnels et viaducs, seraient nécessaires; mais ensuite, sur les revers allongés des monts, sur le « plat descendant » des berges fluviales, on roulerait sans encombre vers Mossoul et Bagdad. En 1893, les Allemands obtenaient la concession de la ligne Angora-Césarée.

La Russie mit son veto à cette ligne : les futurs embranchements vers Sivas et Erzeroum eussent tourné contre ses frontières de Transcaucasie toute la mobilisation turque et donné aux Arméniens de Turquie une richesse et une liberté dont l'exemple eût été dangereux pour l'Arménie russe; le prince de Lobanof ne voulait pas d'une Bulgarie anatolienne. Fidèles amis de Pétersbourg, les Allemands s'arrêtèrent à Angora.

Mais comme le Sultan leur avait aussi concédé (février 1893) le passage par l'ouest et par le sud du désert anatolien, ils construisirent la ligne d'Eskicheïr à Konia qui, prolongée, les mènerait au Taurus et aux portes de Cilicie. Dès 1895, ils en ouvraient les 450 kilomètres à la circulation et ils annonçaient que, poursuivant au delà de Konia, ils allaient d'un bond franchir le Taurus, sauter dans la plaine maritime de Cilicie, contourner le golfe de Chypre, remonter les pentes de l'Amanus et gagner le moyen Euphrate dans les parages de Biredjik : de là, ils n'auraient plus qu'à se laisser glisser vers Bagdad, Bassorah et le Golfe.

Mais tout à coup, l'Allemagne semble se désintéresser un peu de la Turquie. Le gros effort sur l'Asie

Mineure étant fait, elle veut d'abord en recueillir les résultats et bien en voir les conséquences. Ses capitaux ne lui permettent pas de lancer encore des milliers de kilomètres sans une garantie que le gouvernement turc ne peut lui donner : les affaires d'Arménie, de Crète et de Macédoine viennent restreindre les revenus du Sultan et abattre la confiance des financiers. D'ailleurs, à première expérience, cette Asie Mineure se trouve bien moins riche, bien moins fertile, bien plus déserte, d'un attrait bien moins grand pour la colonisation allemande, d'une exploitation bien plus ardue que les techniciens et les géographes en chambre ne l'avaient annoncé.

C'est à l'autre extrémité de l'Asie que les Allemands pensent alors découvrir la sphère d'influence vraiment profitable; en 1895, ils interviennent et font intervenir la Double Alliance en Chine pour la revision du traité de Simonoséki; en 1896, ils obtiennent deux concessions à Tien-Tsin et à Hankéou; en février 1897, une mission navale explore Kiao-tchéou que les compagnies de débarquement occupent en novembre. Symbole de la politique nouvelle : le 18 novembre 1897, la *Kaiserin Augusta* quitte les eaux crétoises et abandonne la Crète aux amiraux de l'Occident, pour aller prendre possession de ce Chantoung où trente millions de Chinois, dit-on, vont tomber sous la tutelle politique de Berlin, en attendant que les Dix-Huit Provinces et leurs trois cents millions d'habitants tombent dans sa clientèle commerciale.

De 1896 à 1902, tant que dura ce beau rêve chinois, l'Empereur se relâcha un peu de ses ambitions en Turquie.

Au mois d'octobre 1898, pourtant, Guillaume II paraissait de nouveau à Constantinople, puis dans les Échelles de Syrie et de Palestine. En 1889, c'était la première visite impériale à Constantinople et l'amitié nouée avec le Turc qui avaient inauguré l'affaire anatolienne; il semble en 1898 que le toast de Damas et l'appel aux sympathies du monde musulman vont ouvrir l'affaire de Mésopotamie.

Les Allemands l'ont étudiée dans le moindre détail; leurs diplomates, ingénieurs, géographes et archéologues sont d'accord pour la recommander. Leur spécialiste en islam, le baron M. von Oppenheim, vient d'accomplir son voyage *De la Méditerranée au golfe Persique*; il a exploré le pays, dressé la carte, fréquenté les cheikhs et les tribus, évalué l'agriculture et le commerce, l'état présent et les chances d'avenir; il se prononce résolument pour la ligne de Konia à Bagdad par Biredjik, Mardin et Mossoul[1]. Le professeur Sachau, qui avait déjà parcouru le Levant en 1879-1880, est reparti sur l'Euphrate et le Tigre; il est envoyé par la *Commission pour les recherches archéologiques dans les pays du Tigre et de l'Euphrate*[2]. La *Deutsche Orient Gesellschaft* s'est fondée

1. M. von Oppenheim, *Vom Mittelmeer zum Persischen Golf*, Berlin, Dietrich Reimer, 2 vol. 1899-1900.

2. Ed. Sachau, *Am Euphrat und Tigris*, Leipzig, J. C. Hinrichs, 1900.

durant l'hiver 1896-1898; elle a chargé M. R. Koldewey de commencer les fouilles de Babylone.

Les ingénieurs de la *Deutsche Bank* achèvent le plan complet du tracé. L'un d'eux publiera en 1900 les résultats de ces travaux : son livre enthousiaste, *Die deutsche Baghdâd-Bahn und die projektierte Ueberbrückung des Bosporus*, montre déjà la Turquie d'Europe reliée par un pont sur le Bosphore à la Turquie d'Asie, vingt-quatre millions d'hectares ensemencés et dix millions d'Allemands installés en Mésopotamie... Mais la Chine l'emporte et, de 1898 à 1902, sans délaisser complètement la Turquie, c'est à la pénétration du Chantoung que Berlin consacre ses principaux efforts....

Le mouvement des Boxers, le désarroi de l'empire chinois et l'intervention des puissances favorisèrent d'abord les projets allemands; il fallut bientôt rabattre de cet optimisme : d'autres nations, les Russes et surtout les Belges, associés des Français, se taillaient en Chine les meilleures parts; l'Allemagne n'avait ni les capitaux suffisants, ni l'influence à Pékin pour tenir tête à ses concurrents. Elle revint tout entière à son ami de Constantinople; par un firman de février 1902, elle obtenait la concession de Konia au golfe Persique pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, avec garantie kilométrique.

Les temps paraissaient favorables : l'Angleterre, qui toujours regarda d'un œil méfiant les entreprises de l'Europe vers les mers de l'Inde, était occupée aux dernières opérations de l'interminable guerre sud-africaine.

Pétersbourg s'était fait un devoir d'empêcher toute traversée de l'empire turc, qui pût un jour barrer la descente russe vers la Méditerranée, vers la Syrie ou vers le Golfe. Mais justement l'ambassadeur russe, M. Zinovief, venait d'arracher au Sultan pleines et bonnes garanties pour l'avenir des projets russes : Constantinople s'engageait à ne faire que par soi-même, — c'est-à-dire jamais, — ou à ne concéder qu'à des Russes les voies ferrées des provinces arméniennes.

La France, enfin, semblait gagnée d'avance aux projets allemands : n'ayant pas les cinq ou six cents millions nécessaires à l'entreprise, Berlin offrait une part de sa proie aux financiers français ; or la présence de M. Constans à notre ambassade, la récente démonstration de nos cuirassés devant Mitylène (octobre-novembre 1901) et le règlement des créances Tubini-Lorando donnaient à nos financiers la conviction que désormais le Turc serait à leur merci en cas de brouilles sur l'interprétation des contrats ; d'ailleurs, l'exemple de la Grèce et la campagne turque en Thessalie venaient de prouver comment Guillaume II sait forcer au paiement tout débiteur qui lui fait banqueroute.

Aussi les géographes et savants d'Allemagne retrouvèrent de nouveaux arguments pour démontrer l'urgente nécessité et les sûrs profits de l'affaire mésopotamienne.

Ils avouaient qu'en Asie Mineure ni la colonisation allemande ne s'était installée ni les produits alle-

mands ne trouvaient les acheteurs que les statisticiens avaient jadis dénombrés : seules, les voies ferrées, leurs ouvrages, gares et bâtiments, leur personnel et clientèle immédiate consommaient les fers et autres manufactures. Sur le plateau anatolien, il fallait renoncer à cet établissement de villages allemands, que de Moltke jadis avait conseillé (1840), que L. Ross, — *Klein Asien und Deutschland*, — ensuite avait prédit (1850), que R. Menz enfin (1893) avait déjà concerté, — *Deutsche Arbeit in Kleinasien*, — et dont le major Schlagintweit, — *Deutsche Kolonisationsbestrebungen in Kleinasien*, — donnait en 1900 le plan systématique[1].

En Asie Mineure comme en Palestine, le « Michel » allemand rencontrait d'insurmontables obstacles à sa vie ou à sa prospérité, et les spécialistes ne voyaient plus son emploi que dans les postes directeurs ou servomoteurs de la vie économique : seize ans de séjour en Anatolie et de multiples tournées d'inspection, pour le ministère turc de l'Agriculture, des Forêts et des Mines, avaient convaincu M. R. Hermann, — *Anatolische Landwirtschaft*, — que les seuls indigènes ou *mohadjirs* (émigrés) des pays voi-

1. Sur tous ces livres et sur la littérature complète de ces questions, je renvoie à la *Bibliographie géographique annuelle* que publient les *Annales de Géographie* sous la direction de M. Louis Raveneau. En Allemagne, cette publication vaudrait à son directeur une notoriété que notre public français n'accorde, hélas! qu'aux écrivains et aux journalistes. Il faut du moins que les curieux de diplomatie apprennent à se servir de cet admirable répertoire, qui depuis quinze ans classe et résume tous les ouvrages et travaux de géographie.

sins peuvent fournir une main-d'œuvre utile et que le rôle des Allemands doit se borner à la constitution de grandes sociétés, à l'exploitation de grands domaines, à l'achat, transport et exportation des produits agricoles et miniers, bref aux affaires : adieu la colonisation!

En Mésopotamie, c'était bien différent, — disaient M. L. Grothe, *Die Bagdadbahn und das schwaebische Bauernelement in Transkaukasien und Palaestina*, et P. Rohrbach, *Die wirtschaftliche Bedeutung Westasiens* : — on ne pouvait exagérer la signification économique de cette Asie occidentale ni les chances de réussite qu'elle offrait aux paysans souabes. En Palestine, le Souabe ne prospère que médiocrement; en Transcaucasie russe, il réussit un peu mieux, mais lentement; en Mésopotamie, il referait le paradis de la Bible, dès que le chemin de fer et quelques garnisons échelonnées au long de la voie auraient supprimé le brigandage kurde et bédouin.

C'est là qu'au dire de tous ces écrivains était l'avenir de l'émigration et de l'exportation allemandes : en 1886, déjà, l'orientaliste Aloys Sprenger vantait « la Babylonie comme la terre la plus riche du passé et la colonie la plus rémunératrice du présent, *Babylonien das reichste Land in der Vorzeit und das lohnendste Kolonisationsfeld für die Gegenwart* », et il évaluait à vingt-quatre ou vingt-cinq millions d'hectares la superficie jadis cultivée, la terre noire, humide et profonde, que les irrigations fluviales peuvent toujours abreuver, tandis que le soleil du tropique en fait jaillir les récoltes.

Vingt-cinq millions d'hectares cultivables; vingt fois la superficie de la Souabe bavaroise, terres, monts et marais compris : ce chiffre fut admis de l'Allemagne et de l'Europe avec le respect qui toujours accueille les plus fantaisistes affirmations d'un *Doctor-professor*. Sur le terrain, M. H. Wagner, — *Die Ueberschätzung der Anbaufläche Babyloniens*, — en constatait l'exagération et ramenait à dix ou douze millions d'hectares l'étendue des sillons que l'antiquité posséda et que la science moderne pourra de nouveau aménager.

Mais dix millions d'hectares forment encore un beau domaine, et l'Allemagne en 1902 se croyait à la veille de le conquérir : il ne lui manquait que les trois quarts des capitaux; la finance française était là.

*
* *

En février-mars 1902, par les soins de M. Rouvier, qui n'était pas encore ministre des Finances, — le ministère Waldeck-Rousseau dure jusqu'en juin 1902; M. Rouvier n'arrive aux affaires qu'avec le ministère Combes, — les financiers français et allemands lièrent partie. Les Allemands apportaient la concession; les Français donneraient l'argent; on réservait une part à ceux des autres États qui voudraient entrer dans la combinaison. Devenu ministre des Finances, M. Rouvier s'employa de tout son génie à cette coopération franco-allemande; il prit, lui,

ministre français, l'habitude de converser dans la coulisse avec les représentants plus ou moins accrédités de l'empereur Guillaume ; cette habitude devait le conduire en mars-juillet 1905 aux faiblesses et aux déceptions que l'on sait. Mais en 1902 tout lui souriait à Berlin : il tenait la clef d'or qui pouvait ouvrir le paradis de Bagdad.

L'affaire traîna, durant toute l'année 1902 et le début de 1903. Ses partisans les plus déclarés en reconnaissaient les difficultés politiques et financières. Le 1er mars 1903, l'un d'eux écrivait dans les *Questions diplomatiques et coloniales* :

L'Allemagne ou plutôt le syndicat franco-allemand du chemin de fer de Bagdad est sur le point d'obtenir du gouvernement ottoman les garanties nécessaires pour la première section Konia-Eregli du futur *Petit Transasiatique* (Bosphore-golfe Persique). On se rappelle que la concession de cette grandiose entreprise fut accordée en principe à Guillaume II, lors de son dernier voyage en Palestine et à Constantinople (novembre 1898) et confirmée solennellement par un iradé en date du 18 février 1902. Le devis est connu aujourd'hui et se monte à 600 millions de francs : de l'avis même des Allemands les plus chauvins, il ne peut être réalisé sans la coopération des capitaux français...

D'après un contrat intervenu entre la compagnie allemande des *Chemins de fer d'Anatolie* et la compagnie française *Smyrne-Cassaba*, il a été décidé que le capital nécessaire serait fourni à raison de 40 p. 100 par l'Allemagne, 40 p. 100 par la France, 20 p. 100 par les puisances possédant des intérêts financiers en Turquie.

Le marché allemand ne semble pas disposé à fournir les 40 p. 100 qui lui reviennent : il n'a pas grande confiance dans la réussite de l'entreprise ; les actionnaires des *Chemins de fer d'Anatolie* ont même spécifié, à l'assemblée du

20 juin 1902, qu'ils entendaient rester en dehors de la nouvelle compagnie. L'Allemagne a aussitôt cherché à se concilier les bonnes grâces de la Russie en lui offrant ses 40 p. 100; mais M. de Witte a très mal pris ce qui pouvait être interprété comme une plaisanterie : le *Messager financier russe* a décliné l'offre dans une note visiblement officieuse, en conseillant aux sujets russes de réserver leurs capitaux à des entreprises nationales d'un intérêt plus immédiat.

Le marché français se fait également tirer l'oreille, non sans raison. On a absolument besoin de lui : c'est notoire; on compte qu'il fera les premiers frais en fournissant ses 40 p. 100 immédiatement et d'un seul coup. Il faut espérer que nos financiers se montreront plus pratiques que d'habitude, et regarderont plus haut qu'une simple spéculation de Bourse... L'opportunité de favoriser l'œuvre franco-allemande en Asie Mineure étant admise, — contre des garanties sérieuses et intangibles, — il reste à examiner s'il est bien politique de lier partie avec l'Allemagne dans une affaire qui contrarie vivement la Russie et qui n'est pas vue d'un bon œil en Angleterre, à en juger d'après les récents incidents de Koweit.

Depuis la formation du ministère Combes (juin 1902), deux opinions étaient en présence dans les conseils de notre gouvernement. M. Rouvier voulait à tout prix soutenir l'Allemagne et contenter nos financiers. M. Delcassé, qui « regardait plus haut qu'une simple spéculation de Bourse », exigeait des « garanties sérieuses et intangibles » tant pour les intérêts que nous avions déjà au Levant que pour l'avenir de nos capitaux que nous allions risquer en cette nouvelle affaire, et il voulait que cette affaire elle-même pût rentrer dans le cadre de notre politique générale. Ces

deux conditions remplies, il admettait « l'opportunité de la coopération franco-allemande » ; en toute bonne foi, il s'employa pour que les désirs de son collègue aux Finances fussent satisfaits.

Il fallait d'abord lever l'opposition de Pétersbourg ; n'étant alors engagés que dans l'alliance russe, nous n'avions de devoirs qu'envers elle. La déclaration franco-russe, qui venait d'être publiée en réponse à la notification de l'alliance anglo-japonaise (février-mars 1902), rendait ces devoirs plus pressants et semblait couper toute solidarité entre les intérêts de la France et ceux de l'Angleterre en Asie. Nous n'avions donc à nous préoccuper que des vues et des désirs de Pétersbourg.

Le Bagdad allemand pouvait, semble-t-il, s'accorder facilement avec les intérêts véritables et les ambitions de la Russie dans l'empire turc. Mais M. Witte avait à l'étude un autre *Transasiatique*, qui, de la Baltique à l'Indus, à travers la Russie d'Europe, le Turkestan et l'Afghanistan, par Pétersbourg, Moscou, Orenbourg, Bochara, Merv, Hérat et Quetta, emprunterait les terres du tsar sur les quatre cinquièmes de son parcours et, vivifiant au dedans des provinces et des villes, ouvrant au dehors des marchés, amenant des capitaux et des commandes, donnerait de l'or au trésor impérial et de l'ouvrage aux usines de l'empire. C'est pourquoi le *Messager financier russe* déconseillait l'affaire de Bagdad et recommandait aux sujets russes de se « réserver pour des entreprises nationales d'un intérêt plus immédiat ».

M. Witte négocia avec Londres pour la construction de son Transasiatique anglo-russe : l'Angleterre, embarrassée déjà par les affaires de Koweit, ne voulut pas; outre le péril allemand que lui amènerait Bagdad, rapprocher encore de l'Indus le danger moscovite. M. Delcassé avait profité de son voyage à Pétersbourg avec le président Loubet (mai 1902) pour plaider la cause de Bagdad : durant toute l'année 1902 et le début de 1903, il revint à la charge; il finit par convaincre le comte Lamsdorf que, les Allemands étant décidés coûte que coûte à faire leur chemin de fer, il était plus conforme aux intérêts de la Russie d'être avec eux que contre eux, tout au moins de laisser la France entrer dans une combinaison qui ne pourrait plus alors devenir une arme contre la Russie.

Il est probable que le voyage de l'empereur Guillaume à Reval (août 1902) eut pour objet de gagner le consentement du tsar lui-même à cette entreprise, dont l'empereur allemand a fait dès le début sa chose personnelle, où son amour-propre de souverain, autant que ses intérêts, est engagé. La défaveur où tomba M. Witte au début de 1903, et qui devait aboutir à une disgrâce en juin, rendit cette négociation plus facile.

Le consentement de la Russie permit enfin d'examiner les conditions fondamentales de l'association franco-allemande. L'empereur Guillaume II, pour désarmer l'opinion française, avait aboli la dictature en Alsace-Lorraine (9 mai 1902).

Les financiers de Berlin avaient promis à M. Rouvier la parité de droits et de bénéfices la plus complète pour les deux contractants. Mais 40 p. 100 aux Français, 40 p. 100 aux Allemands, il restait encore 20 p. 100 du capital à trouver. L'Allemagne, d'ailleurs, n'avait pas le premier sou des 40 p. 100 qu'elle devait fournir; elle eût volontiers écoulé sur la place de Londres les 20 p. 100 complémentaires et une grosse part de ses propres 40 p. 100.

En novembre 1902, Guillaume II, ayant reçu le serment des recrues et leur ayant recommandé, cette année-là, de « conserver la paix avec un chacun », débarquait en Angleterre. Il allait d'abord saluer à Shorncliffe les héros de la guerre sud-africaine, féliciter de la victoire le Royal-Dragons, dont il est le colonel, et se féliciter soi-même du soulagement que son cadeau de cinq cents livres (15 200 francs) avait apporté aux veuves et aux orphelins du régiment. Il allait ensuite à Sandringham souhaiter à son oncle Édouard VII une bonne fête, et tâcher de lui placer quelques petits appareils à alcool pour l'éclairage, la cuisine, le chauffage et la coiffure : de ses propres mains, l'Empereur faisait fonctionner ces derniers produits de l'industrie allemande, *Lampen*, *Kochapparate*, *Frisierapparate*[1].

Le roi d'Angleterre admira ces *Frisierapparate*.

1. E. Schröder, *Ein Tagebuch Kaiser Wilhelms II*, 15 novembre 1902 : « Er führte persönlich dem König und der gesamten Hofgesellschaft die in Deutschland üblichen Geräte für Beleuchtung, für Kochen und Heizen, mit Spiritus vor ».

Mais le gouvernement anglais, après quelques hésitations, refusa les papillotes de Bagdad.

Berlin dut se rabattre sur ses prête-noms de Zurich et ses correspondants de Bruxelles et d'Amsterdam ; à la fin de mars 1903, la convention financière était prête, et la totalité du capital, nominalement souscrite : 40 p. 100 par la France, 40 p. 100 par l'Allemagne, 20 p. 100 par les groupes belges, hollandais et suisses.

Ainsi constituée, il était évident que cette affaire franco-allemande ne serait bientôt qu'allemande, si « des garanties sérieuses et intangibles » ne nous étaient pas accordées : dans les conseils de la société, les 20 p. 100 belgo-hollando-suisses voteraient toujours avec les 40 p. 100 allemands ; nous serions en minorité perpétuelle, tant pour l'achat des fournitures que pour le choix du personnel et la marche générale de l'entreprise, Nos diplomates signalèrent le grand risque de cette combinaison : une fois nos capitaux engagés, l'Allemagne pourrait évincer nos administrateurs, fournisseurs, ingénieurs et conseillers.

Comme les gouvernements de Paris et de Londres inclinaient déjà aux négociations de l'entente cordiale et préparaient les voyages du roi Édouard à Paris et de M. Loubet à Londres, une sorte de triplice industrielle, anglo-franco-allemande, fut de nouveau tentée ; les financiers d'abord, puis les ministres et les journaux anglais en discutèrent les termes durant tout le mois d'avril 1903 :

Les Anglais acceptèrent en principe, sous la réserve l'égalité d'intervention; le nouveau projet comportait 30 p. 100 aux Allemands, 30 p. 100 aux Français, 30 p. 100 aux Anglais et 10 p. 100 de disponibilités. En retour, le groupe financier de Londres devait obtenir l'appui de son gouvernement pour l'exécution du chemin de fer. Cet appui comportait :

L'assentiment de l'Angleterre à une majoration raisonnable des douanes ottomanes;

Le passage de la Malle des Indes par la nouvelle voie;

Les bons offices pour l'établissement d'une station terminus sur le golfe Persique.

Dans un premier débat à la Chambre des Communes, M. Balfour émit une opinion qu'on put considérer comme favorable. Affirmant qu'une opposition de l'Angleterre ne serait pas un obstacle insurmontable à la réalisation du projet, il conclut qu'il serait regrettable qu'une route aussi importante, conduisant aux Indes, fût ouverte exclusivement par une association franco-allemande et restât sous sa seule direction. Il rappela des conversations d'ordre officieux où lord Lansdowne avait affirmé des sentiments amicaux pour cette affaire, si elle était nettement internationale et faisait aux Anglais une place équivalente à celle des deux autres nations...

Mais sur des nouvelles venues de Constantinople et présentant l'entreprise comme exclusivement germanique par ses origines, sa direction et ses résultats, la presse anglaise fut unanime à joindre ses protestations à celles d'hommes d'État qui n'avaient pas cessé de s'opposer au projet. Un courant d'opinion hostile se créa et l'on vit apparaître, avec une égale ardeur, le souci des intérêts britanniques et une invariable méfiance pour une combinaison venue d'Allemagne.

Le ministre anglais ne tarda pas à prendre et à exposer au Parlement des décisions nouvelles. M. Balfour reconnut à la Chambre des Communes que la convention entre la Porte et la Compagnie des Chemins de fer d'Anatolie

plaçait sous la domination allemande toutes les voies projetées à travers l'Asie Mineure jusqu'au golfe Persique : l'Angleterre n'adhérerait jamais à une pareille convention [1].

Ce refus de l'Angleterre (23 avril 1903) accrut les défiances de notre diplomatie à l'égard d'un projet que les Allemands se plaisaient à proclamer essentiellement germanique, *die deutsche Bagdadbahn.*

Le voyage du roi Édouard à Paris ramenait dans les relations franco-anglaises une confiance que les gouvernements s'efforçaient de rétablir entre les peuples : « Je ne connais pas deux pays dans le monde, — disait le roi Édouard à la Chambre de commerce anglaise de Paris, — dont la prospérité mutuelle dépende plus l'un de l'autre. Il a pu y avoir des malentendus et des causes de dissension dans le passé; mais tout cela est, je le sais, heureusement fini et oublié. »

La collaboration franco-allemande, avec l'appoint belgo-hollando-suisse, était toujours préconisée par nos financiers; mais nos coloniaux eux-mêmes, qui, pendant dix ans, s'étaient fait de l'entente avec Berlin un programme et une habitude, hésitaient : « Il est incontestable, avait dit M. Étienne à la Chambre le 21 janvier 1902, que l'Allemagne n'est pas en état de fournir le capital total; c'est l'épargne française qui va intervenir largement; on nous dit que nous aurons

1. J. Imbart de la Tour, *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 mai 1903.

à fournir 40 p. 100; je suis convaincu que ce sera 80 p. 100. »

La crise financière, où se débattait l'Allemagne, après l'écroulement des *Leipziger Bank* et autres comptoirs, empêchait en effet toute participation vraiment effective des capitaux allemands. La convention fixait à 40 p. 100 la part des actions qu'auraient à souscrire les banques françaises; mais c'est en France que les banques allemandes, par leurs intermédiaires de Zurich et de Bruxelles, placeraient leurs propres 40 p. 100. Au total, les trois quarts de l'argent seraient français; quelle garantie aurions-nous que l'entreprise ne deviendrait pas entièrement allemande, réservée aux seules usines et seul personnel d'outre-Rhin?

On nous avait dès le début promis la complète parité de bénéfices et de droits; on était convenu que si le directeur était allemand, le président du conseil d'administration serait français, ou inversement. Quand on vint aux stipulations définitives, Berlin réclama les deux places, et, comptant sur la présence de M. Rouvier au ministère des Finances, essaya de tourner d'abord, puis d'écarter les réclamations de notre diplomatie. Mais nous ne pouvions ainsi livrer l'affaire au bon plaisir de Berlin.

On pelota. Berlin promit (août 1903), puis se rétracta (septembre 1903), croyant qu'entre M. Rouvier et M. Delcassé, c'était le premier qui l'emporterait dans les conseils de notre ministère. Ce fut le second : Berlin eut à dire nettement si les conven-

tions primitives seraient respectées, si, le directeur étant allemand, le président serait français. Berlin s'en tint à ses exigences. Alors notre conseil des ministres refusa aux actions de la compagnie franco-allemande la cote sur le marché de Paris : l'affaire était dans l'eau (fin d'octobre 1903).

C'était un échec personnel pour l'empereur Guillaume, qui jusqu'au discours de Tanger allait méditer et chercher sa vengeance; mais la seule mauvaise foi de Berlin en était la cause. Les récriminations sont inutiles aujourd'hui; la leçon du moins peut servir pour demain : les Allemands devraient se persuader que la méthode bismarckienne de perpétuelles fourberies n'est plus de mise; s'ils veulent traiter avec nous, il faut jouer cartes sur table.

*
*

En juillet 1906, on vit reparaître les financiers allemands à Paris. Ils annonçaient qu'avec leurs seules ressources ils avaient construit la première section du Konia-Bagdad, les deux cents kilomètres de Konia à Boulgourlou.

Ils étaient sûrs, disaient-ils, d'achever l'entreprise sans avoir besoin d'une coopération étrangère; car l'entreprise est allemande, purement allemande, et, sauf la Turquie, les autres puissances n'ont rien à y voir. Mais sachant que la France a des capitaux à placer, les financiers de Berlin voulaient bien nous rendre le service de contracter un emprunt sur la

place de Paris : la Turquie, disaient-ils, leur donne une garantie kilométrique qui assure au capital engagé un intérêt de 4 p. 100. Ils offraient même de nous laisser en gage, de nous « lombarder » les titres de leurs Chemins de fer anatoliens.

Avec nos capitaux, ils construiraient la ligne, la garniraient de rails allemands, de ponts allemands, de personnel et de matériel uniquement allemands, la borderaient de colons germaniques, empocheraient les bénéfices de la construction, prendraient les mines et terres domaniales que le firman leur promet à dix kilomètres de chaque côté de la voie. Et nos capitaux demanderaient au Turc les 4 p. 100 d'intérêt que cette même concession stipule...

Le directeur de la *Deutsche Bank* parut surpris, un peu fâché de notre refus....

Berlin s'adressa de nouveau aux Anglais et, comme la persuasion n'avait pas chez eux de meilleur succès que chez nous, l'Empereur se crut de taille à faire « chanter » son bon oncle.

Les Anglais ont en Asie Mineure le chemin de fer Smyrne-Aïdin-Dineir, pour lequel, depuis vingt ans, ils réclamaient un prolongement vers les lacs de Bouldour et d'Egerdir à l'est, vers le port d'Adalia au sud. A l'instigation de l'Allemagne, le Sultan depuis vingt ans refusait. Berlin fit entendre à Londres que, si les capitaux anglais s'intéressaient à la ligne allemande Konia-Bagdad, l'ambassadeur allemand s'intéresserait aux lignes anglaises Dineir-Adalia-Egerdir-Bouldour. Londres prit très mal cette offre

plaisante. Sans passer par les mains de l'honnête courtier, l'Angleterre exigea de Constantinople ce qu'elle jugeait lui revenir de plein droit. L'Allemagne fit tête. Survint l'entrevue de Cronberg entre Édouard VII et Guillaume II : au milieu de septembre 1906, Londres obtenait en Asie Mineure la moitié de ce qu'elle demandait, sans rien accorder de ce qu'avait réclamé l'Allemagne.

Aujourd'hui les financiers allemands nous reviennent ou vont nous revenir : le discours du Chancelier leur servira de lettres de créance.

Leur presse continue d'affirmer que, seuls détenteurs du firman et du mazbata, seuls concessionnaires nominaux, ils seront aussi les seuls constructeurs et exploitants du Bagdad : firman et mazbata leur permettent de construire section par section; ils ont tout le temps; rien ne les presse; au fur et à mesure de leurs disponibilités, ils poseront deux cents autres kilomètres et, par étapes, s'avanceront jusqu'à Bagdad, puis jusqu'au Golfe, comme ils viennent de s'avancer jusqu'à Boulgourlou. L'affaire, ajoutent les journaux d'outre-Rhin, est admirable : tout est combiné pour drainer vers cette route le commerce de l'Europe et de l'Asie; aux rails allemands d'Anatolie, on va souder les rails autrichiens du Balkan par un tunnel sous-marin ou par un pont sur le Bosphore : des frontières de Bulgarie aux ports du golfe Persique, locomotives et wagons allemands rouleront sans rompre charge.

Si les Français veulent trouver un bon placement à

leurs capitaux inutiles, on est tout disposé à leur céder un gros paquet d'actions. Mais, en dehors de l'intérêt à 4 p. 100, s'ils réclament la moindre garantie pour la direction de l'entreprise, les fournitures de la construction, le personnel de l'exploitation, etc., bref si, dans cette affaire allemande, ils osent encore revendiquer une parité de droits, on saura bien se passer d'eux jusqu'au Golfe, comme on s'est passé d'eux jusqu'à Boulgourlou.

Il est certain que les Allemands, en réunissant tous leurs reliquats disponibles, ont posé deux cents kilomètres de rails entre Konia et Boulgourlou. En terrain plat ou à flanc de coteaux, durant 190 kilomètres, de Konia à Eregli, leur ruban ferré ne franchit aucun tunnel, aucune tranchée profonde, aucun fleuve, aucune rivière importante; la ligne se tient sur le plateau mi-désertique, mi-cultivé qui, ceinturé de très hautes montagnes, occupe le centre de l'Asie Mineure à mille mètres d'altitude environ.

Mais Eregli est juste au pied des montagnes méridionales, sur le revers interne du Taurus, dont le faîte se dresse à quelque 2 000 mètres et dont l'autre façade plonge à pic dans la plaine maritime d'Adana. D'Eregli à Adana, 100 kilomètres à vol d'oiseau; mais une montée de 400 mètres d'abord entre le fond de la plaine intérieure, qui est à la cote 1 053, et le col du Taurus, qui est à la cote 1 465, puis une chute de 1 400 mètres entre le col et la plaine maritime, qui est à la cote 21.

Entre Eregli et Boulgourlou, les ingénieurs alle-

mands ont amorcé cette dure et coûteuse traversée du Taurus; ils en ont gravi les premières pentes; au dixième kilomètre, à Boulgourlou, ils se sont arrêtés; depuis dix-huit mois, leurs rails viennent buter contre ce Taurus « impraticable aux corneilles », « inaccessible aux chiens », *kargakelmez, itielmez*, comme disent les pèlerins qui descendent de Constantinople vers La Mecque.

Ce que ne peuvent les corneilles et les chiens, les rails allemands ne le pourront qu'à renfort de tranchées, de tunnels, de viaducs, de ponts et de remblais, — d'argent : c'est par vingtaines, par cinquantaines de millions qu'il faut chiffrer la dépense des 100 ou 150 kilomètres entre Boulgourlou et Adana. Une petite ligne française reliait Adana au port tout voisin de Mersina sur le golfe de Chypre : les financiers de Berlin ont racheté cette ligne et peuvent désormais amener commodément leurs équipes et leurs machines au revers méridional des monts; la section Boulgourlou-Adana sera donc entreprise par les deux bouts.

Au delà d'Adana, jusqu'à l'Euphrate, c'est la plaine de Cilicie, les eaux et les marécages, les deux grands fleuves boueux et sinueux du Seihoun et du Djihoun, — Barberousse s'y noya, — puis, de nouveau, l'âpre barrière des monts Amanus, les rampes, les tunnels et les viaducs : en tout, deux ou trois sections qui demanderont presque autant d'argent pour les travaux d'art que la traversée même du Taurus.

En chiffrant à 300 millions les dépenses nécessaires

entre Boulgourlou et l'Euphrate, les prévisions resteraient de beaucoup inférieures à la réalité. En chiffrant à 80 millions la seule traversée du Taurus, on aurait encore des mécomptes. Or de ces 80 millions, les Allemands, quoi qu'ils en disent, n'ont pas le premier sou.

En juillet 1906, ils pouvaient encore ou se faire ou nous faire illusion. La crise de 1901-1902 semblait apaisée, oubliée. Pour la galerie, les statistiques allemandes faisaient montre d'accroissements énormes tant à l'exportation qu'à l'importation : une ère de prospérité durable et *kolossal* semblait promise aux industriels et aux trafiquants du Rhin.

Depuis le mois de septembre 1906, depuis l'application des nouveaux tarifs douaniers, on a déchanté, reconnu que ces chiffres d'affaires recouvraient moins une abondance qu'un manque de bénéfices; les prix des denrées et des matières premières, le taux de l'escompte et les exigences de l'argent rendent la vie difficile à nombre d'entreprises qui ne durent que par le crédit, subsistent au jour le jour, pensent regagner le lendemain ce qu'elles perdent quotidiennement. Jusque dans l'entourage de Guillaume II, il est des pessimistes ou, selon le mot du jour, des *schwarzseher*, qui prédisent le renouveau plus terrible de la crise de 1901 : en public, Guillaume II s'irrite contre ces mauvais augures; en son for intérieur, il sait bien que son chemin de fer de Bagdad n'est possible qu'avec le concours de la fortune française.

« Mais nous avons le temps d'attendre, disent les

financiers de Berlin; tenant la concession de Bagdad pour quatre-vingt-dix-neuf ans, nous pouvons avoir un siècle de patience; ayant le droit de construire par sections, nous pouvons lentement, petitement, ouvrir des chantiers nouveaux à mesure que le budget ottoman aura des plus-values qui nous donneront notre garantie kilométrique. »

Ce calcul serait juste en tous points, si la ligne avait déjà franchi le Taurus et l'Amanus, si le budget ottoman était extensible et disponible au gré de Berlin, si Abd-ul-Hamid enfin était assuré de dix années de règne.

Au delà de l'Amanus en effet, les Allemands pourraient, comme de Konia à Eregli, construire lentement, sans gros capitaux : dans le pays ondulé de l'Euphrate et du Tigre, les travaux seront aisés, peu coûteux. Mais dans le Taurus, puis dans l'Amanus, on ne peut pas entamer quelques kilomètres seulement, il faut étudier, préparer, amorcer ensemble, attaquer les monts par les deux côtés à la fois, engager d'un coup cent ou deux cents millions, sous peine de gaspiller inutilement les petites sommes annuelles que l'on jetterait à un chantier mal outillé ou trop peu nombreux.

Et les budgets ottomans sont à la merci, non de Berlin, mais des puissances, qui par leurs diplomates peuvent en surveiller les excédents, qui, par les réformes arméniennes, macédoniennes, arabes ou syriennes, peuvent même en tarir les revenus.

Et loin d'être immortel, Abd-ul-Hamid semble

plutôt moribond : lui vivant, les financiers de Guillaume II usent du firman à leur guise, exécutent les clauses favorables, négligent les engagements trop dispendieux et obtiennent sans cesse de nouveaux délais ou de nouvelles facilités ; lui mort, il se peut, il est probable que sa politique disparaisse et que son successeur préfère l'amitié de l'Occident à la tyrannie de l'Allemagne.

Les Allemands ont un firman en poche ; mais qui pourrait empêcher le Grand Turc de donner un autre firman, plusieurs autres firmans, à des Anglais, des Français ou des Russes ? Sans couper la ligne allemande, on peut la rendre inutile en la devançant, moins profitable en la doublant de près ou de loin, ruineuse en la flanquant de batelleries fluviales sur le Tigre.

D'une affaire qui aujourd'hui pourrait être excellente, Berlin dans quelques années ne retirerait aucun bénéfice. Les gibiers, même ceux qui préfèrent le plus attendre, ne se conservent pas indéfiniment : dans leurs tirés de Turquie, les Allemands ont abattu une belle pièce ; même dans leur solide et frais garde-manger, chaque jour elle « avance » ; le plus tôt possible, il faudra recourir au cuisinier français, si l'on veut la servir en beauté sur la table impériale.

Que les financiers de Berlin nous présentent donc les choses comme elles sont. Le discours de M. de Bülow est une première invite. Il en faudrait une seconde, moins publique, mais plus claire, où l'Allemagne, franchement, nous offrirait Tanger contre

Bagdad. Alors les diplomates et gens d'affaires pourraient discuter, examiner les garanties qui, de part et d'autre, sont nécessaires.

Au Maroc, Berlin a voulu que ses intérêts fussent réservés et mis sous la sauvegarde des puissances : nous offrions un accord particulier et notre signature française; Berlin a exigé une conférence internationale et le seing de l'Europe. L'Allemagne sait donc exactement quelle œuvre nous poursuivons à Tanger et que l'humanité tout entière, y compris les industriels allemands, profitera d'un travail dont nous ferons tous les frais.

A Bagdad, Berlin nous demande de faire aussi les frais pour une entreprise spécialement allemande : encore faut-il que cette entreprise, si elle ne doit nous valoir aucun bénéfice particulier, ne nous cause aucun préjudice matériel ni moral. Et c'est le point que les gens d'affaires et les diplomates devront examiner.

Le Bagdad allemand ne nous causera aucun préjudice matériel, si nos intérêts économiques ne sont lésés ni dans les régions que traverse la voie, ni dans les autres provinces de l'Asie turque.

Reconnaissons de suite qu'au long même de la voie nous n'avons que de médiocres intérêts : sur ce premier chapitre, il n'est pas de difficultés à prévoir. Dans les provinces voisines, en Syrie tout particulièrement, nous avons au contraire de belles entreprises que les projets allemands pourraient arrêter ou ruiner. Mais, en Asie Mineure, notre chemin de fer Smyrne-Cassaba était dans la même situation par rapport

aux Anatoliens allemands; les mêmes bons rapports, qui unissent aujourd'hui notre Smyrne-Cassaba aux Anatoliens, peuvent sans peine être ménagés entre le Bagdad et nos compagnies syriennes. Sur ce second chapitre encore, je ne prévois aucune pénible discussion.

Pour ne nous causer aucun préjudice moral, il faut que notre coopération à l'œuvre allemande ne porte aucune atteinte aux deux bases de notre politique dans le monde : l'alliance russe et l'amitié anglaise.

En 1902, nous ne voulions rien faire sans le consentement de la Russie; en 1906, le même consentement nous demeure nécessaire : les relations entre Berlin et Pétersbourg permettent d'espérer que la Russie sera accommodante. Mais, en 1902, c'était Guillaume II qui tâchait de gagner à son Bagdad la bienveillance, tout au moins la neutralité de Londres : en 1906, c'est nous qui attachons à cette bienveillance une telle valeur que, si l'Allemagne désire vraiment notre concours, nous ne pourrons le lui promettre que sur bonnes garanties données par elle aux intérêts et aux projets de l'Angleterre.

15 décembre 1906.

Bérard, Victor
La France et Guillaume II
2. éd.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY